HICHEM ABOUD

LA MAFIA DES GÉNÉRAUX



JC Lattès

LA MAFIA DES GÉNÉRAUX



www.editions-jclattes.fr

Hichem ABOUD

LA MAFIA DES GÉNÉRAUX

JC Lattès

À la mémoire de mon père, que je n'ai pu accompagner à sa dernière demeure, puisqu'il m'est interdit de rentrer dans mon pays.

À ma mère, qui souffre en silence de mon exil.

À Nora, pour le soutien qu'elle m'a toujours apporté.

À Abdelkrim, Djamila, Narimène, Abderramahne, Houari Boumediene, Kahina, Hayette et son époux Djamel.

À ma famille et à mes amis d'Oum El Bouaghi, Alger, Skikda, Sétif, Constantine et partout en Algérie et en France.

À Tayeb Ouafi, pour l'aide désintéressée qu'il m'a apportée dans les moments difficiles.

Aux journalistes qui ont donné leur vie pour la liberté d'expression.

À la mémoire du commandant Achouri Hammouda et aux officiers intègres qui m'ont inculqué le sens du devoir patriotique.

À tous les officiers, sous-officiers et soldats de l'Armée Nationale Populaire qui placent l'Algérie au-dessus de leur propre intérêt.

À tous les enfants du peuple qui ont assumé des responsabilités au sein de l'appareil d'État, sans succomber au vertige du pouvoir.

À toutes les victimes de la barbarie qui s'est abattue sur notre pays.

J'accuse !

« *Toute attaque contre les généraux est assimilée à une atteinte à l'armée algérienne.* » Depuis toujours, on entretient soigneusement la confusion, afin que l'institution militaire algérienne serve de bouclier au gang des onze généraux qui la salissent et bafouent son honneur. Chaque fois qu'il est montré du doigt, ce clan mafieux se pose en champion de la démocratie et en défenseur de la République par le biais de ses relais médiatiques. Il crie au « *complot ourdi par l'intégrisme* » et brandit la menace du retour du Front islamique du salut sur la scène politique.

Je tiens à lever toute équivoque. Cet ouvrage n'est pas une attaque, ni un « complot » contre l'armée algérienne. Il ne fait pas de confusion entre les généraux mafieux et les généraux honnêtes. Il dénonce le clan de ceux qui se sont emparés du pouvoir en Algérie, et qui n'ont pas le droit de s'identifier à une institution de la République, héritière du long combat mené par le peuple algérien pour sa libération du joug colonial, tandis que leurs mains ruissellent du sang des innocents qu'ils ont condamnés à mort dans le secret de leurs cabinets.

J'accuse ces généraux de meurtre sur la personne du président Mohammed Boudiaf.

Je les accuse de meurtre sur la personne du colonel Kasdi Merbah.

Je les accuse d'avoir créé de toutes pièces la frange des Groupes islamiques armés dirigée successivement par Sayah Attia, Djamel Ziouni et Chérif Gousmi, afin de plonger délibérément l'Algérie dans un bain de sang.

Je les accuse d'avoir réduit un pays riche à la misère la plus noire tandis qu'ils amassaient des fortunes colossales.

Je les accuse d'avoir tué l'espoir, désespéré la jeunesse, et contraint des milliers d'intellectuels, qui constituent l'âme de l'Algérie, à choisir entre l'exil et la mort.

Je les accuse de haute trahison envers la patrie.

En mon âme et conscience.

Introduction

Alger, octobre 1990.

Le général Mohammed Betchine, patron de la DGDS (Délégation générale à la documentation et à la sécurité), dont je suis le chef de cabinet, est démissionnaire. Au moment de la passation des consignes à son successeur, le colonel Mohammed Mediene, alias Tewfik, l'avion spécial du patron des services de renseignements saoudiens s'apprête à atterrir sur l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger. Je suis chargé de l'accueillir et d'organiser une séance de travail avec lui.

Aux yeux des Arabes, les apparences sont très importantes. Jeune capitaine de trente-cinq ans, je ne fais pas le poids aux yeux d'un général d'armée. Je me fais donc accompagner par les deux officiers les plus anciens et les plus élevés dans le grade, les lieutenants-colonels Mohammed Tahar, chargé du dossier du Moyen-Orient, et Cherif, inspecteur général des Services de sécurité.

Je ne sais absolument rien de l'objet de la visite de notre hôte. Peu avant l'atterrissage de l'avion, j'appelle le général Larbi Belkheir, directeur de cabinet du président de la République, depuis le salon VIP de l'aéroport, pour avoir plus de précisions. Il m'apprend que l'officier saou-

dien est envoyé par le roi Fahd, à la suite de l'entretien qu'a eu celui-ci avec le président Chadli. Il y était question de l'aide qu'auraient apportée les Saoudiens au Front islamique du salut. Nos services doivent maintenant fournir les preuves des accusations portées contre le régime de Riyad.

Il nous est impossible de le faire lors de la séance de travail qui se tient à la résidence d'État, Djenane El Mithak, et à laquelle prennent part les cadres de la division de la sécurité intérieure. Nous ne pouvons avouer aux responsables des services saoudiens que nous avons obtenu nos preuves à l'aide de méthodes qu'on n'emploie pas normalement contre une représentation diplomatique. Nous nous sommes donc limités à évoquer le rôle joué par Abdallah Azzem dans l'embrigadement de jeunes Algériens envoyés en Afghanistan.

Dans la soirée, nos hôtes sont reçus par le général Larbi Belkheir. J'assiste aux entretiens, qui portent beaucoup plus sur les échanges d'informations et sur l'état de santé de tel ou tel émir que sur les questions de sécurité. Conversation de salon de bon aloi entre gens de bonne compagnie.

Après avoir pris congé du général saoudien, Larbi Belkheir tente de nous convaincre, les deux lieutenants-colonels et moi, que les Saoudiens n'ont rien à voir avec le financement des intégristes en Algérie, et que les informations rapportées par nos services sont dénuées de tout fondement.

Je lui réplique que nous ne sommes pas les seuls à accuser les Saoudiens d'apporter aide et assistance aux mouvements intégristes. Les membres du Conseil maghrébin de sécurité qui s'est réuni à Alger en juin 1990 sous la présidence du général Betchine, et dont j'étais le secrétaire général, ont été unanimes à dénoncer le régime wahabite.

Devant l'attitude du directeur de cabinet du président, qui est en réalité le véritable chef de l'État, je comprends qu'il est hors de question de s'attaquer de quelque manière que ce soit aux dirigeants saoudiens, et qu'aux yeux des décideurs l'intégrisme est loin de constituer une menace réelle pour l'Algérie.

Le 11 septembre 2001, ces souvenirs remontent à la surface. L'intégrisme religieux vient de frapper fort la première puissance mondiale au travers de ces deux symboles que représentent le World Trade Center et le Pentagone. Derrière ces attentats, se profile l'ombre de « l'ami » saoudien. Oussama Ben Laden, disciple d'Abdallah Azzam, et sa légion arabe sont les coupables désignés.

Les États-Unis qui, en 1995, ne s'étaient nullement indignés des cent morts causés par l'attentat du boulevard Amirouche, au centre d'Alger, sont frappés à leur tour par l'hydre intégriste. À l'époque, ils avaient même ouvert une tribune médiatique à l'un des chefs terroristes algériens, Anouar Heddam, qui revendiquait le carnage.

Les attentats de Washington et New York sont venus à point nommé rappeler aux Occidentaux que plus de deux cent mille Algériens sont morts en dix ans dans une guerre que leur ont déclarée des barbus installés dans les capitales européennes, sous la protection de leurs services secrets.

La mort de plus de trois mille citoyens américains ne doit pas faire oublier la lutte acharnée que mène le peuple algérien contre le monstre intégriste. Un phénomène enfanté par un système monstrueux, tenu en main par un clan de généraux mafieux. Car l'histoire de l'intégrisme en Algérie est fortement liée à l'existence de ce clan.

Pourquoi ce livre et pourquoi l'avoir consacré uniquement à un groupe de généraux de l'armée algérienne ? Serait-il commis par un aigri ? Serait-ce un règlement de

comptes ? L'auteur serait-il manipulé par un quelconque clan du pouvoir ou un service de renseignements ? Autant de questions que peuvent se poser de nombreux observateurs algériens et étrangers.

Ce que je mets aujourd'hui entre les mains du lecteur, ce ne sont pas les Mémoires d'un ancien officier de l'armée algérienne. C'est le fruit d'un travail d'investigation journalistique. J'ai écrit ce livre pour apporter un témoignage objectif et sans complaisance sur l'entreprise de rapine dont l'Algérie est victime depuis vingt ans. Je l'ai commencé dès le début de mon exil forcé, en 1997, mais je n'étais pas pressé de le publier. Je voulais travailler en dehors de toute rancœur. Écrire le cœur chaud mais la tête froide. Cela m'a permis de poursuivre mes investigations, de recouper et vérifier mes informations.

Je soumets au lecteur, en plus de mon témoignage personnel, forgé dans le cadre de mes fonctions exercées dans l'armée et dans la presse, des informations recueillies auprès de sources dignes de confiance : des officiers supérieurs en activité ou en retraite, des ministres et des cadres de l'État, dont on ne peut mettre en doute l'intégrité, qui ont, malgré l'exil et l'éloignement, gardé le contact avec moi, me fournissant les nouvelles fraîches des coulisses du pouvoir, tout en m'exprimant une totale confiance.

J'ai tenu à ne pas citer que des généraux véreux. Je parle aussi de ceux qui ont fait preuve d'honnêteté, qui n'ont aucun commerce apparent ou camouflé sous des noms d'emprunt, des généraux et des officiers supérieurs qui n'ont trempé dans aucune affaire scabreuse, même si,. malheureusement, ils ne sont pas nombreux.

C'est ma façon de dire : non, l'armée algérienne n'est pas entièrement pourrie. Non, l'armée algérienne ne se reconnaît pas dans ces hauts dignitaires qui ont mis l'Algérie à sac. Il y a des généraux et des officiers supérieurs

qui vivent honnêtement de leur solde mensuelle ou de leur pension de retraite.

Ce livre n'est pas un réquisitoire, comme certains pourraient le souhaiter, contre l'armée algérienne. C'est plutôt un plaidoyer pour défendre son honneur souillé et bafoué par une horde d'anciens mercenaires de l'armée coloniale et d'anciens voyous qui ont transmis aux égorgeurs et violeurs du GIA leurs techniques et leurs procédés.

Le rôle néfaste que jouent ces généraux dans la vie politique et économique du pays a fini par se révéler aux yeux du monde à la faveur des derniers événements de Kabylie.

À chaque manifestation de rue, aux quatre coins du pays, des millions d'Algériens scandent haut et fort : « *Généraux assassins* ! *Y'en a marre du pouvoir !* »

Qui sont-ils ces généraux, de plus en plus dénoncés par la vox populi, et qualifiés d'assassins ? Qui est détenteur de ce pouvoir tant décrié, vomi et vilipendé par le peuple algérien et devenu plus que douteux sur la scène politique internationale ?

Tant qu'ils ne sont pas cités nommément, ils ne bronchent pas. Ils font comme s'ils n'étaient pas concernés. Ils gouvernent l'Algérie dans l'obscurité, d'où l'appellation de « cabinet noir ».

En levant un pan du voile derrière lequel sont tapis ces généraux mafieux, je ne peux être accusé de servir les intérêts d'une quelconque puissance étrangère, notamment la France, puisque je dénonce non seulement d'anciens sous-officiers de son armée qui ont confisqué l'indépendance de l'Algérie, mais aussi la complicité des services français dont ils ont toujours bénéficié.

Je peux citer trois exemples parmi tant d'autres.

En 1986, lors du « complot de Montmorency », des

armes ont été déposées dans la résidence d'Ahmed Ben Bella par des agents de la DST, pour inviter ensuite l'ancien président à quitter le territoire français, sous le prétexte qu'il avait failli à ses obligations de réfugié politique.

En 1987, Abdelmalek Amellou, l'assassin d'Ali Mecili (compagnon du leader du FFS, Hocine Aït Ahmed), a bénéficié de l'assistance des services français pour rentrer en Algérie sans souci.

Au mois d'avril 2001, le général-major Khaled Nezzar a quitté précipitamment le territoire français sous la protection de la DST, parce que des Algériens, victimes du pouvoir des satrapes, avaient déposé une plainte contre lui.

Il n'y a pas longtemps, Jean-Michel Salgon, officier de l'OFPRA (Office français de la protection des réfugiés et apatrides), n'hésita pas à donner mon nom à un journaliste algérien en me présentant comme l'homme fort du Mouvement algérien des officiers libres, en échange d'informations sur cette organisation clandestine. C'est dire que les services français ne se feraient pas prier pour me livrer à leurs homologues algériens si la demande s'en faisait sentir.

Je n'ai pas de compte à régler. Je ne suis l'homme d'aucun clan. Ma liberté est provisoire. Elle ne sera définitive que lorsque l'Algérie aura retrouvé la sienne.

1. Un enfant du peuple

Enfant de Bab El Oued, quartier populaire d'Alger, je suis issu d'une famille originaire de la ville d'Oum El Bouaghi, située dans le massif des Aurès, à cinq cents kilomètres environ à l'est d'Alger. Nous sommes des Berbères Chaouias dont la réputation n'est plus à faire depuis longtemps. Si nos principales qualités sont la bravoure, l'honnêteté et la loyauté, nous sommes aussi têtus et fiers, ce qui, dans le monde d'aujourd'hui, est souvent considéré comme des défauts rédhibitoires.

Je me souviens de l'époque où j'ai décidé de m'engager comme élève officier d'active. Nous étions en juin 1975. Ce n'était ni pour faire carrière – je venais de terminer ma première année à l'École nationale supérieure du journalisme qui, en fusionnant un an plus tard avec l'Institut d'études politiques, allait devenir l'Institut supérieur des sciences politiques et de l'information –, ni par intérêt, puisque je collaborais déjà à l'hebdomadaire *Jeunesse Action* pour un salaire mensuel de six cents dinars, qui venait s'ajouter à ma bourse d'étudiant de trois cent soixante dinars. C'était par idéal.

Le discours officiel de l'époque tendait à briser la

barrière entre militaires et civils. Les deux années de service national obligatoire pour tous les Algériens, quelle que soit leur origine sociale, rapprochait l'armée du peuple. Aux Jeux méditerranéens de 1975, après la dissolution de l'équipe nationale de football, constellée de stars, qui accumulait les échecs, c'est une équipe composée de joueurs effectuant leur service militaire qui battait la France en finale !

Les élèves officiers d'active pouvaient poursuivre leurs études dans les universités et les grandes écoles algériennes, avec un présalaire mensuel de neuf cents dinars. On leur offrait même des bourses d'études à l'étranger. La seule obligation consistait à remettre chaque année l'attestation de succès aux examens. Après trois ans d'études supérieures, on obtenait le grade de sous-lieutenant ; au-delà, on était lieutenant. Tous étaient ensuite affectés dans les différents corps de l'armée en fonction de leur spécialité.

L'Algérie était un vaste chantier. Le discours officiel appelait toutes les forces vives à s'impliquer pour édifier un État fort et prospère. Il fallait investir tous les secteurs de la vie économique et sociale. L'armée, l'une de ces forces, aux côtés des paysans, des ouvriers et des étudiants, avait un énorme besoin de sang neuf. « Jeunesse montante, l'avenir réside en vous si vous êtes d'authentiques révolutionnaires », déclarait le président Boumediene à l'adresse des étudiants volontaires de la révolution agraire, dont le nombre grossissait d'année en année. Un millier à peine en 1972, ils étaient dix mille en 1977 à passer un mois de leurs vacances d'été dans les campagnes.

Outre l'explication des textes de la charte de la révolution agraire auprès des *fellahs*, qu'ils devaient convaincre des bienfaits de cette révolution, les étudiants découvraient les joies des travaux manuels. Ils apprenaient

à manier la *tchappa* (une petite pelle), planter les pommes de terre et conduire le tracteur. Les étudiants en médecine et professions paramédicales dispensaient des soins gratuits. « C'est l'ouverture de l'université algérienne sur les réalités du pays », comme Boumediene se plaisait à le répéter.

Cette expérience permit de briser un certain nombre de tabous, notamment en matière de relations hommes-femmes. La mixité était de règle, et les centaines de jeunes filles autorisées par leurs parents à participer à ces actions se retrouvaient souvent dans des brigades à majorité masculine, sans que cela pose le moindre problème.

En décembre 1974, à Ouled Moussa, localité distante d'Alger d'une cinquantaine de kilomètres, nous étions quatre garçons et une fille à dormir en toute fraternité dans la bâtisse que la mairie nous avait affectée. À El Ayoune, dans l'ouest algérien, Farida, étudiante en droit âgée de vingt ans, n'avait pas le moindre complexe face aux douze garçons qui l'entouraient durant l'été 1975. Elle participait à tout, exprimait librement ses idées, et n'hésitait pas à faire des remontrances ou donner des ordres à certains d'entre nous.

Quand, vingt ans plus tard, j'ai entendu des voix s'élever pour décréter la mixité illicite et demander qu'on sépare les femmes des hommes, jusque dans les transports en commun, j'ai cru rêver.

Un cauchemar, plutôt, quand on voit où ce genre d'excès a conduit l'Iran, puis l'Afghanistan. Qui veut recouvrir les Algériennes de ces tenues moyenâgeuses ? Quel genre d'homme a envie que les femmes deviennent des êtres de seconde zone ?

J'affichais mes convictions politiques sans la moindre crainte. En 1976, lors du débat sur la charte nationale, j'exprimai tout haut mon soutien aux revendications de la

cause berbère et la nécessité de son enseignement à l'école. J'ai également participé activement aux affrontements entre étudiants volontaires pour la révolution agraire et les étudiants d'obédience baasiste, le mouvement panarabiste, que nous considérions comme des réactionnaires.

Parallèlement à mes études universitaires, j'ai collaboré à divers journaux, dont le magazine *Jeunesse Action*, le quotidien de l'Oranie, *La République*, pour les pages sportives où officiaient les meilleurs spécialistes du genre, et l'hebdomadaire sportif *El Hadef* (« Le but »).

En octobre 1978, à ma sortie de l'ISPI, j'ai rejoint l'École de formation des officiers de réserve, à Blida, pour neuf mois d'instruction. Les combats, les bivouacs, les marches topographiques n'étaient pour nous que des jeux. Quant à la discipline, nous en assouplissions la rigueur en faisant régulièrement le mur. Pour moi, le prétexte était tout trouvé : l'entraînement avec l'équipe de hand-ball, dont j'étais le gardien de but, mon poste préféré, que j'avais occupé chez les minimes au football. Une carrière sportive dont j'avais toujours rêvé, mais que mon père a préféré sacrifier aux études. Cette année-là, notre équipe a réussi le doublé Coupe et Championnat militaires d'Algérie, en remportant tous ses matches ! Il faut dire que notre rage de vaincre était décuplée par les deux ou trois jours de permission que nous valait chaque victoire.

L'instruction terminée, je fus affecté à la rédaction du mensuel *El Djeich* (« L'armée »), au service presse du Commissariat politique. Un mois plus tard, j'étais nommé rédacteur en chef de l'édition française.

J'étais régulièrement convoqué au Secrétariat général du ministère de la Défense nationale pour m'expliquer sur le contenu de nos articles. Puis, on m'obligea à présenter

le sommaire au chef du service presse du ministère, le capitaine Redouane. Heureusement pour moi, celui-ci était un intellectuel qui trouvait autant de plaisir à lire le Coran qu'à écouter Brassens.

En 1985, lorsque la pression du commandement s'intensifia, je décidai de jeter l'éponge, cessai de mettre les pieds à la caserne, et repris mes chroniques à *El Hadef* sous le pseudonyme de S. Amine.

Entre-temps, j'avais demandé au commandant Achouri Hammouda, qu'on venait de mettre à la retraite, de m'aider à obtenir ma radiation de l'armée. J'étais écœuré par le système.

— Tu es encore jeune. Dans l'armée, l'avenir t'appartient. Essaie d'aller doucement, et tout finira par rentrer dans l'ordre.

— Vous, mon commandant, qu'avez-vous gagné ? Vous êtes un ancien moudjahid, un universitaire honnête. Vous êtes resté dix ans au grade de commandant, avant qu'ils ne vous mettent à la retraite. Nous, les jeunes, qui prenons exemple sur des hommes comme vous, n'avons aucun avenir dans l'armée.

Quelques jours plus tard, nous nous retrouvions à Ben Aknoun, où se trouve une caserne de la Sécurité militaire. Il me reçut en compagnie du commandant Mohammed Tahar Abdessalem, que je rencontrais pour la première fois.

À mon grand étonnement, les deux hommes m'invitèrent à quitter le Commissariat politique pour intégrer la Sécurité militaire. Je leur opposai un refus catégorique.

— Je suis allergique à l'uniforme. Tout ce que je veux, c'est quitter l'armée.

Le commandant Mohammed Tahar était un homme d'une grande courtoisie.

— Tu vois bien que je ne porte pas la tenue. C'est un détail. Le commandant Hammouda m'a dit que tu étais très politisé. Alors je te propose de faire de la politique. Moi je m'occupe du Moyen-Orient. Ce n'est pas un travail de flic. Je te propose de faire la même chose.

Je tentai de résister, mais le commandant Mohammed Tahar ne céda pas.

— C'est vrai que tu es un Chaoui. Une forte tête. J'aime les hommes comme toi. Ensemble, je suis sûr que nous ferons une bonne équipe. Réfléchis. On se revoit dans une semaine.

Devant son insistance, je finis par me ranger à ses arguments. Conseiller, chargé du dossier du Moyen-Orient, chef de bureau à la division de la sécurité extérieure, sous-directeur à la division évaluation et analyse, et enfin chef de cabinet. Les différents postes occupés m'ont permis de mesurer l'étendue des dégâts causés par la « pieuvre » et ses innombrables ramifications.

Après quatre années passées à la Sécurité militaire, je ne pouvais plus cautionner un tel système. En 1990, je quittai mon bureau et formulai ma première demande de radiation. Il me faudra plus de deux ans et trois autres tentatives, qui se heurtaient toutes à l'incompréhension de ma hiérarchie, pour obtenir ma liberté.

Le 6 décembre 1992, je réalise enfin mon rêve en voyant sortir le premier numéro de mon quotidien régional, *El Acil*, « L'Authentique ». Il paraîtra onze mois durant, avant d'être confisqué par la mafia constantinoise.

Mais les Chaouis sont têtus et, en janvier 1994, malgré toutes les entraves dressées sur son chemin, un nouveau quotidien, *Le Libre*, voit le jour, avec l'aide de

jeunes journalistes courageux (Ibtissem Bejaoui, Lyès Ftaïssa, Housse Abdelghani, entre autres) qui ont rejeté les offres alléchantes des nouveaux propriétaires d'*El Acil*.

Le Libre résistera sept mois et demi. Le 15 août 1994, ordre est intimé à la société d'impression de l'Est, organisme d'État, de ne plus tirer mon quotidien.

Cette suspension arbitraire était prévisible. *Le Libre* dérangeait. Il était le premier à annoncer la nomination de Liamine Zeroual au poste de président d'État en précisant le jour et l'heure de son investiture ; le seul à annoncer la nomination du général Betchine comme ministre conseiller auprès de Zeroual, vingt jours avant qu'elle ne soit officielle. Sous le titre « *Zeroual choisit ses hommes* » j'avais écrit un brûlot révélant les malversations de Betchine et sa participation aux tortures d'octobre 1988. *Le Libre* était aussi le seul journal à tendre le micro à Nacer Boudiaf, pour dénoncer les commanditaires de l'assassinat de son père. Les scoops régionaux étaient légion et mettaient à nu la manipulation des institutions de l'État au niveau de la ville de Constantine par la mafia locale.

Début novembre 1994, *Le Libre* est transformé en hebdomadaire, afin de pouvoir le faire tirer dans une imprimerie d'Alger, qui me facturait le double du prix pratiqué par les autres sociétés ! Quinze jours après la parution du premier numéro, je suis arrêté dans le bureau du directeur de l'imprimerie par trois policiers des Renseignements généraux. C'est mon deuxième enlèvement de l'année, après celui du mois d'avril, au cours duquel les sbires du général Tewfik m'ont promis une balle dans la tête...

Cette fois, j'ai le dos au mur. Dans mes cinq prières quotidiennes, je ne cesse de demander à Allah de sortir indemne de cette épreuve.

Au commissariat central d'Alger, je suis accueilli et très bien traité par l'inspecteur Mohammed Santoudji et

son équipe. La maturité de ces jeunes policiers m'a donné la preuve que, dans la police algérienne, il n'y avait pas que des abrutis. Je suis placé en garde à vue, mais ils ne me descendent pas dans les geôles du sous-sol. Santoudji me cède le lit qui est dans son bureau, tandis que ses deux collègues, Boubekeur et Ahmed, dorment à même le sol. Au moment des repas, nous allons dans un restaurant en ville, et ils me paient de leur poche le repas, le café, et même les cigarettes. Mouloud, le chef de la police judiciaire, qui m'a auditionné le lendemain soir avant que je ne sois déféré devant le parquet, a agi de même. Il a passé la nuit assis sur sa chaise pour que je puisse dormir dans son lit. Le matin, il m'a offert un copieux petit déjeuner dans un café proche du commissariat central.

Pourtant, les instructions de leur hiérarchie étaient très différentes. Santoudji a pu le vérifier, le soir même de mon arrestation. À minuit, alors qu'il n'avait pas encore fini mon audition, il fut convoqué au siège de la DGSN, où l'attendait Mohammed Ouaddah, le patron de la police, entouré d'officiers supérieurs du DRS, de la gendarmerie et de la présidence de la République. Il voulaient tous lire la première partie du procès-verbal de mon interrogatoire, et lui suggéraient les questions qu'il fallait me poser.

À son retour, il me demanda : « Dis-moi, qui es-tu vraiment ? Tout l'État est mobilisé pour ton arrestation. » Il avait suffisamment l'habitude des cabales pour ne pas être dupe. Je n'étais pas arrêté pour mes écrits ou un quelconque délit de presse. On voulait me présenter comme un dangereux terroriste. Il me posa alors les questions qu'ils lui avaient demandées : « Quelles sont tes relations avec le Hezbollah libanais ? Quelles sont les mosquées que tu fréquentes ?... » Et dire qu'au début, on prétendait retenir contre moi une simple coquille, qui avait changé le sens d'une phrase dans l'article d'un de mes journalistes. Pour

ne pas leur donner l'occasion de me piéger, j'avais passé au pilon le numéro incriminé, après que Tayeb Belghiche, rédacteur en chef du quotidien *El Watan,* eut attiré mon attention sur le danger en lisant les premiers exemplaires distribués aux confrères.

Le juge d'instruction Hadji, du tribunal d'Alger, s'est vite aperçu lui aussi qu'il s'agissait d'une cabale. L'accusation, « atteinte aux intérêts supérieurs de l'État, trouble de l'ordre public et de la sécurité publique », était loin de le convaincre. Malgré l'insistance du procureur général adjoint, Benhammou, un larbin aux ordres, le juge d'instruction refuse de signer le mandat de dépôt, et se contente de me placer sous contrôle judiciaire.

La mafia avait échoué dans son entreprise. Malgré la violation de cinq lois de la République, elle n'a pas réussi à me faire incarcérer. Tout le mérite en revient aux policiers qui ont traité mon dossier et au juge d'instruction.

La présidente du tribunal, dont j'ai oublié le nom – qu'elle veuille bien m'en excuser –, s'est distinguée à son tour par une probité qui fait honneur au corps de la magistrature algérienne. À l'audience du mois d'avril 1996, elle prononce ma relaxe sans la moindre hésitation. Mon avocat, Khaled Bergheul, un ancien camarade de classe du lycée El Idrissi, refuse de toucher ses honoraires. C'est la preuve qu'en Algérie, avec des hommes et des femmes de cette trempe, il y a encore de l'espoir.

Mon père, qui souffrait énormément de ce que j'avais subi en me battant contre une mafia qui ne lésine pas sur les moyens pour briser ses adversaires, me supplie de quitter le pays. Mais je ne suis pas homme à désarmer facilement. Puisque je ne peux plus écrire dans les journaux algériens, de crainte de leur attirer des ennuis, *Le Quotidien de Paris*, que dirige Nicolas Miguet, m'engage comme correspondant.

Cette fois, la mafia tient le prétexte idéal pour me faire taire une fois pour toutes. Écrire dans un journal étranger, c'est « intelligence avec une puissance étrangère ». Devant une accusation aussi grave, aucune voix ne s'élèvera pour me défendre.

Jusque-là, le seul journal à avoir manifesté une réelle solidarité, c'est incontestablement le quotidien *El Watan*. Il l'a payé par une suspension de quinze jours sans notification, pour m'avoir consacré un article en novembre 1994.

Lorsqu'une relation, en qui j'ai toute confiance, m'avise de mon arrestation imminente, la promesse de Tewfik me revient en mémoire. Il ne me reste plus qu'à prendre le chemin de l'exil en abandonnant tout derrière moi. Mais sûrement pas le combat contre une pègre qui ne recule devant rien pour faire taire la contestation. Un combat que je suis déterminé à poursuivre jusqu'au bout, et qui sera le but de ma vie.

Durant mes années de services, je n'ai jamais profité du moindre privilège, comme le font certains gradés. Je n'ai même pas bénéficié d'un logement social, comme beaucoup d'Algériens. À Alger, j'ai acquis un appartement en payant un pas de porte à un journaliste qui disposait de deux logements. Il en fut de même pour celui que j'ai occupé, plus tard, à Oum El Bouaghi. Pourtant les offres ne m'ont pas manqué. Mais j'ai toujours tenu à préserver mon intégrité.

Je n'ai pas été renvoyé de l'armée comme un malpropre. Je l'ai quittée de mon plein gré, par conviction, et après avoir été décoré de la médaille du Mérite militaire.

2. *Le fleuve détourné*

L'histoire de notre pays n'est qu'un long et interminable mensonge qui a fait perdre au peuple tous ses repères identitaires. Les prénoms originels tels Kahina, Dihya, Syphax, Juba, etc., sont interdits par l'état-civil. Nulle part on ne trouve trace de la civilisation amazighe, de la culture en terrasses, et des tours de Baloul, hautes de huit et neuf étages, construites il y a quinze siècles dans les Aurès.

Au VIIe siècle, alors que les troupes arabo-musulmanes, parties de la presqu'île arabique, où s'était révélé le saint Coran au prophète Mohammed, n'avaient mis que dix ans à conquérir le Moyen-Orient, elles ont dû batailler soixante-dix longues années pour s'emparer de l'Algérie. On connaît les noms de deux héros de cette résistance acharnée à l'envahisseur : Aksel (Koceila), un guerrier redoutable, dont le nom signifiait « la panthère », et, après lui, Dihya, reine berbère surnommée *la Kahina* (« la sorcière ») par les Arabes, à cause de son habileté à deviner et déjouer tous leurs pièges. Mais les historiens officiels ont censuré leur épopée.

Quant aux deux grandes dynasties berbères, les Almoravides, puis les Almohades, qui ont dominé le

Maghreb et une partie de l'Espagne aux XIe et XIIe siècles, personne n'en a cure.

Dans les manuels scolaires, l'histoire de l'Algérie ne commence quasiment qu'en 1830, avec le débarquement des troupes françaises à Sidi Fredj, pour se terminer le 5 juillet 1962, date de « *l'indépendance conquise au nom de la guerre sainte menée contre des Français impies* », selon la formule consacrée.

Hadj Messali, le père du mouvement nationaliste, fondateur du Parti du peuple algérien en 1937, le premier à avoir réclamé l'indépendance, a longtemps été présenté comme un « traître » parce qu'en 1954, il s'était opposé au déclenchement de la guerre par les dissidents de sa formation, partis créer le FLN.

Djamila Bouhired, héroïne de la guerre de libération, notamment durant l'impitoyable bataille d'Alger, cinq fois condamnée à mort par la France, est une quasi-inconnue, alors que son nom a été donné à des écoles et des rues dans de nombreux pays arabes,

Ahmed Ben Bella, Mohammed Boudiaf et Aït Ahmed, les fondateurs du FLN, ont été longtemps interdits de cité, leurs partisans arrêtés, torturés et emprisonnés.

Par la faute d'un enseignement dispensé dans une école conçue par un régime d'incultes, l'Algérien a aujourd'hui horreur de ses héros et de ses origines. À défaut d'être arabe, il préfère se découvrir des origines turques ou italiennes, plutôt que de dire qu'il est berbère amazighe. L'école algérienne a voulu faire de lui un Arabe à toute force, même si sa langue maternelle est un mélange d'arabe, de berbère et de français.

L'arabisation de l'Algérie, au lendemain de l'indépendance, a été menée par des bataillons d'enseignants venus d'Égypte, de Syrie et d'Irak. Des militants baasistes, panarabistes, et des membres de l'internationale des Frères

musulmans ont semé l'islamo-baasisme dans un pays qui a suffisamment prouvé son attachement à l'islam durant cent trente-deux ans de domination coloniale.

On a délibérément entretenu la confusion entre nationalité et religion. Comme si les Algériens devaient obligatoirement être arabes pour être musulmans. Pourtant, personne ne demande aux musulmans indonésiens, pakistanais, africains ou indiens d'abdiquer leur nationalité pour cause d'islam.

Des années plus tard, les Algériens s'entre-tuent parce que les uns se permettent de douter de la foi des autres et se proclament « ambassadeurs » d'Allah sur terre. Leur rêve : enlever le pantalon à l'Algérien et le couvrir d'un linceul en forme de *kamiss* saoudien. Alors que le Marocain est fier de sa *djellaba*, costume traditionnel porté par les officiels lors des cérémonies, et que le Tunisien arbore sa *djebba* comme signe identitaire et culturel, l'Algérien a honte de son burnous.

Les amnésiques malgré eux ne reconnaissent pas leurs origines et interdisent aux autres de les revendiquer. Au lieu de concentrer la lutte contre une mafia qui nous appauvrit au fil des jours, nous affame, nous ferme tous les horizons et nous exile, nous nous attardons sur de supposées appartenances idéologiques et identitaires.

Le drame de l'Algérie a pris naissance dans cette « bâtardisation » de l'Algérien à qui on a écrit une histoire faite d'intolérance, de haine et de mépris de son prochain. Le Chaoui est présenté comme « un arriéré têtu et dépourvu d'intelligence ». Le Kabyle est « nauséabond et séparatiste, inféodé aux chrétiens ». Le Mozabite est « radin et son islam n'est pas conforme au saint Coran ». Telle est la culture inculquée à l'Algérien par une école dite fondamentale et fondamentaliste. Une école formatrice d'incultes et de demeurés.

L'histoire de la guerre de libération est rapportée dans les manuels scolaires et les émissions télévisées sous formes d'actions terroristes. « Deux enseignants français sont tués le 1er novembre 1954... sabotage de la voie ferrée... destruction de pylônes... attentat à la bombe à l'hippodrome d'Alger... » Nos « historiens » officiels, croyant donner des soldats de l'Armée de libération nationale une image positive, les décrivent comme des assassins sanguinaires qui égorgeaient et mutilaient les Français et leurs collaborateurs. Je me souviens encore du livre d'histoire de la classe de terminale, en 1974, où des photos de civils défigurés et mutilés illustraient les représailles du FLN contre ceux qui n'avaient pas suivi les mots d'ordre de la révolution.

Dans aucun manuel, on n'évoque le fond idéologique, les injustices sociales et les inégalités entre colons et Algériens, qui sont à l'origine de la révolution de novembre 1954, c'est-à-dire les véritables causes de son déclenchement. Et pour cause : ceux qui ont pris les rênes du pouvoir sont pires que les colons.

Le général Cheloufi, l'ancien secrétaire général du ministère de la Défense, en est l'exemple type. Non content d'hériter de la résidence du colon Borgeaud à Bouchaoui, il s'en est fait construire une autre, plus belle et plus coûteuse, à quelques kilomètres de là. Mais comme il a conservé la mentalité du colonisé, il va en Allemagne bénéficier de l'aide sociale et jouer au mendiant auprès du personnel diplomatique accrédité à Bonn.

Un certain Benlahrèche, ancien commissaire national du FLN à M'sila, préférait, lui, louer sa villa sur les hauteurs de Constantine à des étrangers plutôt qu'à des Algériens !

Qu'on ne s'étonne pas, aujourd'hui, de voir des barbares réciter les leçons de l'Histoire telle qu'elle leur a été

apprise par cette fameuse école fondamentale qui a cloîtré l'Algérien dans un univers marqué par la pensée unique. C'est l'école du système politique algérien. Un système monstrueux qui ne pouvait donner naissance qu'à des monstres.

Comme si l'école algérienne ne suffisait pas à leur formation, ils seront nombreux à être encouragés à s'aguerrir dans les maquis afghans. Les services de sécurité, qui interceptaient le courrier de ces maquisards d'un genre nouveau, n'ont rien fait pour mener une quelconque action préventive à leur retour en Algérie.

Lorsque le capitaine Allili, alors chef de la division d'évaluation et d'analyse à la DGDS, nouvelle dénomination de la mythique Sécurité militaire sous le général Betchine, envisage de constituer un fichier de ces « Afghans », en vue de les localiser et les identifier « *en cas de...* », son initiative est purement et simplement rejetée sous prétexte que, étant en démocratie, il n'y a pas lieu de ficher de simples citoyens.

Tout comme sera rejetée l'idée d'infiltrer les premiers groupes armés par des éléments du Hezbollah libanais et du Jihad islamique palestinien qui bénéficiaient de bourses d'études algériennes et de passeports algériens. C'est dire que toute action préventive était interdite. Plus étonnant encore, les premières actions terroristes menées contre le château Holden à Douera, près d'Alger, et le vol de plusieurs quintaux d'explosifs à Texana (Jijel), en 1990, n'ont fait l'objet d'aucune enquête de la part des services de sécurité.

En revanche, l'un de ceux qui veillaient sur la formation afghane des jeunes Algériens, Mahfoudh Nahnah, terroriste intégriste non repenti, agent des services dirigés par le général Tewfik, s'est miraculeusement retrouvé candidat à la magistrature suprême sous la bénédiction de la mafia

des généraux. Chef d'un parti intégriste siégeant au Parlement, Nahnah, qui était proche d'Abdallah Azzem, le père spirituel d'Oussama Ben Laden, est l'un des maillons de l'organisation Al-Qaeda en Algérie. Il n'a jamais été inquiété, même après avoir reconnu en public qu'il avait organisé les groupes de jeunes Algériens partis se former en Afghanistan.

Ahmed Merani, membre fondateur du FIS, qui écumait les mosquées du pays pour endoctriner les jeunes et les préparer au djihad contre leurs propres frères, a été récupéré par ces mêmes services pour sévir à plus grande échelle. Conseiller de Sid Ahmed Ghozali, chef du gouvernement, puis conseiller d'ambassade à Paris, il a fait le tour des postes à responsabilité avant d'atterrir au Sénat, désigné par ses parrains dans le tiers présidentiel, et ce après avoir chauffé le fauteuil de ministre des Affaires religieuses pendant plus d'une année.

Parallèlement à toutes ces fonctions, il est toujours conseiller du général Tewfik et fait dans le business en revendant des logements sociaux. Sa première opération a porté sur cinq logements à Bab Ezzouar, dans la banlieue d'Alger, vendus pour douze millions et demi de dinars.

Certes, ce n'est là que du menu fretin, comparé à ces généraux assis sur les barils de pétrole, qui confondent leurs comptes bancaires personnels avec le Trésor public. Une confusion qu'ils entretiennent à tous les niveaux. C'est ce qui fait la force de la mafia algérienne. Une mafia plus forte que toutes ses semblables dans le monde, au point que les clans mafieux italien, chinois et albanais passent pour des enfants de chœur à côté de la nôtre.

« L'humour est la politesse du désespoir », paraît-il. Si cette maxime est vraie, la blague qui circule à Alger depuis quelques années en est la parfaite illustration.

« Un jour, le grand parrain de Cosa Nostra, agacé par les propos élogieux de son entourage sur la mafia algérienne, ordonne à deux de ses lieutenants d'aller séjourner quelque temps en Algérie, afin de lui faire un rapport détaillé sur ses activités, et d'étudier les éventuelles possibilités de coopération.

» À leur retour, les deux hommes se présentent au parrain en triturant nerveusement leurs chapeaux, l'air embarrassé.

— Alors, ces Algériens ?

— ... Ils sont trop forts.

— Comment ça, ils sont trop forts ?

— Ils ont tout. Un drapeau, une armée, une assemblée, des ambassadeurs dans tous les pays, et un siège à l'ONU !

— Quoi ? Et le gouvernement, la police, la justice, l'économie ?

— Ils les ont pris aussi. »

3. *Le péché originel*

Selon les criminologues et les spécialistes de la grande délinquance, il existe peu de clans mafieux dans le monde. Ne sont reconnus comme tels que la Cosa Nostra sicilienne, la camorra napolitaine, les triades chinoises et la mafia albanaise. Les autres organisations mafieuses sont qualifiées de syndicat du crime organisé. La différence entre une mafia et un syndicat du crime organisé, selon les criminologues, réside dans les critères arrêtés par les parrains pour intégrer le clan, un cercle fermé et très restreint.

N'ayant vraisemblablement jamais mené d'investigations sérieuses sur ce qui se passe en Algérie, ces criminologues accordent peu de crédit à la mafia algérienne. Ils ne la classent même pas parmi les syndicats du crime organisé. Il ne leur est jamais venu à l'esprit qu'un clan mafieux pouvait s'emparer d'un pays et de ses institutions pour en disposer à sa guise, n'hésitant pas à tuer, emprisonner, faire disparaître des milliers d'hommes et de femmes. À provoquer une guerre civile des plus ravageuses, tout en faisant régner la loi du silence sur ses crimes. Le cas de la mafia algérienne n'a pas son pareil dans le monde. Pour peu que les spécialistes de la grande délinquance s'intéressent au cas algérien, ils découvri-

raient que le gang des généraux qui impose sa volonté à plus de trente millions d'Algériens remplit tous les critères pour être reconnu comme clan mafieux.

Les membres de ce clan mafieux, au nombre de onze, qui gouvernent l'Algérie sont tous issus d'un même milieu : celui de l'armée. À deux exceptions près, les généraux-majors Tewfik et Smaïl Lamari, ce sont tous des transfuges de l'armée coloniale qui ont rejoint l'armée algérienne durant la guerre de libération entre 1958 et 1962. Certains d'entre eux se connaissent du temps où ils étaient ensemble dans les enfants de troupe de l'armée française, à l'âge de douze ans. Ils sont fils de retraités de l'armée française, ou fils de caïds. Ce passé commun a tissé entre eux des liens étroits et une solidarité sans faille. Les généraux Khaled Nezzar, Abdelmalek Guenaizia, et Larbi Belkheir, pour ne citer qu'eux, ne s'en cachent pas.

Ils ont tous rallié les rangs de l'Armée de libération nationale en empruntant le même circuit. Ils se sont tous rendus, durant la même période, à la base FLN de Tunis, avant d'être acheminés au centre d'El Mellegue à la frontière tuniso-algérienne. Ou en se rendant au Maroc, comme l'ont fait, à quelques mois de la proclamation de l'indépendance, Mohammed Lamari et Mohammed Touati.

Ils ne pouvaient se rendre directement aux unités combattantes de l'intérieur. À la suite de l'appel au ralliement de toutes les couches de la population, notamment les intellectuels, lancé par le FLN, le 19 mai 1956, le capitaine Petit avait mis en place une campagne d'intoxication psychologique, l'opération « bleuite », destinée à laisser croire que de nombreux traîtres profiteraient de l'occasion pour infiltrer l'ALN. Cette opération avait finalement échoué grâce à la vigilance du colonel Amirouche, commandant la IIIe *wilaya*, mais provoqué de nombreuses liquidations et laissé des traces durables.

Toutefois, ceux qui avaient déserté l'armée française et rallié l'ALN en toute loyauté, comme le commandant Abderrahmane Bensalem qui avait rejoint une unité combattante à Souk Ahrass, n'ont jamais été inquiétés. Ce fut également le cas de l'aspirant Maillot, officier français mort au combat en martyr de la cause algérienne, ainsi que des nombreux militants français, tels Maurice Audin, mort sous la torture, Henri Alleg, Jacqueline Guerroudj, et tant d'autres qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour l'indépendance de l'Algérie.

Ces déserteurs très spéciaux, en revanche, n'ont jamais inspiré confiance autour d'eux. Ils étaient suspects. Même après leur intégration dans l'ALN, leurs tentatives de rejoindre les unités de l'intérieur ont provoqué l'insubordination des maquisards qui voyaient en eux des traîtres. Beaucoup d'entre eux, à l'instar de Mohammed Boutella, alors lieutenant, ont été arrêtés, battus et humiliés par les maquisards. Lorsque l'un d'eux était giflé en public par un membre de l'état-major, les *djounoud* (« soldats ») se réjouissaient de l'affront subi par cet ancien de l'armée française. Aucun d'entre eux n'a pris part aux combats contre l'armée coloniale. Ils étaient confinés à des tâches administratives ou d'instruction. Larbi Belkheir, sous-lieutenant très contesté au centre d'instruction de Oued Melliz, a beaucoup souffert des vexations des djounoud de l'ALN.

Leur objectif était de prendre en main le commandement de l'ALN au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, en exploitant les divergences entre le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et l'état-major de l'armée.

Cette ambition s'est manifestée très tôt, lors d'une réunion tenue en 1959 entre des officiers de l'ALN et un groupe des transfuges de l'armée coloniale, dont faisaient

partie Larbi Belkheir et Abdelmalek Guenaïzia, aujourd'hui deux des membres les plus influents, de la mafia des généraux. À l'ordre du jour de la réunion, arrêté par les déserteurs, la répartition des tâches entre officiers formés dans le maquis et dans les écoles militaires arabes, et les transfuges de l'armée française. Cette réunion fut houleuse et tourna court. Il fut signifié à Larbi Belkheir et à ses compagnons que les hommes sincères ne savaient même pas s'ils seraient vivants le jour de l'indépendance. Ce n'était que partie remise. L'infiltration se fera doucement, jusqu'à ce qu'elle porte ses fruits. Vingt-huit ans après la conquête de l'indépendance de l'Algérie, le commandement de l'armée algérienne passera intégralement sous leur contrôle, ainsi que les rouages du pouvoir politique.

En 1990, le général Khaled Nezzar est nommé ministre de la Défense nationale. Le général Cheloufi est secrétaire général du même ministère depuis 1986. Le général Abdelmalek Guenaïzia est nommé chef d'état-major de l'armée. Le général Benabbes Gheziel est à la tête de la gendarmerie nationale. Le général Mekhlouf Dib contrôle la garde républicaine. Sans oublier le poste clé de directeur de cabinet du président de la République occupé depuis de longues années par le général Larbi Belkheir, sous Chadli, puis sous Bouteflika, dont il est le sponsor.

Le travail de sape mené depuis 1958 a fini par payer. Il suffisait d'exploiter la léthargie des officiers anciens maquisards, dont un grand nombre a versé dans l'affairisme et la corruption, comme c'est le cas des généraux Mostefa Benloucif, Mohammed Ataïlia, Abdallah Belhouchet, Ali Bouhadja et tant d'autres.

La Sécurité militaire, corps sensible ayant, de tout temps, échappé au contrôle des transfuges de l'armée coloniale, sera confiée à un vieux compagnon de route et

homme de confiance de Larbi Belkheir, le général Tewfik, secondé par le général Smaïl, l'inamovible interlocuteur officiel des services secrets français.

Au milieu des années 90, tout est verrouillé avec la nomination d'Ali Tounsi, ancien militaire français, à la tête de la police, qui devient un appendice du DRS (la nouvelle nomination de la Sécurité militaire). Les deux régions militaires sensibles et stratégiques, la 1re pour le contrôle de la capitale et de sa périphérie, et la 4e, où se trouvent les richesses pétrolières, sont placées respectivement sous le commandement du général Fodhil Cherif Brahim et du général Saheb Abdelmadjid.

De l'avis de nombreux anciens officiers issus de l'ALN, les désertions des militaires algériens ont été organisées dans le but d'infiltrer la révolution algérienne. L'incapacité de l'armée française à anéantir l'ALN, malgré une supériorité militaire évidente et une force de frappe incomparable, a amené les stratèges militaires français à mettre en œuvre un plan susceptible de préserver les intérêts de la France dans le cas où l'Algérie accéderait à l'indépendance. Il fallait préparer l'avenir.

Parallèlement aux premières négociations ouvertes en 1958 entre le gouvernement français et le commandement de l'ALN de la 4e *wilaya*, les premiers groupes de déserteurs commencent à arriver à la base de l'Est, aux frontières tuniso-algériennes.

Ces déserteurs ont tous le grade d'officier. En réalité ce sont des sous-officiers qui ont bénéficié d'une promotion spéciale dite « promotion Lacoste », du nom de l'ancien gouverneur d'Algérie, qui avait initié des mesures de promotion sociale des « français musulmans », réservées à une catégorie d'Algériens répondant à des critères sélectifs.

Cette promotion facilitait aux « déserteurs » la possibilité d'accéder à des postes à responsabilité dans l'armée algérienne. Le général Khaled Nezzar, le seul de ces déserteurs à publier ses *Mémoires* et à évoquer son passé dans l'armée française, reconnaît avoir bénéficié de cette promotion[1] et avoir fait une école de formation de sous-officiers, celle de Saint-Maixent. D'un niveau d'instruction primaire, les Khaled Nezzar, Benabbes Gheziel et leurs compagnons ne pouvaient accéder à Saint-Cyr ou d'autres écoles d'officiers de l'armée française. Ils étaient tous sergents ou caporaux.

Les négociations de Melun, en 1960, et celles d'Évian, en 1961, entre le gouvernement français et le Front de libération nationale s'accompagnent d'un flux de ralliement de transfuges de l'armée coloniale. Le gouvernement français, sentant l'indépendance de Algérie très proche, voulait se débarrasser des vingt mille soldats algériens que comptait son armée.

Ces transfuges vont s'appuyer sur un ancien compagnon d'armes, le commandant Mouloud Idir, alors directeur de cabinet de Krim Belkacem, ministre des forces armées. La tentative de ces nouveaux venus de siéger à l'instance suprême de la révolution, le Conseil national de la révolution algérienne, est toutefois mise en échec par le chef d'état-major de l'ALN, le colonel Houari Boumediene, qui les voit prendre position contre lui dans le conflit l'opposant à Krim.

Mais, une fois le conflit terminé au profit de Boumediene, les déserteurs se rallient à lui, tout en lui manifestant fidélité et loyauté. Ils sont toujours du côté du plus fort. Surtout à une période où ils avaient un besoin immense de rachat.

---

1. In *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, Chihab éditions, 1999, p. 32.

Avides de se refaire une virginité aux yeux des maquisards, Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Abdelmalek Guenaïzia et leurs camarades s'investissent autant qu'ils le peuvent dans les tâches qui leur sont dévolues, en dépit de l'hostilité manifeste affichée notamment par les officiers formés dans les académies militaires des pays arabes.

Dès l'indépendance, de nombreuses voix s'élèvent pour demander leur radiation de l'armée. Mais, en sa qualité de ministre de la Défense, Houari Boumediene, l'homme qui avait fait des groupes de maquisards disparates une armée organisée et structurée, a une autre vision. Au cours d'un rassemblement des cadres de l'armée algérienne à l'Académie militaire de Cherchell, il déclare : « Pour construire notre armée, nous avons besoin d'instructeurs. Nous pouvons exploiter l'expérience acquise par ces déserteurs dans une armée classique, et les utiliser comme instructeurs, au lieu de faire appel à des coopérants étrangers. »

Des « coopérants » qui prendront en charge la gestion du très stratégique ministère de la Défense nationale. Le commandant Chabou en devient le secrétaire général. Les directions centrales du génie militaire, de la logistique, du matériel et du personnel sont confiées respectivement aux sous-lieutenants Rachid Midouni, Abdelaziz Djoghri, Mohammed Bouzada et Khelil Habib.

Le capitaine Mohammed Boutella est nommé directeur de l'école des blindés de Batna, le capitaine Zerguini chef de la 3e Région militaire dans le Sud-Ouest, le lieutenant Salim Saadi, directeur central du Train, avant de prendre la place de Zerguini, à qui l'on confie le portefeuille des Postes et Télécommunications. Enfin, le sous-lieutenant Abdelmadjid Allahoum devient directeur de l'instruction. Il sera chef du protocole de Boumediene, après sa prise du pouvoir.

En apparence, les officiers venus du maquis prennent des postes importants. Ils sont nommés chefs des régions militaires, des secteurs militaires et des unités de combat. Mais, dans chaque région, ils auront un transfuge comme chef d'état-major. La logistique, qui conditionne tous les mouvements de troupe, est entre les mains d'hommes sûrs, qui ne demandent qu'à faire preuve d'une fidélité aveugle, pour peu qu'on ferme aussi les yeux sur leur passé.

C'est ainsi que la rébellion du jeune colonel Chabani est neutralisée en 1964, de même que la tentative de putsch du colonel Tahar Z'biri en 1967. Celui-ci, alors chef d'état-major, voulait protester contre la présence des « déserteurs » de l'armée française aux postes de responsabilité. L'avancée de ses troupes sera stoppée à Blida par les Boutella, Zerguini, Bouzada et Midouni.

Ainsi, ce sont les transfuges de l'armée française qui ont sauvé Houari Boumediene, président du Conseil de la révolution, instance suprême mise en place au lendemain du coup d'État du 19 juin 1965 qui a destitué Ahmed Ben Bella.

Le nouvel homme fort du pays leur en sera reconnaissant. En réunissant l'ensemble des officiers au Club des Pins, au début de l'année 1968, il met fin aux attaques dont sont la cible les « déserteurs ». D'un ton sec, il lance un sérieux avertissement aux anciens de l'ALN : « Dorénavant, celui qui osera parler des anciens de l'armée française, je lui mettrai un caillou dans sa bouche. » Ce qui, dans le langage des natifs de l'Est algérien, est une menace de mort sans équivoque.

Houari Boumediene, dont l'amour de la patrie et l'intégrité ne peuvent être mis en doute, avait agi de cette manière dans le seul but d'assurer à l'Algérie une stabilité dont elle avait grandement besoin au lendemain de la reconquête de son indépendance.

La décision de les maintenir au grade acquis dans l'armée française sera, dès lors, levée. Ils vont, aussi, bénéficier de nouvelles promotions dans leurs fonctions. Ce dont ils profiteront pour renforcer leurs positions. Ils faciliteront l'intégration dans l'armée algérienne des retardataires qui n'avaient pas déserté à temps. Le plus étonnant, c'est que tous les déserteurs ont rejoint l'Armée nationale populaire avec le grade d'officier (sous-lieutenant, lieutenant, capitaine). Certains ont attendu jusqu'en 1968 (!) pour rejoindre l'ANP. J'ai connu l'un d'eux, le commandant Bouras, qui pleurait toutes les larmes de son corps quand il a été mis à la retraite, en 1984. Il expliquait son arrivée « tardive » par les ordres que lui aurait donnés le commandement de la révolution de ne pas quitter l'armée française « pour les besoins de la cause ». Il n'est pas le seul à avoir tenté de se justifier ainsi.

Les transfuges vont renforcer leur pouvoir avec l'arrivée des anciens des SAS (Sections administratives spécialisées) et des éléments de la « Force locale ».

Conçue par les autorités françaises, et constituée de supplétifs de l'armée coloniale, celle-ci avait pour mission de veiller sur l'application des accords de cessez-le-feu du 19 mars 1962. Rejetée par la partie algérienne, la « Force locale » a été dissoute, mais certains de ses éléments ont intégré l'ANP.

Comme si, dans l'armée française, tous les Algériens étaient officiers. N'y avait-il pas parmi eux un seul homme de troupe, caporal ou sergent ? Bizarre pour des hommes dont le niveau d'instruction était à peine primaire.

Sachant que l'accès aux écoles d'officiers de l'armée française n'est ouvert qu'aux bacheliers, j'ai du mal à imaginer qu'un homme comme le général-major Makhlouf Dib, incapable de déchiffrer une note de service ou de composer un numéro de téléphone jusqu'à la fin des

années 60, ait pu y avoir accès. Quel crédit, dès lors, accorder au grade de lieutenant ou de sous-lieutenant arboré par Nezzar et ses compagnons ?

J'aimerais bien connaître les Français camarades de promotion de nos généraux. Que sont-ils devenus ? Y en a-t-il un parmi eux qui soit parvenu au rang de ministre de la Défense, ou de chef d'état-major de l'armée, ou même commandant d'une arme quelconque ?

4. Les hommes de l'ombre

Pour connaître la nature d'un système, il faut connaître ses hommes. Ceux qui ont façonné le système algérien actuel et font fonctionner ses rouages sont dans l'ombre. On ne les voit jamais. Ou rarement. On entend quelquefois parler de Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Tewfik, Smaïl et Mohammed Lamari. Mais, à vrai dire, on ne connaît rien d'eux.

Qui sont-ils ? Sont-ils les seuls à tenir les rênes du pouvoir en Algérie ? Quel est leur passé ? Comment sont-ils arrivés à ces postes de responsabilité qui leur octroient le droit de vie et de mort sur tout un peuple ? Quel est leur parcours dans l'institution militaire ? Comment s'organisent-ils pour se maintenir au pouvoir ?

Tant que ces questions restent sans réponse, il est difficile de comprendre le système et le pouvoir algériens.

Ce pouvoir a de tout temps été marqué par l'existence de clans antagonistes. Des divergences d'ordre idéologique durant la guerre de Libération, devenues des querelles portant sur des intérêts, en apparence mesquins, mais vitaux pour les parrains, quarante ans après l'indépendance du pays.

Il fut un temps où le clan d'Oujda, dont le chef n'était

autre que Houari Boumediene, tenait le devant de la scène politique algérienne. Ce clan était composé des officiers de l'état-major de l'ALN, fidèles de Boumediene. L'actuel président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en faisait partie. Fort de la puissance des armes, ce clan s'est débarrassé, sans opposition aucune, de son seul adversaire de l'époque, le Gouvernement provisoire de la République algérienne, basé à Tunis. Le clan d'Oujda a fait cavalier seul tout au long du règne de Houari Boumediene. Sa force résidait dans le charisme de son chef. On disait : « Son burnous est suffisamment ample pour couvrir tous ces "nains" qui l'entourent. »

Au lendemain de l'avènement de l'ère Chadli en 1979, et en l'absence d'un véritable chef, les clans commencèrent à proliférer. L'arrivée à la tête de l'État d'un homme choisi pour son inculture et son ignorance de la chose politique aiguisait les appétits des différents cercles du pouvoir. Chacun voulait mettre ce président qu'on qualifiait de « roi fainéant » sous son influence pour mieux se placer et durer le plus longtemps possible dans les hautes sphères du pouvoir.

Pour mieux affirmer sa puissance, chaque cercle s'appuyait sur un officier supérieur de l'armée. Pour des raisons historiques propres à l'Algérie, le militaire, ce guerrier symbole de la force, a de tout temps été aimé et courtisé.

Il faut remonter très loin dans l'Histoire pour comprendre cette fascination qu'exerce le militaire sur la population, une Histoire jalonnée de guerres et de résistance aux envahisseurs.

En vingt-trois siècles, l'Algérie n'a connu, selon les historiens, que six cents ans de paix. Même lorsque une guerre se déroulait en dehors du territoire national, il se

trouvait des milliers d'Algériens pour y participer. En 14-18, cent cinquante mille Algériens avaient pris part aux combats. Ils seront deux cent cinquante mille sur les champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale.

De tous les pays africains qui ont subi la domination coloniale, l'Algérie est le seul à avoir livré une vraie guerre à l'occupant en y sacrifiant le dixième de sa population. L'indépendance de l'Algérie est l'œuvre de ces guerriers de l'Armée de libération nationale. Benboulaïd, Si L'haoues, Si Lakhdar, Amirouche, Yazouren, Moh Oul Hadj, Lotfi et tant d'autres sont de véritables légendes dans toute l'Algérie.

C'est donc naturellement que l'Algérien a un penchant prononcé pour tout ce qui symbolise la force, la puissance et le courage qui caractérisent le guerrier. C'est pourquoi, au lendemain de la reconquête de l'indépendance, les maquisards ont été accueillis en héros.

Les célibataires, et ils étaient nombreux, se voyaient proposer des mariages prestigieux par les familles les plus aisées. Ceux qui étaient déjà mariés abandonnaient volontiers la modeste épouse de leur jeunesse pour un parti plus attractif qui leur permettait de grimper un ou deux barreaux de l'échelle sociale. C'est ainsi que Chadli Ben Djedid a quitté sa première femme, une paysanne originaire d'El Kala, pour épouser la surveillante générale d'un lycée d'Oran, issue d'une famille bourgeoise de Mostaganem.

À vrai dire, ces femmes et leurs familles n'avaient aucune culture bourgeoise. C'étaient des fortunées arrivistes, et surtout opportunistes, qui traînaient un sentiment de culpabilité de n'avoir pas participé à la guerre de libération et, pour certaines d'entre elles, d'avoir collaboré avec les autorités coloniales. Leur alliance avec des anciens maquisards leur offrait la possibilité de couvrir leur passé et, pourquoi pas, de bénéficier d'une attestation de partici-

pation à la révolution. La fameuse attestation communale qu'on pouvait obtenir sur un simple témoignage de deux anciens moudjahidine.

Quarante ans après l'indépendance, le scandale de ces attestations continue de faire couler beaucoup d'encre. On sait que cinquante pour cent d'entre elles ont été établies sur la base de faux témoignages, comme ne cessent de le dénoncer, à ce jour, de nombreux moudjahidine à travers la presse algérienne.

Les premiers clans ont commencé à se constituer autour de ces alliances familiales. Au fil des ans les alliances familiales ont cédé le pas aux alliances régionalistes. Leur dénominateur commun, dans tous les cas, a toujours été la prise du pouvoir, à quelque échelon que ce soit. Leur leitmotiv était « *Cadrini ouen'cadrik* » (« Tu me soutiens et je te soutiens »). Qu'ils soient militaires ou cadres du parti ou de l'administration, ils se regroupaient en lobbies régionaux : Kabyles, Chaouias, BTS (Batna/Tebessa/Souk-Ahras), TNT (Tiaret/Nedroma/Tlemcen), etc. Est contre Ouest. Anciens de l'ALN contre anciens de l'armée française. Ces clans avaient des visions étriquées et étaient guidés par des intérêts mesquins : accéder à des postes de décision pour se lancer dans les affaires ou faire prospérer celles qui existaient déjà.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de voir les mêmes hommes qui décrétaient hier « le socialisme comme option révolutionnaire irréversible », nous faire aujourd'hui l'apologie du libéralisme. Ils ont constitué et consolidé leurs fortunes sur la perversion du socialisme « spécifique, à l'algérienne ». Ces clans familiaux composés de certains anciens moudjahidine issus de l'ALN, des transfuges de l'armée française, et d'opportunistes de tout poil, ont grandi ensemble pour donner naissance à de véritables

clans mafieux dont la seule obsession reste le pouvoir. Un pouvoir synonyme d'intérêts et de privilèges.

Le clan H'lima du nom de l'épouse du président Chadli, fut le premier à émerger du lot au début des années 80. Le docteur Amine Bourokba, frère de Halima, y jouait un rôle pivot. Kaddour Lahouel intégrera ce cercle en épousant la fille aînée du président.

Chez les militaires, ils considéraient bien sûr Abdelmalek Bendjedid, frère du président de la République, comme l'un des leurs, ainsi que Tewfik, même si l'actuel patron du DRS (Département des renseignements et de sécurité) s'est toujours gardé d'afficher son appartenance à un clan quelconque. « Il se met au milieu des différents cercles et il observe. Il tend la main à celui qui est en position de force », me dit un jour un général très au fait des luttes claniques. Il finira par se faire une place dans le clan des transfuges de l'armée coloniale, grâce à sa position à la tête des services de sécurité.

Abdallah Belhouchet, Mohammed Attaïlia, Mostefa Benloucif, et d'autres officiers issus du maquis, représentaient le clan des anciens de l'ALN. Mouloud Hamrouche, alors secrétaire général du gouvernement, puis de la présidence de la République, caracolait lui aussi à la tête d'un clan composé de technocrates. Il s'appuyait sur des officiers supérieurs originaires de l'est du pays. Des ministres, des apparatchiks du FLN et des cadres promus par la *zaouia* Belahouel de Mostaganem (la famille de H'lima), jouaient les rôles de larbins, de rabatteurs et d'entremetteurs pour les différents clans.

D'autres groupes se sont constitués au niveau des différentes institutions de l'État. Ils avaient des appuis très faibles dans l'institution militaire. Mais ils ont fini par se fondre dans les principaux clans.

Derrière tous ces clans, il y avait celui des anciens de l'armée française, animé par Khaled Nezzar, Benabbès Gheziel et Larbi Belkheir. Ce dernier, le plus proche du président par ses fonctions de directeur de cabinet et par la relation qui liait les deux hommes depuis plusieurs années, jouait le rôle de meneur. Ce clan, comme il sera démontré plus loin, est le maître d'œuvre de l'investiture de Chadli Bendjedid. Ses membres vont infiltrer tous les autres clans. Une infiltration facilitée par l'obsession de compter dans le groupe un militaire, un homme fort qui soit influent sur le président.

Tous ces clans ont un dénominateur commun : ce sont tous des prédateurs. Ils ont imposé à l'Algérie le pouvoir des satrapes.

Mais, tant que le pétrole se vendait au prix fort et que le régime n'était pas aux prises avec des revendications sociales, il n'y avait pas de raison pour que tout ce beau monde s'adonne à des guerres inutiles. Ils se limitaient à quelques querelles vite étouffées. Chaque clan s'attachait à placer ses hommes à des postes clés. Les alliances se faisaient et se défaisaient au gré des événements et des conjonctures. Mais, dès que « le bateau Algérie » a commencé à tanguer, chaque clan a cherché à jeter l'autre par-dessus bord. La guerre était déclarée. Elle ne manquera pas de se répercuter négativement sur la vie politique, économique et sociale du pays. La déliquescence de l'État ne fera que s'aggraver au fil des ans.

L'explosion d'octobre 1988 sonne l'ouverture de violentes hostilités. Faisant eau de toutes parts, le navire de Chadli Bendjedid voit se relayer à sa barre plusieurs chefs de clans. Il voit aussi la disparition de plusieurs autres. Messaadia est le premier à faire les frais de cette tempête. Hamrouche, appelé à succéder à Kasdi Merbah à la tête

du gouvernement, est sacrifié à son tour neuf mois plus tard. Le clan de la belle-famille s'impose de nouveau en plaçant l'un des siens à la tête de l'exécutif : Sid Ahmed Ghozali, un ancien banni du système revenu au milieu des années 80 comme ambassadeur à Bruxelles, avant de reprendre du poil de la bête en retrouvant un siège dans les gouvernements qui se sont succédé au lendemain des événements d'octobre 1988.

L'affrontement ne se limitait pas aux nominations gouvernementales ou au niveau des postes clés de l'administration et des entreprises publiques, où chaque clan cherchait à placer ses hommes.

L'ouverture du champ politique à de nouvelles formations d'opposition sera un nouveau terrain investi par ceux qui ont échoué à imposer leurs choix dans les hautes sphères. Les uns tentent de s'engouffrer dans les partis existants en les noyautant. Les autres mettent tout leur poids dans la création de nouveaux partis.

Cependant, la véritable bataille que doit mener le clan des transfuges de l'armée française se déroule au niveau du commandement de l'armée. Khaled Nezzar et sa clique passent à l'offensive au lendemain des événements d'octobre 1988, en procédant à la radiation de plusieurs officiers hostiles à leurs desseins macabres ou qui n'entrent pas dans leur plan d'action. Ces officiers supérieurs sont tous issus de l'ALN.

Pour assurer leurs arrières, ceux qui deviendront quelque temps plus tard les véritables décideurs envoient l'un des leurs, le général Abdelmalek Guenaïzia, comme ambassadeur en Suisse. Dans l'Algérie des mafieux, la diplomatie sert à couvrir les crimes des prédateurs, non pas à soigner l'image du pays à l'étranger et défendre ses intérêts. Nul ne saura expliquer la nomination au poste d'ambassadeur d'un militaire qui a passé toute sa vie dans

les casernes, si ce n'est par la volonté d'aller veiller sur les comptes en banque de ses acolytes.

Lorsque Chadli, usé jusqu'à la corde, sera démis de ses fonctions, il entraînera dans sa chute Amine Bourokba, Kaddour Lahouel et toute la smala de Mostaganem.

Plus de civils pour prétendre jouer un rôle quelconque dans une guerre de clans qui n'a plus de raison d'être. Les anciens de l'armée française s'emparent des leviers de commande. Le travail de fourmi mené depuis plus de trente ans finit par payer.

« Entre anciens enfants de troupe et anciens sous-officiers de l'armée coloniale on s'entend entre nous, se seraient-ils dit. On a tous mangé à la même gamelle. On s'est tous nourris à la même mamelle, celle de la mère patrie : la France. » Place à la politique consensuelle qui saura préserver les intérêts de tous. Après tout, la guerre des clans n'a pas pour finalité la mise à mort de l'un ou de l'autre. Le but du jeu est de conduire les affaires au profit de tous. Les autres clans ne seront ni poursuivis pour les méfaits qu'ils ont commis, ni livrés à la vindicte populaire. L'important, c'est que le pouvoir doit revenir à ceux qui ont travaillé dans l'ombre depuis plusieurs années pour le confisquer.

Le club des onze

C'est ainsi qu'est né le fameux club des onze décideurs. Autrement dit, le clan mafieux qui gouverne l'Algérie. Dans ce clan, les rôles sont répartis en fonction de la puissance et des capacités de chacun des membres.

Khaled Nezzar, Larbi Belkheir, Benabbès Gheziel,

Tewfik et Abdelmalek Guenaïzia sont les scénaristes. Ils sont assistés par les deux conseillers diaboliques de l'ombre : Mohammed Touati et Aït Abdessalem. Les exécutants sont les deux Lamari, Mohammed et Smaïl, accompagnés de Saheb Abdelmadjid et Fodhil Cherif.

Khaled Nezzar

Son ambition envahissante lui a permis de s'imposer comme le parrain incontesté de la mafia des généraux et son porte-parole. Effronté, il multiplie les conférences et déclarations de presse pour combler le déficit de communication dont souffre son clan.

Évidemment, n'assistent à ses conférences de presse que des journalistes tirés sur le volet. Pas de place pour les contradicteurs.

Né en 1937 à Seriana dans les Aurès, le berceau de la révolution algérienne d'où est parti le premier coup de feu annonçant le déclenchement de la lutte armée pour la reconquête de l'indépendance, Khaled Nezzar n'a pas jugé bon de suivre les centaines de jeunes Chaouias de sa région qui avaient pris les armes pour combattre l'occupant. À l'époque, il fallait être sourd et aveugle pour ne pas voir la féroce répression qui s'abattait sur les populations des Aurès. Une répression à laquelle était insensible l'élève sous-officier Khaled Nezzar, fils d'un sous-officier retraité de l'armée française.

Pourtant, il dit bien ne « jamais pouvoir oublier l'image de deux frères dont les corps étaient criblés de balles. C'était en août 1956, la veille de l'Aïd El Fitr. Je revenais de Strasbourg, en France, où j'avais passé mes vacances d'été [1] ».

Une année auparavant, il avait bien été témoin des bombardements de sa région par ses collègues aviateurs.

---

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, *op. cit.*, p. 29.

« En août 1955, j'étais en vacances, quand je vis, pour la première fois des B29 – des bombardiers quadrimoteurs – bombarder les montagnes avoisinantes[1]. »

Il est vrai que le fils du sous-officier de l'armée coloniale était déconnecté de la réalité algérienne, comme il continue à l'être encore aujourd'hui. Dès l'enfance, il s'est démarqué des autres Algériens en fréquentant « une école réservée aux enfants de colons[2] ».

Il a attendu quatre années, de novembre 1954 à avril 1958, pour se décider à rejoindre l'ALN dans des conditions douteuses.

Sa « désertion », ainsi que celle des autres officiers algériens qui servaient dans l'armée française, continue de susciter, à ce jour, beaucoup d'interrogations, comme ce fut le cas à l'époque.

Khaled Nezzar lui-même reconnaît : « À l'école des cadres [...], nous eûmes la charge d'instruire les maquisards dans une ambiance peu facile[3]. »

Ancien sergent de l'armée coloniale, Nezzar est considéré, par de nombreux officiers qui l'ont côtoyé, comme un fieffé menteur. « Il s'est toujours présenté comme ancien sous-lieutenant de l'armée française, alors qu'il n'a jamais accroché ce grade sur ses épaulettes. Dans ses *Mémoires*, lorsqu'il évoque les lieux où il évoluait en tant que militaire français, il ne parle que du mess des sous-officiers », me fait remarquer un général à la retraite.

« Il y avait [...] un capitaine dont j'ai perdu le nom [...] qui nous avait concocté un dîner au mess des sous-officiers pour tenter de nous convaincre [...][4]. » Plus loin, narrant son dernier jour sous le drapeau français, il écrit : « Dimanche matin, nous prîmes notre petit déjeuner au

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, *op. cit.*, p. 29.
2. *Idem*, p. 23.
3. *Idem*, p. 41.
4. *Idem*, p. 34.

mess des sous-officiers [...][1]. » Tous les camarades qu'il évoque étaient des sergents.

Il se trahit encore lorsqu'il écrit : « Après Saint-Maixent, en mars 1957, j'étais aspirant à l'âge de dix-neuf ans et demi » et, en dernière de couverture, on découvre qu'il était sous-lieutenant une année plus tard, en 1958. Non seulement, il n'explique pas cette fulgurante promotion, mais il oublie surtout que Saint-Maixent est une école de formation de sous-officiers ! Non-bachelier et indigène de surcroît, le voilà sous-lieutenant à l'âge de vingt ans et demi. S'il avait poursuivi sa carrière dans l'armée française à ce rythme, il aurait fini général à l'âge de trente ans. Quel prodigieux officier la France a perdu !

Certes, il reconnaît[2] avoir fait partie de la « promotion Lacoste », mais tout le monde sait que les sous-officiers qui ont bénéficié de cette promotion étaient préparés par l'armée française pour infiltrer l'ALN. Durant mes années de service dans l'armée algérienne, j'entendais souvent mes aînés parler de cette fameuse promotion dès qu'ils évoquaient les anciens de l'armée française. C'était une véritable insulte.

Ce passé, le général Nezzar a du mal à l'assumer. Pour les officiers anciens maquisards, « Nezzar est un traître, fils de traître ». Il le confirme d'ailleurs lui-même : « Alors que je passais quelques jours de vacances avant de rejoindre ma nouvelle école en France, des moudjahidine m'approchèrent [...] pour me demander de déserter les rangs de l'armée française et rallier la révolution. J'eus pour première réaction de me confier à mon père. [...] Il me voyait mal monter au maquis à mon âge[3]. »

Si lui ne pouvait pas rejoindre le maquis sous prétexte

1. *Idem*, p. 37.
2. *Idem*, p. 32.
3. *Idem*, p. 32.

qu'il était jeune, son père Rahal a-t-il mis son expérience de sous-officier au service de l'armée de libération ? Pas du tout. Et comment explique-t-il que le général Liamine Zeroual, originaire de la même région que lui, soit monté au maquis à l'âge de seize ans ? Pourquoi n'a-t-il pas suivi l'exemple de ses camarades de l'école des enfants de troupe qui ont répondu à l'appel du 19 mai 1956, comme il le souligne dans ses Mémoires ? Son camarade de classe, Benacer Abdelawahab, n'a-t-il pas rejoint les maquisards à l'âge de quinze ans ?

Celui qui devait être un bon tireur de fusil-mitrailleur a étonné tout son monde par sa promotion-éclair.

« Un jour, Si Abdennour, commandant de la 1re Région de la Zone 1 activant dans les régions de Blandan et de Annaba, m'avoua : "Lorsque je t'ai vu pour la première fois accompagnant Chadli, j'ai dit à mon entourage en plaisantant : qui est ce jeune homme ? Il ferait un bon tireur de fusil-mitrailleur 24/29. Mais je fus surpris d'apprendre que tu allais être mon supérieur [1] !" »

Cet instructeur, rejeté par les soldats de l'ALN, sera ministre de la Défense nationale en 1990, dépouillant le président de la République d'un poste stratégique, convoité depuis longtemps par de nombreux officiers supérieurs. Un poste qu'il gagne après avoir dirigé le carnage du 5 octobre 1988, qui a coûté la vie à cinq cents jeunes manifestants. Cet assoiffé du pouvoir et sinistre sanguinaire pense-t-il au moins à ces jeunes victimes d'octobre ? Sûrement pas. Lui qui a tué sa propre épouse, mère de ses enfants, d'une balle dans la tête, sous le grossier prétexte qu'elle collaborait avec les terroristes, n'a aucun sens de la vie humaine. Selon des officiers de la Sécurité militaire, le mobile de ce crime, en réalité, c'était son désir d'épouser une femme médecin, plus jeune que lui de trente ans, qui le soignait.

---

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, *op. cit.*, p. 47.

Notre général étant au-dessus des lois ne répondra jamais de ce crime devant la justice.

Parti de rien, l'ancien sous-officier de l'armée française siège, trente ans après l'indépendance de l'Algérie, au Haut Comité d'État, aux côtés de l'un des plus vieux animateurs du mouvement nationaliste et l'un des fondateurs du FLN, Mohammed Boudiaf, dont il n'hésitera pas à ordonner l'assassinat.

Drogué à la morphine « pour calmer mes nerfs », disait-il à l'officier qui l'accueillait en Tchéquie où il passait quelques jours de convalescence, après une intervention chirurgicales sur le cerveau, Nezzar, bien que gravement malade, n'est pas près de lâcher le pouvoir. Sa retraite est une fausse sortie.

Le pouvoir lui a tout donné, y compris la possibilité de disposer des officiers de l'armée pour ses services personnels et ceux de ses enfants. C'est ainsi qu'au début des années 80 le lieutenant Dinar, jeune officier du commissariat politique de l'armée, fut détourné de sa mission et chargé par Nezzar, alors chef de la 5e Région, d'assurer des cours de soutien à ses enfants. Quelques mois plus tard, Dinar découvre de vieilles archives dans un local abandonné de l'armée et en avise le commandement. Le groupe de jeunes officiers chargé de l'exploitation de ces archives va de surprise en surprise. Le premier document fait état d'un viol commis par le capitaine Chadli Bendjedid, chef de la 5e Région en 1964, sur une jeune fille constantinoise. Le deuxième, puis le troisième document se rapportent à de graves délits dont les auteurs n'étaient autres que les chefs militaires de l'époque. Nezzar donne ordre de stopper l'opération et tente d'envoyer le lieutenant Dinar en prison, heureusement sans succès.

L'ancien enfant de troupe de l'école de Koléa est aujourd'hui à la tête d'une fortune évaluée à plusieurs mil-

liards de francs. De nombreuses sources s'accordent à dire qu'il dirige un important trafic d'armes. Ce n'est pas sans raison qu'il est surnommé le général de l'armement. Sans pudeur aucune, il pleurniche devant les journalistes, au mois d'août 2001, sur le sort de ses enfants. « Ils sont au chômage parce qu'ils sont les enfants d'un général », se plaint-il.

L'un d'eux, Lotfi, qui écume les discothèques d'Alger, où il s'exhibe avec un pistolet à la main sur les pistes de danse, fera parler de lui en agressant Sid Ahmed Semiane, chroniqueur au quotidien *Le Matin*. C'est sa manière à lui d'user du droit de réponse contre ce jeune journaliste qui a osé dénoncer son « papa » à travers ses écrits. Évidemment, le fils de ce grand parrain, bénéficiant de l'immunité mafieuse, ne sera pas arrêté.

Abdelmalek Guenaïzia

Vieux compagnon de Khaled Nezzar, il était avec lui à l'école des enfants de troupe à l'âge de douze ans. Une vieille amitié qui dépasse les intérêts communs. Il a occupé différentes fonctions dans l'armée (chef de bataillon, chef de groupement, adjoint chef de la 2e région militaire sous Chadli Bendjedid, directeur central du matériel au ministère de la Défense, commandant des forces aériennes et chef d'état-major de l'armée) avant de se découvrir une vocation de diplomate en 1990. Il occupera le poste d'ambassadeur d'Algérie, durant près de dix ans, en Suisse. Guenaïzia est le chef comptable de la mafia des généraux. Dans la capitale helvétique, il veille sur les comptes bancaires de ses compagnons tout en leur préparant une retraite dorée en cas de coup dur. Sa radiation de l'armée ne l'a jamais exclu du cercle des décideurs. Il reste parmi les hommes de l'ombre les plus nocifs. Il est à l'origine du retour de Mohammed Cherif Messaadia sur la scène

politique. En le plaçant à la présidence du Sénat, avec ses acolytes du clan, il le prépare à la succession de Bouteflika dans le cas où ce dernier n'irait pas au bout de son mandat présidentiel.

Larbi Belkheir

Lui qui a toujours nié faire partie du club des décideurs, ou d'un clan quelconque, est l'un des hommes clés de la mafia. Fils de caïd, né à Frenda, dans l'ouest algérien, en 1937, ancien enfant de troupe, il a rejoint l'ALN en 1958 comme ses autres acolytes en passant par la base du FLN à Tunis.

Dès son arrivée à Garn El Halfaya, à la frontière tuniso-algérienne, et bien avant qu'il soit affecté à une quelconque mission, il a tenu, en compagnie de Guenaïzia, la fameuse réunion avec les officiers de l'ALN destinée à répartir les tâches à la tête du commandement de l'armée algérienne. À l'indépendance, il a fait l'essentiel de sa carrière à l'ombre de Chadli Bendjedid dont il était le chef d'état-major à la 2e Région militaire durant une dizaine d'années (1965-1975). Avant de retrouver Chadli comme directeur de cabinet à la présidence de la République à partir de 1979. Il dirige l'ENITA (École nationale des techniciens et ingénieurs d'Algérie) de 1975 à 1979, où fut tenu le conclave qui a décidé de l'intronisation de Chadli Bendjedid à la tête de l'État algérien.

En 1991, en prévision du coup d'État du 12 janvier 1992, il quitte le siège de la présidence de la République pour occuper le poste de ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Ghozali. Le décret d'état d'urgence pondu pour la circonstance met entre ses mains tous les pouvoirs militaires en cas de troubles publics. Ce décret donne le droit au wali (préfet), normalement sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, d'ordonner le déploiement des forces militaires dans les rues en cas d'urgence. C'est la

première fois qu'une autorité civile dispose des forces armées. Un décret jeté aux oubliettes dès que Belkheir a quitté le ministère de l'Intérieur.

Après l'assassinat du président Boudiaf, le général Larbi Belkheir se retire de la scène politique. Mais pour un homme qui entretient un réseau de relations des plus denses tant en Algérie qu'à l'étranger, notamment en France et dans les pays du golfe Arabique, il est impossible de se mettre définitivement à l'écart de l'activité publique.

Sa villa de Hydra, sur les hauteurs d'Alger, ne désemplit pas de visiteurs en tous genres. Ministres, généraux en activité ou en retraite, hauts fonctionnaires et responsables politiques se croisent chez lui à longueur de journée. Sa résidence a été le théâtre des tractations entre les décideurs et Bouteflika pour la désignation de celui-ci comme leur candidat à la présidentielle de 1999.

Le général Larbi Belkheir est l'un des hommes clés du clan mafieux qui gouverne l'Algérie. Outre ses réseaux internes, tissés et entretenus durant de longues années, il a ses entrées dans diverses capitales occidentales et arabes. À l'Élysée, il est considéré comme un interlocuteur privilégié. À Rabat, à Riyad et dans les émirats du golfe Arabique, il compte de solides relations avec les palais royaux. De l'avis de nombreux connaisseurs du pouvoir algérien, Larbi Belkheir, cet homme affable et courtois, est le chef de l'État occulte.

Mais c'est aussi un homme d'affaires qui détient le monopole de l'importation du blé et possède l'une des semouleries les plus modernes du pays, à Ghardaïa, au sud de l'Algérie.

Aït Abdessalem

Ce quasi-inconnu, dont le nom est très peu répandu dans les milieux de la presse et chez les observateurs de

la scène algérienne, a toujours vécu à l'ombre du général Nezzar. Il est le seul des généraux actuels à avoir fait l'école d'application militaire de Cherchell, l'actuelle AMIA (Académie militaire interarmes), avant de rejoindre l'ALN.

Il a « déserté » les rangs de l'armée française, en compagnie du général Saheb Abdelmadjid, quelques mois seulement avant l'indépendance, ce qui explique sa discrétion maladive.

Originaire de la Grande Kabylie, Aït Abdessalem est officier du train. En 1973, il sera de l'expédition égyptienne, sous les ordres de Khaled Nezzar, en qualité d'officier d'approvisionnement et de logistique. Comme tous les officiers qui ont un bon niveau d'instruction, il sert de scribouillard à des chefs analphabètes, avant de devenir conseiller auprès du général Nezzar, alors chef des forces terrestres. En récompense des services rendus, il sera envoyé à Madrid comme attaché de défense pour trois ans, le temps de se constituer une petite fortune en devises. Il gravit les échelons de la hiérarchie à une vitesse vertigineuse. Du grade de général à celui de général-major il ne lui faut que deux années. C'est la tête pensante des généraux Nezzar et Guenaïzia.

Mohammed Touati, dit « *El mokh* » (« Le cerveau »)

Autre lettré du club des onze, il a lui aussi rejoint l'ALN en 1961, en se rendant à la base du FLN au Maroc. Des sources concordantes assurent qu'il s'est distingué, en 1957 et 1958, alors qu'il était dans l'armée coloniale, en commettant à Tademaït des massacres sanglants contre les populations civiles. Ces massacres, selon des témoins originaires de cette région, ont été perpétrés suite à des embuscades tendues par les maquisards de l'ALN aux forces coloniales. Il n'aurait fait qu'exécuter les ordres de

ses supérieurs, dira-t-on comme souvent. Pourquoi n'a-t-il pas plutôt pris exemple sur le général Paris de la Bollardière ?

À l'indépendance, il est successivement chef d'état-major de la gendarmerie nationale, chef d'état-major de la 3e Région militaire sous le commandement de Nezzar, conseiller du ministre de la Défense nationale, toujours avec Nezzar, et conseiller du chef d'état-major, le général de corps d'armée, Mohammed Lamari. En 1994, il représentera l'armée dans la commission de dialogue national, chargée de suivre de près l'exécution du plan de déstabilisation des institutions de l'État. Originaire de la grande Kabylie, il tente de torpiller le RCD de Saïd Saadi. Il est aujourd'hui chef du Conseil national de la sécurité à la présidence de la République.

Benabbes Gheziel

Ancien sergent de l'armée coloniale, comme ses acolytes, il rejoint la base de l'Est de l'ALN en 1958. Celui que les gendarmes ont surnommé « le sergent Garcia » est originaire des Aurès. À l'indépendance, il a dirigé l'école des cadets de la révolution durant dix années. Ce qui fait dire à un ancien maquisard : « Le comble pour l'Algérie c'est que l'école qui accueillait les enfants des martyrs de la révolution était dirigée par un ancien de l'armée coloniale. Il ne serait pas étonnant que, parmi les élèves de cette école, se trouve un enfant dont le père aurait été tué par Gheziel. » Il commande ensuite la gendarmerie nationale, après avoir occupé les fonctions de chef du département des affaires de défense et de sécurité à la présidence de la République sous Chadli Bendjedid.

C'est l'un des hommes les plus dangereux de la mafia. Il s'accroche au pouvoir. Toutes les tentatives

visant à le liquider au temps de la guerre des clans ont échoué.

En 1994, alors qu'il était donné partant à la retraite pour raisons de santé, il réussit à renverser la vapeur en faisant appel à tous ses alliés, dont Larbi Belkheir, pour se maintenir à son poste de chef de la gendarmerie nationale.

Se déplaçant difficilement, Gheziel a quitté le commandement de la gendarmerie nationale en 1999. Disparu de la scène médiatique, il réapparaît le 1er novembre 2001 au côté de Mohammed Lamari, exposant son quintal et demi de graisse aux yeux des téléspectateurs algériens médusés.

Cet assoiffé du pouvoir ne consentira jamais à rentrer chez lui et à s'occuper de ses nombreuses affaires. Il est nommé conseiller militaire de Abdelaziz Bouteflika, lorsque ce dernier devient président de la République. « Quels conseils pourrait-il prodiguer au chef de l'État, à part la nomination de son épouse Badra Amamra au Sénat, parmi le tiers présidentiel ? » ironise un ancien colonel de la gendarmerie.

Pour l'avoir connu en octobre 1980, lors du séisme de la ville d'El Asnam (aujourd'hui Chlef), où il était censé organiser les secours, je peux affirmer que l'homme n'a rien d'extraordinaire. L'image que je garde de lui est celle d'un militaire qui avait du mal à entrer dans ses habits tellement il était obèse. Alors que la ville sinistrée comptait ses morts, il ne cessait de donner des ordres pour qu'on lui apporte à manger et de quoi se distraire. Un jour, après avoir passé plus de deux heures à table, il éprouva le besoin de regarder la télévision. Il s'adressa alors à un jeune lieutenant du commissariat politique, Siouda Aïssa, en lui lançant de sa voix rocailleuse :

— Hé ! Toi, le commissaire politique, va me chercher une télé !

Interloqué par cette demande, le lieutenant interrogea :

— Où vais-je la trouver, mon commandant ?

— C'est à toi de voir. C'est ton rôle de commissaire politique. Tu dois me trouver une télé. Y en a partout. Toutes les habitations sont vides de leurs occupants.

Le lieutenant Siouda n'en revenait pas. Un officier supérieur qui lui donnait ordre d'aller voler dans les habitations des sinistrés !

Mohammed Lamari

Ce général avait la réputation de dégonfler les pneus des voitures des officiers qui stationnaient devant sa villa des Tagarins sur les hauteurs d'Alger, en face du ministère de la Défense nationale. Il est aujourd'hui de ceux qui décident du sort de tout un peuple.

Originaire de la ville de Biskra, mais né à Alger le 7 juin 1936, c'est un pur produit de l'armée française. Avant de rejoindre l'ALN en 1961 en se présentant à la base marocaine du FLN, à quelques mois de la signature des accords du cessez-le-feu, il avait suivi une formation à l'école de cavalerie de Saumur. Complexé par son passé peu glorieux durant les années de la guerre de libération, il a toujours servi de bouclier à ses pairs du cabinet noir, au point d'apparaître comme le véritable décideur en Algérie. Comme tous ses compères transfuges, il a été officier d'instruction au lendemain de l'indépendance, avant d'occuper le poste de chef d'état-major dans les différentes unités opérationnelles qu'a eu à diriger Liamine Zeroual. Ce dernier le retrouvera au même poste lorsqu'il sera amené à prendre le ministère de la Défense nationale en juillet 1993.

Un an plus tard, dans la foulée de cette nomination, il sera promu général de corps d'armée. Il est le seul, à ce

jour, à avoir ce grade, ce qui lui confère la « légitimité » de se voir déléguer les pouvoirs de ministre de la Défense par ceux qui sont appelés à exercer officiellement cette fonction.

Le président Boudiaf, qui se méfiait de lui, a fini par ordonner sa mise à la retraite, mais son ordre n'a jamais été exécuté. Au contraire, ses pairs lui ont confié le commandement des forces combinées – armée, police, gendarmerie – chargées de la lutte antiterroriste. C'est là qu'il a gagné sa réputation d'« éradicateur » et la sympathie des démocrates, qui ont du mal à comprendre la complicité entre la mafia des généraux et les groupes terroristes. Il faut vraiment être naïf, ou méconnaître ces gens, pour croire un seul instant qu'ils ont des convictions politiques ou idéologiques. Lamari se soucie peu de la tendance politique du président de la République ou du gouvernement. L'important, pour lui et ses complices, c'est qu'on ne touche pas aux intérêts de la mafia. Qui l'a entendu un jour protester contre la présence du Hamas de Nahnah, ou du mouvement Ennahda d'Adami, ou du MRN de Djaballah, qui ne sont pas moins intégristes que le FIS ? Qui l'a entendu contester la décision de ses pairs de négocier, à travers Smaïl Lamari, avec l'Armée islamique du salut, le bras armé du FIS ? Qui l'a vu réagir contre les terroristes graciés qui se baladent dans les rues d'Alger et d'autres villes du pays en narguant leurs victimes ? Lui qui a droit de regard sur les nominations des ministres, qui l'a entendu dénoncer le retour des symboles de la décennie noire et de l'intégrisme, Belkhadem, Amimour et Messaadia ? Qui veut nous faire croire que le général Mohammed Lamari est un démocrate et un républicain, à part ses larbins ?

Smaïl Lamari

L'artisan des négociations avec l'Armée islamique du salut n'est en fait qu'un exécutant des décisions du club des onze. Son entrée dans ce cercle, le général Smaïl la doit à son appartenance à ces mythiques services de sécurité. Tewfik et lui sont les seuls du groupe des décideurs à n'avoir pas porté l'uniforme français, bien que le général Mohammed Betchine soutienne le contraire en les accusant d'avoir fait partie des enfants de troupe.

Fils d'un chauffeur de taxi, Smaïl Lamari est issu d'une famille modeste originaire de Beni Slimane, dans la région du Titteri, comme beaucoup d'habitants d'El Harrach, ce quartier populaire de la banlieue est d'Alger. Un quartier où il était connu pour le soutien désintéressé qu'il apportait, en tant que supporter, au deuxième club harrachi, le CREH.

En 1961, il s'est engagé très jeune dans l'ALN. À l'indépendance, il a fait un passage d'une année dans la police, avant de s'engager dans la marine nationale, où il était officier de sécurité de son unité. Dans les années 70, l'adjudant qu'il était a bénéficié d'une formation spéciale destinée aux sous-officiers pour obtenir le grade de sous-lieutenant. Technicien du renseignement, il a toujours évolué dans les services opérationnels. C'est pourquoi il est derrière tous les coups tordus et accomplit la sale besogne au service d'un pouvoir qui tire sa force de la répression, de l'infiltration et de la manipulation.

Même s'il veut se montrer proche de ses hommes, nombre de ses collaborateurs, notamment les jeunes officiers politisés, lui vouent une haine sans limites. « Il a beaucoup changé depuis les événements de 1992 », disent beaucoup d'entre eux. D'autres, en revanche, l'apprécient pour avoir toujours su les protéger.

Le cas de l'assassinat du président Boudiaf en est la

parfaite illustration. Aucun des collègues ou des supérieurs de l'assassin n'a été inquiété. Ce ne sont pas les trente jours qu'ils ont passés aux arrêts, pour les besoins du scénario, qui me démentiront. Il est depuis longtemps l'interlocuteur officiel de la DST, et Betchine l'accuse d'intelligence avec les services français.

Ceux qui l'ont connu de près, et j'en suis, témoignent que le général Smaïl n'a jamais donné l'impression d'être convaincu de la justesse des actions qu'il mène contre les mouvements d'opposition. Il ne fait qu'exécuter les ordres, en « bon militaire discipliné » qui tient à son poste. Un poste qu'il a failli perdre, en 1989 et en 1990, lorsque Betchine sur instructions « venues d'en haut » l'a démis de ses fonctions. Deux années plus tard, il devenait numéro deux du Département du renseignement et de la sécurité.

Hormis une entreprise d'importation de médicaments au nom de sa fille, Latifa, qui vit beaucoup plus en France qu'en Algérie, on ne sait pas ce qu'il fait de l'argent qu'il amasse. Il ne dépense même pas ses frais de mission quand il se déplace à l'étranger. Il préfère racketter les officiers en poste dans les pays où il se rend.

L'un d'eux m'a raconté que, lors de l'un de ses passages dans une capitale européenne, il fit preuve d'une voracité jamais vue. Non content de s'être payé un costume d'une valeur de sept mille francs, des vêtements de luxe pour lui et pour sa famille, et douze flacons de parfum de grandes marques, il a demandé à un sous-officier de lui acheter un pyjama qu'il avait vu en vitrine mais n'avait pu prendre avec lui, le magasin étant fermé. Évidemment, tous ses achats, qui s'élevaient à plus de vingt mille francs, étaient réglés par l'attaché militaire.

Gravement impliqué dans de nombreux crimes mafieux, le général Smaïl a fini par se faire une place dans

le club des onze. Celui qu'on surnommait « colonel schkouppi[1] » est, aujourd'hui, un homme fort du régime.

Mohammed Mediene, dit Tewfik

Cet énigmatique général-major, qui use beaucoup plus de la malice que de ses facultés intellectuelles, très limitées, du reste, occupe le rang de scénariste dans le club des décideurs. Ses proches jurent qu'ils ne l'ont jamais vu lire un livre.

Celui qu'on présente comme algérois du quartier de Bologhine (ex-Saint-Eugène) est né en 1939 à Guenzet, en petite Kabylie. Il s'est engagé, dans les rangs de l'ALN en 1961, dans l'est algérien, aux côtés de Ahmed Betchine – frère cadet du général Mohammed Betchine – mort au combat. À l'indépendance, il a été récupéré par la Direction de la Sécurité militaire. Comme tous les officiers de cette structure de l'armée, il a effectué un stage de formation en URSS, au sein du KGB. Il doit son ascension à Chadli Bendjedid, auprès duquel il a travaillé dans la 2e Région militaire en qualité de directeur régional de la SM.

Il y a noué d'excellentes relations avec le futur président de la République et son chef d'état-major, Larbi Belkheir. Au bout de trois années, selon les règles en vigueur, le lieutenant-colonel Kasdi Merbah, alors directeur de la Sécurité militaire, devait muter le lieutenant Tewfik dans une autre région. À son grand étonnement, le colonel Chadli Bendjedid est intervenu pour demander son maintien. Merbah n'a pu qu'accéder au souhait du chef de la 2e Région, membre du Conseil de la révolution.

Fin 1978, le président Boumediene décède et c'est le colonel Chadli qui lui succède à la tête de l'État algérien.

---

1. Le général Smaïl utilise souvent le mot *t'chkouppi*, qui veut dire en algérois « C'est du vent ».

Le lieutenant Tewfik, qui vient de passer capitaine, est l'homme de confiance du président et de la belle-famille. Il réintègre la direction centrale pour quelque temps, avant de se voir nommé au poste d'attaché militaire en Libye en 1981. Quelques années plus tard, il prend du galon et la tête de la sous-direction de la Sécurité de l'armée, sous le commandement du général Lakehal Ayat, directeur central de la Sécurité militaire.

Encombrant et soupçonné d'être l'œil du clan Belkheir dans les services secrets, où de nombreux officiers supérieurs commencent à envisager le départ en douce du président Chadli, Tewfik est nommé directeur central du génie militaire à la faveur de sa promotion au grade de lieutenant-colonel, en 1987. Il est le seul directeur central à ce grade au ministère de la Défense. Tous ses collègues sont colonels ou généraux. Mais, très vite, il comprend que sa promotion est destinée à l'éloigner de la SM et, sous l'influence de sa belle-famille, le président de la République signe, trois jours après cette nomination, un nouveau décret par lequel le lieutenant-colonel Tewfik est désigné pour la succession du général Hocine Benmallem à la tête du DADS (Département des affaires de défense et de sécurité). Ainsi Tewfik aura-t-il à chapeauter tous les services de sécurité (police, Sécurité militaire et gendarmerie nationale). À ce poste, il va sortir le grand jeu et s'imposer comme l'un des décideurs les plus influents du pays.

Après le départ du général Lakehal Ayat, il retrouve les services de sécurité, en qualité de Directeur central de la Sécurité de l'armée en remplacement du général Mohammed Betchine qui a lui-même succédé à Lakehal Ayat à la tête de la DGPS (Délégation générale à la prévention et à la sécurité), nouvelle dénomination des services de renseignements algériens à la suite de la restructuration de la Direction de la Sécurité militaire, intervenue en septembre 1987.

La démission de Betchine, en octobre 1990, lui permet de mettre sous sa coupe tous les services de sécurité en créant le DRS (Département du renseignement et de sécurité) qui chapeaute la DCE (Direction du contre-espionnage), la DES (Direction de la sécurité extérieure) et la DCSA (Direction centrale de la sécurité de l'armée). De tous les directeurs nommés en 1990 à la tête de ces structures, seul Smaïl Lamari a été maintenu, à ce jour. Patron des patrons des services de sécurité, le général-major Tewfik est ainsi le chef du plus grand parti politique du pays que constituent ces services. Pour mieux asseoir sa suprématie sur l'appareil sécuritaire, il rappelle de sa retraite Ali Tounsi, un ancien chef de la Sécurité militaire, pour le placer à la tête de la DGSN (Direction générale de la sûreté nationale), afin d'en faire un appendice du DRS.

Évitant le contact autant que possible avec les médias, et même avec ses plus proches collaborateurs, voyageant peu, Tewfik cultive le mythe autour de sa personne. La seule photo de lui que l'opinion publique connaît est celle parue dans *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, où on le voit avec un groupe d'officiers supérieurs. Il a fallu que le site du Mouvement algérien des officiers libres affiche sa photo d'identité pour que son visage se révèle aux gens. Au mois d'avril 2001, le quotidien *El Watan* a publié cette photo à la une en annonçant son départ. C'était la première fois qu'un organe de la presse algérienne osait consacrer un article au tout-puissant patron du DRS.

De nombreux officiers supérieurs avouent ne l'avoir jamais rencontré. Même les cadres des services de sécurité le voient rarement, pour ne pas dire jamais. C'est pourquoi nombre de mes anciens collègues furent plus qu'étonnés lorsque le général me reçut quatre mercredis de suite dans son bureau à l'automne 1992 pour tenter de me convaincre de rester dans l'armée. L'un d'eux me lança un jour : « Si

je ne t'avais pas vu de mes propres yeux entrer dans son bureau, je ne l'aurais jamais cru. Et en plus tu te permets de refuser toutes ses propositions... » Un autre m'interrogea, en plaisantant : « Comment est fait l'ogre ? Est-ce vrai qu'il marche courbé ? »

« Il est à l'origine de tous les maux de l'Algérie », me dit un jour un de ses proches collaborateurs qui ne le porte pas vraiment dans son cœur, comme beaucoup d'autres officiers, d'ailleurs. Il est soupçonné d'avoir détourné des dizaines de milliards de dollars. On se demande souvent à quoi pourrait lui servir tout cet argent puisqu'il ne voyage pas, vit comme un rat, cloîtré entre son bureau et sa résidence, toujours accompagné d'au moins quatorze gardes du corps. Même ses cigares, il ne les paie pas. Ce sont les officiers en poste à l'étranger qui les lui « offrent ». Évidemment, lui aussi fait dans le racket des diplomates.

Saheb Abdelmadjid

Chef de la 4e Région militaire, c'est un homme de confiance du club des décideurs. Il occupe toujours des postes stratégiques.

Sa désignation à la tête de la 4e Région n'est pas fortuite. C'est là que se trouve tout l'enjeu du pouvoir : l'or noir. « Il surveille ettiyou », disent les Algériens. Saheb Abdelmadjid, originaire de la grande Kabylie, est lui aussi un enfant de l'armée française. Il a rejoint l'ALN comme beaucoup d'autres, en 1961, à quelques mois du cessez-le-feu, en se rendant au centre d'El Mellegue. Après avoir servi comme officier du train, il a émergé au milieu des années 80, en occupant le poste de chef d'état-major de la 4e Région militaire, sous le commandement du général Hocine Benmallem. Il fut ensuite chef de département à l'état-major de l'armée avant de retrouver la 4e Région,

cette fois-ci comme patron, en remplacement du général major Abdelhamid Saïdi, mort dans des circonstances douteuses.

Fodhil Cherif Brahim

Au même titre que la 4e, la 1re Région est elle aussi d'une importance stratégique. Alger, la Kabylie et la Mitidja constituent son territoire. Son commandement ne peut être confié qu'à un membre du club des onze. C'est, donc le général-major Fodhil Cherif, originaire de Sidi Bel Abbes, dans l'Oranie, un ancien des SAS, qui veille sur la capitale et sa périphérie. Le maintien de cet homme dans l'armée algérienne est la preuve éclatante de la solidarité agissante entre les anciens de l'armée française dans leur entreprise de rapine.

Au moment où Fodhil Cherif effectuait un stage de formation en France, vers la fin des années 80, le colonel Boultif, alors directeur du personnel et de la justice militaire au ministère de la Défense, découvrit, à la suite d'une enquête menée par les services de sécurité, la collaboration de Fodhil Cherif avec les forces coloniales en qualité d'officier des SAS.

Il proposa alors au général-major Abdallah Belhouchet la radiation de ce « traître » des rangs de l'armée. Une proposition logique puisque cet officier avait dissimulé son appartenance aux forces coloniales. L'intervention du commandant des forces terrestres, le général Nezzar, sera salutaire pour cette taupe. Non seulement Fodhil Cherif fut maintenu à son poste, mais, comble du paradoxe, c'est le colonel Boultif qui fut radié de l'armée algérienne, quelques jours plus tard, à la veille de la célébration du déclenchement de la révolution de novembre 1954 !

C'est la preuve que le club des onze est homogène et qu'en son sein la solidarité n'est pas un vain mot.

LES SOUS-TRAITANTS

Ce club très fermé des décideurs s'appuie sur un cercle de sous-traitants qui font preuve d'obéissance et de docilité. Les uns sont compromis dans des affaires scabreuses, ce qui facilite leur sacrifice en cas de pépin, les autres sont obsédés par le pouvoir. « Tout ce qui leur importe, c'est de se regarder le matin devant une glace en tenue galonnée, ironise un officier supérieur en retraite. Ils sont prêts à collaborer avec le premier venu, pourvu qu'ils gardent leur poste. » Parmi ces sous-traitants, je me limiterai à citer les plus importants.

Ali Tounsi, dit « *L'ghouti* », fait partie de ceux qui sont à la fois compromis et obsédés par le pouvoir. Il a connu une longue traversée du désert, depuis sa radiation de l'armée, en 1983, jusqu'en 1995, où il fut rappelé pour occuper le poste de Directeur général de la Sûreté nationale. Une période durant laquelle il était très malheureux. Je le croisais de temps en temps au club de tennis de Bachadjarah, à Alger, où il se faisait tout petit.

Toute son histoire est marquée par des actes dont il ne peut qu'avoir honte. Il a horreur de son passé. Comme Khaled Nezzar, il est fils d'un retraité de l'armée française. Né à Metz en 1934, il est parmi les responsables algériens qui jouissent de la double nationalité française et algérienne. Élevé à Meknes, au Maroc, où son père participa à la répression des révoltes marocaines contre la présence française, le parcours d'Ali Tounsi durant la guerre de libération est trouble. Il s'est toujours gardé d'en parler. Certaines sources affirment qu'il était goumier avant de rejoindre l'ALN pour l'infiltrer. D'autres assurent qu'il n'a tourné casaque qu'après son arrestation dans le maquis, en

1960. Contrairement aux autres maquisards, celle-ci n'eut pas de suites fâcheuses, bien au contraire, puisque Tounsi intégra un commando spécial chargé de donner la chasse aux moudjahidine. Son incorporation dans l'armée algérienne, au lendemain de l'indépendance, et plus particulièrement dans les services de sécurité, a toujours été une énigme pour de nombreux officiers qui voient en lui une taupe des services de renseignements français.

Cette thèse est corroborée par sa radiation de l'armée en 1984, alors qu'il était lieutenant-colonel, chef des services centraux des sports militaires. D'autres expliquent sa radiation pour des raisons morales. Il aurait été dénoncé pour harcèlement sexuel par un jeune émigré qui effectuait son service national. Quoi qu'il en soit, sa radiation a suscité un certain nombre d'interrogations dans les couloirs du ministère de la Défense. A-t-il été radié pour homosexualité, interdite en Algérie, ou pour son passé trouble durant la guerre de libération ?

Une chose est sûre « *L'ghouti* » n'était pas un homme qu'on pouvait écarter facilement. Ancien sous-directeur de la sécurité de l'armée sous Kasdi Merbah, il était l'un des hommes forts de la SM. Ses pairs, Ferhat et Yazid Zerhouni, ont été nommés ambassadeurs, quand lui était renvoyé comme un malpropre.

Mais la roue tourne toujours dans le bon sens pour les complices des généraux. Alors que le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Lebbib, menaçait d'envoyer les forces de l'ordre pour lui faire évacuer les locaux de la Fédération algérienne de tennis dont il était président depuis quelques mois, Tounsi est nommé patron de la police. Cette nomination, il la doit au général Tewfik, l'un de ses anciens subalternes dans les années 70. Le nouveau « premier flic » d'Algérie se distinguera par des dépassements en tous genres. Des dépassements dénoncés réguliè-

rement par le quotidien *El Watan*. Mais, ses parrains continuent de fermer les yeux. Tant qu'il assume sa mission de sous-traitant pour les décideurs, il peut continuer à sévir. C'est la loi de la mafia.

Kamel Abderrahmane est lui aussi de ces sous-traitants qui usent et abusent du pouvoir en toute impunité. Il officie aujourd'hui à la tête de la 2e Région militaire, l'Oranie. Originaire de Sour El Ghozlane, dans le Titteri, il s'est distingué lors des événements d'octobre 1988 en sautant sur un char, l'empêchant d'exploser dans le quartier résidentiel d'El Biar. Par cet acte « héroïque », il venait de sauver la villa du général Saïd Bouhadja d'une destruction certaine. Le général lui en sera reconnaissant en allant le voir à l'hôpital militaire de Aïn Naadja pour l'embrasser sur le front et lui promettre qu'il ferait tout son possible afin qu'il reçoive les meilleurs soins. Il faut dire qu'en sautant sur le char pour s'emparer du cocktail Molotov, Kamel Abderrahmane s'était grièvement blessé au visage et aux mains. Commandant à l'époque, il n'avait pas hésité à mettre sa vie en péril pour prouver sa fidélité à ses chefs. Une fidélité qui, disons-le, n'est pas toujours constante. Tout dépend de la position du chef sur l'échiquier de la hiérarchie.

Ancien des SAS, il faisait partie de la « Force locale » mise en place pour veiller au respect des accords de cessez-le-feu. Au lendemain de l'indépendance, il s'est engagé dans l'armée avec le grade de sergent. Il a servi comme sous-officier à l'académie de Cherchell pendant dix années. Sous-lieutenant en 1975, il a effectué un stage dans la reconnaissance au sein d'une école militaire soviétique. À l'issue de ce stage, il fut affecté à Tindouf où il a fait la connaissance de Mohammed Betchine, qui était en charge du secteur opérationnel du sud de Tindouf. Porté

sur la bouteille et les femmes, il fait bon ménage avec Betchine qui l'emmène avec lui à Ouargla où il vient d'être nommé chef de la 4e Région militaire. Le même Betchine serait derrière sa nomination comme chef d'unité durant le siège d'octobre 1988, et celle de chef d'infanterie à la DAC (Direction des armes de combat).

Betchine renvoyé chez lui, Kamel Abderrahmane se tourne vers le général Tewfik, le puissant patron du DRS. Cette alliance lui ouvre les portes d'une nouvelle promotion : il sera Directeur central de la sécurité de l'armée. Un poste mythique dont il n'aurait jamais osé rêver. L'homme est grisé par cette fulgurante ascension. À lui, les missions à l'étranger, les femmes et l'alcool. Un de ses proches collaborateurs, de l'époque, excédé par son comportement, me disait : « C'est honteux. Toutes les putes d'Alger se vantent de connaître le patron de la sécurité dans son intimité tant le bonhomme se laisse aller avec la première venue. Sa villa de fonction au Club des Pins est un véritable bordel. » Par cette conduite indigne d'un responsable de haut rang, il donne de lui l'image de l'arriviste qui a du mal à réaliser ce qui vient de lui arriver. Ancien berger, analphabète et inculte, il se retrouve aujourd'hui au grade de général-major au moment où des dizaines d'officiers de niveau universitaire sont mis d'office à la retraite pour laisser le champ libre aux médiocres.

Hacene Tafer ne fait pas partie de ces médiocres, ni des anciens sous-officiers de l'armée française. Issu d'une région, le nord Constantinois, fortement éprouvée par la guerre de libération, l'enfant d'El Milia a dû interrompre ses études pour s'engager très jeune dans l'ALN. Il ne s'imaginait jamais arriver au sommet de la hiérarchie militaire.

À l'indépendance, Hacene Tafer a poursuivi de brillantes études en sciences politiques. Il fut vite repéré pour ses capacités intellectuelles, et appelé à servir dans l'ombre au secrétariat du général Larbi Belkheir, et auprès d'Abdelmadjid Allahoum. Il a gravi normalement les échelons de la hiérarchie, de chef de bataillon à chef d'état-major des forces terrestres, en passant par chef de division. Discipliné et bon exécutant, il ne doit rien à personne. Il est de ceux qui ont été parmi les premiers à avoir compris le système et à l'accepter. S'il y a changement dans l'institution militaire un jour, il ne viendra pas de lui. C'est le parfait « khobziste »[1]. Chef de la 3e Région, dans le sud-ouest algérien, le général-major Hacene Tafer n'est toutefois pas connu pour être un affairiste. Dans ce cas, quel est l'intérêt pour lui de s'acoquiner avec la mafia ? « Le plaisir de se regarder le matin devant une glace, arborant l'uniforme galonné », répond un de ses proches.

Brahim Belguerdouh est de la même région que Tafer. Cet ancien peintre en bâtiment est l'image type de l'ancien maquisard qui brille par sa médiocrité. Au moment où des anciens officiers de l'ALN, qui s'étaient donné la peine de poursuivre des études dans les différentes universités du pays, se faisaient renvoyer, Belguerdouh poursuivait son ascension dans la hiérarchie militaire en jouant au parfait larbin.

Titulaire d'un Certificat d'aptitude professionnelle de peintre en bâtiment, obtenu à l'école de Kouba, à Alger, cet homme n'a jamais rien su faire d'autre que peindre les murs des casernes. Un officier qui a exercé sous ses ordres raconte cette anecdote : « Juste après avoir accroché les galons de général sur ses épaules, Brahim s'est précipité vers la place d'armes de la garnison d'Alger, qui était sous

1. De *khobz*, mot arabe signifiant « pain ».

son commandement, pour passer un coup de peinture sur les bordures du trottoir de la caserne, afin de démontrer son savoir-faire aux soldats affectés à cette tâche. »

Même dans le monde des affaires, ses proches le trouvent naïf. Au moment où ses pairs contrôlent des circuits entiers de l'import-export, Belguerdouh fait dans le petit commerce. Il ouvre une boulangerie à Bouira et se contente de la *tchippa* (« bakchich ») que lui versent les contrebandiers contre lesquels il est censé lutter dans la région de Tamanrasset. Il ne peut prétendre au commandement d'une autre région, tant les critères sont rigoureux pour ce genre de poste.

Saïd Bey est originaire de Tadmaït, en Grande Kabylie. Cet ancien ouvrier émigré en France a rejoint l'Armée de libération nationale en 1961, au centre d'El Mellegue. Il a servi dans l'artillerie et suivi un stage de spécialisation dans cette arme, à Tleghma, en 1964, aux côtés de Mohammed Betchine, Liamine Zeroual et Tayeb Derradji. Ses relations avec ses camarades de promotion se sont détériorées au fil des ans, notamment après la mise à la retraite des deux premiers nommés en 1990. Il a un point commun avec les membres du club des onze : celui d'avoir rejoint tardivement la révolution armée. Pour ces derniers, Saïd Bey est un bon exécutant. Il a toujours fait preuve de docilité envers ses chefs.

Alors qu'il était chef de la 1re Région militaire au milieu des années 90, et devant la recrudescence des attentats terroristes dans la zone qu'il contrôlait, le président Zeroual, le soupçonnant de complicité avec les GIA, ordonna sa mise à la retraite. Le clan mafieux décida de l'envoyer en poste à Bruxelles. Après le départ de Zeroual, il est rentré en Algérie et a pris le commandement de la 5e Région militaire, le Constantinois.

Khelifa Rahim est la parfaite illustration de ces obsédés du pouvoir. Âgé de plus de soixante-dix ans, personne ne peut expliquer son maintien dans l'armée. Après avoir perdu son poste de chef des forces terrestres il est attaché militaire à l'étranger depuis une dizaine d'années. Un poste qui, non seulement lui permet de renflouer son compte bancaire en devises, mais aussi de se soigner aux frais de l'État algérien au moment où des milliers d'Algériens ont du mal à se procurer de l'aspirine. Ses patrons pourraient-ils nous expliquer en quoi cet homme vieillissant est rentable pour l'Algérie, si ce n'est pour veiller sur leurs investissements en Europe ?

Mohammed Djenouhat fait partie lui aussi de cette catégorie de généraux qui se sont bien rempli les poches grâce à la rente pétrolière. Dix ans comme attaché militaire au Maroc, c'est le prix de la sous-traitance.

Ahmed Senhadji a profité cinq années durant des privilèges que procure le poste d'attaché militaire en France. Cet ancien moudjahid, originaire de Nedroma, était directeur central du génie militaire avant de faire partie, aux côtés de Touati, de la Commission de dialogue national en 1993.

Il était soupçonné de sympathie pour les islamistes et proche de cheikh Sahnoun le prédicateur de la mosquée de Chevaley, sur les hauteurs d'Alger, à la construction de laquelle il aurait fortement contribué.

Mohammed Ghenim. L'ancien secrétaire général du ministère de la Défense, lui aussi transfuge de l'armée coloniale, est un grand importateur de médicaments devant l'éternel. Il faut dire qu'il n'avait aucun mal à écouler ses produits. Ses clients étaient les hôpitaux militaires et les

casernes de l'armée. C'est son fils, médecin, qui dirigeait officiellement la société d'importation. Mais le général, trop gourmand, ne payait pas de taxes douanières. Il a été radié en catimini après un scandale qui a failli éclabousser toute l'institution militaire.

Tels sont les principaux sous-traitants du club des onze, dont un grand nombre est issu de l'armée coloniale. Tragique destin que celui de l'Algérie. En se libérant de l'ancienne puissance coloniale, elle est tombée entre les griffes des traîtres qui n'ont jamais cru en son indépendance.

Si la France du troisième millénaire a renouvelé son personnel politique, l'Algérie subit toujours l'oppression des anciens sous-officiers que la puissance coloniale a laissés derrière elle comme un poison mortel.

Ceux qui ont combattu l'Armée de libération nationale, les armes à la main, prennent aujourd'hui en otage son héritière, l'Armée nationale populaire. Ils éliminent des officiers intègres comme les généraux Rachid Benyelles, Hocine Benhadid, Hachichi Zine El Abidine, El Hachemi Hadjeres et tant d'autres.

Le général-major Tayeb Derradji est la dernière victime en date de l'ostracisme des transfuges. Licencié en droit, il a dirigé l'Académie interarmes de Cherchell et la 3e Région militaire. Il fut mis sur une voie de garage en étant nommé inspecteur général de l'armée, puis conseiller militaire du président Zeroual. Le général Derradji ne pouvait faire une longue route avec ces mafieux pour deux raisons essentielles : il est arabophone, universitaire et n'a jamais appartenu à l'armée coloniale. Il a été radié au début de l'année 2001.

En sera-t-il de même pour le général-major Khaled Djemaï, autre ancien maquisard universitaire licencié en

droit, francophone, actuellement commandant de la garde républicaine ? Ancien procureur du tribunal militaire de Blida, il a dirigé l'état-major des 4e et 6e Régions militaires, avant de se voir nommer chef de la 5e Région. On ne lui connaît pas de relation avec le monde des affaires. Il ne peut pas faire partie du cercle des décideurs.

De quel droit ces généraux, malades et séniles, s'imposent-ils à un peuple qui a payé si cher le prix de sa liberté ? Qu'est-ce qui peut bien les retenir à leurs postes ? L'amour de l'Algérie ou la rente pétrolière ?

Ne leur a-t-il pas suffi de mettre à feu et à sang un pays paradisiaque durant une décennie ? Ne leur a-t-il pas suffi de faire du peuple de l'un des pays les plus riches de la planète le peuple le plus pauvre ? Ne leur a-t-il pas suffi d'exiler des millions d'Algériens, les livrant à la mendicité devant les portes des églises des capitales occidentales ?

La présence de quelques moudjahidine ne peut leur donner la légitimité de décider pour l'Algérie. Ces sous-traitants ont trahi le serment fait à leurs compagnons d'armes tombés au champ d'honneur, en se mettant au service de ceux qu'ils combattaient par le passé.

LE TROISIÈME CERCLE

À l'ombre des décideurs et de leurs sous-traitants vit toute une faune. Opportunistes, insatiables, ils vivent des retombées de la rente pétrolière. Ils sont ministres, ambassadeurs, walis, officiers en activité ou en retraite, directeurs des grandes entreprises publiques, industriels, affairistes, etc. Ce sont les serviteurs d'un régime qu'ils

n'hésitent pas à décrier dès qu'ils sont hors-circuit. En voici quelques-uns.

Hedi Khediri (ministre à la retraite). Ancien patron de la police des années Chadli, ce fils de caïd, originaire de Tebessa, dans l'Est algérien, a bénéficié de la collaboration de son père avec les autorités coloniales pour faire des études supérieures en France. Bachelier, section mathématiques, il a fréquenté l'école d'architecture durant trois ans avant de rejoindre la base du FLN à Tunis, en 1960, après deux années de vagabondage entre l'Allemagne et l'Italie. À l'indépendance, son niveau d'instruction lui a permis d'occuper le poste de secrétaire personnel de Tayebi Larbi, alors directeur général de la Sûreté nationale. Ce dernier, ancien joueur de flûte dans les souks de Relizane, une ville de l'Ouest, était un vrai baroudeur durant la révolution. Mais, comme beaucoup de ses concitoyens, il était victime de la politique coloniale qui privait d'instruction des millions d'Algériens. C'est pourquoi, à l'indépendance, ces guerriers étaient obligés de faire appel aux anciens collaborateurs et à leurs enfants pour pallier leur handicap.

Ahmed Draïa, receveur de bus sur la ligne Annaba – Souk Ahrass avant le déclenchement de la révolution, qui succéda à Tayebi Larbi, nommera Hedi Khediri directeur de cabinet de la DGSN. Un poste que ce dernier ne quittera plus jusqu'à se hisser au poste tant convoité de patron de la police en 1977. Dix ans plus tard, il est ministre de l'Intérieur. Une année à ce poste lui suffit afin d'acheter pour un dinar symbolique de nombreuses villas, propriétés de l'État, dans les quartiers résidentiels d'Alger. Il les loue aujourd'hui à des représentations étrangères en Algérie pour des sommes astronomiques. Évidemment, il n'a pas manqué d'investir en Tunisie et ailleurs. Lui qui se prenait pour le Ben Ali algérien en rêvant de faire le même par-

cours (ministre de l'Intérieur, Premier ministre, puis président de la République), a vu son rêve s'effondrer après sa nomination comme ministre des Transports dans le gouvernement Hamrouche. Il exprimait tout haut son mécontentement dans son entourage : « Je ne peux pas être le ministre de quelqu'un qui m'ouvrait la porte lorsque je me rendais chez le Président. »

Grand opportuniste devant l'éternel, il a servi sous Boumediene, Chadli, et a beaucoup fait pour l'élection de Bouteflika. Selon ses proches, il aurait investi un million de dinars à Tebessa dans la campagne électorale de celui-ci, en échange d'un poste d'ambassadeur au Maroc. Pourquoi le Maroc ? Hedi Khediri connaît bien la famille royale pour avoir accueilli, en 1987, le prince Sidi Mohammed, actuel roi, et son frère Moulay Rachid, pendant les vacances d'été. Il comptait mettre à profit cette relation pour s'installer chez ses voisins et s'adonner à des affaires juteuses. Mais, une fois élu, Bouteflika ne tint pas sa promesse, et nomma Boualem Bessaïeh ambassadeur à Rabat, proposant à Khediri le poste d'Athènes.

« La Grèce n'étant pas un pays de culture du haschich source de bénéfices consistants, elle ne pouvait intéresser Khediri », disent certaines mauvaises langues. L'ancien directeur de la DGSN déclina l'offre en prétextant des raisons de santé. Les cinquante cinq mille francs de salaire d'un ambassadeur ne l'intéressaient pas.

Benguedda Ali, dit **p'tit Smaïl**. Un nom qui ne dit rien à beaucoup d'observateurs de la scène algérienne. Originaire de Chlef, ce spécialiste des interrogatoires musclés est le protégé des généraux Smaïl Lamari et Abderrazak Bendjelti, avec qui il partage le goût des soirées bien arrosées au whisky.

En 1986, il fut envoyé en Allemagne avec le grade

de capitaine, afin d'ouvrir le premier bureau de sécurité à l'ambassade, destiné à inaugurer la coopération avec le BND, les services secrets allemands. Ce séjour germanique lui a donné goût aux postes à l'étranger. Il sera remplacé, quelques années plus tard, par le commandant Attafi, aujourd'hui général et directeur de la sécurité extérieure. Entre les deux hommes le courant n'est jamais passé. Attafi est correct, compétent et sérieux – son seul défaut étant son manque de courage devant ses supérieurs – alors que « p'tit Smaïl » incarne parfaitement l'image du voyou sans foi ni loi. Il compense son incompétence notoire par sa soumission aux chefs et son sens de l'affairisme. Une conduite qui n'a toutefois pas convaincu le général Saïdi Fodhil, directeur de la sécurité extérieure, qui l'a mis sur la touche de 1990 à 1992. Ses parrains ont fini par intercéder en sa faveur pour l'envoyer en Namibie. Rappelé en 1994, il a profité de la succession d'Abderrazak Bendjelti à la tête de la Direction de la sécurité extérieure pour s'imposer comme l'un des hommes clés de cette structure.

L'ayant aperçu un jour en pleine conversation avec le général Tewfik au siège de la direction à Dely Brahim, le général Bendjelti a cru qu'il existait un lien sérieux entre les deux hommes, et a fini par désigner « p'tit Smaïl » comme son adjoint. Un poste qu'il mettra à profit pour mieux racketter les officiers « diplomates », avant de s'installer à Paris, en remplacement du général Habib qui venait de décéder. Un poste très convoité, car c'est le seul qui dispose de fonds spéciaux pour les services de sécurité. « P'tit Smaïl » en a profité sans vergogne. Du recrutement d'agents fictifs, ce qui lui permettait de détourner leurs supposées primes, à l'entretien d'un réseau de prostituées, il n'a rien laissé passer. Il a étendu ses pouvoirs sur les autres capitales occidentales en demandant aux officiers en poste d'assurer des salaires à de prétendues agents qui n'étaient en fait que les maîtresses de ses parrains.

Noureddine Benkortebi. Cet ancien commandant de la base navale de Mers El Kebir du temps de Chadli, aujourd'hui général à la retraite, est de ceux que l'ancien chef de la 2e Région emmena dans ses bagages au palais présidentiel d'El Mouradia, dès son élection à la magistrature suprême en 1979.

Il a été directeur de l'administration générale de la présidence de la République, avant de devenir directeur du protocole. Des postes clés qui facilitent la tâche pour s'emparer de nombreuses résidences dans le cadre de la fameuse loi de 1981 permettant à tous les barons du régime d'accéder à la propriété des biens de l'État pour des sommes symboliques. Il a vendu la villa de Poirson à El Biar, sur les hauteurs d'Alger, pour la somme de cent soixante millions de dinars. Il loue les autres à des représentations étrangères pour plus de cinq cent mille dinars par mois.

Benkortebi, alias le général de l'immobilier, coule, aujourd'hui, des jours heureux au bord de la piscine d'un hôtel cinq étoiles qu'il a fait construire sur cinq hectares à Ouled Fayet, au sud d'Alger.

Mustapha Cherif. Un homme tellement dans l'ombre qu'on n'entend jamais parler de lui. Sorti de l'anonymat en 1989, cet enfant de Khemis Meliana s'est vu propulser ministre de l'Enseignement supérieur. Quelques mois plus tard, il disparaissait de la circulation, le temps de reprendre son souffle après cette ascension vertigineuse, et le voilà parti signer un long bail au Caire où il fut ambassadeur durant dix années. Qui dit mieux ? Quel est le secret de sa longévité à ce poste ? L'Algérie qui a consommé quatre présidents de la République en dix ans a su faire preuve de stabilité au niveau de sa représentation en Égypte. Bravo, monsieur Mustapha Cherif !

Pour lui, l'explication est simple : ses parents ont prié les marabouts de sa région natale. En revanche, ils ne les ont pas entendus pour protéger leur fils du scandale provoqué par le cuisinier de l'ambassade, à qui il ponctionnait deux cents dollars par mois. Il lui a aussi retiré sa carte consulaire pour effectuer un déménagement en profitant des avantages que procure ce type de situation. Au bout du compte, le cuisinier a été renvoyé en Algérie, et cueilli comme un terroriste à l'aéroport d'Alger. Une pratique à laquelle notre ambassadeur se livre certainement avec les autres membres du personnel.

Mohammed Hanneche. Il fait partie de cette catégorie d'ambassadeurs qui s'éternisent à leur poste. Quand il était premier secrétaire d'ambassade à Toronto, en 1986, c'est lui qui accueillait le général Benkortebi et le colonel Sennouci, les deux maîtres d'œuvre de la première grande affaire de corruption dans l'histoire de l'Algérie, l'affaire du sanctuaire du martyr, et leur servait d'homme à tout faire.

Hanneche doit une partie de son ascension à Mohammed Salah Dembri, qui lui était redevable pour un faux témoignage. Dembri, alors ambassadeur au Canada, avait fait perdre un œil à un agent consulaire nommé Mekidèche, en le frappant d'un cendrier. Hannèche, appelé à témoigner, s'est rangé du côté du plus fort. Il sera récompensé en conséquence. Après cinq années au Canada, il ira en passer trois autres à Oman. De retour en Algérie, il a occupé le poste de Secrétaire général au ministère des Affaires étrangères pour quelque temps, avant que Dembri, nommé ministre des Affaires étrangères, ne l'envoie en Allemagne.

Mohammed Hanneche, profitant des différents postes occupés, a noué de solides relations avec les parrains de

la mafia au point de devenir intouchable. C'est ainsi qu'il se permettait de se comporter en véritable nabab à l'ambassade d'Algérie à Bonn. En plus de son salaire mensuel de seize mille marks, il disposait à sa guise de cent mille marks annuels de fonds spéciaux. Pour justifier les dépenses, il lui suffisait d'organiser une collation regroupant une dizaine de diplomates, qu'il facturait pour vingt fois son coût. Il ne négligeait pas non plus les petits profits. Pas de recrutement de personnels algériens. « Ils sont bavards. » Il préférait engager une Érythréenne comme baby-sitter. Officiellement, son salaire était de deux mille marks. En réalité, elle n'en touchait que quatre cents. Hanneche empochait la différence. Il faisait de même avec le cuisinier omanais, le jardinier et une femme de ménage, tous deux philippins.

Il est vrai que l'argent détourné ne profite pas seulement à l'ambassadeur. Ses parrains sont les premiers à en bénéficier. Mais ce ne sont pas des ingrats. Au début de l'année 1996, la belle-mère de Hanneche, venue séjourner en Allemagne, commet un vol à l'étalage en compagnie de sa fille. Les deux femmes sont arrêtées par la police allemande. Elles écopent d'une amende de trois mille marks. Alerté par le BND, le lieutenant-colonel Samraoui, chef du bureau de sécurité de l'ambassade, se doit à son tour d'informer sa centrale. Pour toute réponse, il reçoit un message urgent lui intimant l'ordre de rentrer dans les quarante-huit heures, lui et toute sa famille. « On vous a dit de ne pas vous intéresser aux ambassadeurs », lui rappelle le général Bendjelti.

Il faut laisser les ambassadeurs tranquilles. Chacun travaille pour son parrain. Peu importe que Mohammed Hanneche, après le larcin commis par sa belle-mère, ne soit plus représentatif. Peu importe si l'image de l'Algérie en pâtit. L'essentiel est qu'il continue de servir ses maîtres.

L'un de ses sponsors, Dembri, ne s'en plaint pas, aussi longtemps qu'il est pris en charge par son poulain chaque fois qu'il passe à Bonn. Il ne rentre jamais les mains vides en Algérie. Des dizaines de caisses de whisky font le voyage avec lui. Deux jours après sa nomination à la tête de l'exécutif, Ahmed Ouyahia, un autre de ses sponsors, a envoyé son épouse passer quelques jours de vacances aux frais de Mohammed Hanneche. À quoi sert un ambassadeur, si ce n'est pour accueillir dignement les chefs, leurs épouses, leurs enfants, leurs amis et leurs maîtresses ?

Mahieddine Ammimour. Ancien adjudant de la marine nationale, il a profité du lancement du magazine mensuel de l'armée, *El Djeïch,* en 1964, pour attirer sur lui l'attention des responsables à travers des chroniques publiées dans l'édition arabe sous le titre « *Akher El Kalem* » (« Le dernier mot »). Né à Gaza d'une mère palestinienne, marié à une Égyptienne, il était, au lendemain de l'indépendance, l'un des rares à exceller dans la langue arabe. À la recherche d'un bon arabophone comme rédacteur, le président Boumediene l'a fait entrer dans le sérail par l'entremise du colonel Yahyaoui. Celui qui se présentait comme chirurgien dentiste en faisant précéder son nom du titre pompeux de « Doktour », sera chargé de la communication de la présidence de la République durant treize ans. Sous Boumediene et sous Chadli, il sera le maître incontesté de la censure qu'il pratiquait sans complexe.

Lors du congrès extraordinaire du FLN en juin 1980, il répondit aux journalistes algériens qui protestaient contre leur expulsion de la salle du congrès : « Après tout, que vous assistiez ou pas, vous allez écrire ce que je vous dicterai. Attendez donc la dépêche de l'APS. » Kheireddine

Ameyar, journaliste à l'hebdomadaire *Algérie Actualité,* lui rétorqua : « Oui, mais vous êtes journaliste et vous savez que, même sous la dictée, on a besoin de s'imprégner de l'ambiance. » Le « Doktour » répondit : « Je ne suis pas journaliste. Je suis dentiste. » J'intervins alors pour l'interroger sur l'application du slogan qui était en vogue à l'époque : « Dans ce cas, qu'est-ce que vous faites ici ? Quand est-ce qu'on appliquera la devise : l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ? »

Ammimour ne s'attendait pas à cette réflexion, venant de l'officier que j'étais alors. Il bafouilla et finit par me lancer : « Mais vous n'êtes pas concerné. Vous êtes rédacteur en chef d'*El Djeïch*, et vous avez le droit, en tant que responsable, d'assister aux travaux du congrès. » Je lui fis remarquer : « Avant d'être officier, je suis journaliste et à ce titre solidaire de mes confrères. » Un accrochage verbal m'opposa alors à cet homme que je n'avais jamais porté dans mon cœur tant son comportement de fourbe m'excédait.

Quelques heures plus tard, il vint me voir et, sur le ton de la confidence, me dit :

— Mon lieutenant, tu n'aurais pas dû élever le ton tout à l'heure devant les journalistes.

— C'est parce que toi, tu avais élevé la voix, et tu ne voulais pas reconnaître ton erreur en empêchant les journalistes d'assister aux travaux

— Mais j'étais obligé d'élever la voix, sinon ils auraient dit que j'avais peur de toi parce que tu es militaire. Ils confondent le respect et la peur. Moi j'ai toujours respecté l'uniforme.

— Mais tu vois bien que je suis en jeans ; je ne porte pas de tenue.

— Pour moi, vous êtes un militaire, et je vous dois le respect. Vous êtes jeune et vous ignorez encore beau-

coup de choses. Ces gens sont des comploteurs. Ils veulent déstabiliser la révolution.

En le voyant me servir le fameux discours du « complot ourdi contre la révolution », je stoppai net la conversation et pris congé de lui.

Je ne rapporte cette anecdote que pour donner au lecteur une image de ce qu'est ce personnage, qui veut se faire passer aujourd'hui pour le chantre de la liberté de la presse et de la liberté d'expression. D'ailleurs, il s'est vite déjugé dès qu'il a retrouvé un strapontin au gouvernement de Bouteflika pour quelques mois. S'il se comportait de la sorte devant un jeune lieutenant de vingt-cinq ans, qu'en est-il alors, devant un colonel ou un général ? C'est ce comportement qui explique que notre fameux « Doktour » ès censure et larbinisme s'est toujours fait une place dans un régime pollué par des véreux et des mafieux. Renvoyé de la direction de la communication de la présidence au milieu des années 80, il ne tarda pas à décrocher un poste d'ambassadeur au Pakistan quelques années plus tard. Et, au moment où on le croyait définitivement balayé par le vent d'octobre 1988, le voilà de nouveau sur scène comme sénateur désigné dans le tiers présidentiel.

Ahmed Ouyahia. Élève de Mahieddine Ammimour, qu'il a côtoyé durant de longues années, il a dépassé le maître pour devenir l'homme des sales besognes du système. Je l'ai connu lorsqu'il effectuait son service national à la direction de la communication de la présidence. Son travail consistait à distribuer les badges pour les journalistes chargés de couvrir les activités du président de la République. Parallèlement, il était pigiste à l'hebdomadaire sportif *El Hadef* et à l'hebdomadaire du FLN, *Révolution Africaine*. Il signait ses articles sous le pseudonyme

de O. Mourad. À cette époque, il était très gentil et très serviable avec tout le monde. Contrairement à certaines rumeurs, cet énarque originaire de Kabylie n'a jamais fait partie des effectifs de la Sécurité militaire.

Évidemment comme tous les larbins, il se plie en quatre devant un sergent des services de sécurité, et n'hésite pas à exécuter n'importe quel ordre. Au sein du personnel politique, il est l'un des sous-traitants les plus en vue de la mafia.

L'ancien petit distributeur de badges est aujourd'hui ministre d'État et candidat potentiel de la mafia à la présidence de la République. Après avoir occupé diverses fonctions au ministère des Affaires étrangères et occupé le poste d'ambassadeur au Niger, il s'est rapproché des cercles de décision et a fait une entrée timide au gouvernement de Ghozali en 1991 comme ministre délégué aux affaires maghrébines. Quelques années plus tard, il sera, à quarante-deux ans, le plus jeune chef de gouvernement depuis l'indépendance de l'Algérie. Il marquera son passage à la tête de l'exécutif en excellant dans le mensonge – c'est son fort – et par la fameuse ponction des salaires des fonctionnaires et des travailleurs du secteur public, ainsi que par l'arrestation de nombreux cadres et dirigeants d'entreprises publiques sous le fallacieux prétexte de « la lutte contre la corruption ». Comme si les corrompus et les corrupteurs étaient ailleurs que dans les cercles mafieux qui ont banalisé le système.

C'est le chef de gouvernement le plus impopulaire que l'Algérie ait jamais connu. Au hit-parade des hommes haïs, il se place incontestablement juste derrière Messaadia, l'ancien boss du FLN des années Chadli. Lui aussi est chef de l'actuel parti au pouvoir, le Rassemblement national démocratique, ce parti fantoche qui a raflé la majorité des sièges à l'Assemblée nationale cinq mois après sa créa-

tion. Un parti mis au monde par le général Mohammed Betchine pour se constituer une force politique et que viennent de lui confisquer les décideurs pour le confier à leur poulain, Ahmed Ouyahia.

Mohammed Cherif Messaadia n'a jamais été populaire. Et il ne semble pas en souffrir. Il a, dit-il, la carapace dure. C'est l'islamo-baasiste numéro un du régime algérien. Né en 1924 dans la région de Souk Ahras, dans l'Est algérien, il a rejoint l'ALN en 1957, à l'âge de trente-trois ans. Il en a mis du temps à se réveiller, le « maître ès nationalisme » ! Il a combattu au côté de Abdelaziz Bouteflika à la frontière algéro-malienne. Jouant à merveille la carte de l'opportunisme, il fut député et membre du comité central du FLN sous Ben Bella. En 1965, il soutient Houari Boumediene lors de son coup d'État. En 1979, il soutient la candidature de Chadli contre Bouteflika et Yahyaoui. Vingt ans plus tard, il soutient la candidature de Bouteflika. Comme on le constate aisément, il s'est toujours placé derrière le candidat des militaires.

Cela s'explique par le complexe que nourrit le premier barbu des dirigeants algériens devant l'uniforme. D'ailleurs, son fils aîné, Azeddine, s'est inscrit à l'Académie militaire interarmes de Cherchell, d'où il est sorti sous-lieutenant en 1983. Sera-t-il un jour général, comme le souhaite son papa, ou a-t-il déjà été radié des effectifs de l'ANP durant la traversée du désert que connut son père ?

En 2001, Messaadia est toujours là, et pas n'importe où. Président du Sénat. Pour l'installer à ce poste, la mafia n'a pas hésité à user des méthodes qui lui sont propres. Elle a envoyé deux députés de l'Ouest, accompagnés d'un homme de l'ombre, un ancien colonel de l'ALN, obliger à coups de poing Bachir Boumaaza, le

président du Sénat en exercice, à signer sa démission. C'est ainsi qu'on procède avec ceux qui ne comprennent pas les règles du jeu. Installé par la mafia de manière antidémocratique, Boumaaza a été relevé de la même manière. Avis aux suivants.

Espérons que, cette fois-ci, notre ami Messaadia ne délogera pas les occupants des immeubles voisins du siège du Sénat et qu'il n'interdira pas le boulevard Zighout Youcef aux passants. Souvenons-nous qu'au temps des belles années du FLN, il a renvoyé plusieurs ministres et leurs équipes du palais du gouvernement pour en faire le siège central du parti. Il a interdit aux passants d'emprunter les escaliers qui mènent de la salle Ibn Khaldoun au Telemly, les obligeant à faire un grand détour. Même les autorités coloniales n'avaient pas osé interdire ce passage aux piétons du temps de la guerre. Messaadia avait aussi chassé les occupants des immeubles faisant face au siège du parti pour offrir ces beaux appartements à ses maîtresses et aux apparatchiks. Il est beau le bilan de Si Mohammed Cherif !

Mahfoudh Nahnah. Le « cheikh en alpaga » est l'allié islamiste le plus sûr des généraux mafieux. Suffisamment compromis pour ne pas se rebeller.

Issu d'une famille blidéenne conservatrice, il a fréquenté les milieux islamistes dès son plus jeune âge. À l'école primaire El Irchad, il a appris le saint Coran dans son intégralité. Durant la guerre de libération, il a pris part à quelques attentats contre des objectifs français en qualité de *fidaï*. À l'indépendance, il fut parmi les premiers à prêcher dans les mosquées les idées de l'internationale des Frères musulmans. Il n'a fréquenté aucune université théologique, mais est titulaire d'une licence en lettres arabes.

En 1976, il manifestait son opposition au régime socialiste de Houari Boumediene en distribuant un tract intitulé : « Où vas-tu, Boumediene ? » Il ne s'arrêtera pas là, puisqu'il sera le premier islamiste à s'adonner à des actions terroristes, notamment scier des poteaux téléphoniques.

Arrêté, il sera condamné à une peine de quinze années de prison qu'il devait purger à la prison de Tazoult (Batna). Quatre années plus tard, il est gracié par Chadli.

En 1982, il participe au grand rassemblement islamiste de l'université d'Alger et se lance de nouveau dans l'activité politique. Soupçonné d'agir pour le compte des services de sécurité, il est écarté par les fondateurs du FIS. Effectivement, le cheikh Mahfoud Nahnah était déjà recruté par la SM. La création du Hamas, son parti politique, s'est faite sur instructions des services de sécurité. La veille de l'annonce de la création de ce parti, je l'ai vu de mes propres yeux dans l'enceinte du siège de la DGDS (dénomination des services de sécurité entre 1989 et 1990). Il ne peut pas le nier. Tout comme il ne peut pas nier non plus ses voyages à l'étranger pris en charge par les bureaux de sécurité des ambassades algériennes. Faut-il lui rappeler ses voyages en Allemagne en 1993 et 1995, au cours desquels il fut pris en charge par le lieutenant-colonel Lahbib ?

En 1995, il a servi de lièvre pour l'élection de Zeroual à la magistrature suprême. Mais, quatre ans plus tard, ses parrains l'ont empêché de se présenter contre Bouteflika, sous prétexte qu'il n'avait pas participé à la guerre de libération. Le cheikh a obtempéré sans chercher à comprendre.

Mohammed Djebbari. J'ai connu cet énarque, originaire de Meskiana, dans l'Est algérien, dans le cadre d'une

association dénommée « Aurès El Kahina ». Une association qui devait donner un nouvel élan à la culture amazighe dans les Aurès. De nombreux cadres issus de cette région se disent convaincus de la nécessité de la réhabilitation de l'identité amazighe dans une province longtemps marginalisée, et réputée à tort comme étant le vivier du pouvoir algérien.

Les nombreux adhérents de cette association se mobilisaient pour barrer le chemin à tous ceux qui ont fait de l'appartenance à cette région un tremplin pour accéder à des postes de responsabilité en souillant l'image des populations aurésiènnes.

Malheureusement, il existe des opportunistes partout, même dans les cercles où l'on compte leur faire la chasse. Mohammed Djebbari est l'un d'eux. Je le cite comme exemple de cette espèce qui a contribué à faire de l'Algérie ce qu'elle est aujourd'hui.

D'emblée, Djebbari s'est montré partisan de la politique « *Cadrini ouencadrik* », et n'a pas tardé à manifester sa soumission à la casquette. Il n'y avait qu'à l'entendre parler des relations qu'il entretenait avec les sous-officiers agents de recherches de la SM, à l'époque où il était chef de *daïra* (sous-préfet) à Bab El Oued. Il se plaisait à chanter sur tous les toits qu'il était un indicateur apprécié.

Issu d'une famille modeste, et ayant vécu une enfance difficile, son accession au rang de responsable dans l'appareil d'État lui procurait une belle revanche sur un passé qu'il s'efforçait d'oublier. Ceux qui l'ont connu enfant à Meskiana racontent qu'il était un garçon effacé et renfermé sur lui-même, souffre-douleur de ses camarades de classe. Comme tous les opportunistes, Djebbari, n'accorde d'importance dans ses relations qu'à ceux qui sont en position de force. Ce qui lui a parfois fait commettre de graves erreurs.

Alors qu'Abderrahmane Meziane Cherif, ancien wali à Alger, reconverti dans l'affairisme après son limogeage, lui demandait audience depuis longtemps, Djebbari ne daignait même pas lui répondre. Un jour qu'il avait finalement promis de le recevoir, il le fit même attendre toute une journée devant son bureau pour finalement faire annoncer par la secrétaire qu'il était sorti. Quelques semaines plus tard, Abderrahmane Meziane Cherif était nommé ministre de l'Intérieur, devenant ainsi le patron de Djebbari. Je vous laisse imaginer dans quel état était notre wali. À l'annonce de la nouvelle, le téléphone ne cessait de sonner dans mon bureau. Persuadé que son limogeage était imminent, Djebbari m'appela plus d'une dizaine de fois pour me demander si je ne connaissais pas « une casquette solide » et si j'accepterais de le prendre comme correspondant de mon journal à Meskiana, sa ville natale.

En faisant appel à des parrains, il réussit finalement à sauver sa tête. En contrepartie, il lui fut demandé de fermer le siège du *Libre* à Sétif. Sa nomination de wali avait coïncidé avec le lancement de mon quotidien, dont le siège social se trouvait dans cette ville. Alors que j'étais empêché par la mafia constantinoise d'obtenir le registre du commerce, de nombreux citoyens de la capitale des hauts plateaux me proposèrent de faire du *Libre* un journal sétifien, par défi envers cette mafia.

J'avais accompli toutes les démarches administratives, sans en parler à Mohammed Djebbari. À la parution du premier numéro, il me fit des reproches « amicaux » : « Pourquoi ne m'en as-tu pas parlé ? Je t'aurais aidé... Nous sommes des amis... » Ma réponse était toute prête : « J'ai préféré te laisser à l'écart en comptant sur le soutien de gens simples ; comme ça personne ne pourra dire que j'ai bénéficié de l'aide de l'État ou de ses représentants. »

Plus tard, il m'invita à lui rendre visite dans son bureau et entra sans préambule dans le vif du sujet.

— Tu sais, Hichem, ton journal dérange beaucoup. Tu ne sais pas être diplomate dans tes écrits. Tu es un vrai Chaoui. Tu fonces tout droit sans faire de calculs.

— Je n'ai de leçon à recevoir de personne. Il n'y a que les journalistes qui travaillent avec moi qui ont le droit de commenter notre ligne éditoriale ou de proposer une orientation autre que celle que nous suivons.

— Mais tu sais que je suis responsable ici. On m'a donné ordre d'en haut de fermer le siège du journal et je suis obligé de le faire.

Je lui demandai de me montrer l'ordre écrit et qui l'avait signé.

— On m'a appelé d'en haut. Je ne peux pas t'en dire plus.

Ne pouvant plus contenir le dégoût que m'inspirait ce sinistre individu, je lui lâchai :

— Ce sont des pratiques mafieuses, n'est-ce pas ? Mohammed, tu es un pion entre les mains de la mafia et tu vas tomber dans le piège qu'ils te tendent. Ils n'osent pas s'attaquer directement à moi ; ils t'utilisent comme paravent et tu acceptes.

Il se leva et me dit avec un sourire jaune :

— Hichem, ne tiens pas ce langage devant moi. Je représente l'État.

Je lui envoyai alors une bordée d'injures, histoire de lui chauffer les oreilles. Sans perdre son sang-froid, il s'approcha de moi et tapa sur les poches de ma veste pour s'assurer que je n'avais pas d'enregistreur sur moi. Vil et lâche comme il l'était, il ne pouvait comprendre mon attitude.

Une fois rassuré, il prit place à côté de moi et me chuchota :

— Qu'ils aillent au diable. Je sais, ce sont des pourris, des fils de pute. Mais arrête, Hichem, de faire la forte tête. Qu'est-ce que tu vas gagner ? Demain, ils te fermeront ton journal. Comment vas-tu rentrer à Oum El Bouaghi et quel regard porteront sur toi tes cousins ? Tu auras tout perdu. Voilà pourquoi, les Chaouias, vous ne réussissez jamais dans vos entreprises. Vous êtes trop secs. Vous ne savez pas plier comme le roseau.

C'est le raisonnement des médiocres. On n'est bien vu par ses proches que si on a un quelconque pouvoir. Pour ne pas perdre ce pouvoir, ils n'hésiteraient pas à baisser leur pantalon. Je quittai son bureau en lui envoyant une deuxième bordée d'injures :

— Mohammed, tu es en train de vivre ton présent sans penser à l'avenir. Plus tard ton fils baissera les yeux devant le mien. Il ne sera jamais fier de toi.

Quelques mois plus tard, lorsque je le croisai chez un ami commun, c'est lui qui n'osait pas lever les yeux et me regarder en face. Mon journal venait d'être interdit de parution. J'avais été arrêté et placé en garde à vue pendant quarante-huit heures ; je n'avais plus rien. Mais c'était lui qui supportait péniblement les moqueries que je lui assénais indirectement en m'adressant à notre ami commun, sans qu'il bronche.

Affecté par la suite à Batna, où il se considérait comme le gardien de la ville du président Zeroual, il s'est distingué lors de la présidentielle de 1995 en s'adonnant à distance, avec le wali de Tissemsilt, à une véritable surenchère sur le taux de participation aux élections. Jusqu'à une heure tardive de la nuit, la télévision algérienne n'arrêtait pas de réviser à la hausse le taux de participation, tantôt à Tissemsilt, tantôt à Batna.

Dans la capitale des Aurès, il fera le rabatteur des

filles pour les proches de Zeroual. Ce n'était un secret pour personne. Toute la ville en parlait. Mal lui en prit. Notre ami fut renvoyé comme un malpropre. Il doit être, actuellement, à la recherche d'une « casquette solide ».

Nous avons donc eu un aperçu des sous-traitants civils qu'on rencontre dans les institutions de l'État. Il y en a aussi dans le monde des affaires, parmi ceux qui se donnent le titre pompeux d'industriels et d'opérateurs économiques. En réalité ce sont de grands « trabendistes » comme on dit en Algérie. Des contrebandiers de grande envergure. On compte dans cette catégorie des ministres lâchés par leurs parrains, des anciens cadres du parti unique et des affairistes civils.

De tous les généraux à la retraite qui se sont lancés dans le monde des affaires, le général Mohammed Attaïlia, dit « le rouget », dit « le manchot » parce qu'il a perdu son bras droit durant la guerre de libération, est le premier à avoir fait parler de lui. Il est même à l'origine d'une blague qui a beaucoup circulé en Algérie : « Un jour, Chadli réunit tous les responsables du pays et les invite à se faire plus discrets quand ils piquent dans les caisses de l'État. Tout le monde se tourne vers le général Attaïlia et le foudroie du regard. Après un long moment de silence, il leur lance : qu'est-ce que vous avez à me regarder comme ça ? Vous oubliez que vous piquez avec vos deux mains, alors que moi je n'en ai qu'une seule ? »

Attaïlia possède des biens en France et en Algérie, difficiles à évaluer, une usine de céramique des plus modernes. C'est aussi un spécialiste de l'importation de la bière et du vin.

Comme ces deux produits sont appréciés sur une table

garnie de poissons, le général Mohammed Bekhouche, mis à la retraite en 1998, s'est chargé de l'importation de la sardine d'Espagne. À l'époque où il était chef de la 2e Région militaire, le plat quotidien dans les casernes c'était la sardine. Il ne pouvait trouver meilleur client que la région qu'il dirigeait. De la même manière, le général Ali Bouhadja écoulait les produits de ses sociétés de textiles aux unités militaires.

Il est à souligner qu'aucun de ces généraux n'a vu son hôtel, ses dépôts ou ses usines attaqués par les terroristes. Toutes les entreprises publiques ont brûlé. Beaucoup d'hôtels du secteur public ont été saccagés. Pas ceux des généraux. Curieusement, les terroristes ne tuent pas les généraux et ne s'attaquent pas à leurs biens.

À côté des généraux de la bière, de la sardine et du médicament, il y a les affairistes de tout poil qui ne ratent rien, comme le colonel à la retraite Hocine Senouci, établi en France. À eux tous, ils doivent gérer le budget des manifestations marquant l'année de l'Algérie en France en 2003. Ils vont se régaler, mais se méfieront certainement de Ketfi et de ses acolytes.

Qui est ce Ketfi ? Voilà un autre nom sorti de l'ombre. C'est le *Zeggar*[1] de Zeroual, mais en caricature, vous diront les connaisseurs des arcanes. Ancien wali et ancien directeur d'entreprise, il était le conseiller de l'ombre du président Zeroual, et celui qui lui gérait ses affaires. Il était ce qu'était Mohammed Redha Ben Boualia pour Betchine. Sauf que Ketfi n'avait pas affaire à un paranoïaque schizophrène.

Si l'on voulait citer les noms de tous ceux qui pullulent dans cette faune de serviteurs de la mafia, des

1. Homme d'affaires algérien lié aux services de renseignements et au président Boumediene dans les années 70.

milliers de pages ne suffiraient pas. Il est malheureux de constater que ce système, bâti sur l'asservissement et l'avilissement des hommes, a fait de la promotion des médiocres une règle de conduite. Il n'y a qu'eux pour accepter de baisser la tête devant des décideurs incompétents et incultes.

5. *L'avènement de l'imposture*

Au lendemain de l'indépendance, de nombreux chefs militaires ont disparu de la scène. Krim Belkacem, en désaccord avec le nouveau gouvernement algérien et le colonel Houari Boumediene, devenu vice-président du Conseil et ministre de la Défense, est entré dans l'opposition. Les colonels Ali Kafi, Ammar Benaouda, Hadj Lakhdar, Boubnider, Youcef El Khatib, Tahar Z'biri, Chabani, Said Abid, Abbes et d'autres, ont été éliminés tour à tour. Les uns démobilisés et reconvertis dans la diplomatie (Kafi et Benaouda), les autres exécutés ou « suicidés », ou tout simplement écartés de la vie politique et militaire. À la fin de l'année 1967, il ne reste plus un seul des ténors de l'armée algérienne. « La révolution dévore ses hommes », selon la formule consacrée, et les coéquipiers de Khaled Nezzar en profitent.

Les postes de responsabilité acquis dans l'administration leur seront d'une grande utilité dans la gestion de la carrière des officiers de l'armée algérienne. Ils sont les véritables décideurs en matière d'avancement dans le grade, de nominations à certaines fonctions et de mise à la retraite de ceux qui leur sont hostiles. Ils mènent une poli-

tique de charme auprès des chefs de régions militaires, presque tous analphabètes, pour les mettre sous influence.

Chadli Bendjedid, chef de la 2e Région, était l'un d'eux. Il avait pour chef d'état-major le capitaine Larbi Belkheir, et son adjoint n'était autre qu'Abdelmalek Guenaïzia. C'est dire qu'il était bien pris en charge.

Ancien caporal de l'armée française avant de rallier l'ALN en 1956, Chadli Bendjedid, un paresseux qui aime la belle vie, a trouvé en Belkheir un parfait complice sur lequel se décharger de tous ses pouvoirs. Les deux hommes constituent un duo hors pair. Un schéma qui se reproduira plus tard, à un niveau bien plus élevé, avec l'investiture inattendue de Chadli à la tête de l'État algérien en 1979. Cette date constitue un tournant dans l'histoire de l'Algérie. Le pouvoir occulte des transfuges de l'armée coloniale vient de frapper un grand coup en renversant toutes les données de la succession.

À cette époque, les barons de l'armée algérienne avaient pour nom Abdallah Belhouchet, Chadli Bendjedid, Saïd Bouhadja ou Mohammed Ataïlia. Tous analphabètes et apolitiques. Personne n'osait parier un dinar dévalué sur leurs chances d'accéder à la magistrature suprême. D'ailleurs, ils étaient inconnus de la population. Les noms des militaires qui revenaient le plus souvent dans les chroniques des petites gens étaient ceux des colonels Ahmed Abdelghani, Ahmed Bencherif, Ahmed Draïa, Mohammed Salah Yahyaoui. Ils avaient tous quitté l'armée et occupaient des fonctions civiles. Nos actuels généraux, Tewfik, Smaïl, Nezzar, Lamari, Fodhil Chérif, Said Bey, Kamel Abderrahmane, Ait Abdessalem, Gheziel, Saheb et autre Guenaïzia, étaient sous-lieutenants ou, dans le meilleur des cas, capitaines ou commandants. D'obscurs anonymes. Cependant les fonctions occupées par certains d'entre eux et leurs camarades de « la promotion Lacoste » étaient

autant d'atouts non négligeables pour leur permettre d'influer sur le choix du successeur de Boumediene.

En l'absence d'une instance représentative pour définir les modalités de la succession, l'armée prit l'initiative de l'organiser. Le parti du FLN, mis au frigo depuis le 19 juin 1965, n'avait pas son mot à dire. Il existait à l'état d'appareil dont le responsable, Mohammed Salah Yahyaoui, venait d'être désigné, à peine un an auparavant. Avec la disparition de Boumediene, le Conseil de la révolution, instance suprême du pays était, quant à lui, une coquille vide.

Les hauts responsables de l'armée (directeurs et sous-directeurs centraux du ministère de la Défense nationale, les chefs des six régions militaires et leurs chefs d'état-major respectifs, ainsi que les directeurs régionaux), se réunissent à l'École nationale des ingénieurs et techniciens d'Algérie de Bordj El Bahri, sur la côte est d'Alger. Pourquoi l'ENITA et pas un autre lieu comme, par exemple, l'Académie militaire de Cherchell ou tout simplement le siège du ministère de la Défense ? Est-ce parce que Larbi Belkheir en est le directeur ? Est-ce pour permettre aux officiers de la promotion Lacoste une plus grande liberté d'action et de réunions secrètes avec l'hôte de ces lieux ? Qui est l'initiateur de ce conclave ? Personne ne le sait. Sûrement pas le colonel Abdallah Khalef dit Kasdi Merbah, patron de la Sécurité militaire, comme tentent de le faire croire ceux qui ignorent le jeu macabre du clan Nezzar. Jusqu'à son assassinat en août 1993, Kasdi Merbah devra supporter cette étiquette infamante de parrain de Chadli Bendjedid et du conclave de l'ENITA. Au cours des nombreux entretiens que j'ai eus avec lui, il s'en est toujours défendu avec force. « Je n'ai fait que me plier aux décisions du Conseil de la Révolution, dont je n'étais pas membre », ne cesse-t-il de répéter à chaque occasion qui lui est donnée de s'exprimer à travers la presse.

« Je n'ai joué que mon rôle de coordonnateur de l'armée pour veiller à ce que la succession à la tête de l'État algérien se déroule dans les meilleures conditions. Ce n'est pas moi qui ai choisi ou imposé Chadli. Ce sont ses pairs du Conseil de la révolution qui l'ont choisi sur le critère de l'ancienneté dans le grade le plus élevé de la hiérarchie militaire. »

D'où est venue cette idée de confier les rênes du pays au militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé ? Qui voulait mettre coûte que coûte aux commandes de l'Algérie un militaire apolitique qui, de l'aveu de tous les observateurs, n'avait pas l'envergure d'un chef d'État ? Alors que Boumediene démilitarisait le Conseil de la révolution et les rouages de l'État, voilà que des esprits mal intentionnés viennent remettre sur le tapis la militarisation du pouvoir. De son vivant, jamais les Algériens n'ont vu le colonel Houari Boumediene en tenue ou entendu un officiel le présenter avec son grade militaire. C'était l'expression de sa volonté de démilitariser le pouvoir. Comment a-t-on pensé à organiser le congrès d'un FLN en profonde léthargie depuis treize ans ? Qui sont les architectes de ce plan diabolique qui a ressuscité le FLN pour placer à sa tête un militaire complètement déconnecté des questions politiques, et le présenter comme candidat unique à une élection présidentielle dont le résultat était connu d'avance ?

À la mort de Houari Boumediene, de nombreux observateurs voyaient en Yahyaoui son successeur potentiel à la tête de l'État. Les parrains de l'ombre, comme dans les années de guerre, profitèrent de la rivalité que lui opposait Bouteflika pour organiser un congrès bidon du FLN dans les quarante jours qui suivaient le décès de Boumediene, et désigner le colonel Chadli Bendjedid comme Secrétaire général du parti et candidat unique à la présidence de la République.

Des proches du sérail rapportent que Chadli, complètement dépassé par les événements et ignorant totalement ce qui se passait dans le pays, déclina l'offre et proposa à sa place le colonel Abdallah Belhouchet. Une proposition rejetée par les nouveaux décideurs. Chadli était bien plus intéressant pour eux. Khaled Nezzar le connaissait depuis son ralliement à l'ALN en 1958. Larbi Belkheir l'avait côtoyé durant dix années et Abdelmalek Guenaïzia avait été son adjoint à la 2e Région militaire pendant quinze ans.

Une fois élu, découvrant l'énorme charge de la fonction présidentielle, Chadli abandonne son poste et va se réfugier à Oran. Il est vite ramené à Alger avec la promesse qu'il sera assisté dans sa mission. Durant tout son mandat, Chadli ne cessera de répéter qu'il n'a jamais demandé le fauteuil présidentiel. D'où une succulente blague populaire : « C'est le fauteuil qui colle à Chadli et il va falloir l'opérer pour le libérer du fauteuil. » Il donnait l'impression de rendre service au peuple en acceptant d'être président de la République. Comme s'il n'y avait pas d'autre homme compétent dans le pays. « Il est incapable de tenir une discussion cohérente avec un chef d'État étranger », disait de lui Abdelaziz Bouteflika, qui le connaissait depuis de longues années.

Comme prévu, Chadli sera pris en charge par son gourou et directeur de cabinet, Larbi Belkheir. La course aux postes stratégiques est relancée. Au départ, elle est rude. Et pour cause, le Secrétariat général du ministère de la Défense est occupé par Mostefa Benloucif, vieille connaissance et homme de confiance de Chadli. Des affinités régionalistes ont scellé l'amitié entre eux.

Méfiant à l'égard des transfuges de l'armée coloniale, et n'hésitant pas à leur exprimer son hostilité, Benloucif, qui connaît sous Chadli une fulgurante ascension en passant du grade de commandant à celui de général-major en

six ans (un record), se comporte en empereur au ministère. Peu rompu aux luttes claniques, il roule en solo et entre souvent en conflit avec certains anciens maquisards, dont le général Rachid Benyelles. Le conflit qui l'oppose à ce dernier, qui lui a succédé au secrétariat général du ministère de la Défense après que Benloucif eut été nommé chef d'état-major de l'armée, profitera aux officiers de la promotion Lacoste. En effet, pour trancher « équitablement » la querelle entre les deux hommes, le président Chadli les renvoie tous deux de l'armée en 1986. Benyelles est nommé ministre des Transports, et Benloucif mis à la retraite, à l'âge de quarante-sept ans, « pour raison de santé », indique le communiqué officiel de la présidence.

Cette attitude était évidemment dictée à Chadli par ses parrains. L'occasion était trop belle de se débarrasser du général Benyelles, gênant par sa probité et son franc-parler. Ancien commandant de la base navale de Mers El Kebir, et chef des forces maritimes, on ne lui connaît pas d'affaires, ni en son nom propre ni sous des noms d'emprunt. Il habite à ce jour un appartement au centre d'Alger. Ses capacités intellectuelles sont dix fois supérieures à ceux qui l'ont évincé de l'armée. Son honnêteté et son intégrité morale sont confirmées par tous ceux qui l'ont connu. Quant à Benloucif, selon des sources proches de la Présidence, il aurait été limogé pour avoir tenté d'empêcher Larbi Belkheir d'assister à une réunion de l'état-major présidée par le chef de l'État, en lui faisant remarquer que, n'étant pas membre de l'état-major, Belkheir n'avait pas à y assister. C'était la réflexion de trop.

Il faut rappeler que le général-major Benloucif était en très mauvais termes avec le général Larbi Belkheir. Sa présence au Secrétariat général du ministère de la Défense, ou, par la suite, à la tête de l'état-major, contrariait les desseins du clan mafieux. Il s'était par exemple fermement

opposé à la conclusion d'un contrat de trente-six milliards de francs, portant sur l'achat à la France d'équipements militaires destinés à assurer la couverture aérienne du territoire national, dont l'Algérie n'avait selon lui nullement besoin. Plus tard, il paiera cher cette opinion en allant séjourner à la prison militaire de Blida.

Avec le départ des généraux Benyelles et Benloucif, le Secrétariat général du ministère de la Défense retombe sous le contrôle des « déserteurs ». Le poste tant convoité revient au général Mostefa Cheloufi. C'est l'occasion de donner un grand coup de balai aux officiers maquisards. Une opération qui avait commencé dès l'arrivée de Chadli à la présidence, mais avait dû être arrêtée après que de vives protestations eurent été exprimées par les anciens de l'ALN. D'autant que la purge avait touché des officiers les plus intègres.

Le commandant Achouri Hammouda, par exemple, sous-directeur de l'information au commissariat politique, et l'un des fondateurs de la revue *El Djeich* avec le président Houari Boumediene. Originaire des Aurès, ancien compagnon du colonel Si L'Haouès, une figure légendaire de la révolution algérienne mort au combat en 1957, ancien élève de la Zitouna de Tunis et licencié en Droit de l'université d'Alger, il donnait aux jeunes officiers que nous étions l'image du moudjahid propre et sincère. Dans un milieu de pourris, sa probité a stoppé net sa promotion. Après avoir passé dix ans au grade de commandant (un record jamais égalé à ce jour), il découvre sur son bureau, un matin de 1984, un avis de radiation de l'armée.

Il est invité à faire valoir ses droits à la retraite et à emballer ses affaires dans un délai de quarante-huit heures. Lui qui habite un modeste trois-pièces à Alger, et qui ne s'est pas constitué de fortune durant sa carrière, s'inscrit au barreau de la capitale et partage un cabinet d'avocats à

Bab El Oued avec un de ses amis, maître Cherifi Lakhdar. Une reconversion très provisoire, puisque Hammouda trouvera la mort quelque temps plus tard dans un accident de voiture, sur la route Alger-Batna, aux côtés de Naziha, la fille du colonel Si L'Haouès.

Un autre cas de radiation qui demeure officiellement inexplicable, c'est celui du colonel Badreddine, ancien inspecteur général de la Direction de la Sécurité militaire. Fils d'un vieux militant maghrébin (son père, réfugié en Tunisie, avait activement participé au mouvement nationaliste tunisien et était l'un des proches compagnons du président Bourguiba), il s'est engagé très jeune dans l'ALN. Remarqué par Abdelhafid Boussouf, le fondateur des services de renseignements algériens, il fut affecté au MALG, l'ancêtre de la SM. Il fera toute sa carrière dans ce service jusqu'au jour où il est mis sur une voie de garage en allant occuper le poste d'ambassadeur en Tanzanie. Parfaitement bilingue et maîtrisant à merveille la langue française, il était la bête noire des officiers chargés de la rédaction du bulletin de renseignements quotidiens, tant il était pointilleux sur les règles de grammaire, l'orthographe et la ponctuation. N'appartenant à aucun clan du pouvoir, il ne pouvait prétendre au grade de général ou à une fonction supérieure. Dans un État qui se respecte, c'est à lui qu'aurait dû être confiée la direction des services de renseignements, et non pas à une personne qui ne s'est jamais donné la peine de lire un livre.

Après une brève interruption, la grande purge reprend donc entre 1988 et 1990. Un premier groupe d'officiers anciens maquisards, tous grades confondus, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite. Beaucoup d'entre eux ne savent même pas où loger leur famille en quittant leur logement de fonction. Des lieutenants, des capitaines se

reconvertissent en chauffeurs de taxi, gargotiers ou marchands ambulants pour compenser la perte des primes, fortement ressentie par les pères de familles nombreuses.

En deux vagues successives, les généraux Lakehal Ayat Mejdoub, Mohammed Alleg, Ali Bouhadja, Larbi Si Lahcene, El Hachemi Hadjeres, Zine El Abidine Hachichi, Hocine Ben Maalem, Liamine Zeroual, Abdallah Belhouchet, Abdelmadjid Cherif, et Mohammed Attaïlia sont invités à ranger leur casquette au rayon des souvenirs. Dix généraux qui n'ont jamais porté l'uniforme français quittent l'armée algérienne, laissant le champ libre à ceux qui les ont combattus dans les djebels durant de longues années.

Ajoutons à cette liste les généraux Benloucif et Benyelles, le général Kamel Abderrahim, qui démissionne en 1990 pour protester contre la nomination de Khaled Nezzar au ministère de la Défense – « Je ne servirai jamais sous les ordres d'un ancien soldat de l'armée française », clamait-il à qui voulait l'entendre – ainsi que le général Mohammed Betchine, victime des luttes claniques après avoir servi d'instrument consentant. Au total, ils sont quatorze à ranger leur uniforme au placard.

Pour faire passer la pilule, les décideurs ont parfois su prendre des gants. Aux uns, ils ont alloué des lignes de crédit bancaire pour monter des affaires industrielles.

À d'autres, ils ont accordé une retraite dorée pour quelques années en les envoyant occuper une ambassade : Bagdad pour Larbi Si Lahcene, Bucarest pour Zeroual et Sofia pour Hachichi. Il fallait bien redistribuer quelques miettes des recettes pétrolières pour acheter leur silence.

Le général Hachemi Hadjeres, l'un des officiers les plus intègres, a fait l'objet d'une éviction rocambolesque en forme de mauvaise blague. Directeur de l'Académie

interarmes de Cherchell, il a été nommé directeur du département de l'information du FLN au moment où l'armée déclarait le retrait de ses membres du comité central du parti, signifiant par là qu'elle n'allait plus s'impliquer dans la vie politique du pays. N'ayant pas compris la manœuvre, le général Hadjeres se rendait chaque jour en uniforme à son bureau, au siège du FLN, étrennant sur ses épaules ses galons tout neufs. Cette mascarade dura plusieurs mois, jusqu'au jour où il reçut la fameuse notification de sa radiation de l'armée. Il convient de signaler que cet officier de grande culture générale et de formation arabophone était l'un des plus intègres de l'armée algérienne.

La chasse aux généraux et officiers supérieurs issus de l'ALN se poursuivra tout au long de la décennie sanglante. En cette période difficile, qui voit la mafia user de tous les stratagèmes pour mettre le pays à feu et à sang, uniquement afin de se maintenir au pouvoir et de préserver ses intérêts, il n'y a de place que pour les complices et les sous-traitants. Les autres sont dans l'ignorance totale de ce qui se trame dans les arcanes du pouvoir. Ils apprennent les nouvelles comme le commun des Algériens, soit par la presse, soit par ouï-dire. Le général Yahia Rahal, ancien directeur de l'Institut militaire de la documentation des études et de prospectives, et ancien inspecteur général de l'armée, l'a confirmé dans son témoignage paru aux éditions Rahma en juillet 1997.

C'était le type même du militaire discipliné, qui ne discute pas les ordres et qui ne cherche pas à comprendre ; ce qu'on appelle dans le jargon algérois « h'chicha talba mîcha » (« une herbe qui ne demande qu'à vivre »). Mais cela ne suffit pas pour faire partie de la mafia. Il fut alors invité à prendre sa retraite.

Il en sera de même pour les généraux, Hocine Benhadid et Tayeb Derradji, Rabah Boughaba, Abdelmadjid Taghitet, et Chabane Ghodbane. C'est la saignée dans les rangs des anciens officiers de l'ALN. Il faut dire que ces officiers n'ont jamais fait preuve de solidarité entre eux chaque fois que l'un des leurs était touché.

Ahmed Taleb El Ibrahimi, ancien ministre de l'Information sous Boumediene, de l'Éducation nationale, puis des Affaires étrangères sous Chadli, explique cette saignée par la faiblesse de la personnalité de Chadli et sa mise sous influence par le clan de Belkheir. Selon lui, Chadli ne se sentait pas dans la peau d'un chef d'État en présence des anciens officiers de l'ALN. En entrant dans son bureau, les généraux Belhouchet, Bouhadja ou Attaïlia, ne se mettaient pas au garde-à-vous. Ils s'effondraient dans le fauteuil et plongeaient la main dans la boîte de cigares sans rien lui demander. Ils ne lui donnaient pas l'impression qu'il était le président de la République. En revanche, Larbi Belkheir ou Khaled Nezzar, outre le salut militaire réglementaire, se mettaient au garde-à-vous jusqu'à ce que Chadli les invite à s'asseoir. Ils faisaient preuve, devant lui, d'une discipline irréprochable.

Larbi Belkheir m'a lui-même confié que, pour s'excuser auprès du président quand il lui faisait des remontrances, il baissait la tête, courbait l'échine vers l'avant et demandait à être sanctionné pour avoir osé : « Mettez-moi aux arrêts, monsieur le Président. Mettez-moi aux arrêts. »

Belkheir expliquait ce comportement par le fait qu'il était d'abord « un militaire discipliné ». Voilà pourquoi Chadli n'a exprimé aucune opposition à la radiation d'une douzaine d'officiers entre 1989 et 1991.

Nezzar, de son côté, justifiait cette purge par la nécessité de passer le relais à la nouvelle génération. Or cette dernière est, elle aussi, touchée par la purge.

En 1992, plus de cinq cents jeunes officiers ont été mis à la retraite anticipée alors qu'ils n'avaient effectué qu'une quinzaine d'années de service, ou à peine. La chasse aux jeunes officiers universitaires se poursuit encore aujourd'hui. Je citerai deux des cas les plus récents et les plus significatifs. Celui du colonel Abdou, un ancien collègue des services de la Sécurité militaire, et celui du colonel Belkacem Boukhari, l'ancien procureur de la République du tribunal militaire de Blida.

Le cercle des généraux ne pouvait être ouvert à des officiers comme eux : universitaires, intègres et patriotes. À force d'être marginalisé, le colonel Abdou a fini par demander sa radiation, sans attendre d'être renvoyé comme un malpropre. Contestataire et doté d'une très forte personnalité, ce n'était pas le genre d'officier qui obéit bêtement aux ordres. Titulaire d'une licence en Histoire et d'une licence en Lettres, maîtrisant parfaitement les langues arabe, française et russe, cet officier, que beaucoup de ses collègues apprécient pour ses compétences et ses qualités humaines, ne pouvait prétendre aller au-delà du grade de colonel. Il était réfractaire au régime de la mafia des généraux. D'ailleurs, il a toujours exercé au niveau de la division de la sécurité extérieure. Il ne pouvait faire partie des exécutants des sales besognes.

Le colonel Boukhari Belkacem fait partie lui aussi de cette catégorie d'officiers qui n'ont pas leur langue dans la poche. Lorsqu'il se trouvait en compagnie d'officiers qui partageaient les mêmes convictions politiques que lui, Boukhari ne ratait pas une occasion de vitupérer les transfuges de l'armée coloniale. Lors du procès du général Benloucif en 1993, convaincu que l'accusé était victime du clan mafieux, Boukhari, représentant le Ministère public, ne prononça pas de réquisitoire contre le général déchu. Au grand étonnement de l'assistance, c'est une plaidoirie

qu'il prononça pour l'ancien secrétaire général du ministère de la Défense. Issu de la génération de l'indépendance, fils d'une famille qui a tout donné à la libération de l'Algérie, il a été mis à la retraite à l'âge de cinquante-quatre ans. Comme motif, le général Mohamed Lamari n'a rien trouvé d'autre à lui dire que : « Les temps ont changé. » Il a été invité à remettre les clés de sa voiture et à quitter sa villa de fonction dans les vingt-quatre heures qui suivaient sa radiation, sans aucune considération pour sa situation familiale et la scolarité de ses enfants. Bien qu'occupant de hautes fonctions, le colonel Boukhari n'avait même pas droit à un logement dans les résidences du Club des Pins ou de Sidi Fredj. Ces endroits sont réservés à la mafia, ses sbires et ses courtisans.

La radiation du colonel Boukhari a fait grand bruit chez les officiers de sa génération. Les décideurs ont alors cherché à lui coller l'étiquette d'islamiste. Le « retraité » Khaled Nezzar a déclaré à la presse : « Il a commis une faute grave. Si j'étais en activité, je l'aurais sanctionné. Et puis colonel, c'est beaucoup pour lui. Ce n'est pas tout le monde qui finit au grade de général. » Surtout lorsqu'on a toujours clamé haut et fort sa haine des transfuges !

Après sa radiation, Boukhari a été nommé directeur de recherches au ministère de la Justice. La proposition de l'envoyer en France, en qualité de consul à Évry, a été rejetée à la dernière minute, de crainte qu'il ne profite de sa présence à l'étranger pour dénoncer la mafia et révéler ses crimes à l'opinion publique internationale.

Seuls les officiers protégés par la mafia ne sont pas menacés de radiation. C'est le cas du colonel Sadek, chef de la sécurité présidentielle. Bien que l'ordre de le radier ait été donné par le président Bouteflika à son retour d'un voyage au Vietnam, il ne sera jamais inquiété. Au

contraire. Il fut promu général et nommé chef-adjoint dans une région militaire. Et dire qu'un chef d'État est constitutionnellement le chef suprême des forces armées. Ses ordres sont superbement ignorés par le clan des généraux mafieux, qui n'en fait qu'à sa guise.

6. Octobre 1988 : la grande manipulation

Fini le temps du PAP, le Programme anti-pénuries, lancé par Chadli dès son arrivée au pouvoir. C'était la clé de l'ouverture des portes à la corruption et aux 10 et 20 % de commissions sur tout marché conclu avec les opérateurs algériens.

Fini le temps de l'allocation touristique et du dinar qui valait un franc et quatre-vingts centimes. C'était la ruée vers l'étranger, sans qu'un seul touriste algérien cherche à s'installer définitivement en France ou ailleurs. Qui aurait osé, à l'époque, quitter l'Eldorado algérien ?

Même si les apparatchiks du pouvoir, les membres du comité central du FLN, les élus de l'Assemblée nationale et les officiers supérieurs de l'armée jouissaient du privilège de changer un mois de salaire pour partir en vacances à l'étranger quand le simple citoyen n'avait droit qu'à mille dinars, on fermait les yeux. Après tout, les Algériens ont des familles nombreuses. On pouvait se permettre de passer quinze jours de vacances en France « chez la famille », ou en Tunisie, les destinations préférées des Algériens, avec un peu plus de dix mille francs, quand on était une famille composée de six personnes. C'était la belle vie.

Fini le temps des importations de véhicules touristiques et du contre-remboursement. Le slogan « Pour une vie meilleure », retenu pour le congrès extraordinaire du FLN de juin 1980, a vécu. Le baril de pétrole, qui avait atteint les quarante dollars, a connu une chute vertigineuse en 1986. Le président Chadli, qui s'enorgueillissait d'une Algérie à l'abri de la crise économique mondiale, a vite fait de changer de discours. Il appelle, désormais, au « travail et [à] la rigueur pour assurer l'avenir ».

Son Premier ministre Abdelhamid Brahimi, dit « Hamid la science », vient d'apporter les dernières retouches à son œuvre historique : la restructuration des entreprises, qui n'est en fait qu'une déstructuration. L'homme qui chantait les louanges de sa politique destructrice en annonçant fièrement dans ses discours : « ce que nous avons réalisé en une année n'a pas été réalisé en douze ans » coule aujourd'hui des jours heureux, à Londres, après avoir plongé le pays dans le chaos économique. Il est parmi les rares que le vent d'octobre 1988 ait définitivement emportés. Avant son départ d'Algérie, il expliquait son échec par le phénomène des détournements des deniers de l'État par les généraux et leurs sous-fifres. C'était le fameux pavé des vingt-six milliards de dollars lancé un jour à la face des étudiants de l'université d'Alger. Cette fameuse affaire des vingt-six milliards fut un temps le sujet de conversation préféré des Algériens. Plusieurs commissions d'enquête furent chargées de faire toute la lumière sur cette affaire. Mais les commissions d'enquête algériennes sont toujours en panne d'électricité...

Après cinq années plutôt agréables, les Algériens renouent donc de plus belle avec les pénuries, la crise du logement, et découvrent le chômage, les déperditions scolaires, l'exclusion et la marginalisation.

Les années d'embellie ont été l'occasion pour les apparatchiks et les véreux de tous bords de s'enrichir très vite. Cet enrichissement illicite est le fruit de l'affairisme, de l'activité parasitaire, de la corruption érigée en système et du népotisme. Il a ouvert la voie aux passe-droits, aux malversations et a précipité la déliquescence de l'État.

Les Algériens, lésés et victimes d'une politique fondée sur l'injustice et le mépris, multiplient les cris de détresse à l'adresse des gouvernants. Mais ces amateurs de pêche sous-marine, à l'instar de Chadli, ne peuvent rien entendre. Des manifestations de colère sont signalées de temps à autre. À la Casbah d'Alger en 1985, à Oum El Bouaghi, à Sétif, à Constantine et dans d'autres villes du pays, en 1986. Chaque fois, le pouvoir répond par une féroce répression et les manifestants sont accusés « d'intelligence avec des forces étrangères dont le dessein n'est autre que de déstabiliser l'Algérie et sa révolution ». C'est toujours la même rengaine : « le complot ourdi par les ennemis de l'intérieur et de l'étranger ». Le silence des gouvernants est interprété comme du mépris par le peuple. C'est la *hogra*.

Pour dénoncer ce mépris, les Algériens ont d'abord transformé les gradins des stades de football en de véritables tribunes politiques où ils déversent leur courroux contre le pouvoir. Des chansonnettes sont composées pour chaque événement. Chadli, son épouse Halima, et Messaadia, le responsable du FLN, en prennent pour leur grade à chaque grande rencontre. Ils sont vilipendés par des milliers de supporters des clubs sportifs les plus populaires.

Des grèves sont déclenchées un peu partout. Les blagues les plus loufoques circulent dans les milieux populaires. Entre le peuple et ses gouvernants, la rupture commence à se dessiner.

Autour de Chadli, dans les cercles du pouvoir, la

guerre des clans fait rage. Les réformateurs contre les conservateurs. Les caciques contre les jeunes. Et encore et toujours, les officiers de l'ALN contre les transfuges de l'armée française.

Après cinq années (1979-1983) d'un premier mandat marqué par d'inlassables efforts pour comprendre le fonctionnement des rouages de l'État et la gestion d'un immense pays, riche et en plein développement, Chadli n'arrive plus à suivre. Les premiers temps, il a beaucoup écouté. Il a essayé de jouer le rôle de décisionnaire, mais rien n'y a fait. « Chadli n'avait ni l'étoffe d'un chef d'État, ni les capacités intellectuelles pour diriger un pays », dit l'un de ses anciens ministres. Il a fini par s'isoler en déléguant ses pouvoirs à ses proches collaborateurs et à ses ministres. Dès le début de son second mandat, il s'est coupé de ses ministres, du FLN dont il est le secrétaire général, et des réalités du pays.

Enfermé dans sa tour d'ivoire, il s'est adonné à la chasse, la pêche sous-marine, le tennis et à ses jeux de société favoris : la belote et les dominos. À tout ministre qui lui présentait un dossier compliqué, il répondait : « Tu es responsable. Je t'ai donné les pleins pouvoirs dans ton secteur. Prends la décision que tu juges utile. » Les clans qui gravitent autour de lui s'en donnent à cœur joie. Ils décident ce qu'ils veulent tout en réglant leurs comptes entre eux.

Ces clans se partagent les nominations des ministres, des ambassadeurs, des walis, des directeurs d'entreprises publiques et de tous les cadres de l'administration.

Les deux hommes clés de cette guerre sournoise sont Larbi Belkheir et Mouloud Hamrouche. Ils sont les plus proches du président. L'un est son directeur de cabinet, l'autre est secrétaire général de la présidence de la République. Chadli leur a délégué tous ses pouvoirs.

Larbi Belkheir, ayant eu à occuper les fonctions de coordinateur des services de sécurité au début du premier mandat de Chadli, a acquis un certain ascendant sur beaucoup de chefs militaires. Il bénéficie aussi de la confiance et de la complicité des anciens de l'armée française. Son clan. Il joue alors un rôle primordial dans leur prise de pouvoir à la tête des directions sensibles de l'institution militaire. Le poste de coordinateur des services de sécurité sera occupé, par la suite, par un autre transfuge de l'armée française, Benabbes Gheziel, au moment où Larbi Belkheir sera appelé, en 1980, à succéder à Benhabyles au Secrétariat général de la présidence de la République. En 1986, lorsqu'il est nommé directeur de cabinet du président de la République, il laisse ce poste à Mouloud Hamrouche. Larbi Belkheir et Benabbes Gheziel font preuve d'une discipline sans faille et manifestent une loyauté totale à la personne du président. À leur tour, ils désignent à tous les niveaux de responsabilité des hommes qui font preuve à leur égard de fidélité et de soumission.

En 1988, ce clan tient pratiquement sous sa coupe les ministères de l'Information, de l'Intérieur, de l'Énergie et surtout celui de la Défense nationale, où le général Mustapha Cheloufi prend le poste de secrétaire général. Ancien de l'armée française, marié à une Allemande, ce qui devrait, au regard des lois algériennes, lui interdire l'accès à pareille fonction, il servira plus tard d'instrument efficace pour dégommer de nombreux officiers issus de l'ALN.

Le clan de Mouloud Hamrouche procède autrement. Son parrain, qui a connu lui aussi une ascension-éclair, a de l'ambition. Ancien sous-lieutenant de la gendarmerie sous les ordres du colonel Bencherif, il a rejoint les services du protocole de la présidence à l'époque de Houari

Boumediene, en succédant à leur tête à Abdelmadjid Allahoum. Il gardera ce poste jusqu'en janvier 1984, date de sa nomination comme secrétaire général du gouvernement, en attendant sa promotion au poste de secrétaire général de la présidence en 1986. Auprès des militaires, Hamrouche fait valoir sa qualité d'ancien moudjahid ayant rejoint le maquis à l'âge de quatorze ans, en 1958. Cependant, ceux qui l'ont connu durant les années de la lutte armée jurent qu'il n'a pas tiré une seule cartouche. Après avoir fréquenté un centre de formation professionnelle, il a été envoyé en Irak, où il a suivi une formation dans une académie militaire, jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. À son retour, il a trouvé quelques sympathisants qui lui prêtaient une oreille attentive. Rien de plus.

C'est Hedi Khediri, patron de la police qui fait alliance avec lui. Le ralliement de Khediri au clan Hamrouche s'explique par l'ambition de l'ancien patron de la police, une ambition qu'il ne peut concrétiser avec les militaires. Jugeant le clan Hamrouche faible, et comptant peu d'hommes rompus aux manigances des coulisses, il l'infiltre pour mieux imposer, par la suite, sa domination. L'apport de Khediri à ce clan est en réalité insignifiant, en comparaison avec la force de frappe du clan Belkheir, renforcé par l'arrivée du lieutenant-colonel Tewfik, nommé chef du département de défense et de sécurité à la présidence de la République, tandis que Benabbes Gheziel est allé prendre le commandement de la gendarmerie. Hamrouche installe un gouvernement parallèle, composé de conseillers dont les bureaux se trouvent au siège de la présidence. Ces conseillers, il les a soufflés à Larbi Belkheir, leur recruteur, qui ne leur accordait pas une importance comparable à celle attribuée aux ministres et aux officiers supérieurs de l'armée.

Dans la guerre des clans, il est de coutume qu'on se

vole des pions de différentes manières. Ainsi, les conseillers que récupère Hamrouche sont associés à ses manœuvres, et se voient promettre des postes de ministre. Certains d'entre eux, tout contents de travailler au siège de la présidence, le sommet de l'État, se font un malin plaisir de frimer devant épouse, voisins et amis. Il est normal qu'ils soient fidèles à leur sponsor. À une époque, il est très à la mode de se présenter comme hamrouchien. Ils sont tellement nombreux que c'est même devenu un courant politique !

Autre exemple de récupération, celui du général Smaïl Lamari. En 1989, il est lieutenant-colonel quand le général Betchine, sur « instructions venues d'en haut », le limoge sans raison. Ce dernier n'a pas à l'époque le poids qu'il possède aujourd'hui. Il va se plaindre au clan Belkheir. Surpris par la rapidité d'exécution de Betchine, les décideurs lui demandent de revenir sur sa décision en tenant compte de la période difficile que traverse Smaïl, qui vient de perdre son père. Quelque temps plus tard, Betchine est relancé et réagit au quart de tour. Il va jusqu'à lui coller une étiquette d'agent des services français. On fait appel à moi pour témoigner contre Smaïl. Je refuse, en allant dire à Betchine qu'il n'a pas à m'utiliser dans les querelles des chefs. Smaïl est soumis à une stricte surveillance de la part des services de sécurité (écoutes téléphoniques, filature, surveillance du domicile, etc.). Quelques jours plus tard, il est nommé inspecteur général de la Direction de la sécurité de l'armée, passée sous le contrôle de Tewfik. Une année plus tard, vingt-quatre heures après le départ à la retraite de Betchine, il est nommé directeur du contre-espionnage au sein du nouveau Département des renseignements et de la sécurité. Un poste qu'il continue d'occuper à ce jour.

Les clans se jouent de tout le monde, y compris du président de la République. Pris dans l'étau formé par le

duo Belkheir-Hamrouche, le président Chadli est confiné à des tâches secondaires. L'un l'occupe par des voyages à l'étranger, lui donnant l'impression qu'il finira par acquérir une stature internationale semblable à celle de feu Boumediene. L'autre lui prépare des fiches détaillées sur les mauvais secteurs de l'économie, dont les ministres sont ciblés pour laisser la place aux poulains hamrouchiens.

Ces fiches donnent de Chadli, dans les différentes conférences nationales ou en Conseil des ministres, l'image d'un chef qui connaît tous les problèmes du pays sur le bout des doigts.

En somme, les décisions du chef de l'État sont élaborées par Belkheir et Hamrouche. Ils sont ses seuls interlocuteurs, avec les responsables des services de sécurité, durant sa retraite oranaise de trois mois et demi, de juin à septembre 1988. Chadli aime se payer de longues vacances. Cette année-là, il a acquis deux nouveaux bateaux et cassé un nombre incalculable de voitures de grandes marques en s'adonnant à des rodéos automobiles avec ses enfants et ses beaux-frères. C'est la belle vie ! Personne n'ose déranger « le roi fainéant ». Même son Premier ministre, Abdelhamid Brahimi, est hors jeu. Non seulement ce dernier, s'accrochant à son fauteuil, a laissé passer les deux remaniements ministériels de 1987 et 1988, alors qu'il était en voyage à l'étranger, mais il n'arrive même pas à décrocher une audience auprès du président lorsque ce dernier est en vacances à Oran. De toute façon, il ne peut pas le joindre par téléphone. Marginalisé, ignoré et humilié, Abdelhamid Brahimi n'ose pas présenter sa démission. C'est dire à quel point les responsables algériens tiennent à leurs postes. Pas par amour de l'Algérie, comme ils le prétendent. Juste pour le pouvoir et les privilèges qu'il garantit.

C'est dans ce climat, marqué par l'isolement du chef de l'État qui se pavane sur les plages de la côte oranaise,

et au milieu d'une guerre impitoyable entre les clans au détriment des intérêts du pays, que se mettent en place les ingrédients des événements du 5 octobre 1988.

De retour de ses longues vacances, le président Chadli, reposé et bronzé, la mine radieuse, va mettre le feu aux poudres, le 18 septembre, par un discours qui étonne tout le monde. Un discours prononcé devant mille deux cents cadres représentant le FLN, les ministères, les walis, les organisations de masse satellites du parti unique, etc., dont un grand nombre d'universitaires, qui applaudissent à tout rompre « des paroles sorties de la bouche d'un homme qui n'est jamais allé à l'école », commente un ancien haut responsable. Des paroles qui vont plonger le pays dans une décennie sanglante. Dans ce discours, retransmis en différé par la télévision algérienne, Chadli s'attaque au gouvernement dont il est le chef, au FLN dont il est le secrétaire général, et au peuple, à qui il reproche son silence et son manque de réaction. Il l'appelle à se soulever. N'oublions pas que Chadli ne fait que répéter ce qu'on lui dit de dire. Et puis le constat qu'il expose reflète bien la situation d'un pays qui a souffert, trois mois durant, d'une mystérieuse vague de pénuries touchant tous les produits de première nécessité.

Au lendemain de ce discours, ces pénuries se font sentir de plus en plus cruellement et atteignent leur point culminant. Le pain vient à manquer dans les boulangeries, faute de farine et de semoule. Pourtant, les produits ne manquent pas dans les stocks et dans les hangars des entreprises chargées de leur distribution. Des tonnes de semoule pourrissent dans les hangars de la SEMPAC, la société d'État qui détient le monopole de la fabrication et de la distribution de ce produit.

Qui n'a pas vu les jeunes de Bab El Oued brandir des chaussures de marque « Stan Smith », après avoir saccagé

le Monoprix du quartier ? Qui n'a pas vu des jeunes brandir, à Annaba, un sac de farine vide en guise de drapeau après avoir vidé le hangar de la SEMPAC de son contenu ? Qui n'a pas vu de jeunes enfants courir tout heureux avec des boîtes de tomate en conserve une fois l'assaut donné au souk el fellah de Ruisseau à Alger ? Mais il fallait affamer le peuple pour l'inciter à manifester.

En cette rentrée sociale 1988, la situation est grave. Des grèves sont déclenchées un peu partout à travers les pays. La zone industrielle de Rouiba, dans la banlieue est d'Alger, est la plus touchée par ces grèves pilotées par un syndicat acquis aux militants du PAGS (Parti d'avant-garde socialiste, ex-Parti communiste algérien). Ces grèves mettent à mal les desseins des conspirateurs. Ce qui devait déboucher sur des émeutes, pour marquer un tournant politique dans la vie du pays, risque de devenir un véritable mouvement populaire encadré par des forces politiques organisées et structurées. La grève des ouvriers de Rouiba tend à se généraliser à l'ensemble du pays. Fortement présent dans les zones industrielles du pays, plus particulièrement au complexe sidérurgique d'El Hadjar, à Annaba, et au port d'Alger, le PAGS risque de damer le pion aux partisans d'un libéralisme douteux dont la finalité n'est que le blanchiment de l'argent des détenteurs du pouvoir. La rumeur annonçant la grande manifestation pour le 5 octobre se fait de plus en plus insistante dans les quinze jours qui précèdent. Elle circule dans les couloirs des ministères et de la présidence, colportée par de hauts responsables.

Mieux encore, le bulletin de renseignements quotidiens élaboré par la DGSN rapporte une information venue de Tebessa, à sept cents kilomètres d'Alger, selon laquelle des manifestations vont se produire dans la capitale. Sur les murs d'Alger même, on tague la date du 5 octobre et

on appelle à la manifestation. Dès le début de la semaine, des signes avant-coureurs laissent présager que la ville va vivre un moment chaud.

En ce matin du 5 octobre 1988, tout est prêt. En me rendant à mon bureau, j'ai déposé mon voisin Brahim, policier, devant le commissariat central de la police. En cours de route, nous discutons de ce que va être cette journée, et constatons, étonnés, l'absence de policiers devant les édifices publics. Pas de policiers non plus dans les rues, alors que, d'habitude, un impressionnant dispositif est mis en place pour la moindre manifestation, même la sortie d'un stade de football. Aujourd'hui, il n'y a pas l'ombre d'un uniforme dans les rues de la capitale. Pas de gendarme non plus. Les brigades de gendarmerie urbaines ont été fermées depuis plusieurs mois, les casernes militaires évacuées et remises à des organismes civils.

« Pas de militaires à Alger », ont décrété les décideurs. Il leur a même été interdit de s'attabler en tenue dans un salon de thé. « Pas de militaires à Alger » : tel semble être le souhait de Halima Bendjedid, l'épouse du président. Un souhait qui colle parfaitement avec les plans de Hedi Khediri, dont l'objectif n'est autre que de copier le régime tunisien : établir en Algérie un État policier.

Pourtant, la veille, dans les quartiers de Bachadjarah et de Bab El Oued, des échauffourées ont opposé les forces de l'ordre à de jeunes manifestants. Selon les rapports des agents de la SM, ces échauffourées ont été provoquées par des agents de la police.

À partir de 10 heures du matin les premiers groupes de manifestants prennent d'assaut les bureaux de kasma du FLN, les grandes surfaces (galeries algériennes et souks el fellah), les commissariats de police, les agences de voyages, notamment les bureaux de la compagnie Air Algérie de la place Maurice-Audin, les sièges de quelques

ministères situés dans les grandes artères de la ville. Des slogans hostiles à Chadli et Cherif Messaadia sont scandés. Des policiers sont arrêtés, désarmés et malmenés par les manifestants. Des ministres fuient par les portes de service. Ils sont humiliés devant leurs subordonnés. Ce qui devait être une manifestation pacifique exprimant le ras-le-bol d'un régime corrompu tourne à l'émeute.

À ceux qui soutiennent la thèse de la spontanéité, je pose la question : comment peut-on soulever les populations de plusieurs villes du pays en même temps, avec les mêmes slogans et en s'attaquant aux même cibles ? Comment expliquer le calme de la Kabylie, si prompte à la révolte, en de pareilles circonstances ? À moins que cette région ne soit trop difficile à manipuler, et qu'« on » ait eu peur que le mouvement, une fois lancé, ne risque d'échapper aux mains de ses commanditaires.

Le peuple en avait assez de ce régime dictatorial et corrompu. Il ne lui fallait qu'une étincelle pour s'enflammer. Les conspirateurs le savaient. Ils tablaient sur cette grogne populaire pour mettre à exécution leur plan diabolique, c'est-à-dire détourner la revendication populaire à leur profit.

Les manifestations, pour aussi spontanées qu'elles paraissent, ont été soigneusement préparées avec des ingrédients fournis par certains sorciers du système. Ce ne sont pas des hypothèses ou des histoires en l'air. Ce sont des faits réels consignés dans les rapports de situation établis par les officiers de la SM au niveau des wilayas. Ils relatent les faits tels qu'ils se sont déroulés.

En ce jour du 5 octobre, dans les hautes sphères du pouvoir, les ponts sont coupés. Des ministres, livrés à eux-mêmes, racontent qu'ils n'ont pas pu entrer en contact avec les instances dirigeantes. La présidence de la République ne renvoie aucun écho aux structures qui l'infor-

ment du déroulement des événements. À la Direction générale de la Sûreté nationale, le patron de la police, Mohammed Bouzbid, un homme de Khediri, fait le mort au moment où ses éléments se font tabasser par les manifestants. Seul ordre donné en début de journée : ne pas faire usage des armes à feu ; pas même des tirs de sommation.

À la Délégation générale à la prévention et à la sécurité, le général Lakehal Ayat semble isolé et démissionnaire depuis quelque temps. Il est vrai que, depuis la restructuration de la Direction centrale de la Sécurité militaire, il a concentré l'essentiel de ses activités sur la sécurité extérieure, notamment les mouvements de libération nationale, le terrorisme international et le contre-espionnage extérieur. La sécurité de l'armée relève désormais de la DCSA, que commande le colonel Mohamed Betchine. La police politique est confiée aux renseignements généraux de la police que dirige Bouzbid.

Que se passe-t-il derrière les lambris du palais présidentiel ? Dès 10 heures du matin, Chadli réunit dans son bureau une cellule de crise rassemblant Larbi Belkheir, directeur de cabinet, Mouloud Hamrouche, secrétaire général, Hedi Khediri, ministre de l'Intérieur, Abdelhamid Brahimi, Premier ministre, et Mohammed Cherif Messaadia, responsable du secrétariat permanent du FLN. Peu après, le colonel Tewfik, chef du département des affaires de défense et de sécurité, se joint à la cellule de crise, en compagnie du secrétaire général du gouvernement, Mohammed Mohammedi. La présence de ce dernier à une réunion de si haute importance reste énigmatique, puisque le Premier ministre est présent.

Proche de Hamrouche, qui le nommera plus tard ministre de l'Intérieur dans son gouvernement, Moham-

medi sera présent à toutes les réunions qui se tiendront à la présidence entre le 5 et le 10 octobre, tandis que le Premier ministre, lui, en sera exclu. Comme on le constate à la lecture de ces noms, ce sont les clans antagonistes qui se réunissent. Il est à remarquer également que le général Lakehal Ayat, patron des services de sécurité, ne sera jamais convié.

Lorsqu'il est décidé de contacter Abassi Madani et Ali Belhadj pour occuper la rue et encadrer les manifestations, il est fait appel à Mohammed Betchine. En agissant ainsi, la cellule de crise pense maîtriser la situation. Betchine évoquera, douze ans plus tard, à travers les colonnes de journaux appartenant à son groupe, « le plan Potemkine », qui serait le nom de code du déclenchement des événements d'octobre.

Le 5 au soir, l'état de siège est décrété. Chadli fait appel au général Nezzar, commandant des forces terrestres, et le désigne pour diriger la manœuvre. Il a pour adjoint Mohammed Betchine, et comme chef d'état-major Mohammed Lamari. Hocine Benhadid est chef de l'opérationnel. Le général-major Abdallah Belhouchet est marginalisé.

Hedi Khediri insiste auprès des membres de la cellule pour intervenir à la télévision, mais son discours du 8 octobre est un fiasco. « L'homme qui parle aux avions ne saurait parler à un peuple en colère », ironise-t-on dans les milieux officiels, en faisant allusion au détournement d'un avion koweïtien par le Hezbollah libanais sur Alger en avril 1988. Après un premier contact avec les pirates, Hedi Khediri avait annoncé à la presse qu'il venait de parler à l'avion !

Alger est quadrillée par des chefs d'unités opérationnelles fidèles à Nezzar : Saïdi Abdelhamid et Fodhil Cherif Brahim, Abdelmalek Bennaceur, neveu du général Guenaï-

zia, et Kamel Abderrahmane, qui prend à Blida le relais de Bougherara Sadek à la tête du bataillon arrivé de Djelfa.

La DGPS, qui s'était tenue à l'écart des opérations de police, finit par s'impliquer. Des universitaires militants du PAGS sont arrêtés. Ces militants, ou supposés tels, seront interrogés à Bouzareah par le capitaine Abderrahmane Benmerzouga, chef du centre opérationnel.

Deux jeunes lieutenants, Azzouz et Madjid, viennent me dire leur indignation. Ils ont vu les lieutenants Mustapha et Ziad, qui agissaient sous des pseudonymes, torturer des intellectuels, dont une femme, répondant au nom de Baba Ahmed, remarquable de courage, qui a tenu tête à ses tortionnaires. Alerté, le général Lakehal Ayat donne l'ordre de libérer les détenus. Le capitaine Benmerzouga est suspendu sur-le-champ de ses fonctions, bien qu'il ait pris la précaution de faire signer à ses victimes des attestations selon lesquelles elles ont été bien traitées. Il échappera aux sanctions, en profitant du limogeage du général Lakehal Ayat quelques jours plus tard.

Cependant, la torture massive, unique dans les annales, a eu pour cadre la caserne de Sidi Fredj, lieu de regroupement des forces spéciales placées sous le commandement du colonel Betchine. Cette caserne sera transformée, quatre jours durant, en une véritable usine à sévices. Dans ses *Mémoires*, le général-major Nezzar admet que la torture y a été pratiquée sur les manifestants d'octobre. Il reconnaît même la présence de Kaddour Lahouel, beau-fils du président Chadli, en tenue de parachutiste.

Étrangement, il garde le silence sur le rôle qu'a joué le général Betchine. Pourtant tout le monde sait que la caserne de Sidi Fredj relevait de la compétence de la DCSA dont il était le patron. Que ce dernier cherche à nier, aujourd'hui, des faits honteux, c'est normal. Je

comprends aussi le silence de Nezzar qui se garde de le citer. Il ne veut pas entrer en conflit ouvert avec Betchine. Entre chiens, on ne se mord pas. Le général Betchine a pourtant torturé de ses mains de jeunes manifestants, les faisant ramper sur le gravier, les pantalons retroussés jusqu'aux genoux. En plein délire, et hurlant comme un fou, il a ordonné à deux de ses victimes de se sodomiser en public, sous la menace d'une baïonnette : « Je suis un ancien boxeur. Je fracasserai vos figures. Je baiserai vos mères, fils de putes ! » rapportent, indignés, des officiers qui ont assisté à ce terrible spectacle.

À Dely Brahim, des bruits courent sur des divergences entre les chefs militaires. Un groupe de généraux, des anciens officiers maquisards isolés, s'est réuni chez le général Lakehal Ayat au siège de la DGPS, tandis que les hommes de confiance de Chadli, dont Nezzar et Betchine, se trouvent au siège de l'état-major à Aïn Naadja.

Les deux hommes parviennent à surmonter leurs divergences, et se mettent d'accord pour sauver le régime. Betchine, pourtant hostile aux transfuges de l'armée coloniale, se met à leur service dès qu'ils lui offrent une petite portion de pouvoir. Leurs intérêts passent avant toute autre considération. Ils se font un devoir de mater l'émeute. On tire à balles réelles sur les manifestants. Qui a donné l'ordre d'ouvrir le feu ?

Un sous-officier des équipes volantes de la DGPS rapporte que, sur la place du 1er Mai, il a entendu Nezzar ordonner à un tankiste de tirer au canon sur la foule. Betchine le contredit en souplesse en ordonnant aux militaires de tirer à ras de terre avec leurs Kalachnikov. Ce témoignage, Betchine me le confirmera cinq ans plus tard en expliquant : « Je ne voulais pas qu'il y ait des massacres. J'ai demandé aux militaires d'user de tirs de sommations

en l'air et à ras de terre. » Quoi qu'il en soit, on a fini par dénombrer plus de cinq cents morts à Alger. Nezzar et Mohammed Betchine les ont sur la conscience.

Le 9 octobre, Chadli convoque les sept membres titulaires du bureau politique du FLN. C'est une réunion restreinte, néanmoins ouverte à Larbi Belkheir et Hedi Khediri. Que viennent-ils faire dans cette réunion à laquelle ne sont pas conviés les membres suppléants du bureau politique ? Sont-ils là pour représenter leurs clans respectifs et défendre leurs intérêts ? Au cours de cette réunion, le général Benyelles, le premier à prendre la parole, demande sans détour au président d'assumer l'entière responsabilité de ce qui arrive au pays, et d'intervenir à la télévision pour annoncer sa démission.

Devant la gravité de ses propos, certains membres du bureau politique tentent de lui couper la parole, mais Chadli l'invite à poursuivre. Benyelles va se retrouver tout seul. À l'instigation d'un Messaadia, plus élogieux que jamais envers Chadli, les autres prient le président de rester aux commandes du pays. Le plan de déstabilisation peut continuer.

7. *Cosa Nostra*

Une fois l'ordre rétabli, au prix de cinq cents morts et de milliers de blessés, dont des dizaines traînent aujourd'hui des séquelles, le régime de Chadli renaît de ses cendres. Des manifestations « spontanées » de soutien au président, une spécialité algérienne, sont organisées dans les grandes villes du pays et retransmises sur la chaîne unique de télévision, juste après la diffusion de son discours, prononcé le 10 octobre, dans lequel il reconnaît avoir donné l'ordre à l'armée de tirer sur les manifestants.

Le premier qui osera demander qu'on traduise Chadli, Betchine et Nezzar devant un tribunal populaire pour leurs méfaits sera traité « d'agent à la solde des services français » et passera pour un « traître à la nation ». Ces crimes sont couverts, comme le veut l'usage, par la loi du silence.

Au lendemain des émeutes, les choses reprennent leur cours normal. À cette différence près que la rue continue de faire pression sur le pouvoir en protestant contre les abus et les tortures dont ont été victimes les manifestants. L'occasion est parfaite pour se débarrasser du général Lakehal Ayat, en le transformant en bouc émissaire. Pourtant, ils sont des milliers à dénoncer les tortures perpétrées dans les commissariats de police. Bouzbid, directeur géné-

ral de la sûreté nationale et Khediri, ministre de l'Intérieur, son supérieur direct, sont épargnés. Le général Betchine, qui s'est spécialement distingué, n'est nullement inquiété.

Autre tête jetée en pâture à la colère populaire, celle du responsable du secrétariat permanent du FLN, Mohammed Cherif Messaadia. Le président Chadli le convoque et lui dit : « Si Mohammed Cherif, les temps sont difficiles ; tu es fatigué. Tu dois partir. » Sans se laisser désarmer, Messaadia utilise le même registre hypocrite. « Non, monsieur le Président, je suis toujours à tes côtés. Je ne te laisserai pas seul dans cette mauvaise passe. Je suis toujours prêt à me sacrifier pour la révolution. » Mais il ne peut convaincre Chadli, qui a déjà pris la décision de sacrifier ce symbole des forces rétrogrades, et qui finit par lui lâcher : « Si Mohammed Cherif, le peuple ne t'aime pas. Va te cacher pour quelque temps ».

Et Messaadia ira se cacher... jusqu'à ce jour de 2001 où son cousin du bled, Abdelmalek Guenaïzia, l'un des membres du club des onze, le rappelle pour lui confier la présidence du Sénat. Douze ans après les événements d'octobre, Messaadia est de nouveau le numéro deux du régime.

Au gouvernement, la valse des Premiers ministres commence. Les premières années de la nouvelle ère, marquée par le pluralisme politique, ils sont une demi-douzaine à faire neuf petits mois et puis s'en vont. Seul Ahmed Ouyahia, l'homme des sales besognes, et Mokdad Sifi, le plus grand menteur des chefs de gouvernement devant l'éternel, passeront le cap d'une année d'exercice.

Mais c'est sur le plan politique qu'est enregistrée la grande nouveauté. Soucieux de donner de l'Algérie l'image d'un pays démocratique, le clan des généraux déclare ouverte la foire aux cabotins de la politique. Pas moins de soixante partis politiques déposent leur dossier d'agrément au ministère de l'Intérieur.

Chacun y va de son programme. De celui qui veut faire de l'Algérie un appendice de Bagdad, à celui qui promet de transformer le désert algérien en Eldorado californien, en passant par un parti qui n'a pas trouvé mieux comme appellation que « Parti Algérien de l'Homme Capital ». Allez comprendre quelque chose dans ce charabia. Aux premières élections pluralistes pour le renouvellement des assemblées communales et wilayales, l'équivalent des municipales et cantonales en France, c'est l'anarchie.

Au poste de commandement installé à Dely Brahim, nous suivons le déroulement du scrutin heure par heure. Les rapports transmis par les officiers de sécurité des différentes wilayas du pays font état d'innombrables dépassements commis par les militants du Front islamique du salut. Dans tel bureau, les listes des candidats des autres partis ont été retirées pour ne laisser que celle du FIS. Dans tel autre, les électeurs votent sous la surveillance des militants du FIS armés d'épées et de barres de fer, et j'en passe. Nous avons recensé que, dans plus de 60 % des bureaux de vote, le scrutin était entaché d'irrégularités. Le pouvoir donne l'impression d'être soumis à la déferlante du FIS.

Des rapports sont envoyés toutes les heures à la présidence de la République et au chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche. Ce dernier, en guerre contre Betchine, ignore tout bonnement les services de sécurité et leurs activités. Alors que nous nous attendons à l'annulation des résultats dans les bureaux où des irrégularités ont été signalées, Mohammedi, ministre de l'Intérieur, confirme dans la soirée la validité du scrutin.

Betchine est sur le point d'user de la force pour rappeler le ministre à l'ordre. Encouragé par Hamrouche, Mohammedi va se plaindre chez le président de la République. Selon Larbi Belkheir, il raconte que Betchine l'aurait menacé de son fusil à laser.

Qu'on ne se méprenne pas. Pour ces gens, il n'est pas question de barrer la route aux islamistes ou de la leur ouvrir. Leurs calculs sont tout autres. Chaque clan parie sur un parti pour renforcer sa position. Chacun veut avoir à sa solde un parti politique malléable et docile. Ben Bella, à la tête du Mouvement pour la démocratie en Algérie, et Aït Ahmed, du Front des forces socialistes, ne font pas l'affaire. Le PAGS est de gauche, et ses militants sont des intellectuels ; il est donc hors de question de traiter avec eux. Saïd Saadi, quant à lui, appartient à une génération qui doit encore attendre son heure.

Le multipartisme ne doit en aucun cas générer un nouveau système et déclencher une ère d'alternance au pouvoir. D'où cette loi inique adoptée par l'assemblée du parti unique en juillet 1989, qui donne à une quinzaine de citoyens le droit de se constituer en Association à caractère politique, le mot « parti » étant encore inacceptable dans les mœurs des décideurs, chaque ACP bénéficiant d'une généreuse subvention qu'elle peut dépenser sans aucun contrôle. C'est la porte ouverte à la prolifération des partis d'opposition, dont un certain nombre sera d'ailleurs créé par les services de sécurité.

En fait, c'est une manière de répliquer à un groupe de généraux, dont faisaient partie Liamine Zeroual, Lakehal Ayat et Hocine Benmaalem, qui auraient planifié en 1986 un coup d'État « propre » contre Chadli.

La manœuvre consistait à présenter, au cinquième congrès du FLN prévu pour 1988, trois candidats au poste de secrétaire général, représentant chacun trois sensibilités différentes au sein du FLN. Connaissant la frilosité de Chadli dès qu'il est question de concurrence, les « conspirateurs » pensaient qu'il renoncerait à se présenter aux élections. Ils auraient pu, dès lors, confier les rênes du pouvoir à un homme qui aurait l'envergure et l'étoffe d'un

chef d'État, afin de mettre un terme aux querelles des clans et s'imposer comme les seuls décisionnaires. Ainsi, les clans qui empoisonnaient la vie politique du pays auraient fini par se dissoudre, puisqu'ils ne devaient leur force qu'à la faiblesse du chef de l'État.

Le général Lakehal Ayat, dont les prérogatives venaient d'être rongées par la restructuration de la Direction de la sécurité militaire, avait donc présenté au président de la République une étude lui conseillant de légaliser les partis d'opposition clandestins : le Mouvement pour la démocratie en Algérie de l'ancien président Ahmed Ben Bella, le Front des forces socialistes de Hocine Aït Ahmed et le Parti d'avant-garde socialiste de Sadek Hadjerès. Avec le FLN, ils seraient quatre à se disputer le pouvoir. Argument avancé : ces partis existent déjà, et ils possèdent une base militante composée de nombreux cadres. Mais cette conception du multipartisme dérangeait ceux qui s'accrochaient au pouvoir à tout prix. Elle leur faisait courir le risque de se faire éjecter des centres de décision et, pourquoi pas, de devoir rendre des comptes de leur gabegie. Si l'un de ces trois partis d'opposition venait à s'emparer du pouvoir en toute légalité, ce qui ne faisait aucun doute, qu'adviendrait-il de ces vautours, une fois le bouclier du FLN disparu ? Quel alibi trouveraient-ils pour arrêter le processus électoral ou remettre en cause le choix du peuple ?

Comme on vient de le voir, cette manœuvre a donc été mise en échec par la Cosa Nostra algérienne, qui a mis le pays en ébullition dès l'été 1988. Une ébullition constatée par de nombreux observateurs étrangers en visite en Algérie, dont certains ont suggéré à Chadli de mettre en place un multipartisme de façade. Un multipartisme à la tunisienne.

Au lendemain des événements d'octobre 1988, les décideurs s'entre-déchirent sauvagement. La guerre des clans fait rage. Hamrouchiens contre partisans de Belkheir.

À l'intérieur des deux clans, existent aussi des sous-clans qui échangent des coups pour le compte des deux grands. Comme nous l'avons vu précédemment, le clan Belkheir sort le grand jeu en radiant de l'armée une dizaine de généraux anciens maquisards.

Ces clans se font et se défont au gré des conjonctures et des intérêts. Le général Betchine, homme de confiance des proches de Chadli, se voit retirer la direction de la sécurité de l'armée, qui est confiée au colonel Tewfik. Mouloud Hamrouche est évincé pour avoir eu plus d'influence sur Chadli que les autres. Pour se débarrasser de lui, le clan adverse, manœuvrant intelligemment, limoge Kasdi Merbah et le remplace par Hamrouche à la tête de l'exécutif. Du coup, le secrétaire général de la présidence de la République, victime de ses propres manœuvres, est éloigné du palais présidentiel. Ses adversaires lui feront la guerre à travers le général Betchine. Ce dernier ne comprend plus rien à ce qui se passe. « C'est un régime vacillant », me confie-t-il un jour, avec un grand désappointement dans la voix. Il tape du poing sur la table, en signe d'impuissance, tout en murmurant : « Oui, c'est la vérité et il n'y a rien à faire. » Il me semble qu'il avait compris que les services de sécurité, qu'on venait de lui confier, ne servaient plus à rien.

Peu rompu à l'art du renseignement et aux coups bas, le général Betchine a passé l'essentiel de sa carrière militaire dans les unités de combat. Il a profité de sa vieille amitié avec Tewfik, l'homme le plus proche de Chadli, pour prendre le commandement de la 4e Région militaire. En 1987, à la faveur de la restructuration de la Direction centrale de la sécurité militaire, il a été placé à la tête de la Direction centrale de la sécurité de l'armée, qui n'était qu'une division de la DCSM. Un an plus tard, la prophétie que lui faisait le général Lakehal Ayat à Moretti, une sta-

tion balnéaire située à vingt kilomètres à l'ouest d'Alger, se réalisait : « Doucement, Si Mohamed, ne vide pas la DGPS de sa substance ; dans une année, tu vas la prendre. » Mais, vingt-deux mois après sa désignation à la tête des services de sécurité, Betchine est poussé vers la sortie par une manœuvre qu'il n'a pas comprise. Voulant se débarrasser définitivement de Mouloud Hamrouche, alors chef du gouvernement et initiateur des réformes politiques et économiques, le clan de la belle-famille remonte Betchine contre celui qu'on considérait comme l'homme le plus influent sur Chadli. Les rapports défavorables au chef du gouvernement inondent le bureau du président. Mais celui-ci reste imperturbable. On incite alors Betchine à menacer de démissionner de son poste. Dans un premier temps, les menaces verbales restent sans effet. Il pousse alors le bluff jusqu'à rédiger une lettre de démission qu'il prend soin de remettre à Larbi Belkheir, directeur de cabinet de Chadli. Ce dernier invite Betchine à « reconsidérer sa position » (ignore-t-il le jeu de la belle-famille ?), puis lui demande de la remettre en mains propres au président.

N'ayant pas réellement la volonté de démissionner, Betchine ne souhaite pas voir sa lettre atterrir sur le bureau de Chadli. Tout ce qu'il veut, c'est que Belkheir en parle au président, pour attirer son attention sur le différend qui l'oppose à Hamrouche. Plus tard, Betchine me dira : « Je n'avais pas de problème avec Chadli. Je voulais qu'il choisisse entre son chef de gouvernement et son chef des services de sécurité. » C'est un mauvais calcul. « À l'époque, Hamrouche avait habité le cerveau de Chadli », me confiera Larbi Belkheir.

Contrairement aux attentes de Betchine, le directeur de cabinet remet la lettre au président. Ce dernier ne se fait pas prier pour ordonner à Khaled Nezzar de mettre le patron des services de sécurité à la retraite. Nezzar ne pou-

vait rêver d'une telle aubaine. Un autre ancien de l'ALN épinglé à son tableau de chasse ! Il prend néanmoins le soin d'informer Betchine de la décision du président. Betchine joue alors sa dernière carte. Il appelle en urgence Kaddour Lahouel, le beau-fils de Chadli, alors préfet de Tipaza. Quelques heures plus tard, Kaddour Lahouel débarque au siège de la DGDS à Dely Brahim. Après une longue discussion dans le bureau de Betchine, les deux hommes se rendent au siège de la présidence. À 18 h 15, Betchine revient seul. Je suis le premier à qui il annonce sa démission : « Hichem, tu détruis tout. Tu passes tout à la broyeuse. Plus de projets, plus rien du tout. Je ne suis plus le patron, ici. Je viens de donner ma démission. Tu informes tous les cadres de la direction pour la cérémonie de passation des consignes demain à 10 heures. C'est Tewfik qui me remplacera. Il viendra demain. »

Betchine, qui ne s'attendait pas à une fin pareille, en voudra longtemps, et en veut, encore aujourd'hui, à Larbi Belkheir et Khaled Nezzar. « Avec Smaïl, Larbi et Nezzar sont mes pires ennemis, me dira-t-il plus tard. Il n'y a aucun doute. Je suis victime du clan de l'armée française. » En vérité, Betchine, qui s'était acoquiné avec le clan de la belle-famille, a fait les frais, comme tous les larbins, du grand nettoyage entrepris dans l'entourage de Chadli.

Ces individus, souvent sortis de nulle part, essayaient de se faire une place parmi les premiers rôles à grands coups de coude. Je pense par exemple à celui qui s'est retrouvé avec le titre pompeux de conseiller du président de la République à la communication, alors qu'il était bagagiste dans une société de transports. Celui que certaines mauvaises langues présentent comme un rabatteur de filles de joie pour les nababs du régime avait acquis assurance et puissance au point qu'il se permettait d'interpeller du doigt le général Benabbes Gheziel, et de lui lan-

cer devant le journaliste d'un quotidien arabe paraissant à Londres : « Tes fesses ont pris des rondeurs, toi ! » C'est dire à quel niveau était tombé le pouvoir algérien.

Cette anecdote en dit long sur la nature des « hommes » qui gravitaient autour du président de la République : un général acceptant sans broncher ce genre de plaisanterie venant d'un individu que tout le monde qualifiait de « bâtard » !...

Avec le départ de Betchine, le clan des Bourokba, la belle-famille de Chadli, a fini par comprendre que les alliances avec les autres généraux étaient construites sur du sable.

Toutefois, eux et leurs acolytes sont à mille lieues de s'imaginer que les parrains n'hésiteraient pas une seule seconde à sacrifier Chadli. Les « déserteurs » ont tous souffert de la discrimination dont ils ont fait l'objet de la part des anciens de l'ALN. Ils ont tous un passé commun trouble et honteux. Ils ont tous besoin de se refaire une virginité et de consolider leurs positions. Comme à leur habitude, ils ont mis au point une manipulation diabolique pour parvenir à leurs fins.

La destitution de Chadli était programmée bien avant les résultats des élections législatives. Seule une victoire du FIS pouvait permettre une redistribution des cartes. Exit les petits clans parasitaires, et place à une politique consensuelle entre des hommes qui ont été à la même école : celle de l'armée coloniale.

Les élections législatives de juin 1991 ont été annulées à la suite de la grève générale décrétée par le Front islamique du salut. Cette grève, qui a fini par tourner à l'émeute et à l'insurrection civile, s'est terminée par l'arrestation des leaders du FIS, Abbassi Madani et Ali Belhadj, et d'autres membres de sa direction. Ces empri-

sonnements sont un mobile suffisant pour que le FIS décide de s'abstenir de participer aux nouvelles législatives fixées au mois de décembre de la même année, et que le nouveau Premier ministre, Sid Ahmed Ghozali, successeur d'Hamrouche, promet « propres et honnêtes ». Il est à noter que ce dernier, alors ministre des Affaires étrangères, a été désigné chef de l'exécutif alors qu'il se trouvait en mission à l'étranger, ce qui signifie qu'on n'a même pas pris la peine de le consulter.

Le boycott du FIS dérange les plans du cabinet noir. Outre Abdelaziz Belkhadem, alors président de l'Assemblée nationale et son acolyte, Mohammed Cherif Messaadia, qui soufflent de multiples astuces aux nouveaux dirigeants du parti islamiste pour déposer les candidatures des détenus et les faire échapper à une condamnation certaine, les décideurs vont jouer une carte inattendue : celle d'un agent des services du général Tewfik ayant infiltré la direction du FIS. Ali Soufi, un proche de Abdelaziz Khellaf, secrétaire général de la présidence de la République, servira de contact entre Abdelkader Hachani et la présidence de la République. Le FIS revient alors sur sa décision de boycott.

Le 24 décembre, veille des élections, pour bien s'assurer de la participation du FIS, Chadli déclare, dans une conférence de presse, qu'il est prêt à cohabiter avec la première force islamiste. C'est suffisant pour mobiliser les forces démocratiques contre lui. Dès le premier tour, le FIS remporte cent quatre-vingt-huit sièges.

Une telle victoire est un alibi suffisant pour mettre un terme à l'expérience démocratique. Elle va permettre de reprendre les choses en main, avec l'appui des forces démocratiques qui ne sauraient s'accommoder d'un gouvernement intégriste. Le cabinet noir a gagné son pari. Fausser le jeu démocratique en Algérie. Favoriser le FIS

pour mieux se retourner contre lui en jouant le rôle de sauveteur et en mettant les partis démocratiques en position de faiblesse.

Nezzar va pouvoir impunément s'autoproclamer tuteur de tous les Algériens.

Le 26 décembre, dès la proclamation de la victoire du FIS, on fait circuler chez tous les officiers une pétition par laquelle ils demandent au président de ne pas organiser le second tour des législatives. La ficelle est un peu grosse. Des lieutenants, des capitaines, qui mêlent leur signature à celle des généraux mafieux, c'est difficile à faire admettre. Cela sent le coup tordu. L'initiative avorte. Nezzar préfère prendre les choses en main personnellement. Il va harceler régulièrement le président de la République, qui lui accorde quatre audiences. Au cours des entretiens qu'il a avec Chadli, le général Nezzar, parlant au nom de l'armée, lui suggère de démissionner.

Il est déjà décidé qu'il n'y aura pas de second tour des législatives. Les commissions de préparation des élections au niveau des wilayas ont vite fait de remarquer l'absence des représentants du DRS. En Algérie, les services de renseignements participent de manière officielle à l'organisation de toutes les élections. Sinon, comment pourraient-ils manipuler et placer leurs hommes ?

Le cabinet noir, que Nezzar qualifie de « groupe d'étude du ministère de la Défense nationale [1] », planche sur différents scénarios. En multipliant les rencontres avec le président, Nezzar ne fait que le sonder. En hésitant, Chadli leur complique les choses. Il ne semble pas décidé à la démission.

C'est que sa belle-famille n'est pas prête à lâcher prise. Le départ du président signifierait pour ce clan parasitaire la fin de ses privilèges. Il lui suggère de rester et de

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, *op. cit.*, p. 246.

faire alliance avec le FIS. Les 3 et 8 janvier, Chadli reçoit Abdelkader Hachani, le nouveau leader du FIS, et lui donne l'assurance de « respecter la volonté du peuple ».

Les généraux passent alors à la vitesse supérieure. Ils vont lui annoncer que plus de cinq cent mille militants du FIS s'apprêtent à marcher sur El Mouradia, le siège de la présidence de la République, afin de le destituer. Pour des « raisons sécuritaires », ils lui demandent d'aller se réfugier à Zeralda. Là, il sera isolé et pris en main. Le temps de chauffer les forces démocratiques qui commencent à paniquer à la seule idée de l'instauration d'un pouvoir à l'iranienne en Algérie. Et ce d'autant plus que l'un des chefs intégristes donne un avant-goût de ce que serait le régime islamiste en déclarant : « Les Algériens doivent se préparer à changer leurs habitudes culinaires et vestimentaires. » Voilà de quoi vous donner froid dans le dos. Le temps, aussi, d'avertir la Maison Blanche, l'Élysée, les amis saoudiens, les pays du bassin méditerranéen et les voisins tunisiens et marocains, que Chadli sera démissionné « sans heurts ». L'assurance que le président déchu ne sera nullement inquiété est donnée par Nezzar en personne à François Mitterrand, lors d'une conversation téléphonique, contrairement aux allégations mensongères du général, qui prétend n'avoir pas avisé le président français, afin d'éloigner tout soupçon sur ses accointances avec l'ancienne puissance coloniale.

Le 11 janvier au matin, Chadli apprend que des blindés de l'armée sont positionnés dans Alger et sa périphérie. Étonné par ce déploiement de forces, et soupçonnant un mauvais coup de ces généraux auxquels il a décerné, il y a quelques mois à peine, de nouveaux galons, il téléphone au commandant de la garde républicaine, le général-major Dib Makhlouf, qui a consacré toute sa carrière dans l'armée algérienne à ses affaires.

De la construction de villas à Alger et à Souk Ahras, sa ville natale, à l'achat et à la revente d'appareils électroménagers, il faisait du business de bas étage, tout en se constituant une petite fortune. « S'il était resté dans l'armée française, il n'aurait jamais été au-delà du grade d'adjudant », m'a dit un officier qui l'avait longtemps côtoyé.

« Je viens de limoger Khaled Nezzar et je t'ai nommé ministre de la Défense à sa place. Tu vas au ministère et tu donnes ordre aux troupes de rentrer dans les casernes », lui dit Chadli. À peine a-t-il raccroché que Dib Makhlouf informe Nezzar de la décision du président. La réponse est nette : « Reste à ta place, nous arrivons dans un petit moment. »

Une course contre la montre est engagée. Le cabinet noir risque d'être pris de court. Bien qu'il n'ait pas encore écrit la seconde partie de son scénario, intitulée « celui qui remplacera Chadli », il passe à l'action. La première partie, qui met en scène la « démission du président », est réalisée dans la précipitation.

Le général Touati rédige à la hâte la lettre de démission de Chadli. De retour du Maroc, où il est allé rencontrer Boudiaf, Ali Haroun, qu'on présente comme le chef de la loge des francs-maçons de l'Algérie, est associé, pour la forme, à sa rédaction. On fait vite appel à Benhabyles, le président du Conseil constitutionnel, qui doit recevoir cette lettre des mains de Chadli. Une équipe de techniciens de la télévision est déjà sur place pour enregistrer l'événement. Pas question de faire du direct.

Quelques heures plus tard, les généraux Mohammed Lamari, Khaled Nezzar, Dib Makhlouf et Benabbes Gheziel font irruption dans le bureau du président de la République, coupé de ses gardes du corps. Ils usent de méthodes de voyous pour contraindre Chadli à la démission.

Lamari lui lance, sur un ton menaçant : « Alors, tu

veux nous livrer à la potence ? Tu t'entends avec Hachani sans nous aviser ? » Éberlué, ne comprenant rien à ce qui lui arrive, Chadli balbutie quelques mots incompréhensibles. Lamari le prend par le revers de sa veste et le colle contre le mur : « Tiens, c'est ta lettre de démission. Tu vas la lire maintenant devant les caméras, sinon tu connaîtras le même sort que Ceausescu. »

Cette scène qu'on croirait sortie d'un film, Makhlouf Dib, tout fier, la raconte depuis, à qui veut l'entendre. Ainsi, il se prend pour une personnalité historique qui a démis le président de la République de ses fonctions. Et de quelle manière !

Khaled Nezzar, en revanche, a omis cet épisode dans ses *Mémoires*. Évidemment, il devait en donner une version qui présente ces bandits comme des sauveurs de la république. À le lire, on dirait de cette bande de mafieux : « Tout le monde, il est beau. Tout le monde, il est gentil. » Tonton Nezzar et ses frères d'armes ont sauvé l'Algérie. Merci !

8. *Meurtre sur commande*

Hommes de l'ombre, souffrant d'un déficit chronique en matière grise, et guère courageux pour affronter le peuple et la réalité, nos généraux ont toujours eu recours à un paravent civil. Pourtant, de nombreux Algériens étaient favorables à une prise en charge directe des affaires publiques par l'armée. Ce scénario aurait au moins eu le mérite de clarifier les choses.

Le paravent dont ils ont besoin doit répondre à certains critères : être analphabète, inculte, apolitique et manipulable. C'est-à-dire un homme qui ne saura jamais prendre une décision sans en référer à ses sponsors. En somme, un Chadli bis.

Cependant, la conjoncture ne permettait pas au cabinet noir de puiser dans son vivier de militaires retraités, ni dans le sérail politique qui était à sa solde. Le divorce entre le peuple et le pouvoir était consommé depuis octobre 1988. Aucun homme ayant appartenu de près ou de loin à ce système honni et rejeté par le peuple ne pouvait faire l'affaire.

C'est ainsi que l'idée de faire appel à un nom historique de la révolution pour sauver les meubles a germé dans le cerveau des parrains. Mais qui accepterait de servir

de pantin entre les mains d'anciens sous-officiers de l'armée coloniale ?

Deux candidats potentiels émergent du lot : Hocine Aït Ahmed et Ben Bella. Deux hommes présents sur la scène à la tête de deux mouvements d'opposition, le FFS et le MDA.

C'est le général Touati, « *El Mokh* », qui vend l'idée de contacter Hocine Aït Ahmed, vieux militant nationaliste, membre fondateur du FLN qui a déclenché la révolution de novembre 1954, opposant au système depuis l'indépendance du pays, leader du plus vieux parti d'opposition. « Et, en plus il est kabyle », leur aurait soufflé Touati. Alternance politique plus alternance régionaliste : un cocktail idéal.

Aït Ahmed est approché deux fois par Nezzar entre les deux tours des législatives, mais il ne cède pas aux propositions du cabinet noir. Le général Touati tente à son tour de le convaincre en se déplaçant à deux reprises à Genève.

Aït Ahmed décline l'offre, non parce qu'il tenait à voir le FIS s'emparer du pouvoir, mais, selon certains de ses proches, parce qu'il avait compris les intentions des décideurs. D'autres affirment que Aït Ahmed, en bon démocrate, se voyait mal parachuté à la tête de l'État par un groupe de généraux. Il aurait ainsi agi en contradiction avec ce qu'il avait dénoncé sa vie durant. En un mot, « le vieux lion refusait de se faire manipuler par des rats d'égout », selon le commentaire d'un militant de base.

Ben Bella est également sondé par Khaled Nezzar. Mais il n'inspire pas confiance aux décideurs.

L'un des participants à l'assemblée au cours de laquelle il fut procédé à la désignation de Boudiaf résume les débats : la réunion devait regrouper les membres du Haut Conseil de sécurité, désignés selon la Constitution.

Étaient présents, Sid Ahmed Ghozali, chef du gouvernement, Larbi Belkheir, ministre de l'Intérieur, Khaled Nezzar, ministre de la Défense, Benkhelil, ministre de la Justice, Mohamed Teguia, président de la Cour suprême et un invité surprise, Ali Haroun, président de l'Observatoire national des droits de l'homme, qui n'avait aucun titre pour assister à cette réunion. Nezzar explique sa présence par « sa participation active au règlement de la crise et sa qualité de juriste[1] ». Mais notre général, qui veut se montrer légaliste jusqu'au bout des ongles, oublie-t-il que cette présence était anticonstitutionnelle ? De quel droit peut-il fouler aux pieds la Constitution en cautionnant la présence d'un intrus ? En vérité, Ali Haroun était là dans un but précis : faire passer le scénario du cabinet noir aux autres membres du HCE, notamment, à Ghozali, Benkhelil et Teguia.

Un nouvel élément s'ajoute à la « démission » du président de la République : la fin du mandat de l'Assemblée nationale. Une manière d'éviter l'organisation d'une présidentielle dans les quarante-cinq jours qui suivent le départ du chef de l'État. Abdelaziz Belkhadem, président de l'Assemblée nationale, marche dans la combine. Il en sera récompensé quelques années plus tard, en revenant en force sur la scène politique avec un poste de ministre d'État, ministre des Affaires étrangères. Quel paradoxe pour ces généraux « démocrates, républicains et anti-intégristes » qui se font représenter à l'étranger par un « barbéfélène », qualificatif désignant le courant islamiste du FLN.

En annonçant la vacation du pouvoir, Nezzar invite les participants à proposer des solutions. La première décision – créer un directoire de cinq personnalités – étant entérinée, il reste à désigner de qui il s'agira. D'ailleurs, pourquoi cinq ? Allez le demander à Nezzar !

---

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, *op. cit.*, p. 236.

Le ministre de la Défense (Khaled Nezzar, puisqu'il faut un membre du cabinet noir pour contrôler de près tout ce beau monde), un représentant des moudjahidine (Ali Kafi, secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine), une personnalité religieuse (Tedjini Haddam, recteur de la mosquée de Paris). Là encore, pourquoi lui, et pas le président du Haut Conseil islamique, par exemple ? Le quatrième larron sera un représentant des droits de l'homme, Ali Haroun, comme par hasard. Enfin le cinquième homme, qui doit présider ce Haut Comité d'État. Et c'est sur le choix de cette personnalité que le débat s'anime.

Nezzar aurait proposé Ahmed Taleb El Ibrahimi. Sid Ahmed Ghozali s'y serait opposé : « Ah non ! Surtout pas lui. C'est un imam en costume cravate. » Nezzar, lui demande alors d'avancer un nom. Ghozali aurait proposé Ben Bella. Ali Haroun serait intervenu : « Avec ce revanchard, nous serons tous envoyés à la potence. » Sur ce, il sort le nom surprise de sa poche : « Et si on faisait appel à Boudiaf ? » Le téléphone retentit. Boudiaf est au bout du fil. Il annonce son arrivée pour le lendemain. Quel beau scénario !

Il faut dire qu'avant de réunir le HCE le cabinet noir avait tenu ses assises. Il avait demandé les services d'un auxiliaire, Ali Haroun, le chargeant d'entrer en contact avec Boudiaf. Comment était venue l'idée de Boudiaf ? Certaines sources affirment que c'est Ali Haroun qui l'aurait eue. Comment ? Pourquoi ? C'est à lui de nous le dire.

Tout ce que je sais, c'est que le 9 janvier, Ali Haroun appelle le fils de Boudiaf, Nacer, à son bureau de l'ONDH. Après avoir pris des nouvelles de sa famille, attention totalement inhabituelle de sa part, il lui demande si son père pourrait lui téléphoner. Étonné, Nacer lui dit : « Vous savez, mon père n'est pas du genre à appeler les gens du

pouvoir. Si vous voulez lui parler, vous n'avez qu'à l'appeler vous-même. » En donnant son numéro de téléphone, il était loin de soupçonner que Si Tayeb El Watani (son nom de guerre), disparu de la mémoire des Algériens après trente-quatre ans d'exil, allait revenir au pays par la grande porte. Mais Ali Haroun n'ose pas entrer directement en contact avec l'exilé de Kenitra. Nacer accepte alors d'appeler son père de chez Ali Haroun pour le mettre en relation avec lui.

Dans ses *Mémoires*, Nezzar se trahit encore une fois en parlant d'une réunion au cours de laquelle Boudiaf, contacté par téléphone, avait décliné leur offre. « Le général Tewfik insista devant les compagnons pour que l'on ne désespérât pas de le faire changer d'avis[1]. » On était le 11 janvier, jour de la déposition de Chadli.

Qui sont-ils ces compagnons dont parle Nezzar ? Que vient faire Tewfik dans la désignation de Boudiaf ? N'est ce pas là une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore, de l'existence d'un cabinet noir ?

Effectivement, Tewfik, le spécialiste de la manipulation, réussit à convaincre Boudiaf, en lui envoyant Ali Haroun, et en le faisant venir secrètement en Algérie le 12 janvier, pour une nuit. Hassan II parachève l'entreprise de charme et convainc Boudiaf de prendre les commandes de l'Algérie. Une occasion rêvée pour le souverain marocain de régler le problème du Sahara occidental.

En fin de parcours, c'est le général Smaïl qui ramènera le vieux leader du Parti de la révolution socialiste de son exil marocain.

En une semaine, l'affaire est bouclée. Le 16 janvier 1992, Boudiaf arrive à l'aéroport d'Alger. Il se voit tendre un bout de papier sur lequel est écrit un discours dont il n'a pas la moindre idée. Un avant-goût de ce que va être

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, *op. cit.*, p. 237.

son rôle entre les mains des généraux. En vieux routier de la politique, il plie le papier, le met dans sa poche et improvise un discours simple avec la spontanéité des patriotes sincères.

Pourquoi Boudiaf, puisque les décideurs voulaient un homme analphabète, inculte et apolitique ? Si Tayeb El Watani ne répond à aucun de ces critères. Mais il est affligé d'un lourd handicap dont ils vont tirer grand profit : sa méconnaissance de la réalité algérienne après tant d'années d'exil. Il ignore tout de la nature du pouvoir algérien. Il ne sait pas qu'il va avoir affaire à des mafieux qui n'hésiteront pas à le liquider. Il est le premier à dénoncer la mafia politico-financière. Mais il ne sait pas qu'il vise ceux là mêmes qui l'ont tiré de son exil pour l'installer au palais présidentiel. Un palais qu'il trouve vide. Il n'y avait pas un seul papier, pas un dossier laissé par son prédécesseur.

Il s'entoure d'une équipe de conseillers qui vivaient, eux aussi en exil, coupés des réalités algériennes. Comme directeur de cabinet, il désigne son beau-frère, Amine Abderrahmane, qui n'a aucune expérience dans ce domaine. Quant aux quatre autres membres du Haut Comité d'État, ils ne lui seront d'aucun secours.

Tedjini Heddam arrive de Paris et n'a plus fréquenté les hautes sphères du pouvoir depuis son départ du gouvernement, dans les années 70, où il occupait le poste de ministre de la Santé. Après quelques années passées en Tunisie comme ambassadeur, il a repris ses activités de chirurgien en cardiologie à l'hôpital Mustapha d'Alger.

Ali Kafi ne connaît pas mieux que Boudiaf le fonctionnement de la présidence de la République. Même les généraux qui l'ont amené à cette fonction, il les connaît mal. Du temps où il était colonel de l'ALN, eux étaient

encore sergents dans les rangs de l'armée française. « Certains, comme Tewfik et Smaïl, jouaient encore aux billes. »

Ali Haroun est un sous-traitant de la mafia. Il a joué le rôle qui lui était confié : contacter Boudiaf et se retrouver dans la plus haute instance dirigeante du pays. Même si cette structure n'est qu'une coquille vide, il n'empêche que, pour la galerie, il est un « haut responsable ». Cela lui suffit amplement. Et sait-on jamais, cela peut ouvrir de nouveaux horizons à un homme avide de pouvoir.

Khaled Nezzar, le grand parrain, est le véritable détenteur du pouvoir avec ses acolytes de l'ombre. Ce n'est pas sur lui que pourrait compter Boudiaf pour réformer le système et débarrasser le pays de la mafia qui l'étrangle.

Que peut faire Boudiaf, dans ces conditions ? Rien d'autre que s'encombrer davantage d'opportunistes de tout poil.

Le Rassemblement populaire national qu'il met en place voit affluer une horde de fourbes en tous genres. Dès sa disparition, ceux qui ont été les premiers à se déclarer partisans de ce rassemblement seront aussi les premiers à le déserter.

Que reste-t-il, aujourd'hui, de ce RPN ? Qu'ont-ils fait, ceux qui se disaient « boudiafistes », lorsqu'on a mis sous leurs yeux les preuves de l'implication de la mafia des généraux dans son assassinat ? La sourde oreille. « À quoi bon entrer en conflit avec des généraux puissants et véritables maîtres du pays ? » Que pourrait leur offrir Boudiaf du fond de sa tombe ? Qui s'occupe des morts dans un pays livré à la corruption et aux passe-droits ?

Intronisé président du Haut Comité d'État, Mohammed Boudiaf est, d'entrée, dépouillé des prérogatives que

confère la Constitution au chef de l'État. Le décret de l'état d'urgence confère le pouvoir au ministre de l'Intérieur (Larbi Belkheir) de donner ordre à l'armée, par le truchement du wali, de se déployer dans les villes en cas de troubles. Ne connaissant pas les chefs militaires, Boudiaf ne peut procéder à un quelconque changement dans la hiérarchie de la « grande muette ». Tout ce que peut faire le nouveau président, c'est donner sa bénédiction à l'ouverture des centres de concentration, dans le Sud, où seront parqués plus d'une dizaine de milliers d'Algériens. Du militant pur et dur du FIS, au simple citoyen qui, sur dénonciation du voisin, s'est trouvé mêlé à des gens avec qui il n'avait rien de commun.

Boudiaf, qui se plaignait de la dureté des conditions de vie dans cette région, où il était assigné à résidence sous le « règne » de Ben Bella, dit qu'il n'a pas d'états d'âme à envoyer des milliers d'Algériens sous le soleil de plomb du Sud. Ignorant tout de la réalité algérienne, il ne fait que cautionner les décisions de ceux qui lui ont déroulé le tapis rouge à son arrivée.

Au fil des jours, en vieux routier de la politique, il découvre les rouages du système et ses hommes. Il commence à prendre certaines libertés et à s'entourer de ses plus proches fidèles. Des fidèles qui, malheureusement, sont eux aussi en décalage avec la réalité algérienne, car ils vivaient tous à l'étranger, ce qui fait l'affaire des généraux. Ces derniers n'arrêtent pas de le harceler et d'épier tous ses mouvements. Il va sans dire que de nombreuses personnalités, écartées par les généraux, demandent à rencontrer Boudiaf. Il les écoute volontiers. Parmi ces personnalités, un ancien officier des services de sécurité qui répond au pseudonyme de Kamel. Ce dernier le met au courant d'un certain nombre d'affaires et lui recommande quelques noms d'officiers des services dignes de confiance, dont le commandant Mourad.

Les écoutes téléphoniques et les perquisitions secrètes au siège de la présidence sont parmi les opérations principales que doit mener le colonel Smaïl Lamari. « Il est imprévisible. Il faut le surveiller de près », ne cesse de répéter le général Tewfik, lors des réunions nocturnes qui se tiennent au complexe militaire touristique de Sidi Fredj.

Le discours de Boudiaf devient de plus en plus agaçant pour le cabinet noir. Il esquisse les grandes lignes d'une politique de lutte contre la corruption. Pour la première fois, le chef de l'État dénonce publiquement la mafia politico-financière. Sans être nommés, les généraux se sentent visés. Ils dressent des barrages pour éviter autant que possible une rencontre avec l'ancien patron de la SM, Kasdi Merbah, qui dirige un parti d'opposition, le MAJD, Mouvement algérien pour la justice et la démocratie, *Majd* signifiant « gloire » en arabe. Que Boudiaf s'entende avec Merbah, et ce sont le général Benyelles et d'autres généraux écartés qui risquent de renverser la situation.

Dans sa liberté de mouvement, Boudiaf va jusqu'à limoger le général-major Mohamed Lamari. Grave erreur. Il vient de toucher à l'un des membres influents du club des onze. Il est alors pris en charge par Nezzar et Tewfik. L'un se montre disponible et à l'écoute du président, spécialité des transfuges de l'armée coloniale, afin de gagner sa confiance. L'autre se montre sévère et intraitable, en invoquant des mesures sécuritaires auxquelles il ne peut déroger. Le général Tewfik va jusqu'à vouloir l'empêcher de se rendre au Maroc, en visite privée, où Boudiaf doit assister au mariage de l'un de ses fils, ce qui le fait sortir de ses gonds. « En rentrant chez lui, le soir, il était rouge de colère et répétait sans cesse : c'est qui ce Tewfik qui veut m'empêcher de voyager ? » m'a raconté son fils, Nacer.

Boudiaf finit par se rendre au Maroc, où il passe cinq jours. Durant cette visite, il rencontre le roi Hassan II. Selon des sources crédibles, le souverain marocain aurait profité de l'occasion pour montrer à son hôte quelques dossiers, élaborés par ses services de renseignements, en collaboration avec les services français et américains, sur les chefs militaires algériens. Il lui aurait également indiqué, preuves à l'appui, que le général Nezzar était à la tête d'un gros trafic d'armes. Il utilisait un dénommé Hadj Bettou comme homme lige pour vendre du matériel de guerre au Polisario, alors qu'à cette époque, l'Algérie avait cessé de fournir des armes au Front depuis plusieurs années.

De retour à Alger, Boudiaf se souvient du commandant Mourad dont lui a parlé Kamel. Il le charge de procéder à l'arrestation de Hadj Bettou.

Ne connaissant pas le fonctionnement des services et les impératifs d'une pareille opération, il lui demande de le ramener « ligoté à la présidence ». (D'autres sources indiquent que c'est Mourad qui lui avait parlé de Hadj Bettou avant son voyage au Maroc.) Le commandant Mourad avait déjà le nom de Bettou sur sa liste d'éléments suspects depuis qu'il était en poste à Dakar. Il mène l'opération sans difficulté, avec l'appui de la gendarmerie nationale, dans l'extrême sud du pays. À peine arrêté, Hadj Bettou est pris en charge par le général Benabbes Gheziel, commandant de la gendarmerie. Pour camoufler l'affaire, Bettou est traduit devant le tribunal militaire qui retient contre lui le délit de port d'arme illégal ! Il écopera de huit mois de prison.

L'épisode Bettou, que certains observateurs très proches des arcanes du pouvoir algérien, lient à l'assassinat de Boudiaf, Nezzar le présente dans ses *Mémoires* comme une banale affaire de « découverte d'une énorme

quantité de produits alimentaires et autres stocks dans des hangars appartenant à Hadj Bettou[1] ». En fin de compte, « la marchandise entreposée appartenait à différents commerçants de la région[2] ». Nezzar conclut qu'on n'a trouvé que deux Kalachnikov que « Hadj Bettou avait acquises pour assurer sa sécurité et celle de ses camions, la région étant infestée de bandits nigériens et maliens... »

L'affaire Bettou n'est pas aussi banale que veut nous le faire croire Nezzar. Sinon, comment expliquer sa traduction devant un tribunal militaire, alors qu'à son arrestation, il était livré à une juridiction civile ? Pourquoi le tribunal de Tamanrasset, compétent territorialement, ne s'est-il pas saisi de cette affaire ? Comment expliquer l'assassinat, quelques jours plus tard, du commandant Mourad, puis celui des deux officiers qui l'assistaient ?

Seule une enquête internationale sur le meurtre de Mohammed Boudiaf pourra définitivement éclaircir cette affaire.

Bien sûr, celle-ci n'est pas l'unique raison de l'assassinat du président. Depuis son retour du Maroc, ce dernier commence à prendre ses distances avec les généraux et les anciennes figures du régime. Il refuse de s'afficher en leur compagnie dans ses sorties en public. Il ne tient plus compte de leurs « conseils », ni de leurs propositions.

Pour les généraux mafieux, la situation devient grave. Ils ne peuvent plus le laisser agir en toute liberté. Sa liquidation est inéluctable. Il n'y a pas d'autres moyen de se débarrasser de ce président devenu, en six mois, beaucoup trop encombrant. Les visites qu'il multiplie sur le terrain dans différentes régions du pays sont une opportunité à saisir.

Juste après un voyage dans l'ouest du pays, Boudiaf

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, *op. cit.*, p. 265.
2. *Idem.*

en programme un autre dans l'est, où il doit rencontrer les dix-sept walis de la région. Quel scénario mettre en place pour son élimination ? La piste islamiste est vite écartée. L'opération est trop importante pour qu'on mette des exécutants étrangers dans le secret. Il est préférable de choisir l'exécutant parmi les éléments du DRS, quitte à lui donner, par la suite, une coloration islamiste.

Boudiaf se déplacera à Annaba le 29 juin, sans son ministre de l'Intérieur, Larbi Belkheir. Il doit pourtant rencontrer les walis, qui sont sous l'autorité de ce ministre. Qui va les lui présenter ? Qui va lui fournir les informations sur la région dont a besoin tout chef d'État dans ce genre de visite ? L'absence du ministre demeure énigmatique à plus d'un titre.

Autre défection programmée, celle du responsable de la sécurité, le général Tewfik. Le service de la sécurité présidentielle, le Groupement d'intervention spécialisée, les éléments des Centres de recherches et d'investigation, qui sont tous impliqués dans la protection du président et des bâtiments, sont pourtant sous l'autorité du chef du Département de renseignements et de sécurité.

Smaïl Lamari, qui n'est encore que colonel, responsable de la sécurité intérieure et adjoint de Tewfik, n'est pas, lui non plus, du voyage. Le général Benabbes Gheziel, commandant de la gendarmerie, le corps auquel est confiée la protection du parcours présidentiel, est absent. Le patron de la police est également resté à Alger.

Bien qu'il préside une instance collégiale composée de cinq membres, pas un des membres du Haut Comité d'État n'accompagne Boudiaf.

Dans son livre, Nezzar justifie ces absences, pour le moins troublantes, par le souhait du président de ne pas vouloir s'afficher avec les figures de l'ancien régime « qui, pour lui, pouvaient être contestées [1] ». Va pour Larbi Belk-

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezza*, *op. cit.*, p. 262.

heir et les autres membres du HCE. Mais pour ce qui est du commandant de la gendarmerie, du directeur de la police et des deux patrons du DRS, rien à voir. Ce sont des hommes de l'ombre. Ils n'ont pas à se montrer avec le président. De tout temps, les responsables des services de sécurité ont fait partie des voyages du chef de l'État, et on ne les a jamais vus.

En leur absence, qui va veiller sur le dispositif de sécurité ? Le chef de la 5e Région militaire, n'étant pas rompu à cet exercice, ne peut assurer la coordination entre le SSP, le GIS, les éléments du CRI, la gendarmerie et la police. Les directeurs régionaux des services de sécurité ne peuvent rien faire d'efficace en l'absence d'un chef. En restant dans leurs bureaux à Alger, Tewfik, Smaïl et Gheziel signent leur culpabilité.

Qui va donc organiser le voyage ? « Une personne de son entourage direct, en l'occurrence, Hocine Bendjoudi », répond Nezzar, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un profane. Comment ces spécialistes peuvent-ils laisser un amateur en matière de sécurité s'occuper de la protection du président à une période marquée par une vague d'attentats terroristes ?

Comme s'il n'était pas concerné par le volet sécuritaire, le général Tewfik téléphone au général Nezzar afin de lui proposer que Larbi Belkheir s'occupe de l'organisation du voyage. Le ministre de l'Intérieur se limite à tenir une réunion informelle avec Bendjoudi, selon la version de Nezzar. Une explication qui suffirait à elle seule pour démontrer la culpabilité de tous ces hommes.

Du reste, cette culpabilité est déjà prouvée à travers le choix de l'exécutant : le sous-lieutenant Boumaarafi, un élément du GIS. Issu d'une famille modeste de Meskiana, dans les Aurès, entré très jeune à l'école des Cadets de la révolution, ces écoles militaires destinées à accueillir les

enfants des martyrs de la révolution, et ouvertes par la suite aux enfants des militaires et des familles modestes, il a suivi une formation d'officier de trois ans à l'Académie interarmes de Cherchell. À sa sortie, il a été affecté à la Direction de la sécurité militaire. Une affectation qui le ravit et lui ouvre toutes grandes les portes d'un « avenir en rose », car c'est le rêve de tous les jeunes officiers. Mais, très vite, il déchante, comme beaucoup d'autres officiers de ce corps. Dans la caserne de Meftah, dans la périphérie d'Alger, il va découvrir une vie à laquelle il ne s'attendait guère.

Pas de logement, pas de voiture de service, pas de carte à exhiber à chaque coin de rue, pas de colt à la ceinture dissimulé sous la veste. Rien de tout cela. Simplement la vie de caserne, avec tous ses désagréments. Réveil matinal, exercices physiques, entraînements militaires au quotidien et opérations risquées. Mécontent de son sort, Boumaarafi commence à jouer la forte tête, et fait preuve d'une indiscipline qui irrite ses chefs directs. Ces derniers essaient de l'éviter autant que possible dans les différentes missions. C'est pour cette raison qu'ils ne le retiennent pas dans le groupe des missionnaires d'Annaba.

Il faut préciser que la mission du GIS, créé en 1989 par le général Mohammed Betchine, est l'intervention dans des situations difficiles, telles que les prises d'otages dans un aéronef ou un bâtiment. Dans le dispositif de sécurité présidentielle, son rôle est de se tenir prêt à intervenir dans le cas où l'enceinte dans laquelle se trouve le président serait prise d'assaut par un groupe terroriste. Jamais le GIS n'assure la protection rapprochée d'une personnalité. Ses éléments n'ont reçu aucune formation dans ce domaine. Cela relève des prérogatives du seul SSP. L'accès à ce périmètre est strictement interdit à toute personne n'appar-

tenant pas à ce service. Pour avoir assisté, en tant que journaliste ou en tant qu'officier des services de sécurité, à des événements présidés par le chef de l'État, je sais de quoi je parle.

N'étant pas retenu dans le groupe en partance pour Annaba, Boumaarafi ne sait pas que le cabinet noir l'a choisi pour une mission « historique ». Alors que ses camarades sont partis la veille, il est convoqué à la caserne Antar, siège du centre d'investigations et de recherches d'Alger.

À son grand étonnement, il est reçu par le colonel Smaïl en personne. C'est comme s'il se trouvait en présence de Dieu. Il apprend alors qu'il est chargé d'une mission de la plus haute importance : « Tuer le chef de l'État. » Boumaarafi ne peut refuser l'exécution d'un ordre venant de si haut. Un non ou une simple discussion l'exposerait, à coup sûr, à la mort. Il ne serait pas sorti vivant du bureau de Smaïl. Bien des officiers ont laissé leur vie dans des attentats maquillés pour moins que ça. De plus, si on l'investit d'une mission pareille, c'est que ses chefs placent en lui une grande confiance. En l'accomplissant, il sera sûrement quelqu'un de très important dans les services. La promotion au grade de lieutenant ne tardera pas, et il sera le protégé des grands patrons.

Un ordre de mission individuel lui est délivré pour rejoindre le groupe. Il est signé par le commandant Hammou. Smaïl ne pouvait choisir un homme au hasard et lui confier une mission si périlleuse. C'est Hammou, le commandant du GIS, qui a étudié le profil de l'assassin. Il est le seul à connaître ses éléments. Sa complicité sera démontrée plus loin, à travers les déclarations de Khaled Nezzar.

Le jour J, Boumaarafi a toute latitude pour se déplacer dans les différents périmètres de sécurité sans être

inquiété. Il est armé d'un pistolet Beretta 9 mm parabellum, comme tous les éléments du GIS. Il possède en plus une grenade, qu'il va dégoupiller et faire rouler sous le rideau, jusqu'aux pieds du président, avant d'entrer en scène pour vider son chargeur sur lui.

Dès cet instant, les anomalies et dysfonctionnements qui contredisent la thèse de l'acte isolé vont apparaître au grand jour. C'est amplement suffisant pour débusquer les commanditaires. Il n'y a que leurs complices ou leurs lèche-bottes qui font encore semblant d'y croire.

D'où vient la grenade de Boumaarafi ? Les partisans de la thèse de l'acte isolé ne l'évoquent pas. Nezzar non plus. Par voie de presse, on a laissé entendre que Boumaarafi l'aurait gardée sur lui depuis l'opération du Telemly menée contre un groupe terroriste, quelques jours avant le déplacement d'Annaba. C'est absurde ! Une grenade est visible, surtout quand on porte une tenue moulante comme celle du GIS. D'autre part, vivant dans une caserne, Boumaarafi n'aurait pu cacher une grenade pendant plusieurs jours à l'insu de ses chefs et de ses camarades. Deux grenades ont bien été récupérées lors de l'opération du Telemly. Elles ont été déposées dans le bureau du commandant Lahbib, à Châteauneuf. À son retour du Pakistan, où il était en mission, le commandant a constaté leur disparition. Il a demandé qui les avait prises. On lui a répondu que c'était le colonel Smaïl.

Où était passée la protection rapprochée du président ? Au moment de son entrée sur la scène de la maison des jeunes d'Annaba, Boumaarafi a pris tout son temps pour vider son chargeur sur Boudiaf et s'en aller tranquillement. Le dernier des profanes sait très bien qu'un président a une protection rapprochée qui réagit au moindre geste suspect. Les gardes du corps, qui devaient être positionnés aux extrémités de la scène, les hommes « mate-

las », qui doivent être au nombre de trois et placés juste derrière le président, ont subitement disparu. Il n'y avait personne derrière le rideau d'où a surgi l'assassin. La preuve en est qu'après avoir accompli son terrible forfait, Boumaarafi s'est retiré tranquillement, sans essuyer le moindre tir de la part des éléments du SSP.

Selon des témoins oculaires, le commandant Hadjeres, chef du SSP, était occupé par le commandant Hammou dans une banale conversation.

Aucun tir n'a fusé de la salle en direction de l'assassin. Pourtant, des tireurs d'élite sont postés aux quatre coins de la salle et au milieu de l'assistance. Il est impossible d'imaginer que, durant tout le temps que Boumaarafi vidait son chargeur, il n'y ait pas eu la moindre réaction des hommes de la protection rapprochée. Si abattre un président avec une telle facilité pouvait se produire sans complicité des hauts responsables, que de dictateurs auraient péri sous les balles du premier venu.

Quelle fut la réaction du cabinet noir ? Dès l'annonce de la nouvelle, Khaled Nezzar ne juge pas utile de réunir les membres du HCE, ni l'état-major de l'armée, ni les cadres de l'institution militaire. Il se rend précipitamment au siège du DRS à Dely Brahim, pour une réunion avec le général Tewfik, le général Saïdi Fodhil, directeur de la Sécurité extérieure, le colonel Smaïl Lamari, et le colonel Kamel Abderrahmane, directeur central de la sécurité de l'armée, c'est-à-dire les principaux chefs du Département du renseignement et de la sécurité. Par le plus grand des hasards, le commandant Mohammed Samraoui dit Lahbib assiste également à cette réunion. Ils ne peuvent l'exclure, car il se trouve là en tant que membre de la cellule de gestion de l'état d'urgence (ils ont toujours besoin d'un jeune universitaire). Manifestation d'une justice divine qui

veut qu'à ce moment un officier étranger à la mafia soit présent pour témoigner de ce crime, le jour venu.

La réunion est de courte durée. Nezzar demande aux participants s'il peut compter sur leur soutien. « Affirmatif », lui répondent-ils. Sans prendre connaissance des détails du déroulement de l'assassinat, et sans entendre aucun des témoins, il déclare : « Le commandant Hammou est innocent. Nous le connaissons tous. Il n'y a rien à lui reprocher. »

Il le disculpera encore dans ses *Mémoires* en écrivant : « Le commandant du GIS, à qui on impute à tort une responsabilité dans l'assassinat de Boudiaf, n'avait fait que son travail. À sa place, j'aurais agi exactement de la même manière. J'ai eu à le connaître personnellement et j'écarte absolument toute suspicion à son encontre[1]. » Pourquoi cet acharnement à défendre Hammou ? De quel travail parle Nezzar ? Quelle responsabilité lui a-t-on imputée ? Pourquoi ce délire du général ?

Hammou n'a fait qu'exécuter les ordres de Smaïl. Il est connu pour être un bon exécutant, bête et discipliné. Ambitieux comme il l'est, il ne pouvait refuser une mission qui le placerait dans le cercle restreint des sous-traitants. Il n'est en rien responsable de l'assassinat de Boudiaf, comparativement aux commanditaires.

Ce n'est qu'après la réunion de Dely Brahim avec Nezzar que Smaïl se déplace à Annaba afin de s'assurer de l'exécution du plan de la mafia.

Comment expliquer la passivité des généraux à l'annonce de l'assassinat du président, alors que, le 24 décembre 2001, les mêmes se sont précipités, Tewfik, Fodhil Cherif et Belkheir en tête, au siège de la télévision, suite à l'interruption soudaine du journal télévisé pour cause d'incendie ?

---

1. *Les Mémoires du général Khaled Nezzar*, *op. cit.*, p. 261.

Dans ses *Mémoires*, Nezzar n'évoque pas cette réunion au siège du DRS à Dely Brahim. D'ailleurs, il ne fait que survoler l'assassinat de Boudiaf, et l'évoque juste pour accréditer la piste islamiste. Autre omission de taille, de la part du général « tuteur de l'Algérie », celle du repas empoisonné préparé pour le président au mess des officiers d'Annaba. Des témoins sont encore en vie pour en parler.

Malgré l'interdiction formelle de toucher au repas, un soldat de service au mess n'a pu se retenir et a fini par manger les restes du fond de la marmite. Quelques heures plus tard, il se plaignait de maux d'estomac. Transporté à l'hôpital, il est mort quelques heures plus tard.

Ainsi, dans le cas où Boumaarafi aurait échoué, le repas aurait eu raison de Boudiaf. Et, pour mieux assurer leur coup, les commanditaires comptaient en finir avec lui au complexe sidérurgique d'El Hadjar. De l'aveu de l'ancien directeur de la protection civile, Mohammed Tahar Maameri, autre membre de la faune des fourbes, ses éléments ont découvert une bombe sous l'estrade d'où le président devait prononcer un discours.

Une fois son forfait accompli, Boumaarafi s'est livré à la police. Il est aussitôt récupéré par les éléments du DRS et débriefé par Smaïl Lamari, dès son arrivée à Annaba.

Ayant commis un délit dans l'exercice de ses fonctions, l'assassin devrait être traduit devant une cour martiale. On a le choix entre le tribunal militaire de Constantine, le crime s'étant déroulé sur son territoire de compétence, ou le tribunal militaire de Blida, Boumaarafi appartenant à une unité siégeant dans la 1re Région militaire. À la grande surprise de l'opinion publique, l'assassin est livré au parquet d'Alger, où le général Tewfik peut compter sur l'un de ses agents, en l'occurrence le procureur général Abdelmalek Sayah.

Comble du paradoxe, alors que Hadj Bettou, un civil arrêté pour une supposée affaire de port d'arme sans autorisation, a été livré à la justice militaire, un officier qui assassine le chef de l'État dans l'exercice de ses fonctions est jugé par un tribunal civil !

À ma connaissance, le général-major Mostefa Benloucif était en retraite, donc civil, quand il fut traduit devant le tribunal militaire pour détournement de deniers publics. Pourquoi ne l'a-t-on pas jugé devant une juridiction civile ? Avant sa libération par le président Zeroual, il a bien purgé sa peine à la prison militaire de Blida.

Il ne faut pas être grand clerc pour deviner pourquoi Boumaarafi est pris en charge par l'appareil judiciaire civil. Il suffit de suivre les nominations du personnel diplomatique dans les représentations algériennes à l'étranger au cours des semaines qui ont suivi la parodie de procès.

Le procureur général du tribunal d'Alger, Abdelamalek Sayah, a été nommé consul d'Algérie à Tunis. Trois ans plus tard, au lieu de rentrer au pays comme tous les diplomates ordinaires, il était affecté à Bordeaux. Qui a dit que la justice est indépendante en Algérie ? Depuis quand, un magistrat se convertit-il du jour au lendemain en diplomate ?

Dans un pays où le directeur de publication d'un journal indépendant est condamné à la prison pour la publication d'un article commis par un de ses journalistes ou par un lecteur, aucun des responsables hiérarchiques de l'assassin du président n'est inquiété. Aucun d'entre eux n'a même songé à présenter sa démission, ne fût-ce que pour la forme.

Rencontré à son domicile quelques jours après le meurtre, le général Mohammed Betchine, ancien patron des services de sécurité, n'arrivait pas à expliquer toutes

les anomalies relevées dans le dispositif de sécurité. Il conclut en me disant : « Si j'étais à la place de Tewfik, je me serais tiré une balle dans la tête. »

La responsabilité du clan des décideurs est bel et bien établie. Mais les généraux Nezzar, Tewfik, Smaïl, Gheziel, Belkheir, leurs conseillers Mohammed Touati et Aït Abdessalem, et leurs complices, Kamel Abderrahmane, Mohammed Bouzbid, patron de la police à l'époque, et Abdelamalek Sayah ne pourront être jugés que par une juridiction totalement indépendante : le Tribunal pénal international.

Devant cette instance, ils feront certainement appel à leur avocat, maître Miloud Brahimi, l'un des ardents défenseurs de la thèse de l'acte isolé, qui ne manque pas une seule occasion de comparer l'assassinat de Boudiaf à celui de Kennedy ou d'Indira Gandhi, tuée par un membre de sa garde, feignant, toutefois, d'oublier les éléments que je viens de citer et que j'ai eu l'occasion de souligner dans certains de mes écrits d'*El Acil* et du *Libre*.

Le professeur Bachir Ridouh, psychiatre, auteur d'un livre consacré à l'étude de la personnalité de Boumaarafi, qui conclut lui aussi à « l'acte isolé commis par un illuminé », aura ainsi l'occasion de nous gaver d'un second ouvrage dans lequel il étudiera la personnalité des commanditaires et de leurs complices.

En dehors du TPI, ces assassins resteront impunis. Cela ne fait guère honneur au peuple algérien qui se laisse dominer par une poignée de mafieux au passé douteux, ni à ceux qui ont entouré Boudiaf à la présidence durant son trop court mandat.

Je sais que le général Tewfik a tout fait pour corrompre l'épouse et les enfants du président assassiné. Lui, qui rencontre peu les gens, a multiplié les visites chez

Fatiha Boudiaf en lui promettant l'attribution de la superbe villa « Si Mustapha », située sur les hauteurs d'Alger. Que vaut une villa devant la vérité sur l'assassinat d'un homme ?

Nacer Boudiaf a bénéficié d'un poste à l'ambassade d'Algérie à Bonn pour lui et son épouse. Avant son départ d'Alger, Nacer me disait qu'il avait bien compris l'intention de Tewfik : acheter son silence pour neuf mille marks mensuels, pendant trois années. J'ai confiance en lui pour qu'il ne passe pas sous silence l'implication de la mafia des généraux dans l'assassinat de son père. Sinon, que dira-t-il demain à son fils qui l'interrogera sûrement sur les circonstances de l'assassinat de Si Tayeb El Watani ? Acceptera-t-il de se laisser manipuler et corrompre par les assassins de son père ? Je ne le pense pas, même si la manipulation est un jeu dans lequel la mafia des généraux excelle. Au point que tout le monde, en Algérie, voit de la manipulation partout.

9. *Le règne du mensonge*

Une équipe de football est conspuée par ses supporters ? Les dirigeants, les joueurs et l'entraîneur ont toujours une réponse toute prête : « Ce sont les ennemis du club qui manipulent les supporters. » Ils ne reconnaîtront jamais que leur équipe joue mal. Il en est de même pour le maire d'une commune perdue dénoncé dans un article de presse. Le correspondant local du journal, qui a publié l'article et donné des preuves irréfutables de sa mauvaise gestion est « un gars manipulé, ennemi juré de la ville et de sa population ». L'épicier du coin, si l'on met en cause sa marchandise avariée, n'hésite pas à crier à la manipulation. C'est normal. À court d'arguments, le voleur pris la main dans le sac n'a, pour se défendre, que l'insulte à proférer contre celui qui le dénonce. Cela fait malheureusement partie de la culture algérienne. À force d'entendre nos gouvernants traiter leurs dénonciateurs et leurs opposants « d'agents à la solde des forces ennemies », de « manipulés » et « d'exécutants de complots », tout le monde finit par apprendre et reprendre les mêmes arguments.

Dans les services de sécurité de l'armée ou de la police, la première chose qu'on vous apprend à faire, dès qu'on vous rapporte les déclarations suspectes d'un

citoyen, quel que soit son niveau social, c'est de vous renseigner sur ses fréquentations.

Si, par malheur, il a un voisin ou un collègue étranger, il n'y a aucun doute : « C'est un agent des services de renseignements du pays de ce voisin étranger. » Au début des années 80, toutes les voix qui s'élevaient pour dénoncer la gabegie et les dérives politiques étaient systématiquement taxées de prosoviétiques. « Ce sont des pagsistes », vous disaient les « mortellement patriotes ». Si l'on se fie au fichier de la SM et des Renseignements généraux de la police, le PAGS, un parti clandestin et très fermé, regroupait deux fois plus de militants que le FLN, parti unique au pouvoir.

De nos jours, dès qu'une personne dénonce le pouvoir, on demande si elle se livre à la prière. Si elle est pratiquante, pas besoin d'aller plus loin. C'est un intégriste manipulé par l'Iran, le Pakistan ou le Soudan. Un terroriste.

Le général Nezzar n'a pas hésité, dans une déclaration parue dans le quotidien *Liberté*, à accuser les personnes qui avaient porté plainte contre lui, au mois d'avril 2000, pour ses crimes contre le peuple algérien, d'être à la solde des services secrets marocains, tunisiens, turcs et saoudiens. Rien que ça ! Ayant bénéficié de l'assistance des services français pour quitter Paris dans la précipitation, il s'est bien gardé de citer la France parmi les pays manipulateurs.

C'est la logique du pouvoir. Lorsque les dirigeants sont mis à l'index pour des malversations et des abus avérés, il n'y a rien d'autre à dire. Celui qui les dénonce est forcément « manipulé par des officines étrangères, par des forces occultes, par les ennemis de l'Algérie », quand ce n'est pas tout simplement « de l'intox ».

Dénoncer un général du régime et étaler ses méfaits en public, même preuves à l'appui, vous fait aussitôt cataloguer d'agent de la France, ou de n'importe quel pays étranger. Accuser un général ou un ministre, si ce n'est pas prévu dans un plan de la guerre des clans, vous fait passer pour « un ennemi de la pire espèce de l'Algérie, de sa glorieuse révolution, de son héroïque peuple et de sa clairvoyante direction ».

Aux yeux de ses gouvernants, l'Algérien, qui vit au quotidien le mépris, la promiscuité, le chômage et la pauvreté est un éternel mineur, incapable de réfléchir, de réagir et de se soulever contre la politique d'exclusion, sans être manipulé. Bien qu'ils lui reconnaissent un côté révolutionnaire et patriote quand il s'agit de le mobiliser pour des actions qui arrangent les affaires du régime (élections, référendums, ponctions sur les salaires, etc.), ils ne peuvent démordre de cette idée que l'Algérien n'a pas le droit de se révolter contre leur politique et leurs méfaits. Il doit toujours être docile, asservi et silencieux. La moindre révolte contre l'ordre établi est assimilée à « un complot ourdi contre la nation ».

En 1982, lorsque des manifestations ont éclaté à Sétif contre les abus de Khelifa Bendjedid, frère du président de la République, personne n'a osé remettre en cause la mauvaise conduite du wali dénoncé par les manifestants. Les rapports de la police et des services de sécurité s'échinaient à trouver la trace des « manipulateurs », à la suite d'arrestations totalement arbitraires. Il en est allé de même à Constantine, quand la population s'est soulevée contre les agissements de l'un des enfants de l'ancien Premier ministre, Abdelghani.

Combien d'honnêtes citoyens ont été arrêtés, torturés et parfois jetés aux oubliettes de Bordj Driss pour avoir exprimé, en public ou dans des réunions privées, leur senti-

ment de révolte ? Leur interrogatoire, dans les commissariats de police ou dans les locaux de la Sécurité militaire, ne portait pas sur les raisons de leur mécontentement. Les éléments chargés de les auditionner devaient leur soutirer les noms de leurs « manipulateurs ». Ce qui faisait dire à un officier offusqué par ces procédures : « Même si l'on tombait sur le manipulateur en personne, il fallait lui demander qui le manipulait. »

Cette obsession de la manipulation et du complot ne s'explique pas seulement par l'aveuglement des hommes du système qui refusent de voir la réalité telle qu'elle est. Elle reflète parfaitement leur nature et leur niveau intellectuel. Analphabètes et incapables de réfléchir, ils ne peuvent imaginer un seul instant qu'il puisse y avoir des Algériens capables de réfléchir, agir et réagir. Ils ne peuvent juger les autres qu'à travers ce qu'ils sont.

À tous les échelons du système, le premier critère que doit remplir le candidat à une promotion, c'est de faire montre de souplesse. Autrement dit, il faut être manipulable, que ce soit pour un poste de ministre, wali, chef de daïra (sous-préfet), une candidature aux élections municipales ou autre. Le manipulateur peut être le petit gendarme du coin, le sergent exerçant au niveau du bureau de sécurité du secteur militaire, le petit agent de recherche des renseignements généraux de la police. Ce peut être aussi un affairiste véreux, appuyé par un officier supérieur ou proche d'un clan au pouvoir.

Durant mes quatre années d'exercice à la Direction de la Sécurité militaire, je n'ai jamais entendu parler de l'existence d'un service de propagande ou d'un service d'action psychologique qui ferait dans la manipulation des foules ou mènerait des actions précises avec des objectifs définis. Cette « terrible » Sécurité militaire, dont la seule

évocation terrorise le plus courageux des hommes, ne vit en réalité que d'un mythe que ses propres officiers n'arrivent pas à expliquer.

En 1979, au lendemain de la disparition de Houari Boumediene, Kasdi Merbah a cédé la DSM à l'un de ses hommes de confiance, Yazid Zerhouni, et gardé un œil sur cette structure stratégique pour le pouvoir algérien en changeant son statut, afin d'en faire une direction centrale au même titre que les autres, rattachée au secrétaire général qu'il était. En 1980, son limogeage, a été suivi de celui de Yazid Zerhouni et de ses proches collaborateurs, notamment Ferhat Zerhouni et Ali Tounsi.

C'est alors que fut désigné le colonel Lakehal Ayat Mejdoub. Originaire de Oued Zenati, dans l'Est algérien, cet ancien officier de l'ALN était, avec Kamel Ouartsi, l'un des rares maquisards à s'être vu confier une direction centrale du ministère de la Défense au lendemain de l'indépendance. Il fut ensuite nommé chef de la 6e Région militaire, avant d'arriver en 1981 au bâtiment C du ministère de la Défense nationale, siège de la Direction centrale de la Sécurité militaire. À ce poste, il devait impulser un nouveau souffle aux services de sécurité qui venaient d'enregistrer l'arrivée d'une vague de jeunes lieutenants, tous fraîchement sortis des universités et des grandes écoles.

Cet officier, artilleur de formation, possédait un énorme potentiel. « Il a un véritable ordinateur dans la tête », disaient de lui ses jeunes collaborateurs. Il lisait tout ce qui lui passait entre les mains. N'étant pas arabophone, il me demandait souvent, lorsque je fus affecté à son cabinet, de lui préparer des synthèses en français de livres parus en langue arabe. Parfois, il demandait la traduction intégrale d'un texte ou d'un article d'analyse paru dans la presse arabe.

Je l'ai très bien connu. Plein d'humilité, il était très respectueux de ses collaborateurs et de ses subordonnés, à l'écoute de ses officiers et sous-officiers, issus des différentes régions du pays et des couches sociales les plus populaires. Je ne l'ai jamais entendu prononcer une grossièreté, comme c'est le cas de nombreux officiers supérieurs. Un homme de cette envergure ne pouvait s'abaisser à participer au jeu des clans. Dès 1987, il s'est démarqué de ceux qui se faisaient la guerre autour de Chadli. Une année plus tard, il était limogé.

Les décideurs voulaient lui faire endosser la responsabilité des événements d'octobre. Nezzar l'avoue dans ses *Mémoires*. En réalité, le général Lakehal Ayat a payé son refus de coopérer avec la DGSE française, comme cela lui avait été recommandé par la présidence de la République. Il préférait travailler avec la DST, puisque cette structure, chargée du contre-espionnage sur le territoire français, ne pouvait refuser d'accéder aux demandes algériennes. La DGSE, en revanche, avait toute latitude de se placer en position de demandeur, sans rien donner en échange aux services algériens, sous prétexte que sa mission d'espionnage à l'étranger ne lui permettait pas de savoir ce qui se passait en France.

Ce refus de coopérer n'affectera en rien la DGSE, puisque la présidence de la République, tenue en laisse par Larbi Belkheir, avait confié le dossier à un haut cadre de la Sonatrach, la société pétrolière, marié à une ressortissante française dont le père était un retraité de la DGSE. Les services algériens le récupéreront après le départ de Mohammed Betchine, successeur de Lakehal Ayat Mejdoub.

Né en novembre 1938 à Constantine, Betchine arrive avec une réputation de fonceur. Nous l'avons surnommé

« casse tout », tant le bonhomme a fait de dégâts dans les structures des services secrets algériens. Homme de terrain et d'unités de combat, d'un niveau scolaire tout juste primaire, il s'est retrouvé, par le jeu diabolique des clans, à la tête de l'institution la plus sensible de l'État. Adversaire déclaré des transfuges de l'armée coloniale, il n'a jamais eu le courage de les affronter de face. Il m'en parlait souvent, et m'a même raconté l'un de ses rêves, hautement symbolique, lors d'un voyage à Tunis en 1990, en présence du colonel Mohammed Tahar Abdessalem. Il avait vu le général Nezzar lui barrer le chemin au moment où il voulait s'approcher du président Boumediene.

Pour préserver son poste, il applique bêtement les instructions du clan des décideurs, bien qu'il les juge illogiques et nocives. Il n'hésite pas à décapiter les services de sécurité et à les vider de leur encadrement « sur instructions venues d'en haut. Ils m'ont demandé d'assainir les services, je l'ai fait », me répondit-il, lorsque je lui demandai les raisons qui l'avaient poussé à une telle aberration.

En effet, plusieurs officiers supérieurs ont été mis à la retraite alors qu'ils avaient à peine la cinquantaine : les commandants Staïfi, Kamel Zebboudj dit Chaïb, Chafik, et tant d'autres cadres des services secrets algériens. Leur tort, c'est qu'ils étaient tous issus de l'ALN.

L'œuvre destructrice de Betchine s'est soldée par une situation telle que, dans la hiérarchie des grades, il ne restait pas un seul colonel au sein des services de sécurité. Il n'y avait plus, jusqu'en juillet 1989, qu'un seul lieutenant-colonel, Smaïl Lamari, qui sera renvoyé à son tour pour être récupéré par le clan des généraux mafieux.

Ce sont quelques rares commandants et des capitaines qui ont été désignés pour les postes de chef de division et de sous-directeur. C'est avec ce grade que je fus nommé sous-directeur à la division évaluation et analyse, de même qu'Allili, le chef de division.

À son départ, en août 1990, le général Betchine, après avoir laminé les services de sécurité, laisse derrière lui, deux lieutenants-colonels, Mohammed Tahar Abdessalem et Cherif, qui seront radiés deux ans plus tard par Tewfik, et moins d'une dizaine de commandants nouvellement promus. Un véritable séisme.

Ainsi, le général Tewfik trouve le terrain dégagé pour mettre aux postes clés des hommes très soucieux de la suite de leur carrière, qui obéissent au doigt et à l'œil. Débarrassé des anciens de l'ALN, mis d'office à la retraite, il éloigne de son entourage, et notamment des structures de la sécurité intérieure, les officiers universitaires qui seront affectés à la Direction de la sécurité extérieure. Ceux qu'il soupçonne de ne pas adhérer à sa politique seront nommés à des postes à l'étranger. Parmi eux, le colonel Souames Mourad dit Habib, les commandants Fawzi, Allili, Hakim, Aziz, Abdou, Samraoui Mohammed dit Habib, aujourd'hui colonels ou lieutenants-colonels, pour ceux qui sont encore en activité.

Certains officiers ont fait défection et demandé l'asile politique dans le pays hôte ; d'autres ont tout simplement demander leur radiation après avoir accompli les vingt-cinq ans de service actif.

Avec des hommes acquis à lui par opportunisme, le général Tewfik peut mettre en œuvre une politique de manipulation rarement égalée ailleurs.

La manipulation n'est pas un exercice nouveau pour les services secrets algériens. Leur présence dans les divers secteurs de l'activité socio-économique du pays a toujours été une constante de leur politique. Des officiers sont nommés conseillers à la sécurité au niveau des ministères de souveraineté (Affaires étrangères, Intérieur, Justice) et dans les ministères stratégiques (Énergie, Finances, PTT,

Commerce, Information). Le manque de cadres a fait que, parfois, ce sont des civils ayant effectué leur service national dans la périphérie des services de sécurité qui ont été promus à ces postes.

Dans les entreprises publiques, ce sont également des civils qui sont désignés comme Assistants de sécurité et de prévention (ASP). Parfois, certains ASP se prennent au jeu et se font passer pour des officiers de la Sécurité militaire. Ils sont toujours en costume, cravatés, hiver comme été, font gonfler leur veste au niveau de la ceinture par n'importe quel objet pouvant faire croire qu'ils portent une arme de poing, ne boivent que du whisky et fument le cigare. Dès leur nomination, ils limitent leurs fréquentations aux seuls responsables de l'entreprise. Par le regard, ils font savoir aux uns et aux autres qu'ils les ont à l'œil et qu'ils risquent de faire l'objet d'un rapport aux services.

Il faut préciser que ces ASP ne sont ni rémunérés, ni pris en charge par les services de sécurité. Leur seule motivation, c'est le plaisir de s'afficher devant leurs collègues aux côtés d'un sous-officier de la SM. Évidemment, ils ne donnent jamais le grade réel de cet officier traitant devant eux. Qu'il soit sergent, adjudant ou lieutenant, il est toujours présenté en qualité de commandant, le grade le plus valorisant dans les années 80. Lorsque les organismes dans lesquels ils exercent possèdent des représentations à l'étranger, ils sont parfois récompensés par des affectations dans ces postes très prisés. Les journalistes, eux, convoitent les bureaux de l'Agence de presse officielle, l'ASP, même s'ils exercent dans d'autres organes de la presse algérienne.

La mission de ces ASP consiste tout simplement à servir d'indicateurs. En cas de grève dans l'entreprise, ils dénoncent les meneurs en précisant leur adresse pour faciliter leur arrestation. Ils dénoncent également les militants

ou les sympathisants des mouvements clandestins d'opposition. Leur zèle les pousse souvent à dénoncer un collègue pour avoir consommé une bière dans un bar ou avoir tenu des propos critiques envers le régime dans une conversation privée.

Certains ASP vont plus loin et se présentent comme cadres des services de sécurité. L'institution laisse faire et ferme les yeux sur cette usurpation de fonction, tant que cela ne lui nuit pas. Bien au contraire, cela permet de camoufler ses véritables officiers qui, eux, sont obligés de faire preuve de discrétion. Cela ouvre aussi aux officiers traitants un certain nombre d'accès aux différentes entreprises publiques.

En période de pénurie, par exemple, quand il y a un arrivage d'amandes, de tomates en conserve, de café ou de raisins secs aux Galeries algériennes[1], il n'y a pas besoin de faire la queue comme tout le monde. L'ASP se fait un immense plaisir de rapporter la quantité voulue. À la Société nationale des matériaux de construction, les officiers et sous-officiers traitants sont royalement servis en ciment et en briques, toujours rares et rationnés. Ils arrondissent leurs fins de mois en les revendant deux fois leur prix ou plus, sur le marché parallèle.

Cette complicité établie entre les officiers traitants de la Sécurité militaire et leurs agents placés dans les entreprises publiques a été pour beaucoup dans la promotion des médiocres. L'enquête d'habilitation menée par les services de sécurité pour la nomination des cadres aux postes de responsabilité dans l'administration tient rarement compte des compétences et des capacités du candidat. Ce dernier doit, avant tout, faire montre d'un bon esprit de collaboration. D'où une emprise réelle des services et, par extension, de la mafia sur l'administration algérienne. Il

1. Grande surface commerciale.

en est de même dans l'appareil judiciaire et le corps diplomatique.

En 1990, les cadres du ministère des Affaires étrangères, encouragés par la période de récréation démocratique qui s'est étalée de 1989 à 1991, se sont mis en grève en signe de protestation contre les nominations de personnes étrangères au corps diplomatique à des postes à l'étranger. En effet, des militaires, des policiers en retraite, des médecins, étaient nommés à des postes de diplomates. Ils étaient tous désignés par les services de sécurité, la police ou un parrain bien placé.

La règle, toujours en vigueur à ce jour, est d'accepter de se faire racketter par son parrain. Autrement dit, partager votre salaire avec celui qui vous aide à obtenir un poste dans une ambassade ou une représentation algérienne à l'étranger.

Évidemment, ce n'était pas le cas d'Amine Bourokba, beau-frère du président Chadli et médecin, nommé en 1990 à la représentation algérienne de l'UNESCO à Paris, en remplacement du commandant Mosbah, l'un des plus brillants officiers de la SM. Bourokba, qui n'avait aucune relation avec les services secrets au plan professionnel, avait pour mission de gérer les affaires de la famille présidentielle en France. Depuis sa nomination à ce poste, il n'a jamais transmis le moindre rapport d'activité à la Délégation générale à la documentation et à la sécurité.

La manipulation ne s'arrête pas là. Depuis l'ouverture de l'ère sanglante, elle se fait à plus large échelle. C'est tout un peuple qui en est l'objet. Pour cela, l'unique chaîne de télévision est un outil redoutable dont usent et abusent les généraux. Le meilleur exemple est sans doute celui des « marches spontanées », soit pour soutenir le président de la République, quand la mafia le veut, comme lorsqu'il

fallut organiser le soutien à Zeroual, ou pour dénoncer une action qui tend à discréditer le pouvoir des généraux comme la rencontre de Saint-Egidio, par exemple. La télévision algérienne peut leur consacrer une large demi-heure quotidienne. Chaque jour, on enregistre cinq à dix marches dans différentes villes du pays. Comme par hasard, les caméras de la télévision n'en ratent pas une seule et se trouvent « spontanément » sur les lieux elles aussi pour en retransmettre les images.

10. Le syndicat du crime

De 1990 à 2000, l'Algérie a consommé cinq présidents de la République (Chadli Bendjedid, Mohammed Boudiaf, Ali Kafi, Liamine Zeroual et Abdelaziz Bouteflika), neuf Premiers ministres (Kasdi Merbah, Mouloud Hamrouche, Sid Ahmed Ghozali, Belaid Abdessalem, Redha Malek, Mokdad Sifi, Ahmed Ouyahia, Smaïl Hamdani, Ahmed Benbitour et Ali Benflis) et plus d'une centaine de ministres. Les parrains eux, sont toujours là.

Larbi Belkheir, après une courte éclipse, est retourné aux affaires et a retrouvé son poste de directeur de cabinet du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Autrement dit, c'est le chef occulte de l'État. Voilà un homme qui réussit la prouesse de gérer le cabinet de deux hommes aux antipodes l'un de l'autre.

Les inamovibles Mohammed Mediene, alias Tewfik, et Smaïl Lamari sont depuis douze ans à la tête des services de la Sécurité militaire.

Benabbes Gheziel, en dépit d'une grave maladie qui le contraint régulièrement à garder le lit durant de longues périodes, n'est pas près d'abdiquer. Il est conseiller militaire auprès du président Bouteflika.

Mohammed Touati, Ait Abdessalem, Abdelmadjid

Saheb, Mohammed Lamari et Fodhil Cherif sont toujours à leurs postes. Les deux vieux compagnons et amis d'enfance, Khaled Nezzar et Abdelmalek Guenaïzia, officiellement à la retraite, jouent le rôle de chefs occultes. Le premier multiplie les sorties médiatiques et continue de faire parler de lui. Davantage en mal qu'en bien.

Rien ne laisse présager leur départ. Ils justifient leur maintien au pouvoir par la lutte antiterroriste. Dix ans ne leur ont pourtant pas suffi pour éradiquer des groupes terroristes sans formation militaire aucune et dotés d'un armement rudimentaire. Où sont passés ce professionnalisme et cette technicité dont ils se prévalaient devant les maquisards de l'ALN, durant la guerre de libération, pour s'emparer des postes de commandement ? Comment ces généraux, qui disent sortir des grandes écoles de guerre françaises et russes, n'arrivent-ils pas en dix ans à éliminer des bandes armées commandées par des tôliers, des marchands de poulets et autres repris de justice ? S'ils menaient une vraie guerre contre les groupes terroristes, ne serait-il pas temps de reconnaître leur faillite et de passer la main à plus compétents qu'eux ? Ne leur a-t-il pas suffi d'avoir fait de l'Algérie et des Algériens la risée du monde entier quand il est question de lutte antiterroriste ? Ce n'est plus un secret pour personne : le terrorisme intégriste est leur produit, leur instrument et leur allié le plus sûr pour maintenir leur domination sur le peuple algérien.

La politique de l'infiltration et de la manipulation est l'arme absolue utilisée par les services du général Tewfik. Les groupes terroristes sont créés et dissous au gré des conjonctures et des événements. Les accords passés entre l'Armée islamique du salut et le Département des renseignements et de la sécurité, représenté par le général Smail Lamari, sont une preuve édifiante de la complicité entre la mafia des généraux et les groupes terroristes.

Où a-t-on vu un chef terroriste, dont la tête est mise à prix cinq millions de francs, devenir du jour au lendemain le protégé des services de sécurité ? Ahmed Benaïcha, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a poussé le culot jusqu'à poursuivre en justice *El Khabar Hebdo* pour avoir publié une photo le représentant avec une Kalachnikov en bandoulière. Le jour du procès, il est arrivé au tribunal d'Alger sous la protection d'une importante escorte des services de sécurité.

Les accords passés avec l'AIS ont permis à des centaines de terroristes de narguer leurs victimes en se faisant indemniser grassement. La mafia des généraux n'a fait que rémunérer ses complices pour services rendus.

Comment expliquer que l'un des membres fondateurs du Front islamique du salut, Ahmed Merani, passe du rang d'intégriste obscurantiste à celui de conseiller du Premier ministre, Sid Ahmed Ghozali, puis du général Tewfik, patron du DRS, avant de se retrouver ministre dans un gouvernement censé combattre l'intégrisme islamiste ? Pourtant, Merani, ancien magasinier, n'a aucune compétence à faire valoir pour occuper ces postes.

Précédemment, Saïd Guechi, autre membre fondateur du FIS, avait occupé pendant un certain temps le poste de ministre du Travail et des Affaires sociales dans le gouvernement de Sid Ahmed Ghozali, avant de se voir nommer à un poste diplomatique en Arabie Saoudite.

Quelle différence y a-t-il entre ces deux favoris du régime et Ali Belhadj ? Ce sont tous trois des intégristes islamistes. La seule différence, c'est que les deux premiers sont des agents de la mafia, tandis que celui qui refuse de composer avec elle la sert autrement et involontairement.

Quelle différence y a-t-il entre les chefs des deux partis intégristes, Abbassi Madani, leader du FIS, et Mah-

foudh Nahnah, patron du Hamas ? Le premier s'est laissé manipuler bêtement par un agent des services de sécurité, nommé Bouazza, avant d'être pris directement en charge par le général Smaïl, sans parvenir à ses fins et en surestimant sa force, pour se retrouver par la suite derrière les barreaux. L'autre s'est laissé dicter la conduite à suivre, depuis la création du parti jusqu'à sa candidature à la présidentielle de 1995. Mais la différence de taille entre Madani et Nahnah, c'est que le premier use seulement du discours pour détruire la société et assurer une couverture politique aux actes terroristes, tandis que le second joint le geste à la parole. Il a commis des attentats, veillé sur la formation des terroristes envoyés en Afghanistan et pratique l'entrisme dans les institutions de l'État. Il est plus dangereux et plus pernicieux que tous les dirigeants du FIS réunis.

L'intégrisme n'a jamais constitué un ennemi pour la mafia des généraux. Bien au contraire, ils s'en servent pour perpétuer leur pouvoir, perpétrer leurs crimes et réprimer toute opposition à leurs desseins.

Que d'assassinats, commis à la faveur de cette ambiance marquée par la violence et le terrorisme, et mis sur le compte des GIA, qui n'est en fait qu'un produit sorti de leurs laboratoires.

Le colonel Kasdi Merbah, de son vrai nom Khalef Abdallah, kabyle natif du Maroc, était inconnu de l'opinion publique durant son règne sur les services de renseignements. De nombreux militaires du ministère de la Défense ne connaissaient pas le visage de cet homme. Je l'ai rencontré pour la première fois au mois d'octobre 1979, alors que, rédacteur en chef d'*El Djeich*, j'assurais sa première sortie médiatique par une interview dans le magazine de l'armée.

Après avoir dirigé la Sécurité militaire d'une main de

maître, et dans l'anonymat absolu, de 1962 à 1978, il a surgi sur la scène politique algérienne au lendemain de la disparition du président Houari Boumediene, en occupant le poste très convoité de secrétaire général du ministère de la Défense et membre suppléant du bureau politique du FLN. À l'époque, de nombreux observateurs expliquaient cette brusque apparition au grand jour d'un homme habitué à vivre dans l'ombre par son ambition de s'emparer du pouvoir. On prêtait à Merbah l'intention de renverser Chadli. En 1980, la rumeur devenait de plus en plus insistante. Les événements de Kabylie d'avril 1980, durant lesquels il s'était opposé à l'envoi de troupes pour mater la revendication identitaire, précipitèrent son limogeage. Il sera tour à tour ministre des Industries lourdes, puis de l'Agriculture, puis de la Santé avant de se voir nommer chef du gouvernement au lendemain de la révolte populaire d'octobre 1988.

Il n'ira pas au bout de son mandat. Grâce à une machination diabolique montée par Hamrouche, secrétaire général de la présidence et Belkheir, directeur de cabinet, Merbah est limogé après une journée houleuse qui a vu l'intervention du colonel Tewfik, chef du département des affaires de défense et de sécurité à la présidence, le général Betchine, patron des services de sécurité et son assistant le lieutenant-colonel Smaïl. Ces trois officiers sont allés prier gentiment le chef du gouvernement d'accepter la décision du président de la République sans faire de vagues.

En les voyant entrer dans son bureau, Merbah pensait qu'ils allaient procéder à son arrestation. Il leur ordonna de se mettre au garde-à-vous avant d'interroger Betchine :

— Qu'est-ce que tu fais là, toi ? À quel titre tu es venu ?

— C'est en tant qu'ancien compagnon d'armes que je suis venu vous voir.

— Tu n'as jamais porté d'armes avec moi. Je ne te connais pas. Dehors !

Betchine s'exécuta sans un mot. Restaient Smaïl et Tewfik. Après une courte discussion avec ses deux anciens subalternes, Merbah les invita à déguerpir :

— Il vaut mieux que vous partiez, sinon Betchine vous accusera de comploter avec moi.

Profitant de l'ouverture du champ politique, il quitte le FLN, qu'il pense inféodé à la mafia, et crée le MAJD. Un mouvement qu'il sera difficile de noyauter, car l'homme connaît toutes les ficelles de la manipulation et de l'infiltration.

Malgré les instructions données à ses relais médiatiques de frapper ce mouvement d'embargo, la mafia a du mal à juguler les assauts de Merbah. Il lui est impossible de trouver un compromis avec un homme qui les connaît sur le bout des doigts. Et quand il parvient à prendre en charge celui qu'elle comptait instrumentaliser pour exécuter une partie de ses plans machiavéliques, il ne reste plus d'autre solution que de l'éliminer.

En effet, ses relations avec Zeroual, nommé ministre de la Défense nationale en juillet 1993, risquent de fausser les plans de la mafia, tant il est vrai que celui-ci a une grande confiance en Merbah, dont il admire les capacités intellectuelles. Il compte beaucoup sur lui pour l'aider dans sa nouvelle mission. Merbah, de son côté, m'avouait sa satisfaction devant la nomination de Zeroual. « Moi, ça m'arrange. J'ai de bonnes relations avec lui. On se voit chaque fois que je suis de passage à Batna. La dernière fois, on s'est vu au salon du Cheval à Barika », me dit-il.

Un mois plus tard, un commando du GIS est chargé d'exécuter de manière professionnelle l'empêcheur de magouiller en rond. Par une chaude journée du mois d'août, alors qu'il s'apprête à rentrer chez lui, à Ain Taya,

où il passe ses vacances d'été, Kasdi Merbah est pris dans une embuscade. Il est tué sur le coup, ainsi que son fils, son chauffeur et son garde du corps. Évidemment, le crime est attribué aux GIA et à Hassan Hattab, un obscur anonyme présenté comme l'un des chefs terroristes.

Par la suite, les exécutants de ce crime politique, des militaires d'active, seront liquidés à leur tour dans diverses opérations. Souvent, ils sont tombés dans des guet-apens alors qu'ils étaient désarmés par leurs chefs.

De nombreux officiers et sous-officiers du Centre de recherches et d'investigations d'Alger témoignent qu'il leur est arrivé d'être envoyés dans des missions de surveillance d'éléments de groupes terroristes dépourvus d'armement, ce qui les exposait à une mort certaine. Les officiers des services de sécurité qui ont participé à des coups tordus, ou qui ont eu connaissance de dossiers sulfureux, n'ont pas droit à une mise en garde ou une quelconque menace. Ils se font systématiquement exécuter.

Le lieutenant-colonel Mohammed Samraoui, alias Habib, qui connaît bien le commandant Ammar Guettouchi pour avoir partagé avec lui le même bureau à la caserne Antar, et qui fut témoin de la création des GIA, a, quant à lui, échappé miraculeusement à quatre attentats. Le dernier en date devait avoir lieu la veille de son départ pour l'Allemagne ou il venait d'être nommé attaché militaire à Bonn, en février 1994.

Samraoui, ingénieur en biologie et maître international des jeux d'échecs, est un camarade de promotion de l'EFOR. C'est un brillant officier qui a été témoin de beaucoup de crimes de la mafia depuis son affectation au CRI de la 1re Région militaire, et plus particulièrement depuis son intégration à la cellule chargée de l'administration de l'état de siège en janvier 1992. Il a eu à gérer deux dossiers sensibles : celui de la Chambre de commerce et celui de

l'entreprise nationale qui avait le monopole de l'importation du sucre et des produits de première nécessité. Deux dossiers dans lesquels sont impliqués plusieurs généraux pour des affaires de corruption, qui lui seront dérobés lors d'un simulacre de cambriolage.

Témoin gênant qui ne peut intégrer le cercle restreint des sous-traitants, Samraoui est nommé en Allemagne, comme attaché militaire et chef du bureau de sécurité à l'ambassade. Mais pour vraiment se débarrasser de lui, le général Smaïl planifie sa liquidation physique. Alors que Samraoui s'affaire aux préparatifs de son départ, Smaïl lui téléphone pour lui demander de se rendre le lendemain à l'hôtel Mouflon d'Or, situé dans le parc zoologique d'Alger, non loin de la caserne Antar, afin de récupérer des documents que doit lui remettre Ahmed Merrah, un ancien terroriste intégriste du groupe de Bouyali, devenu agent des services de sécurité. Samraoui fait remarquer à Smaïl qu'il ne connaît pas Merrah. Il est alors invité à se rendre sur-le-champ à la caserne Antar pour faire sa connaissance. Mais, en bon joueur d'échecs, Samraoui a flairé le piège. « Puisque Merrah connaît la caserne et ses hommes, pourquoi ne remet-il pas directement les documents à Smaïl ? » Il ne se rend donc pas au rendez-vous. Le lendemain après-midi, le général Smaïl est étonné de le voir encore vivant, mais, beau joueur, ne lui en veut pas de ce ratage. Pour lui, ce n'est que partie remise. La défection de Samraoui, quatre ans plus tard, fera échouer ce projet.

Le sous-lieutenant Foughal Azeddine, en revanche, ne saura pas déjouer le plan de Smaïl. Fortement impliqué dans la lutte antiterroriste, et ayant connu beaucoup de secrets, il devenait gênant. Il est envoyé en formation en France au début de l'année 2000. Il retournera en Algérie dans un cercueil, tué d'une balle dans la tête, dans l'indif-

férence totale. Personne n'a entendu parler de lui. Il n'a pas fait la une des journaux.

Pour parvenir à leurs fins, les généraux ne reculent devant aucun sacrifice Dans une ambiance marquée par la violence et les attentats les plus meurtriers, il est facile de liquider tout adversaire potentiel.

Le commandant Mourad et ses deux officiers assistants qui ont procédé à l'arrestation de Hadj Bettou, l'homme lige du général Khaled Nezzar dans le trafic d'armes, ont été victimes d'attentats attribués aux GIA. L'avocat Youcef Fathallah, président de la Ligue algérienne des droits de l'homme et membre de la commission d'enquête sur l'assassinat du président Boudiaf, a été abattu en plein centre d'Alger, quelques jours après la publication du rapport de la dite commission. Un rapport sur lequel il avait émis plusieurs réserves au point que certaines sources indiquent qu'il avait refusé d'y apposer sa signature.

Le Dr Saïd Saadi, qui a longtemps cru aux vertus républicaines des généraux, a échappé de peu à l'élimination physique. Au mois d'octobre 2001, l'un de ses proches a été laissé pour mort pour avoir refusé d'exécuter le plan mis en place par les services du général Tewfik, qui consistait à assassiner le leader du Rassemblement pour la culture et la démocratie. Le crime aurait été « signé » par les GIA, comme le fut celui de Kasdi Merbah.

Évidemment, l'énumération des assassinats commis par la mafia des généraux ne peut absoudre les groupes islamiques armés de leurs crimes. Cependant, il est utile de rappeler qu'une fraction de ces groupes est la création des services dirigés par le général-major Tewfik.

Il s'agissait de contrer l'Armée islamique du salut et le Mouvement islamique armé, que dirigeait un ancien officier du commissariat politique de l'ANP, Saïd Mekh-

loufi, membre du conseil consultatif du FIS. Il y avait aussi le Mouvement de l'État islamique, un groupe armé dirigé par Chebouti dans la région de Blida.

La prolifération des groupes intégristes armés ne pouvait que donner des idées aux scénaristes de la mafia. Les GIA « made in Ben Aknoun » devaient mener des opérations contre les cibles que leur indiqueraient leurs créateurs : les groupes cités plus haut et les populations civiles qui les assistaient. La barbarie de leurs actes conférait de la légitimité aux abus de la mafia, qui pouvait se draper dans la couverture de la lutte antiterroriste. Provoquer une guerre entre civils, c'est plus intéressant pour le pouvoir que de continuer à enregistrer des attentats contre tout ce qui le symbolise. La confusion est telle qu'on ne sait plus qui est contre qui. Et non pas « qui tue qui », comme veulent l'imposer les relais médiatiques de la mafia pour éluder le fond du problème.

Ainsi, l'on a d'un côté des fous sanguinaires qui terrorisent le peuple au nom de l'islam, et de l'autre des criminels qui légitiment leur forfait par la lutte contre ces intégristes. Pris en étau, le peuple n'a plus qu'à prier pour son salut.

En exécutant les ordres pour la création de ces groupes parallèles, le commandant Ammar Guettouchi considérait cette mission comme toutes les autres opérations de diversion. Il avait oublié que les parrains ne laissent aucun témoin derrière eux. Touché à la jambe par un policier lors d'une fusillade au cours d'une opération à Telemly, il fut vidé de son sang avant d'être évacué vers un hôpital parisien. En France, il ne restait plus qu'à constater son décès.

Le commandant Mohammed Bouzit, dit Youcef, alors directeur régional de la Sécurité de l'armée de la 5e Région

militaire (le Constantinois), chargé d'accueillir la dépouille du défunt, n'en revenait pas. « Comment peut-on succomber à une blessure légère à la jambe ? » me demanda-t-il.

Pour expliquer cette mort mystérieuse, le général Smaïl et ses acolytes ont fait circuler la rumeur selon laquelle le commandant Guettouchi était diabétique. Pour l'avoir bien connu, puisqu'il était mon voisin à Réghaïa, je peux certifier qu'il n'en était rien.

Tous les chefs des GIA sortent de l'anonymat. Aucun d'eux n'a exercé comme imam, ni assumé des responsabilités au sein du FIS. Les Abdelhak Layada, Djamel Zitouni, Cherif Gousmi, Antar Zouabri, et autre Hacene Hattab ne se sont illustrés que par des massacres et des attentats plus monstrueux les uns que les autres. L'un était tôlier mécanicien, l'autre marchand de poulets, le troisième coiffeur, etc.

Dans leurs premiers communiqués, les GIA se sont attaqués au FIS et à ses leaders, Ali Belhadj et Abassi Madani, en les qualifiant d'apostats. Ces mêmes GIA ont exécuté Mohammedi Saïd et trois autres de ses compagnons, membres de la direction du FIS, qui étaient allés les voir au maquis en vue de leur proposer une fusion avec l'AIS. Assoiffé de pouvoir et croyant trouver en ces GIA une force sur laquelle il pouvait compter, le FIS tentait de les récupérer pour son propre compte. Il est tombé dans le piège en couvrant politiquement tous les crimes abominables commis par tous les GIA, que ce soit la frange créée par les services de sécurité, ou les autres.

Il faut rappeler que les GIA se distinguent par l'absence d'un commandement unifié. Plusieurs bandes de criminels repris de justice ont pris eux aussi l'étiquette GIA pour perpétrer vols, racket, viols et assassinats.

Cependant, les GIA de Djamel Zitouni et de ses suc-

cesseurs sont, sans le moindre doute, l'œuvre du duo Tewfik-Smaïl. Un communiqué diffusé par ce groupe en 1995 révèle, on ne peut mieux, sa manipulation par les services secrets algériens. Il y dénonce tous azimuts l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Libye, le Soudan, les USA, la France et tous les pays européens. Il dénonce tous les activistes islamistes algériens à l'étranger, en les citant nommément et en indiquant leurs pays d'asile. En me donnant à lire ce communiqué, un officier des Renseignement généraux de la police n'en revenait pas. Il me dit : « Si c'était nous qui avions rédigé ce communiqué, il nous serait impossible de faire mieux pour discréditer les GIA aux yeux de leurs éventuels soutiens. Un mouvement qui se coupe volontairement de tout soutien étranger, c'est vraiment bizarre. »

Des doutes commençaient déjà à peser sur cette organisation, tellement son discours était incohérent et ses actions aussi bizarres que ses sponsors. De nombreux observateurs n'excluaient pas une manipulation de la part des services de sécurité. D'autres voyaient la main du pouvoir derrière, ne serait-ce qu'une partie, des actions des GIA. D'autres, par contre avaient du mal à croire que les services de sécurité puissent pousser l'ignominie aussi loin.

Faut-il rappeler que ce ne sont pas les services algériens qui ont inventé la diversion ? L'affaire Greenpeace ou celle des paillotes corses en disent long sur les actions terroristes menées par ceux-là mêmes qui sont censés les combattre. Seulement, la mafia des généraux en Algérie n'hésite pas à pousser le bouchon beaucoup plus loin. Elle a accouché de ce monstre dans le cloisonnement le plus total. De nombreux officiers, ignorant tout de son origine, ont été victimes de ces terroristes qui sortaient de leur propre caserne.

Arrêté en 1994, à l'Académie interarmes de Cherchell, où il avait constitué un noyau d'officiers islamistes

pour provoquer une mutinerie, le capitaine Chouchane fut auditionné à la caserne de Benaknoun par le colonel Bachir Tartag, de la Direction centrale de la Sécurité de l'armée, qui lui proposa alors de le relâcher et de l'envoyer au maquis pour infiltrer les groupes islamistes. Sa proposition essuya un refus catégorique de la part des généraux Mohammed Lamari et Tewfik en personne. Bachir, qui ignorait tout de ce qui se tramait dans les autres structures des services de sécurité fut étonné et déçu par ce refus. Il ne pouvait pas savoir que les GIA ne devaient pas être infiltrés, puisque certains d'entre eux étaient la création de ces services. Plus tard, le général Kamel Abderrahmane suggéra au capitaine Chouchane de monter au maquis et d'aller seconder Djamel Zitouni. Une suggestion rejetée par l'officier rebelle.

En mars 1994, le colonel Bachir fut encore une fois très étonné, lorsque la mort de Sayah Attia, chef des GIA, fut officiellement démentie, alors que c'étaient ses hommes qui l'avaient abattu.

Les services secrets voulaient entretenir encore un peu le mythe de ce chef terroriste, le temps de lui trouver un successeur parmi leurs agents. Et c'est ainsi qu'apparaît Djamel Zitouni, souvent aperçu dans l'enceinte de la caserne Antar, un chef terroriste qui se singularise par la revendication des attentats commis en France. C'est le temps où le gouvernement français s'indigne de la passivité des autorités algériennes devant les massacres dont sont victimes les populations civiles en Algérie. Il faut faire taire cette voix à laquelle nos mafieux ne sont jamais insensibles. Ils peuvent tout se permettre, mais craignent toujours ce qui vient de France.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le lieutenant-colonel Mohammed Samraoui me confirme qu'une frange des GIA est l'œuvre des services secrets algériens. D'au-

tant plus qu'il atteste avoir été témoin de la conception de ce monstre dans le bureau qu'il partageait avec le commandant Ammar Guettouchi.

La mort mystérieuse de Guettouchi, le contenu incohérent des communiqués, l'assassinat de quatre responsables du FIS, la guerre déclarée à l'AIS, l'assassinat de dix-huit imams, l'attentat contre le cheikh Ahmed Sahnoune, l'absence de revendications politiques claires, l'absence d'un commandement unique, le démenti de la mort d'un de leurs chefs et l'émergence de ses leaders du néant : il faut être un farouche défenseur de la mafia ou un intraitable naïf pour refuser l'évidence.

Faut-il attendre un communiqué officiel des généraux Nezzar, Lamari ou Tewfik admettant leur paternité ?

Avec la prolifération de groupes terroristes se réclamant des GIA, il semble que les services du DRS aient délaissé cette carte pour en jouer une autre. Ne remarque-t-on pas que ces derniers temps on parle de moins en moins d'eux ? C'est une nouvelle organisation terroriste qui occupe le devant de la scène sanglante : le GSPC (Groupe salafiste de prédication et de combat).

Longtemps, le pouvoir des généraux a refusé de reconnaître que le pays était ravagé par une guerre civile. Les événements que vit l'Algérie depuis maintenant une décennie sont qualifiés de lutte antiterroriste. Une lutte qui perdure en dépit des communiqués officiels triomphateurs annonçant l'éradication proche de ce phénomène. Voilà dix ans qu'on nous annonce que le terrorisme est à l'état résiduel.

Cette lutte antiterroriste a coûté cher au peuple algérien : deux cent mille morts, quatre mille disparus, des milliers de déplacés, d'orphelins et de familles endeuillées,

plus d'une cinquantaine de journalistes et d'intellectuels morts, cinq cent mille exilés et vingt milliards de dollars de dégâts, de l'aveu même du président Bouteflika. Et ce n'est pas fini. Elle a nécessité la mobilisation de bataillons et de brigades entières de l'armée, de bombardiers et d'hélicoptères de combat. Elle est totalement différente de ce que l'on connaît de la lutte antiterroriste partout ailleurs dans le monde. À ma connaissance, il n'a jamais été fait appel à pareil arsenal militaire contre l'ETA, le FLNC ou l'IRA, et on n'a jamais entendu parler d'accrochages dans les maquis espagnols, corses ou irlandais. Le terrorisme existait dans ces trois régions bien avant que l'Algérie ne sombre dans la violence. Mais il n'a pas causé le dixième des dégâts humains et matériels subis par les Algériens.

L'Algérie aurait-elle, là aussi, un terrorisme spécifique ? Serait-elle le seul pays où il engendre quotidiennement une moyenne de dix morts et autant de blessés ? Même au Proche-Orient, au plus fort des affrontements entre Palestiniens et Israéliens, on atteint rarement ces chiffres.

À quoi bon se voiler la face ? Qui veut-on tromper ? Que signifient des négociations avec l'AIS, qu'on finit par reconnaître comme une armée organisée ? Admettre l'existence d'une armée ennemie, n'est-ce pas une reconnaissance implicite de la guerre ?

Des usines brûlées, des écoles saccagées, des femmes violées, des innocents égorgés ou mitraillés. Chaque jour apporte son lot d'horreurs. Un pays frappé par un embargo aérien, boudé par les touristes, fui par ses enfants. Que veut-on de plus pour reconnaître que l'Algérie vit une guerre des plus dramatiques ? Une guerre unique dans les annales de l'histoire de l'humanité.

Cette guerre n'aurait aucune raison d'exister si le clan mafieux n'en avait pas préparé tous les ingrédients. À

commencer par l'ouverture des camps dans le sud du pays, au lendemain de l'arrêt du processus électoral. Ces camps ont accueilli plus d'une dizaine de milliers de citoyens. Les uns pour avoir cru à la démocratie, en adhérant à un parti politique islamiste créé en violation de la loi du 5 juillet 1989 avec la complicité du pouvoir, d'autres pour avoir été dénoncés à tort par des voisins qui voulaient régler un vieux compte, ou simplement pour avoir déplu à un gendarme ou un policier lors d'un banal contrôle routier.

Les cas d'injustice et d'abus de ce genre se comptent par milliers. J'ai vu de mes propres yeux les victimes de l'arbitraire. À l'époque où les rafles ont commencé, des citoyens étaient arrêtés pour simple délit de faciès, embarqués dans des camions et acheminés vers les centres de tri avant d'être envoyés dans les camps du Sud, sans même avoir la possibilité d'informer leur famille de leur arrestation. Le plus célèbre de ces internés des camps du Sud est l'ancien international de football, Salah Assad héros de l'épopée footballistique algérienne au Mundial espagnol de 1982, ancien joueur du Paris-Saint-Germain et du FC Mulhouse, un exemple de loyauté et de bravoure. Assad n'a jamais été un terroriste. En l'internant dans ces camps administratifs, la mafia avait pour seul objectif de frapper fort tout ce qui symbolise la fierté des Algériens.

Un militant marxiste, n'ayant absolument aucune affinité avec le FIS, a failli se retrouver dans un de ces camps, simplement parce qu'il portait une barbe ! C'est dire la légèreté avec laquelle de simples citoyens ont été arrêtés, déportés et parfois portés disparus. Ces méthodes ont poussé de nombreux jeunes, endoctrinés et encouragés par les dirigeants du FIS, à monter au maquis. Certains l'ont été de peur d'être déportés. D'autres par inconscience et par goût de l'aventure. Mais, quoi qu'il en soit, un grand

nombre de ceux qui l'ont fait sont les victimes d'un système qui les a marginalisés et livrés à des monstres qui ont fait de l'islam ce qu'il n'a jamais été. Nombreux sont ceux qui vous diront qu'ils n'auraient jamais choisi de se couper de leur famille et de sombrer dans une aventure sans fin, s'ils n'y avaient été poussés par le mépris, l'injustice et l'arbitraire.

Pour en donner une petite idée, je citerai quelques exemples pris à Oum El Bouaghi, une ville paisible que je connais bien, et qui n'a jamais connu la moindre tentative d'action terroriste durant la décennie sanglante pour avoir été régie par la sagesse des chefs de tribus. Là-bas, on a toujours voté sur la base des alliances tribales, que ce soit au temps du parti unique ou du multipartisme. La lutte « idéologique » opposait *Arch* (la tribu) Ouled Amara à celle des Ouled S'îd. Aux élections de mars 1990, les Ouled S'îd, s'étant alliés à l'un des plus importants clans familiaux des Ouled Amara, celui des Ouled Sabeg, ont remporté les élections sous l'étiquette du FIS. La présidence de l'assemblée communale (la mairie) est revenue au candidat des Ouled S'îd, et celle de l'assemblée de wilaya à celui des Ouled Sabeg.

Les élus n'ont jamais tenu compte d'une quelconque appartenance politique. C'est ce qu'ils feront connaître à la direction du FIS en refusant de suivre le mot d'ordre de la grève de juin 1991. D'ailleurs, après la dissolution des assemblées dont les élus étaient à majorité FIS, le maire d'Oum El Bouaghi est le seul de tout le pays à avoir été maintenu à son poste en changeant seulement de titre. Il est devenu, comme partout ailleurs, délégué exécutif communal. Saïd Tounsi, honnête homme s'il en est, refusait de verser dans la magouille, les passe-droits et la corruption, ce qui ne plaisait guère aux membres du bureau de sécurité de la ville. Il fut accusé de terrorisme, arrêté,

et resta onze mois en détention préventive jusqu'au jugement de la cour spéciale qui le condamna à onze mois de prison, « juste pour couvrir la période de sa détention préventive », me dira plus tard le président de cette cour, puisqu'il n'y avait rien dans son dossier.

Noureddine Dehnoun, le président de l'assemblée wilayale, échappera lui, in extremis, aux camps du Sud. À Aïn M'Lila, lieu de regroupement des candidats au voyage, il fut sauvé par une intervention du wali, Hadj Tahar Sekrane, un homme d'une probité extraordinaire. Mais il n'échappera pas à une autre mesure arbitraire. Pour n'avoir pas attribué de logements aux petits nababs de la ville, et avoir préféré loger les pauvres et les démunis, à l'époque où il était président de l'assemblée de la wilaya, il a perdu son poste à la direction des Postes et Télécommunications et s'est retrouvé au chômage.

Dans cette période de totale confusion, les petits mafieux locaux ont trouvé leur compte. Au nom de la lutte contre l'intégrisme religieux et le terrorisme, quiconque ne se soumet pas à leur bon vouloir est étiqueté de terroriste et jeté en prison.

C'est le sort qu'a connu Draïdi Mourad, professeur de physique à l'université d'Oum El Bouaghi, ainsi qu'un certain nombre de ses collègues. Lorsqu'il était directeur pédagogique de cette université, il avait refusé l'inscription d'étudiants, recommandés par des personnages haut placés, qui ne remplissaient pas les critères leur permettant l'accès à certaines filières. Ce sont les gendarmes de la ville voisine de Khenchela qui l'ont arrêté, lui et huit autres personnes, sous l'accusation de terrorisme. Durant sa détention préventive de neuf mois, il a perdu son père et sa mère, morts d'angoisse. Son affaire s'est terminée par un non-lieu, mais il n'a jamais retrouvé son poste de

directeur pédagogique et n'a pas été indemnisé pour son incarcération abusive.

Ammar Nassoh, un syndicaliste employé à l'Office de la promotion et de la gestion immobilière, fut gardé à vue pendant quinze jours à la brigade de gendarmerie d'Oum El Bouaghi en tant que terroriste suspect. Au cours d'une réunion, il avait osé dénoncer la corruption qui sévit à l'Office sous l'influence de son directeur. Ce dernier s'est appuyé sur le commandant Sabri, chef du groupement de la gendarmerie, pour lui régler son compte à sa manière.

Ce ne sont là que quelques exemples des abus dont ont été victimes des citoyens honnêtes dans une ville qui n'a jamais connu le phénomène du terrorisme. Que dire, alors, de celles qui sont le théâtre d'affrontements quotidiens entre les forces du pouvoir et les terroristes ? Ce sont ces abus qui ont poussé des milliers de jeunes à rejoindre les rangs du maquis. Sans compter les désespérés, les exclus et les démunis qui n'ont ni toit, ni logement, ni le moindre espoir de survie. J'ai vu un jour une étudiante pleurer à chaudes larmes et crier à qui voulait l'entendre : « Ah ! Si je savais où ils se trouvent ces terroristes, je les rejoindrais dès maintenant. » La famille de cette jeune fille, composée de treize personnes, devait être expulsée du deux pièces qu'elle occupait.

Contrairement à ce que veut nous faire croire la mafia des généraux, le terrorisme, comme l'intégrisme, n'est pas tombé du ciel sur les Algériens. On ne naît pas terroriste en Algérie. C'est le système mafieux fondé sur l'exclusion qui a donné naissance à ce phénomène, dont il tire profit pour s'éterniser, au grand dam d'un peuple qui ne demande qu'à vivre heureux.

Il n'y a que les relais médiatiques de la mafia qui refusent de s'interroger sur les causes et les origines du terrorisme. Ainsi, ils ont la partie belle pour clouer au

pilori toute personne qui dénonce les crimes de leurs parrains. Pour eux, il y a deux camps. Celui des intégristes terroristes et celui des républicains. Évidemment, les généraux mafieux sont classés dans le deuxième camp. Il n'y a pas d'autre choix. Le matraquage médiatique finit par avoir raison du peuple, même de ceux qui rejettent cette thèse du plus profond d'eux-mêmes.

Thabet Hannachi, originaire d'Aïn Defla, une ville durement frappée par le terrorisme, était journaliste à l'hebdomadaire *El Houria*. Un jour, alors que nous débattions des exactions des militaires et des abus du pouvoir, il est allé jusqu'à dire qu'il préférait recevoir un coup de pied au derrière, matin et soir, de la part d'un caporal, plutôt que de vivre sous la menace quotidienne des terroristes. Il ne pouvait croire que les militaires puissent arrêter des innocents ou tuer quelqu'un sans mobile. Il lui a fallu faire l'expérience de leur brutalité pour ouvrir les yeux. À l'occasion d'un gala artistique non-stop organisé à la station balnéaire de Sidi Fredj, les journalistes avaient été regroupés dans un hôtel touristique qui leur servait de résidence sécurisée. Aux environs de minuit, fatigué, Thabet quitte le gala pour regagner l'hôtel, qui n'était qu'à quelques dizaines de mètres. Il est arrêté par un groupe de militaires qui montent la garde. Hors de question de quitter les lieux. Tout le monde doit rester sur place jusqu'à 5 heures du matin. Thabet essaie de discuter, mais les militaires ne l'écoutent pas. Ils finissent par le bousculer et l'insulter. Il commet alors l'erreur de leur répliquer dans le même registre.

Il n'en fallait pas plus pour qu'ils l'embarquent et lui donnent une bastonnade mémorable qui le laisse inanimé plusieurs heures. À son réveil, de la cellule où il a été jeté, il les entend appeler par radio un véhicule pour le jeter

quelque part, une fois achevé d'une balle. « Et demain, dans les journaux, on lira : encore un journaliste assassiné par les GIA ! » plaisantent-ils. Heureusement pour lui, l'intervention de ses collègues, qui l'ont vu embarqué par les militaires et ont alerté les autorités, l'a sauvé de justesse. Quand il nous raconte sa mésaventure, quelques jours plus tard, il a fini par se rendre à l'évidence.

Ces faits ne sont jamais portés à la connaissance de l'opinion publique. Tout journaliste qui émet le moindre doute sur la participation des militaires dans les assassinats d'hommes politiques ou de simples citoyens est accusé de trahison et frappé des mesures les plus coercitives. Omar Belhouchet, le directeur de la publication du quotidien *El Watan*, en sait quelque chose. Pour avoir laissé planer le doute, dans une interview accordée à une chaîne de télévision française, sur la responsabilité des militaires dans certains assassinats, il a été taxé de « traître » par le président Zeroual. Il lui fut interdit d'assister à une réunion à laquelle étaient conviés tous les directeurs des organes de la presse nationale avec le chef de l'État. Il fut frappé d'une interdiction de sortie du territoire national, et son journal d'embargo par l'agence gouvernementale détentrice du monopole de la publicité du secteur public.

Pour que des policiers, des gendarmes ou des militaires s'impliquent dans des assassinats, il faudrait que des ordres leur soient donnés par leur hiérarchie. Ou qu'ils soient, du moins, incités à le faire.

Certains s'efforceront d'éviter ce genre de situation. D'autres, par contre, n'hésiteront pas à verser dans l'excès. Un inspecteur de police témoigne qu'un grand nombre de ses collègues impliqués dans des tueries ont fini dans les services psychiatriques. Beaucoup d'éléments de ces corps de sécurité, ne pouvant plus supporter la pression qui

pesait sur eux, ont profité de la première occasion pour quitter le pays et demander l'asile politique en Europe.

Diviser pour régner, telle est la devise de la mafia des généraux. Dresser les enfants d'un même peuple les uns contre les autres, cela ne peut que servir leurs desseins. Cela s'est vérifié lors des événements de Kabylie, quand la manifestation du 14 juin 2001 se transforma, du fait d'une sournoise manipulation, en un affrontement entre Kabyles et « Arabes » d'Alger. À Bejaïa, elle se traduisit par une bataille rangée entre l'équipe de football locale, la JSMB, et une autre d'Alger, le CRB, dès l'ouverture de la saison footballistique 2001-2002. En s'attaquant aux joueurs du CRB, les Bougiotes pensaient prendre leur revanche contre les « Arabes », oubliant qu'ils faisaient le jeu du pouvoir. Les victimes des manifestations du printemps noir de 2001 sont bel et bien tombées sous les balles des gendarmes. La répression qui s'est abattue sur la Kabylie durant cette période est bien l'œuvre du pouvoir central. Pour justifier cette répression, le régime mafieux n'a pas trouvé mieux que de traiter les Kabyles révoltés de voyous et de séparatistes. Des gendarmes et des policiers ont perpétré des actes de vandalismes dignes des groupes terroristes les plus extrémistes contre des populations civiles désarmées.

Que des hordes terroristes massacrent les habitants d'un hameau ou d'un village qui ont refusé leur diktat, cela ne peut que réjouir le clan mafieux. La preuve en est que les unités militaires ne sont pas autorisées à faire le moindre mouvement sans ordre du commandement. Entretemps, des dizaines de personnes se font égorger et des filles violer dans l'indifférence la plus totale.

Pour justifier la non-intervention de l'unité militaire stationnée à un jet de pierre de Bentalha, un quartier populaire situé non loin d'Alger, le général-major Nezzar n'a rien

trouvé d'autre à dire que : « L'armée ne pouvait intervenir de crainte que le nombre des victimes soit plus élevé encore. Les terroristes pouvaient tendre des embuscades aux unités d'intervention. » Un raisonnement de caporal, indigne d'un général, même s'il a gagné ses galons loin des champs de bataille. Il était moins timoré lorsqu'il s'agissait de faire manœuvrer ses blindés dans les rues d'Alger, en octobre 1988, pour tirer sur des manifestants désarmés. A-t-il oublié que la base aérienne de Boufarik n'est qu'à cinq minutes de Bentalha ? Une chose est sûre : si ces terroristes avaient investi le complexe touristique militaire de Sidi Fredj ou les résidences du Club des Pins, Nezzar et ses acolytes n'auraient pas hésité une seconde à sacrifier dix mille soldats pour venir au secours des barons du régime.

Je ne peux affirmer que des massacres de paisibles villageois aient été commis par des militaires. Je ne saurais y croire. Je ne crois pas non plus aux allégations de certains journalistes occidentaux ou de pseudo-témoins qui rapportent des histoires rocambolesques « de militaires portant des fausses barbes déguisés en islamistes » afin de perpétrer des massacres de civils.

En revanche, il est clairement établi que les militaires, obéissant aux ordres de leur commandement, sont les complices passifs de ces massacres en ne portant pas secours aux victimes. Sinon, comment expliquer l'intrusion d'un groupe terroriste dans un périmètre de sécurité comme celui de Beni Messous, qui compte pas moins d'une demi-douzaine de casernes, dont l'école de formation des officiers de la Sécurité militaire, au milieu duquel soixante personnes ont été égorgées ?

Il est vrai aussi que des opérations de représailles sont menées par des militaires et des policiers. La première fois que j'en ai entendu parler, c'était par le colonel Bachir

Tartag, commandant à l'époque, qui venait de prendre en charge le Centre militaire d'investigation de Ben Aknoun, placé sous les ordres du général Kamel Abderrahmane, alors directeur central de la Sécurité de l'armée. C'était au mois de mai 1994. J'étais au siège du ministère de la Défense, dans le bureau du commandant Hadj Zoubir à qui j'étais allé rendre une visite de courtoisie. J'avais fondé *Le Libre* cinq mois plus tôt. Mes rencontres avec mes anciens collègues étaient franches et claires. Ils me connaissaient parfaitement pour savoir que mon journal n'était pas manipulable. Ce n'était pas à moi qu'on s'amusait à dicter des papiers. Et ce d'autant plus que, contrairement aux autres journalistes pour qui la SM était un mystère, elle n'avait aucun secret pour moi. Ils ne pouvaient nullement m'impressionner. Je profitais évidemment de ces rencontres pour m'informer et suivre de près l'actualité des coulisses. J'utilisais ces informations comme bon me semblait, mais sans nuire à mes sources.

Ces relations ne m'assuraient ni protection contre le harcèlement judiciaire et policier dont je faisais l'objet, ni un soutien auprès de l'ANEP (Agence nationale d'édition et de publicité) qui détenait le monopole de la publicité du secteur étatique. Dois-je rappeler que je n'ai jamais reçu un centime de cette agence, que ce soit lorsque je dirigeais *El Acil*, ou lorsque j'étais à la tête du *Libre* ?

Je ne rencontrais plus que ceux de mes anciens collègues qui partageaient les mêmes opinions que moi et trouvaient un soulagement certain à s'ouvrir à moi en toute confiance, sans calcul et sans crainte. C'était le cas avec le commandant Hadj Zoubir. Dans ces bureaux, on ne cherchait pas à me dissimuler des documents confidentiels. Et l'on ne parlait pas en langage codé d'affaires qui relevaient du secret. C'est ainsi que je découvris les premières opérations de représailles.

Alors que nous étions en pleine conversation, un sous-lieutenant entra dans le bureau pour informer le commandant Zoubir que, le matin, en sortant de chez lui, il avait appris qu'une dizaine de cadavres jonchaient les rues du quartier de Bachadjarah. Zoubir l'interrogea :

— Tu as passé la nuit chez toi ?

— Oui, ça faisait longtemps que je n'avais pas vu ma famille.

— Et qu'en pensent les gens ?

— Certains pensent que c'est les terroristes, et d'autres disent que c'est l'œuvre de la SM.

Le laissant dans le doute, Hadj Zoubir lui conseilla d'éviter de rentrer chez lui, et de se montrer très prudent s'il le faisait.

L'officier sorti du bureau, le commandant Zoubir me glissa, sur le ton de la confidence : « C'est une opération de Bachir. » Sur-le-champ, je lui demandai d'appeler le commandant Bachir pour prendre rendez-vous avec lui. Sans hésitation aucune, Bachir m'invita à déjeuner avec lui à la caserne de Ben Aknoun.

Une heure plus tard, j'arrive au CMI, où il m'attendait. Comme d'habitude c'est parti pour une discussion sans fin sur tous les sujets. Plus de cinq heures. Nous avons toujours beaucoup de choses à nous raconter. Cette fois-ci, nous parlons beaucoup moins de théâtre et de musique. La situation politique et la sécurité du pays sont les sujets dominants de notre conversation. Bachir n'a pas changé. Il me parle des grandes opérations qu'il a menées ces derniers temps. Même si cela risque d'étonner les amateurs de sensationnel, il a horreur de la torture et des officiers qui ont recours à cette méthode pour obtenir des renseignements. En homme intelligent, il sait très bien que toute information obtenue de cette manière est douteuse

et risque de le mettre sur de fausses pistes. Il privilégie l'interrogatoire sous ses différentes facettes en pressant le suspect par des questions répétitives, en cherchant le moindre détail, en fouinant dans la mémoire, en évitant de poser les questions auxquelles s'attend l'intéressé, pour les mettre sur la table au moment le plus inattendu. C'est de cette manière qu'il a réussi à remonter la piste des ravisseurs des trois diplomates français. En usant de la même méthode d'interrogatoire, il a pu arrêter le commandant de la marine qui avait déposé une bombe au mess des officiers du ministère de la Défense, et les auteurs du premier attentat commis contre la base navale d'Alger en 1992.

Au cours de notre conversation, j'interroge Bachir sur les cadavres de Bachadjarah. Sans la moindre hésitation, et avec beaucoup de conviction, il me dit : « C'est fini, maintenant. Ils ne pourront plus commettre leurs crimes dans la journée et rentrer passer la nuit tranquillement chez eux. » Il m'explique que « cette opération était destinée à semer la peur dans les rangs des groupes terroristes ». La nuit, des hommes habillés en kachabia[1] et armés de Kalachnikov frappent aux portes des maisons repérées et identifiées comme étant les habitations d'éléments terroristes. « *Khouk Moudjahid*[2] », répond-on à celui qui demande qui est là. S'il ouvre, il est abattu d'une balle. « Peu importe que ce soit l'élément recherché, son frère ou son père. L'important, c'est que le terroriste sait maintenant qu'il ne pourra plus se réfugier chez lui. Si c'est son frère ou son père, il est forcément au courant des agissements de son proche, donc c'est un complice. » Telle est la logique du commandant Bachir. Une logique de guerre. « La base logistique de l'ennemi doit être attaquée et neutralisée. » En revanche, il n'a jamais été question pour lui de perpétrer des massacres contre la population civile.

1. Robe de bure.
2. « Ton frère, moudjahid ».

Alors que je m'apprête à prendre congé, je vois sortir les hommes du commando qui vont opérer ce soir-là dans le quartier des Eucalyptus, non loin de Bachadjarah. Surpris par la tournure des événements, je ne peux, à ce moment précis, livrer à Bachir mon sentiment sur cette méthode. Je n'ai pas les idées claires pour pouvoir en débattre. Je n'aurai pas l'occasion de le revoir pour en parler. Dommage. J'aurais bien aimé lui exprimer mon désaccord, en toute franchise. Mais je suis sûr que, pris dans le feu de l'action, il n'a pas eu suffisamment de recul pour mesurer l'ampleur des dégâts de ce type d'action, si jamais elle se généralise.

Officier universitaire, diplômé en géographie de l'université de Constantine, il s'est engagé dans l'armée pour mieux servir son pays, comme de nombreux jeunes de ma génération. Après six mois de stage au sein du KGB, à Moscou, il a été choisi par le colonel Merbah pour participer, avec d'autres officiers, à la formation des éléments du Polisario, en 1975. Il a ensuite été affecté au secteur militaire de la ville d'Oum El Bouaghi comme chef de bureau de sécurité. Dans cette petite ville, où tout le monde se connaît et tout se sait, Bachir, lieutenant à l'époque, très proche de la population, donnait de la SM une image très positive, tout à fait différente de celle qu'on lui connaissait, très éloignée de l'affairisme des anciens officiers. Il en sera de même à Jijel où je l'ai connu en 1981, alors que je réalisais un reportage sur la ville et sa base navale pour *El Djeich.*

Sans parrain, il n'avait que ses compétences à faire valoir. Cela ne suffit pas. C'est ce qu'il apprendra à ses dépens lorsqu'il dirigera le bureau de sécurité du secteur militaire d'Alger. Ne tenant aucun compte des recommandations des uns, ni des intimidations des autres, Bachir instruisait ses dossiers selon sa conscience. À Alger, nous

nous voyions souvent. Partageant les mêmes affinités et les mêmes opinions politiques, nous nous invitions mutuellement pour écouter les chansons révolutionnaires du chanteur égyptien Cheikh Imam, ou regarder une cassette racontant la vie de Che Guevara.

Pour avoir dérangé de gros bonnets dans la capitale, Bachir a connu une courte mise à l'écart avant d'être affecté à la tête du bureau de sécurité de la garnison militaire d'Alger. Une fonction qui répondait peu à son profil. Il n'a pas tardé à faire reconnaître ses compétences et s'est vu nommer à la tête de la direction régionale de la Sécurité de l'armée de la 5e Région militaire.

Partout où il est passé, il a laissé une bonne impression, tant à ses subalternes qu'à son entourage. Quant à ses supérieurs, il n'a jamais cherché à leur plaire. Il s'imposait à eux uniquement par ses compétences et sa rigueur dans le travail. D'une grande honnêteté, il n'a jamais profité de sa position pour faire fortune en s'attribuant des appartements et des lotissements à bâtir. Il habitait un F3 dans une cité populaire d'Alger, comme n'importe quel citoyen. Aux moments forts du terrorisme, il s'est contenté d'un appartement dans une cité militaire, alors que des civils et des larbins se pavanaient dans les résidences d'État du Club des Pins.

Tel est le véritable visage d'un officier supérieur fortement impliqué dans la lutte antiterroriste, dont le nom a été cité chaque fois que l'on voulait évoquer les exactions de l'armée. Certains voulaient donner de lui l'image d'un « Aussaresses algérien », alors que les véritables bourreaux sont nombreux et se cachent ailleurs qu'à Ben Aknoun. Il est indéniable que cet homme n'a rien à voir avec les officiers véreux qui ont sali l'armée par leur comportement mafieux. Je doute fort qu'il ait tiré un quelconque profit de ses fonctions ou qu'il ait un compte garni dans une banque étrangère ou même en Algérie.

Dans l'exercice de ses fonctions, le colonel Bachir n'était guidé que par ses convictions et sa conscience. Lorsqu'il a mené les premières opérations de représailles contre des civils dans les quartiers de Bachadjarah et des Eucalyptus, il était convaincu de mener un juste combat contre des hordes terroristes qui avaient fait beaucoup de mal aux populations civiles. Il ne soupçonnait pas le jeu macabre des généraux mafieux.

J'étais sûr qu'il finirait par découvrir la réalité, et je doutais fort qu'il puisse aller au-delà du grade de colonel. J'étais persuadé aussi qu'il connaîtrait le même sort que ses collègues, les colonels Boukhari et Abdou. Il ne pourrait jamais faire partie des sous-traitants de la mafia. J'avais raison. Aux dernières nouvelles, il est sans fonction.

Certes, il est vrai que les services de sécurité comptent très peu d'hommes comme lui. Il y a bien évidemment des tortionnaires dans l'armée ou la police. Et ils sont nombreux. Fiers de leur bêtise et de leur lâcheté. Ils oublient qu'en disposant d'un homme ligoté pour le soumettre à des sévices corporels, ces bourreaux ne font qu'étaler leur faiblesse et leur lâcheté. Les tortionnaires sont des cas pathologiques qui relèvent de la psychiatrie. J'en ai connu deux qui se sont particulièrement distingués lors des événements d'octobre 1988. L'un était de forte corpulence et souffrait d'impuissance sexuelle. L'autre était un cocu notoire, marié à une fille de la bourgeoisie algéroise, surnommée « sac à sperme ». Incapable de divorcer pour des raisons matérielles, il frimait devant ses collègues qui riaient sous cape chaque fois qu'ils le voyaient passer. Les deux agissaient bien entendu sous des pseudonymes : Mustapha et Yazid.

Ces opérations de représailles n'ont pas manqué d'exacerber la guerre civile. Policiers, forces spéciales,

simples unités militaires, gardes communaux, groupes de légitime défense, qualifiés de patriotes, comme si les autres Algériens ne l'étaient pas, sont souvent cités dans les cas d'exactions.

Certains ont été traduits devant la justice. D'autres ont joui de l'impunité. Il s'est même trouvé un membre du Conseil national de transition, une assemblée désignée par le pouvoir, qui usait de son arme à feu pour s'ouvrir un passage quand il trouvait la route bloquée par un bouchon.

Quoi qu'il en soit, les généraux bien protégés, dans leurs bunkers feutrés, par des soldats et des gendarmes mal nourris et mal logés, ne peuvent que se réjouir de ces tueries de civils. Ils ont réussi à renverser la tendance. On ne parle plus d'actions armées contre des policiers et des militaires, symboles du régime. Fini, « le djihad pour recouvrer un droit spolié ». Place aux tueries sauvages et aux descentes de bandes armées qui vont terroriser les populations civiles. Les uns tuent « parce qu'il y a des mouchards parmi les populations ». Les autres font de même « parce que les populations apportent leur aide aux terroristes ». Dans les deux cas ce sont des populations civiles innocentes qui vont payer tandis que des esprits malveillants vont débattre de l'inutile question : « Qui tue qui ? »

L'idée des représailles ne venait pas du colonel Bachir. Elle émanait de l'un des cercles du cabinet noir. Elle s'est concrétisée peu avant la fin de l'année 1993 à travers l'OJAL, une obscure organisation qui a disparu aussi vite qu'elle est apparue, non sans commettre quelques massacres et laisser des traces indélébiles sur le chemin de la guerre civile.

Aujourd'hui, on ne parle plus de cette organisation terroriste à la solde du pouvoir qui n'avait rien à voir avec la SM. Au lendemain de la publication du premier commu-

niqué annonçant sa naissance et ses objectifs, qui m'a paru bizarre, j'ai vite appelé le commandant Allili, de son vrai nom Belaïd Ben Ali, l'un de ces brillants officiers que comptait la SM, en qui j'avais toute confiance. Diplômé de l'université d'Alger en Sciences politiques, après avoir terminé ses études en post-graduation dans une grande école de Montréal, il a occupé, malgré son jeune âge, de hautes fonctions au niveau du cabinet du général Lakehal Ayat. Que ce soit au sein de ce cabinet, ou à la division d'évaluation et d'analyse, nous nous sommes toujours bien entendus.

Lorsque je lui demandai d'où sortait cette organisation annoncée en grande pompe à la une d'un journal gouvernemental arabophone du soir, *El Massa*, Allili me fit part de sa surprise : « Cela doit être un coup des Bleus. » Autrement dit, la police. On ne parle pas beaucoup d'elle. Mais son implication dans nombre d'assassinats et d'exactions soulève l'indignation de beaucoup d'éléments intègres de la DGSN.

À l'époque, la police avait pour directeur général Mohamed Ouaddah, un homme assoiffé de pouvoir, prêt à marcher sur le cadavre de sa mère pour concrétiser ses ambitions. Les clans du pouvoir qui avaient misé sur lui ont fini par l'éjecter en 1995, après avoir compris qu'il était une véritable girouette. Croyant à tort à la puissance du général Betchine, il avait tourné le dos à ses promoteurs pour se jeter corps et âme au service du ministre conseiller du président Zeroual en 1994. Pour s'imposer et plaire à ses parrains, il ne reculait devant rien. Il n'avait qu'un mot à la bouche pour justifier l'injustifiable : « C'est la raison d'État. »

Jamais la police n'a connu pareille crapule à sa tête. Il ne cherchait pas à faire de l'infiltration des groupes terroristes un moyen de recueillir des renseignements pour

démanteler les réseaux. Il incitait ses troupes à adopter les mêmes méthodes que les terroristes en égorgeant et abattant sans raison des civils. Lui était un vrai « Aussaresses algérien ». Son successeur, Ali Tounsi, l'est tout autant.

Le cas de Samir Fezzani, jeune militant du RCD, est un exemple tragique, parmi des milliers d'autres, des conséquences de cette politique de barbares. Samir, farouche partisan de la démocratie et anti-intégriste convaincu, ne se doutait pas un instant que la lutte antiterroriste, qu'il soutenait de tout son cœur, allait faire de lui une victime enterrée à la sauvette.

Nous sommes en 1994. Mettant à profit le long week-end qui coïncide avec la célébration de la fête du 1er novembre, date du déclenchement de la guerre d'indépendance, il se rend à Alger pour passer quelques jours de vacances chez ses cousins qui habitent le quartier populaire « La glacière » à Hussein Dey. Le 30 octobre, après avoir suivi le discours du président Zeroual à la télévision, il étend le drapeau algérien dans un coin de la chambre et allume quelques bougies pour commémorer l'événement. Vers 22 heures, un peu agité, il quitte l'appartement de ses cousins pour aller scander dans la rue quelques slogans hostiles aux islamistes. Malgré le froid, il est habillé légèrement : un gilet de corps et un pantalon. Arrivé au niveau d'une caserne de la logistique de l'armée, dite « Haouch Hadda », il est arrêté par les militaires qui montent la garde.

Une fois calmé, les militaires le confient à une patrouille de police pour le raccompagner chez lui, en raison du couvre-feu qui interdit tout déplacement à partir de 23 heures. Mais les « anges gardiens » de Samir lui font prendre une tout autre destination : les geôles du commissariat d'El Maqaria.

Malgré leur inquiétude en ne le voyant pas rentrer, ses cousins ont dû attendre le lever du jour pour partir à sa recherche. Ils se rendent d'abord à la caserne qui se trouve à proximité de leur cité pour donner son signalement. L'officier de permanence leur confirme son passage de la veille, et leur recommande d'aller au commissariat de police du quartier. Arrivés sur place, ils sont soulagés d'apprendre qu'il est « en bonnes mains et en sécurité ». Un policier appelle : « Samir !... Il est là ?

— Oui, je suis là ! », répond le jeune homme.

Ses cousins remettent au permanencier ses papiers et ses habits et rentrent chez eux, rassurés par la promesse des policiers de le libérer après son audition. « Une audition de routine, pour justifier la nuit passée au commissariat », leur a-t-on dit. Ils attendent toute la journée. Toute la soirée. Toute la nuit. En vain.

Le lendemain matin, ils se présentent au commissariat, où on leur promet une nouvelle fois : « Il sera relâché dans un petit moment. » Dans l'après-midi, ne le voyant pas rentrer, ils retournent s'enquérir de son état. « Il n'y a pas lieu de s'inquiéter. L'officier qui doit l'auditionner n'est pas encore arrivé. Il rentrera bientôt. » Les cousins regagnent encore une fois leur domicile avec la certitude de voir Samir les rejoindre dans un petit moment... Ils l'attendront toute la nuit.

Au matin du troisième jour, ils sont de nouveau au commissariat. Et là, un jeune officier leur répond sèchement : « Non, on ne connaît pas de gars répondant à ce nom. » Ses cousins s'accrochent, expliquent que, la veille, on leur a dit qu'il était là. Imperturbable, le policier les renvoie comme des malpropres en se faisant menaçant. Devant leur insistance, un policier en civil apparaît et lance : « Allez voir à la morgue de Bologhine s'il y est. » Ses cousins n'en croient pas leurs oreilles. L'ordre, car c'en est un, leur est répété avec aplomb.

À la morgue de Bologhine, on leur confirme sa mort par balles. Ils réclament son corps. « Pas question, c'est un terroriste ! » Un de ses cousins a réussi à voir le cadavre. Il est criblé de balles au niveau de l'abdomen. La famille de Samir remue ciel et terre pour récupérer la dépouille du garçon et prouver qu'il ne s'agit nullement d'un terroriste.

Malgré toutes les promesses des personnalités contactées, il sera inhumé sous « X algérien » dans le carré réservé aux terroristes du cimetière El Alia d'Alger.

Saisi de l'affaire par la famille de la victime, le docteur Saïd Saadi fait diffuser un communiqué qui met en garde contre les bavures. Ce ne sera pas suffisant pour rendre la vie à Samir. Une bavure ? Non ! Ils sont des milliers de Samir à avoir connu le même sort. Des milliers de disparus, arrêtés, torturés et liquidés sans état d'âme par les services de police, la gendarmerie, la Sécurité militaire et les GLD.

Samir n'a pas été victime d'une erreur, mais d'une folie furieuse qui s'est emparée d'un pays où presser la détente est presque devenu un jeu d'enfant. C'est la folie des généraux, qui ont totalement perdu la raison. Ils sont prêts à tuer trente millions d'Algériens pour garder le pouvoir.

Samir, militant démocrate, n'a jamais été un terroriste. La presse « démocratique » a ignoré sa mort, alors que tous les journalistes de la maison de la presse de la place du 1er Mai d'Alger savaient qu'il n'était qu'une victime innocente de plus sur la longue liste des martyrs. Paix à ton âme, Samir.

Des amis policiers, dont je ne peux mettre en doute l'intégrité, m'ont avoué que des dizaines de leurs collègues avaient sombré dans la drogue, l'alcool et la folie pour avoir participé ou assisté à des massacres et des tortures. Ils ont joué aux bouchers jusqu'au jour où, prenant

conscience de l'horreur de leurs actes, ces policiers, tous de jeunes recrues, ont développé un véritable syndrome psychiatrique. Les bourreaux sont devenus victimes. Mais, depuis le début, ils sont victimes d'un système mafieux qui ne peut que s'abreuver du sang d'Algériens. Le système des généraux frappés, eux, par « le syndrome de l'impunité ». Écœurés par les méfaits des généraux mafieux, certains officiers se sont rebellés. Chacun à sa manière. À tort ou à raison.

En 1994, un commandant de la marine a déposé une bombe dans les toilettes du mess des officiers du ministère de la Défense. Qui auraient été les victimes de sa bombe si elle avait explosé ? Sûrement pas les généraux.

Le capitaine Zemani, pilote d'hélicoptère, s'est rebellé lui aussi, en sacrifiant une carrière qui s'annonçait brillante. Le 5 juillet 1993, jour de la célébration de la Fête de l'indépendance, il a décollé à 6 heures du matin et bombardé le poste de commandement de la base d'Aïn Arnat, tirant soixante obus en signe d'adieu à ses camarades.

Quelques jours plus tard, son appareil fut retrouvé dans une ferme à Ramdane Djamel, du côté de Skikda. Mais aucune trace de lui. Il devait passer commandant au mois de novembre, et partir en stage aux États-Unis au mois de décembre. Il n'avait aucun lien avec les intégristes. Mais, d'après ses camarades d'escadron, il ne supportait plus de bombarder des zones habitées par des populations civiles. Il avait déjà refusé de le faire, dans la région de Blida. Ce 5 juillet, il devait participer à un bombardement dans la région de Jijel, dans l'est du pays.

Alors que lui a tout perdu en refusant de bombarder une zone où se trouvaient des éléments de l'AIS, ceux qui devaient subir le déluge de feu de ses obus jouissent aujourd'hui de l'impunité grâce aux accords passés avec le général Smaïl.

Le lieutenant Messaoud Allili était plus raisonnable. À bord de son hélicoptère, il a déserté et s'est rendu en Espagne, où il a demandé l'asile politique.

Beaucoup de militaires sont aussi hantés par certains de leurs actes et dévorés par le remords.

À l'occasion du 27e jour du ramadan 1994, un paisible citoyen de Cherarba, qui emmenait ses deux enfants chez le médecin pour les faire circoncire, rebroussa chemin à la vue d'un convoi militaire. Rattrapé par les soldats, il fut tabassé et abattu d'une rafale de Kalachnikov. Le jeune lieutenant qui avait fait usage de son arme se donna la mort en se tirant une balle dans la tête, quelques jours plus tard.

Parfois, militaires ou policiers se font passer pour des terroristes et rackettent les commerçants. En m'avouant ses agissements, l'un d'eux se justifiait ainsi : « Vaut mieux que ce soit la police qui prenne cet argent que les terroristes. De toute façon, on sait bien qu'ils vont passer. » Pour ce jeune policier, c'était une manière d'arrondir ses fins de mois difficiles. « Ma paye de huit mille dinars ne me suffit pas. » Voyant ses chefs rouler carrosse et se pavaner dans de luxueuses villas, ce policier mobilisé vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans la lutte antiterroriste, victime de la crise du logement, trouvait dans le racket un moyen de tirer profit, à sa manière, de la guerre civile.

La majorité des policiers et des militaires sont mal payés. Leur salaire ne leur permet même pas de s'alimenter correctement. « Sans le racket et la récupération du butin des groupes terroristes que nous neutralisons, je ferais mieux de faire du *trabendo* que de m'exposer à la mort à toute heure. » Faut-il blâmer et condamner ces jeunes policiers et militaires qui sont eux aussi victimes de la mafia qui régit le pays ? Ils sont pris entre deux feux. Celui de

leurs chefs, qui servent de relais aux parrains, et celui des terroristes.

C'est pourquoi je me refuse à assimiler leur dévouement et leur engagement dans la lutte antiterroriste à la lâcheté des généraux, à l'image d'un Khaled Nezzar rasant les murs de Paris jusqu'au Bourget, et passant une nuit blanche sous la surveillance de la DST en attendant le décollage de l'avion privé qu'on lui a envoyé d'Alger pour le rapatrier in extremis.

Si l'Algérien ne cesse de se plaindre de la *hogra*, celle-ci n'est pas le fait du policier, du gendarme ou du militaire. Eux aussi la subissent de la part de leur hiérarchie, et ne font que la répercuter. Ce sont des citoyens comme les autres. Ils vivent les mêmes conditions de misère et de pauvreté que le commun des Algériens.

Je me souviens de ce policier qui, en 1986, était chargé de faire évacuer les habitants des bidonvilles de Belcourt. Dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire, le pouvoir avait décidé que tous les habitants des bidonvilles de la périphérie d'Alger devaient retourner dans leur région d'origine. En rentrant le soir dans son bidonville de Zéralda, il a découvert que sa famille avait été évacuée en son absence, dans les mêmes conditions que celles qu'il venait de faire subir aux autres. Il s'est tiré une balle dans la tête.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, policiers, militaires et gendarmes vivent dans les mêmes conditions que leurs ennemis. Eux non plus ne peuvent pas rentrer chez eux le soir pour retrouver la chaleur familiale. Ceux qui ratissent les maquis souffrent du froid, de la faim et des mauvaises conditions de vie, et flirtent avec la mort sans discontinuer.

Pendant que ces enfants du peuple se livrent bataille

pour le compte d'un pouvoir dont ils ne seront jamais les détenteurs, quel que soit le vainqueur, les généraux baignent dans le stupre, s'abreuvent de whisky et téléphonent tranquillement à leurs rejetons installés dans les capitales occidentales.

Il est malheureux de constater que certains pseudo-démocrates s'en prennent régulièrement à Bouteflika, l'accusant d'islamisme et lui prêtant l'intention de vouloir négocier avec le FIS. Mais lorsque Khaled Nezzar, à Paris, dévoile que c'est le général Smaïl qui a négocié avec l'AIS, autrement dit que les concepteurs de la loi de la concorde ne sont autres que les généraux, les adversaires de cette loi se taisent. Ils ne peuvent pas se permettre de couvrir les généraux des mêmes insultes qu'ils déversent quotidiennement sur Bouteflika, otage consentant entre les mains de la mafia.

11. Pendant les massacres, les affaires continuent...

En s'emparant du pouvoir, le clan des généraux s'est approprié tout un pays. L'économie algérienne, qui tire toute sa force des richesses pétrolières et gazières, est entre leurs mains. Les directeurs généraux de la Sonatrach, Société nationale des hydrocarbures, et de la banque centrale d'Algérie sont placés en permanence sous leur contrôle. Prenant prétexte des mesures de sécurité, ils les ont installés au centre militaire touristique de Sidi Fredj.

Pour le reste de l'activité économique, ce n'est un secret pour personne qu'en Algérie c'est le système du *trabendo* qui prime. Il permet aux grands pontes de l'import-export, qui ne sont autres que les généraux véreux et leurs acolytes, de mener leurs affaires à l'ombre. Pas de contrôle fiscal, pas de comptes bancaires en leur nom. Tout se fait sous des noms d'emprunt.

Le groupe de presse Cirta-com, par exemple, est au nom d'une certaine Aïcha Baya Guedidi. Qui est cette brave dame qui gère une entreprise de diffusion, un groupe propriétaire de deux titres, et est actionnaire de plusieurs autres ? Elle est inconnue dans le monde des affaires et de

la presse. Même son banquier ne l'a jamais vue. Elle est tout simplement l'épouse du général Mohammed Betchine. L'usine de céramique de ce même général est, au regard de l'administration, une SARL familiale dont les parts sont réparties entre quatre personnes : l'épouse et les enfants du général.

Profitant du climat de violence et de terrorisme qui règne en Algérie, il a aussi créé, sous le nom de son beau-fils, Ghalib Djebbour, dont il a fait l'un des directeurs de ses journaux, une société de sécurité. Cette société propose ses services à des organismes étatiques qui ne peuvent pas refuser de conclure des contrats évalués à des centaines de millions de dinars. Betchine a suggéré l'idée à son ami, le général à la retraite, Abdelmadjid Cherif, beau-frère du président Zeroual. Les deux généraux se partagent Alger. L'un sévit à l'est de la capitale, l'autre à l'ouest. Abdelmadjid Chérif cherche même à créer une société d'importation d'armes pour les vendre aux sociétés de sécurité qui prolifèrent.

Betchine n'est pas le seul à agir de la sorte. Non seulement, ils usent tous de noms d'emprunt, mais, dans beaucoup d'affaires, ils n'ont pas besoin de papiers, se contentant de prendre leur part, la *tchippa*, sur les affaires qu'ils protègent de leur autorité.

Un citoyen veut investir dans un secteur, le tourisme par exemple. Avec le meilleur dossier du monde et de solides garanties de succès, il se heurtera d'abord à la machine bureaucratique. Sans appui, il ne peut obtenir ni terrain, ni crédit bancaire. Des gens « qui lui veulent du bien » vont lui conseiller de s'associer à une « casquette », autrement dit un général véreux. Bien entendu, il ne verra, jamais l'ombre du général. Il sera en contact avec lui par le truchement d'intermédiaires. À l'investisseur d'apporter le projet et les capitaux, au général d'apporter sa « caution morale », qui représente sa participation au projet.

Cette caution facilite grandement les démarches auprès de l'administration et les opérateurs économiques de l'État. L'obtention du terrain est facilitée, la clientèle de l'hôtel est assurée.

S'il s'agit de l'importation de produits de consommation, il n'y aura aucun problème pour leur dédouanement et leur commercialisation. Et si d'aventure, un importateur sans appuis s'amusait à importer le même produit, il serait tout simplement bloqué au niveau du port. Parfois, on n'hésite pas à provoquer une pénurie de sucre ou de café pour accentuer la demande. Ainsi, dès son arrivée sur le marché, le produit s'arrache.

Il va sans dire que le financement de ces produits importés est assuré par une banque algérienne. L'importateur n'a pas besoin d'investir un centime tant qu'il a la « caution morale » d'un baron du régime. Chaque général détient le monopole dans un secteur précis. Il y a le général du médicament (Ghenim), de la bière (Ataïlia), de l'immobilier (Benkortebi), de la sardine (Bekhouche), du blé (Larbi Belkheir), etc.

Les créneaux porteurs, en Algérie, sont le domaine réservé des associés de la mafia des généraux. Prenons l'exemple du transport aérien. Qui pourrait se permettre d'investir dans ce domaine ? Ce ne sont pas en tout cas des gens du métier ou des industriels connus.

Allez savoir à qui appartient vraiment la compagnie aérienne Khalifa Airways. De création récente, elle se lance dans un élan de « générosité » sans pareil en offrant le double de leur salaire ou plus aux pilotes d'Air Algérie pour les débaucher, et en sponsorisant tous azimuts un nombre incalculable de clubs de football, dont l'Olympique de Marseille.

Au moment où de grandes compagnies internationales sont confrontées à d'énormes difficultés économiques, ou

font faillite, Khalifa Airways jette l'argent par les fenêtres. « C'est la blanchisserie de l'argent des généraux », n'hésitent pas à dire de nombreux observateurs. Dans une interview accordée au *Figaro* au mois d'octobre 2001, son Président-Directeur général, fils d'un ancien ministre, faute de pouvoir s'expliquer sur sa gestion, laisse planer le doute sur l'origine des fonds de sa compagnie. Quoi qu'il en soit la compagnie aérienne, dont le budget publicitaire est de loin supérieur à son chiffre d'affaires, cas unique dans les annales de l'économie, reflète parfaitement l'image d'un pouvoir dont elle est l'émanation.

Attention ! Lorsqu'on veut s'associer à un général en affaires, il faut savoir conjuguer le verbe manger dix fois plus à la deuxième personne du singulier qu'à la première. « Tu manges, tu manges... (dix fois), et je mange (une fois). » Cette règle est devenue une blague qui court les rues des villes d'Algérie. C'est pour avoir oublié cette règle que Mohammed Redha Ben Boualia, l'associé principal du général Betchine, s'est retrouvé à l'ombre.

Ancien pilote de chasse, radié de l'armée pour pédérastie selon le général Betchine, Ben Boualia servait de nom d'emprunt au parrain de la mafia constantinoise, pour toutes ses affaires véreuses. Il était l'homme le plus craint de Constantine. Lors des visites ministérielles, le wali de Constantine s'effaçait devant lui. Quand Betchine faisait son hold-up sur mon journal, *El Acil*, c'est Ben Boualia qui me faisait face devant le président du tribunal de Constantine.

Le directeur du port de Skikda a été limogé de son poste pour avoir exigé de Ben Boualia qu'il paye les taxes portuaires. Le directeur de la Société d'impression de l'Est, Lazhar Merad, s'est retrouvé du jour au lendemain au chômage pour avoir réclamé à Ben Boualia le paiement des frais d'impression de son journal. Le wali de Constan-

tine, Brahim Djeffal, a été renvoyé chez lui pour avoir reçu un entrepreneur concurrent de Ben Boualia.

J'arrête là la liste des méfaits de ce larbin qui a fini par se retrouver durant trois années derrière les barreaux de la prison du Coudiat de Constantine, grâce à un papier rédigé vite fait chez Mohammed Kaddour, le faussaire du 4e kilomètre de la route du Khroub, toujours prêt à établir les actes notariés que lui demande le général Betchine. Le journal que Ben Boualia se partageait avec l'épouse du général ne lui appartient plus. Tous ses biens ont été saisis durant son séjour en prison. L'argent est destiné à « dédommager » Aïcha Betchine, son ex-associée. Pourquoi ce retournement de situation ?

Ayant servi d'homme lige à un mafieux, Ben Boualia croyait vraiment qu'il était associé à Betchine. En investissant des dizaines de millions dans la campagne électorale de Zeroual (qui n'en avait pas besoin puisqu'il se servait de l'argent du Trésor public), Ben Boualia se croyait associé au pouvoir politique. Il refusait que quelqu'un d'autre vienne le concurrencer dans son association avec « son » général. Ce dernier devait lui être « fidèle ».

Malheureusement pour cet affairiste jaloux, Betchine est polygame. Insatiable, il ne pouvait se contenter des affaires que lui brassait Ben Boualia. Lorsque Abdelali Blikez, autre affairiste de Constantine, a montré le bout du nez, Ben Boualia s'est enflammé et a publié une lettre ouverte, pour se plaindre des agissements de Blikez, au président de la République, Liamine Zeroual, qui aurait dû lui être reconnaissant de sa contribution à sa campagne électorale.

Betchine s'est fâché, a envoyé son fils Ahmed donner une correction à coups de poing à l'associé déchaîné. Avertie, la police a embarqué les deux bagarreurs. Au bout de quelques minutes, le fils du général a bien entendu été

relâché, et l'associé indélicat envoyé devant un juge d'instruction. Là, toutes les affaires ont plu sur le « pauvre » Ben Boualia. Fraude fiscale, vols et destruction de biens d'autrui, outrage à magistrat, abus de biens sociaux, etc. La note était salée. Trois années de prison, et saisie de tous ses biens et de tous ses comptes bancaires.

Associés des généraux, retenez la leçon !

La politique de la « caution morale » est pratiquée aujourd'hui à tous les niveaux de la société. Pour décrocher un marché portant sur la construction de quatre ou dix logements, un petit entrepreneur en bâtiment a besoin d'une intervention du commandant de groupement de la gendarmerie, ou du commissaire de police, ou du maire du village, auprès du directeur de l'OPGI (Office de promotion et de gestion immobilière), organisme d'État. L'intervention, bien entendu, n'est pas gratuite. Il faut payer la *tchippa*.

S'il s'agit d'un grand entrepreneur et d'un contrat portant sur plusieurs millions de dinars, avoir une « caution morale » est obligatoire. Sinon, le fisc, les assurances, la caisse maladie et la « justice » se chargeront vite de mettre en faillite l'imprudent ou le récalcitrant.

Comme je l'ai dit, le premier numéro d'*El Acil* était sur le marché le 6 décembre 1992, deux mois et demi après ma radiation des effectifs de l'armée. Il est vrai que j'avais tout préparé durant l'été. Comme je démarrais sans grands moyens financiers, rares étaient ceux qui pariaient sur les chances de mon entreprise. Betchine, qui n'y croyait pas plus que les autres, m'a d'abord proposé de me louer le sous-sol de la villa de sa mère, dans le centre-ville de Constantine, pour dix mille dinars par mois, avec acte notarié. Comme recettes, je ne comptais que sur les ventes et la publicité provenant du secteur privé et des militants

de la cause berbère dans les Aurès et plus particulièrement dans la ville d'Oum El Bouaghi. L'ANEP (Agence nationale de l'édition et de la publicité), qui détient le monopole de la publicité du secteur étatique, me boycottait. Quant à la subvention de l'État, je ne pouvais espérer y prétendre. Et pour cause... La publication d'un article mettant en cause la mafia des généraux dans l'assassinat du président Boudiaf (14 décembre 1992) et d'un autre dénonçant l'incurie du commandement militaire à la suite de l'attaque par un groupe terroriste de la caserne de Boughzoul (1er avril 1993) avait mis le général Nezzar dans une colère noire. Grâce à sa liberté de ton, la dénonciation du régime des généraux et ses analyses pertinentes, le quotidien a vite reçu l'adhésion d'un large lectorat.

Mais, il m'a aussi valu pas mal de soucis. Trois procès pour délit de presse sanctionnés par trois condamnations à des peines de quatre, deux et trois mois de prison avec sursis. Une convocation chez le procureur général du tribunal de Constantine, une autre chez le directeur régional de la sécurité de l'armée de la 5e Région militaire. Et dire qu'avec ce palmarès, il se trouve des mauvaises langues pour prétendre qu'*El Acil* appartenait au général Betchine. Si c'était le cas, pourquoi ces mêmes mauvaises langues ne s'interrogent-elles pas sur l'impunité dont jouit le titre depuis qu'il a été kidnappé par le général, et sur l'ouverture du robinet publicitaire de l'ANEP, qui fait de lui le premier bénéficiaire des achats d'espace de cette agence d'État ?

En effet, quelques mois après le lancement du premier quotidien indépendant de l'est algérien, Betchine est venu me féliciter du succès que rencontrait *El Acil*. « Maintenant, il va falloir que tu penses à lancer une édition en arabe et une société de diffusion pour mieux commercialiser ton journal. »

Je lui réponds que je réfléchis à ces deux projets, mais que mon journal n'a que dix mois d'existence, et que je dois le consolider avant de passer à la vitesse supérieure.

— Que te manque-t-il ? Je te connais fonceur, capable de tout faire, et maintenant tu semble frileux.

— Ce n'est pas une question de courage. Je ne suis pas prêt financièrement.

Betchine n'attendait que ça. Pour les finances, il a la solution toute prête.

— Ne t'en fais pas. Ben Boualia peut te financer. Tu le prends comme associé, tu montes une grande entreprise et tu seras le PDG.

— Non. Je n'ai pas envie de m'associer avec quelqu'un que je ne connais pas bien.

— Mais je serai associé avec vous. Tu me connais bien. Je t'ai toujours considéré comme mon fils. Tu n'as rien à craindre de Ben Boualia.

Je lui demande alors pourquoi il faut s'associer à Ben Boualia si c'est lui, Betchine, qui apporte les finances. Tout comme je ne manque pas de l'interroger sur la provenance de l'argent, puisqu'il vit de sa pension de retraite, vingt-deux mille dinars mensuels.

— Toi, tu as le journal et le savoir-faire. Ben Boualia apporte les finances et moi, je suis la caution morale. Je ne suis pas fortuné. L'usine de céramique, je l'ai montée avec un crédit bancaire, comme tout le monde. Pour la garantie bancaire de ce crédit, j'ai vendu la villa de fonction d'Alger pour six cents millions, la Peugeot 505 de fonctions pour cinquante millions, le chalet d'Aïn El Bey pour cent quatre-vingts millions. J'ai vendu aussi la villa de Bellevue et le moteur d'un bateau. Ben Boualia me fait les travaux de terrassement de l'usine pour trois milliards, parce que je l'ai aidé à obtenir une ligne de crédit, et Blikez m'a donné du fer pour quatre-vingts millions. Moi, je

n'ai rien volé. Ma villa de Sidi Mabrouk, c'est le génie militaire qui me l'a construite, comme tout le monde. Je peux tout justifier.

Voilà comment s'enrichissent les généraux en Algérie. Vendre villa et voiture de service, qui sont des biens de l'État, c'est normal. Obtenir des lignes de crédit bancaire et se faire construire une villa d'une valeur d'un milliard, c'est faire comme « tout le monde ».

Comme si « tout le monde » pouvait bénéficier de ces avantages acquis sur le dos du peuple. Je décline l'offre et fais remarquer au général Betchine que ce sont là des pratiques mafieuses dont je ne peux m'accommoder.

Le parrain de la mafia constantinoise ne me pardonnera pas ce refus. Il commence par me demander de libérer la cave de la villa de sa mère dans les vingt-quatre heures. Je dois donc suspendre la parution du journal à compter du 3 novembre 1993 et chercher un nouveau local. Il profite de cette suspension pour approcher, par l'intermédiaire de Ben Boualia, les journalistes et les employés des services techniques en leur offrant le double du salaire qu'ils touchaient. Certains d'entre eux acceptent. D'autres préfèrent me suivre dans une nouvelle aventure.

Le 27 novembre, *El Acil* reparaît. Ben Boualia en est le gérant et Rahmani Aziz, le directeur de la publication. Ce dernier, très porté sur la bouteille, sera renvoyé au bout de quelques mois. Avec une administration aux ordres, Betchine et Ben Boualia sont en possession de documents officiels faisant de ce journal leur propriété commune. Le journal est passé au nom de Mohammed Redha Ben Boualia et Aïcha Baya Guedidi, l'épouse de Betchine. Deux spécialistes de la presse, puisque l'un est entrepreneur, et l'autre, femme au foyer !

Ben Boualia était prêt à tout pour servir son protec-

teur et parrain. Sous son parapluie, il savait que rien ne pouvait l'inquiéter. Je l'ai fait condamner à deux mois de prison ferme par le tribunal de Sétif. Il n'a pas fait appel et n'a pas purgé la peine. Betchine est au-dessus des lois, ses protégés aussi. Non seulement, il profite de la manne publicitaire de l'ANEP, mais aussi de la gratuité de l'impression.

Les généraux font des organismes et des entreprises de l'État leur source d'enrichissement. Nul n'a le droit de s'y opposer. Et ils n'hésitent pas à se servir jusque sur le marché des logements sociaux.

Pour absorber la crise aiguë du logement en Algérie, l'État en construit des milliers par an sur l'ensemble du territoire national. À la réception, une partie des logements neufs est distribuée, selon des conditions draconiennes, à des citoyens qui ont attendu plus d'une dizaine d'années dans la promiscuité ou les bidonvilles.

L'autre partie est affectée de droit aux walis [1] qui peuvent prétendre légalement à un quota de 10 % des logements réceptionnés sur leur territoire de compétence. Enfin, le reste est distribué aux barons du régime qui en disposent comme bon leur semble. Ces logements sont destinés à satisfaire les caprices des maîtresses et des enfants, ou bien vendus au prix fort.

Le foncier n'échappe pas non plus à la gourmandise de la mafia et de ses sous-traitants. Il y a deux manières d'en profiter. À chacun selon sa position dans la hiérarchie.

Le sous-fifre achète, par exemple, mille mètres carrés dans une zone de seconde catégorie, pour un prix dérisoire. Il en revend la moitié, pour dix fois son prix d'achat. Avec l'argent gagné, il fait construire sa résidence tout en profitant des largesses des organismes publics. Il achète le

---

1. Préfets.

double de ses besoins en matériaux de construction, toujours frappés de pénurie, à des entreprises publiques, et écoule ensuite l'excédent sur le marché noir au double, voire au triple, du prix d'achat.

Les barons, eux, s'approprient d'abord les résidences de l'État, sous couvert de la loi de cession de biens de l'État, pondue spécialement pour les besoins de la cause en 1981. Les généraux mafieux ont ainsi acquis des résidences d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dinars, pour une bouchée de pain. Ils en louent certaines à des ambassades ou à des sociétés étrangères, et en revendent d'autres en multipliant le prix d'achat par cent. Évidemment, dans ces transactions immobilières, le fisc ne voit que du feu. En effet, la règle veut qu'en Algérie, quand on vend une maison pour cent millions, on n'en déclare que vingt ou trente sur l'acte de vente. De la même façon, une villa louée cinquante millions est déclarée pour deux ou trois au maximum.

Dans l'Algérie des généraux, il n'y a que les salariés qui paient leurs impôts régulièrement, selon le barème officiel, car ils sont prélevés à la source. Les commerçants et les professions libérales se débrouillent comme ils peuvent. « *Tag aala men tag* » (« C'est la loi du plus fort »), selon une expression populaire. Puisque nos généraux sont au-dessus des lois, rien n'empêche les autres de les contourner. Il suffit d'avoir ses entrées dans les différents rouages du système. À chacun selon son pouvoir.

Le général-major Mostefa Benloucif en sait quelque chose. En se rapprochant du président Boudiaf pour tenter de déstabiliser les décideurs, il a fait tomber sur lui l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête depuis 1987.

Au début des années 80, Benloucif était l'homme fort de l'armée algérienne. Il en a profité pour s'approprier de nombreuses villas et résidences à Alger et à Annaba, dans le cadre de la fameuse loi de cession des biens de l'État.

« Il a pris un peu plus que les autres, confie un ancien officier supérieur, mais ce n'était pas ça le problème. Son erreur, c'est d'avoir fonctionné en solo. Il n'avait pas constitué de clan. Il comptait sur les anciens de l'ALN pour contrer les anciens de l'armée française, tout en versant dans l'enrichissement rapide et illicite. »

Finalement, il a tout perdu. Le pouvoir et le soutien des anciens maquisards. Les transfuges de l'armée coloniale vont lui faire payer cher son arrogance et son hostilité.

Sous l'influence de Khaled Nezzar et Larbi Belkheir, le président Chadli ordonne que Benloucif soit auditionné par un groupe de généraux. Ces derniers sont choisis parmi les anciens de l'ALN : Lakehal Ayat Mejdoub, Hachemi Hadjeres, Mohammed Ataïlia, Hocine Benmallem. Bien sûr, Khaled Nezzar est là, comme toujours, pour suivre l'affaire dont il est l'instigateur. Le rapport établi par les cinq généraux demande la restitution des biens détournés, mais Benloucif ne rend qu'une partie du butin. Pas la villa S'tiha, tant convoitée par Belkheir et Nezzar. Acquise pour une bouchée de pain, cette propriété de quatorze hectares à El Biar, sur les hauteurs d'Alger, a été entièrement refaite pour plus de quinze millions de francs, payés sur les fonds de la présidence de la République. Ses adversaires multiplient alors les pressions. Ils lui coupent l'eau et l'électricité. Benloucif va s'installer dans sa luxueuse résidence d'Annaba, en attendant des jours meilleurs. Ils le menacent de le traîner devant la justice militaire, mais rien n'y fait.

Un mercredi d'août 1990, alors que j'étais dans le bureau du général Betchine, j'ai eu l'occasion d'assister à une conversation téléphonique entre Benloucif et lui.

Nous nous apprêtions à partir en mission en Tunisie dans le cadre de la coopération bilatérale, et Betchine invitait Benloucif à se rendre à Alger le samedi. Benloucif

voulait connaître l'objet de cette invitation. Devant son insistance, Betchine finit par lâcher : « Frère, viens leur rendre leur merde. Ils veulent présenter le dossier à la justice militaire. J'ai intercédé auprès du président pour qu'il les empêche. Je t'en prie, Si Mostefa, viens leur rendre leur merde. » À la fin de la communication, Betchine cacha son visage dans ses mains et poussa un grand soupir : « Les sales besognes, c'est toujours pour moi. »

Benloucif ne s'est pas rendu à Alger et a gardé la villa. Mais Nezzar et Belkheir n'oublient jamais rien. À la première occasion, ils vont le livrer à la vindicte populaire comme symbole de la corruption et de l'abus des biens de l'État. Un comble.

En 1992, le quotidien *El Watan* publie le rapport des généraux qui ont auditionné Benloucif en 1987, document classé « secret défense ». Il n'en fallait pas plus pour arrêter le général et le traduire devant la justice militaire. Le procès fut largement médiatisé. Il révéla à l'opinion publique l'image de chefs militaires cupides, arrivistes et voleurs sans vergogne. Condamné à quinze ans de prison, Benloucif n'en purgera que trois, puisque Zéroual l'élargira discrètement, dès son arrivée au pouvoir. Solidarité de l'uniforme oblige. Et puis le président et son conseiller Betchine savaient mieux que quiconque que leur ami Benloucif était victime d'un règlement de comptes.

Ils peuvent tout se permettre. Logements sociaux, voitures, biens d'équipements, lots de terrains à bâtir, crédits bancaires, tout est à prendre. Dans la précipitation, ils oublient même de faire légaliser leurs vols par une Assemblée nationale aux ordres. Pour détourner l'argent public, on ne prend plus le temps de faire dans la dentelle. On remplit une mallette en dollars à Alger, on prend l'avion et une fois arrivé à Paris, on la vide dans un coffre-fort. C'est aussi simple que ça. On est en Algérie, mais on se

croirait dans une république bananière. Ceux qui en doutent n'ont qu'à lire les comptes rendus du procès de Benloucif, publiés par la presse algérienne en 1993. Au président du tribunal, qui lui demandait s'il ne craignait pas de passer la douane avec des valises bourrées d'argent, le colonel Lehbiri, coaccusé de Benloucif, répondit avec aplomb : « Mais je suis un officier supérieur ! Personne ne peut me fouiller. »

Pour l'opinion publique algérienne, tous les généraux sont des voleurs. Tous dans le même sac, et tant pis pour les officiers intègres. Il sont si peu nombreux.

Il n'y a qu'à voir leurs résidences, leurs affaires et le luxe qu'ils étalent insolemment sous les yeux d'un peuple qui s'enfonce de jour en jour dans la misère.

12. Le temps des marionnettes

Tous les présidents qui se sont succédé depuis le décès de Houari Boumediene sont sortis d'une pochette surprise et ont été proposés – imposés – au peuple dans un suffrage aux forts accents de combine et de fraude. Ils sont tous désignés par ce qu'on appelle pudiquement en Algérie les décideurs. Autrement dit, les généraux du cabinet noir.

Mais quel pouvoir a donc un chef d'État dont la désignation est décidée par un clan mafieux ? Qu'il soit candidat unique, ou élu dans des élections pluralistes, le président de la République algérienne est toujours l'otage de ceux qui le parrainent. Dans l'Algérie des généraux, nul ne peut accéder à la magistrature suprême sans se soumettre au club des onze.

Chadli Bendjedid n'y aurait même jamais songé. Son inculture est de notoriété publique. Dès son accession au pouvoir, les blagues les plus cruelles circulaient au sujet de son analphabétisme, et notamment celle-là, qui illustre le mieux l'image que se font les Algériens de leur président :

« Étalé à plat ventre sur une plage de la côte oranaise, le président Chadli offre son corps au soleil brûlant sous le regard amusé de deux de ses gardes du corps. Ces derniers,

apercevant deux fourmis circulant l'une derrière l'autre sur le dos du président font un pari. L'un pronostique que la fourmi placée en seconde position finira par doubler sa compagne avant d'arriver au niveau de la nuque. Le second parie que, malgré ses efforts, elle n'y arrivera pas. Il gagne. Étonné, son camarade lui demande comment il savait que la deuxième fourmi ne réussirait pas son dépassement. Et l'heureux gagnant de lui lancer : ces fourmis connaissent bien le code de la route. Il est interdit de doubler sur un dos-d'âne. »

Chadli, un président fainéant, illettré et apolitique, ce n'était un secret pour personne. Nul n'a oublié ce fameux discours dans lequel il affirmait sans rire : « L'État qui n'a pas de problèmes n'est pas un État ; et Dieu merci, l'État algérien n'a pas de problèmes. » Chadli était bel et bien une marionnette entre les mains des généraux.

Nous avons vu que leur décision de rappeler Mohammed Boudiaf, qui n'était lui ni apolitique ni inculte, était dictée par le fait qu'il avait perdu de vue la réalité algérienne après vingt-huit ans d'exil. Cette méconnaissance devait faire de lui une marionnette idéale. Son intelligence lui a coûté la vie.

Ali Kafi s'est trouvé à la tête de l'État par « accident ». Il a terminé le mandat du Haut Comité d'État, totalement effacé par la mafia, qui se méfiait beaucoup de cet ancien colonel chef de la wilaya II au temps de la guerre de libération. Il était interdit d'assemblée publique. Ses rares apparitions à la télévision étaient censurées sans ménagement.

Cette censure, dont fait l'objet le chef de l'État, j'ai pu la vérifier dans le courant de l'année 1993, lors d'une conférence de presse donnée par Kafi. Au cours de cette réunion, j'avais posé deux questions au président. Leur formulation et leur teneur n'étaient pas du goût des cen-

seurs. Le soir, en diffusant la conférence de presse, la télévision algérienne avait tout bonnement passé aux ciseaux les deux questions pour ne présenter que la moitié de la réponse de la première. Le lendemain, je titrai à la une d'*El Acil* : « Qui censure Kafi ? » Dans l'éditorial, je demandais s'il y avait une autorité supérieure à celle du chef de l'État pour se permettre de le censurer.

Ali Kafi n'était pas facile à manipuler. Il connaissait leur passé. Ils ont tout fait pour éviter l'affrontement avec lui en attendant l'arrivée du prochain poulain.

Vivant paisiblement sa retraite dans sa ville natale de Batna, le général Liamine Zeroual ne s'attendait nullement à se retrouver un jour au sommet de l'État. Son élection fut une supercherie sans pareille. Ce retour sur scène du général en a surpris plus d'un. À commencer par l'intéressé lui-même.

Suspecté d'avoir « comploté », en 1986, avec quatre autres généraux pour éjecter Chadli en douceur de la présidence de la République, Zeroual avait été envoyé comme ambassadeur en Roumanie en 1989, au moment où ce pays était coupé du reste du monde. De retour à Alger, après neuf mois passés à Bucarest, il demande à Chadli un poste d'ambassadeur dans un pays où il fait bon vivre. Le président dégage en touche : « Va voir avec le ministre des Affaires étrangères », Sid Ahmed Ghozali à l'époque.

Ce dernier savait très bien que, pour les généraux, étrangers au corps de la diplomatie, sans recommandation ou instruction du président de la République, aucune décision ne pouvait être prise. La demande de Zeroual est donc tombée dans les oubliettes. Ce berbère aurèssien n'est pas du genre à aimer les affrontements. Estimant avoir fait son temps, il est parti mener une vie des plus ordinaires à Batna, afin de s'occuper de ses affaires, loin du tumulte

de la capitale. Pour atténuer son mécontentement, le pouvoir lui a généreusement accordé deux lignes de crédit bancaire afin de monter des affaires. Politiquement, il était complètement hors du coup. Comme tous les citoyens, il commentait les événements avec simplicité, n'hésitant pas à afficher de la sympathie pour le FIS à ses débuts, par rancune envers ses anciens pairs.

Écœuré par le bain de sang dans lequel l'Algérie était plongée, il n'a rien entrepris pour jouer un rôle politique. Sachant très bien que le pays était entre les mains des transfuges de l'armée coloniale, il ne pensait pas un instant se voir rappeler un jour par ceux qui l'avaient évincé du milieu militaire dans lequel il baignait depuis qu'il s'était engagé dans les rangs des maquisards à l'âge de seize ans, abandonnant son emploi d'ouvrier agricole chez un colon de Khenchela. Il ne cachait pas son antipathie pour Nezzar, Belkheir, Tewfik, Lamari, et mettait le drame de l'Algérie sur le compte de « *hizb frança* » (« le parti de la France »). Il sait de quoi il parle. Mohammed Lamari lui a collé aux basques dans toutes les unités qu'il a commandées. Et c'est sans grand étonnement qu'il le retrouve comme chef d'état-major, nommé quelques jours avant son retour, lorsque lui est confiée la Défense nationale. Il sera donc son éternel adjoint. Théoriquement, Zeroual est le chef de l'armée. Mais il n'arrivera jamais à déboulonner le général de corps d'armée Mohammed Lamari, qui est toujours en place.

Les parrains se sont servis de son ami Betchine, qui s'occupait du montage de son usine de céramique à Oued Seguène, à quelques encablures de son fief constantinois pour l'influencer et lui conseiller d'accepter la proposition. Betchine, qui voyait s'ouvrir de nouveaux horizons avec l'arrivée de Zeroual à la tête de l'armée, m'a raconté les détails de l'approche.

En juillet 1993, Liamine Zeroual a été rappelé pour succéder au général Nezzar au poste de ministre de la Défense nationale. Cette démarche s'inscrivait dans le cadre d'un plan minutieusement préparé, destiné à placer Zeroual sur orbite pour en faire deux ans plus tard un président de la République crédible. Bien que la date du 5 juillet pour les promotions aux grades supérieurs soit dépassée, les généraux s'autoproclament, pour ceux qui ne le sont pas encore, généraux-majors, le 14 juillet, date de la fête nationale française. Ce que ne manquent pas de relever les officiers issus de l'ALN qui, eux, n'ont pas bénéficié de l'avancement. « Voilà la promotion Lacoste bis », ironisent-ils. C'est surtout une manière habile de piéger Zeroual, dans le cas où il voudrait faire valoir son grade de général. On veut de lui comme ministre civil. Uniquement. « C'est dans la perspective de le désigner président de la République, une fois le mandat du HCE arrivé à terme », prévoit un général à la retraite, très au fait du jeu des coulisses. « Oui, c'est lui le futur président de la République. Il a le profil recherché par les décideurs », insiste mon interlocuteur lorsque je lui demande ce qu'il pense de la nomination de Zeroual à la Défense. La mafia des généraux voulait un second Chadli.

Connaissant les hommes du système algérien, je ne suis nullement étonné par ce que je viens d'entendre. Toutefois, pour confirmer cette thèse, j'appelle Larbi Belkheir, à son domicile. Avare de confidences, il me dit tout ignorer de cette nomination. Néanmoins, à aucun moment il ne me donne l'impression d'être surpris par la nouvelle.

Pendant qu'il était au ministère, la mafia a tout fait pour donner à Zeroual l'impression qu'il était associé aux grandes décisions, notamment celle concernant la succession du Haut Comité d'État, présidé par Ali Kafi. Quoi qu'on dise de lui, Zeroual est un patriote qui avait une

réelle volonté de sortir le pays de l'impasse dans laquelle la mafia l'avait enlisé. Lors d'une réunion avec Abdelaziz Bouteflika, en présence de quelques membres du clan mafieux, il jouait à l'interlocuteur officiel qui parlait au nom de l'institution militaire.

Bouteflika commença par décliner l'offre des décideurs qui lui proposaient de prendre les rênes du pays. Devant l'insistance de Zeroual, il lui dit : « Prends, toi, la présidence, et je travaillerai avec toi comme conseiller. » Zeroual lui répliqua, alors : « L'Algérie n'a pas besoin de conseillers. Elle a besoin d'un chef. Et c'est pour cette raison que nous avons fait appel à toi. » Flatté dans son amour-propre, Bouteflika fait alors part de ses conditions. Pas de direction collégiale, comme il était prévu. Il sera seul président de l'État et c'est lui qui désignera un vice-président, s'il le juge nécessaire. Il veut jouir des prérogatives que confère la Constitution au président de la République élu au suffrage universel. Il veut que sa nomination émane officiellement du Haut Conseil de sécurité, et non de la Conférence de dialogue nationale, regroupant les partis politiques compromis avec la mafia, réunie en janvier 1994 au Club des Pins.

Zeroual donne son aval à toutes ces conditions. Mais la mafia n'est nullement de son avis. Elle brouille l'accord en organisant des fuites à travers la presse. Ayant compris la manœuvre, Bouteflika se retire à la dernière minute. Cela répond aux objectifs de la clique de Nezzar, qui met alors Zeroual au pied du mur. « Ou il accepte de prendre ses responsabilités en accédant à la magistrature suprême, ou c'est la crise politique et le chaos pour l'Algérie », lui laisse-t-on entendre. Il est alors nommé président de l'État pour une période de trois ans, en attendant la tenue d'une élection présidentielle démocratique.

Le 31 octobre 1994, après une année d'exercice, il

annonce, sous l'influence de son ami et conseiller Mohammed Betchine, la tenue prochaine d'une élection présidentielle pluraliste.

Il aura ainsi le choix entre jeter l'éponge en cédant la place à un président élu ou bien se libérer de la mafia en obtenant la légitimité des urnes. C'est cette seconde hypothèse qui été retenue par Betchine, afin de se renforcer contre le clan mafieux qui ne voulait plus de lui.

En novembre 1995, se tient la première élection présidentielle pluraliste en Algérie. À une semaine de l'échéance du dépôt des candidatures, des dizaines de candidats se sont lancés dans la course à la récolte des soixante-quinze mille signatures nécessaires récoltées dans les vingt-huit wilayas[1] du pays. La mafia n'a pas encore fait connaître le nom de son candidat, dit « candidat de l'armée ». De conclave en conclave, et après de multiples conciliabules, on annonce Liamine Zeroual « candidat indépendant ».

Sans parti politique, et « sans le soutien de l'administration », appelée à faire preuve d'impartialité, il réussit le tour de force de récolter en une semaine plus du triple des signatures exigées. Le bilan de ses deux années passées à la tête de l'État n'a pourtant rien de brillant. Il se retrouve candidat aux côtés du cheikh Mahfoudh Nahnah, leader du mouvement islamiste Hamas, et agent des services de sécurité, du docteur Saïd Saadi, leader du RCD, et de Noureddine Boukrouh, chef du Parti du renouveau algérien. Faute d'audience, ces deux derniers ont peiné à récolter les signatures nécessaires. Le RCD, « ghettoïsé » en Kabylie, a du mal à s'ancrer dans les autres régions du pays, et le PRA, petit parti naissant, n'a pu, en un si court laps de temps, faire connaître ses thèses aux Algériens.

1. Préfecture.

Les trois concurrents de Zeroual ont fait des études supérieures. Ils ont chacun un programme politique qui reflète la vision de leurs partis respectifs. Ils ont fait étalage de leurs capacités intellectuelles tout au long de leurs interventions télévisées et de leurs nombreux meetings.

Parti au maquis à l'âge de seize ans, Zeroual n'a même pas fait d'études secondaires. Durant la campagne électorale, il n'a pas jugé utile d'intervenir à la télévision, laissant ce soin à ses « partisans », briefés par son directeur de campagne occulte, le commandant Benmerabet, dit Omar, secrétaire du général Smaïl. Dans ses rares meetings, il s'est contenté de brasser des généralités et d'user de la langue de bois. Les Algériens ont retenu cette phrase qui les a beaucoup fait rire : « Les autres candidats n'ont pas de programme. Moi seul, j'ai un programme. » Ce qui faisait dire à beaucoup d'Algériens qu'ils étaient prêts à parier dix ans de prison ferme par question se rapportant à son programme, chaque fois que Zeroual serait capable de répondre à l'une d'entre elles.

Pour donner plus de chances à son candidat, la mafia fait fonctionner ses relais médiatiques, télévision en tête, pour présenter Zeroual comme « L'homme du consensus », le seul capable d'arrêter l'effusion de sang parce qu'il a l'armée derrière lui.

Au soir du premier tour, les résultats donnent Zeroual vainqueur, avec 61 % des suffrages exprimés. Un résultat guère étonnant pour celui qui connaît bien le fonctionnement du système algérien. Ce résultat je l'avais annoncé la veille dans *Le Quotidien de Paris,* dont j'étais devenu le correspondant en Algérie. En faisant l'économie d'un second tour, la mafia avait réussi le sien : manipuler le peuple et son président.

Un président qui ne parviendra pas à se défaire de ses parrains, malgré les tentatives de Betchine, et notamment

celle de créer une force politique sur laquelle Zeroual pourrait s'appuyer, le Rassemblement national démocratique. Ce parti ne sera jamais rien d'autre qu'un refuge de médiocres et d'opportunistes de tout poil.

Abdalhak Bemhammouda, secrétaire général de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), syndicat inféodé au pouvoir, sur lequel reposaient les calculs de Betchine, est assassiné peu avant la création du RND. Le crime est, comme d'habitude, attribué aux GIA. Mais, avant de rendre l'âme, Benhammouda a lancé à l'adresse de ses compagnons : « Ils nous ont trahis. » Une phrase rapportée par plusieurs journalistes de la presse algérienne qui signifie beaucoup de choses. Le général Betchine lui-même n'a aucun doute. En privé, il accuse le général Tewfik d'avoir commandité le crime.

Son deuxième poulain, Tahar Benbaïbeche, l'exemple type du parfait médiocre, secrétaire de l'Organisation des enfants de martyrs de la révolution, est loin de faire le poids devant celui que présente la mafia, Bensalah, président de l'Assemblée nationale, auquel succédera le favori du clan, Ahmed Ouyahia.

Fin 1998, isolé, se sentant de plus en plus l'otage des décideurs, Zeroual se brouille avec le clan mafieux. Il en arrive à la démission au terme d'une réunion houleuse avec le général Mohammed Lamari et sa bande. Pris de panique, les décideurs appellent en urgence Bachir Boumaza, alors président du Sénat, en voyage à Moscou, et lui annoncent qu'il est président de la République par intérim. Mais l'intervention d'autres membres du clan a fini par calmer l'ambiance.

Sans donner la moindre explication au peuple qui l'a « élu », Zeroual, annonce qu'il écourte son mandat et

appelle à l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

Après le président démis de force et celui assassiné en public, la mafia a encore perdu l'un de ses pantins. Son problème, c'est qu'aucun de ses membres ne peut occuper le devant de la scène. Elle a toujours besoin de la « légitimité historique » d'un ancien maquisard. Seulement, ces maquisards ne sont pas toujours faciles à manipuler. Certains finissent même par réagir.

Qui sera le nouveau poulain du clan ? Larbi Belkheir, officiellement à la retraite, mais cheville ouvrière de l'ombre, leur vend une idée a priori difficile à digérer : « Jouons la carte Bouteflika. »

Le candidat n'a pas le profil auquel le clan est habitué. Il est tout le contraire d'un analphabète apolitique, inculte et manipulable. L'ancien chef de la diplomatie algérienne des années Boumediene a disparu de la scène politique algérienne depuis vingt ans. Sali par une accusation de détournements de fonds dès l'avènement de Chadli, il est allé se réfugier en Europe avant d'être accueilli par des émirs du golfe Arabique qui l'employaient comme conseiller.

En septembre 1989, je l'ai rencontré dans la villa située à quelques mètres du palais présidentiel d'El Mouradia, qu'occupait l'opposant marocain Lefkih El Basri, réfugié politique en Algérie. Laissant El Basri plongé dans une conversation passionnante sur la question palestinienne avec Atef Aboubakr, dit Abou Farah, ex porte-parole du groupe Abou Nidal, j'engageai de mon côté un non moins intéressant entretien avec Bouteflika. Durant plus de deux heures, mon interlocuteur fit le procès du régime en place. Interrogé sur son éventuel retour aux affaires politiques, il

me dit dans un arabe châtié : « J'ai exercé le pouvoir lorsque il était idolâtré. Mais aujourd'hui, tu vois bien dans quel état il se trouve. Que dire d'un pouvoir qui invite ses ministres à ramasser leurs savates au bout de neuf mois ? Aujourd'hui, je suis comme ce footballeur qui a fait son temps et qui regarde les autres jouer depuis les tribunes. »

Bouteflika avait perdu toute ambition de revenir sur le devant de la scène. Le choix de Belkheir a étonné plus d'un observateur et suscité l'opposition de quelques membres du club des onze.

Le général Khaled Nezzar est le premier à s'opposer à ce choix. Il manifeste son désaccord publiquement en traitant Bouteflika de « vieux canasson ». Lui et certains de ses compagnons voient resurgir leur passé de déserteurs suspects. Un passé que connaît bien le candidat de Larbi Belkheir. Mais ce dernier sait ce qu'il fait. Il a besoin d'un homme crédible sur la scène internationale. Un homme qui puisse ramener les capitaux dont a besoin l'Algérie saignée à blanc par la mafia. Il les déchargera, ainsi, de la gestion économique du pays.

Abdelaziz Bouteflika, malgré toute son expérience et sa connaissance des rouages du pouvoir, s'est fait piéger et transformer en otage consentant entre les mains de la mafia. Il a beau expliquer qu'il n'est pas un président aux trois quarts et qu'il n'est pas de la crème chantilly sur un dessert, force lui est de reconnaître qu'il n'a aucun pouvoir réel. Comme ses prédécesseurs, il n'a même pas le droit de s'adresser au peuple en direct sur l'unique chaîne de la télévision algérienne. Tous ses discours sont enregistrés au préalable et passent par les mains des censeurs.

Bouteflika ne s'est pas retrouvé président malgré lui. Il voulait ce poste. Il a une revanche à prendre sur l'histoire. Celui qui a dirigé la diplomatie algérienne de 1964 à 1978 va faire montre de son talent d'homme rompu aux

négociations et aux compromis. Il peut cohabiter avec la mafia, pour peu qu'elle lui laisse les coudées franches sur le terrain économique, par lequel il envisage de s'imposer comme l'homme providentiel. Une ambition que n'ignore pas le général Belkheir. Il invite ses acolytes chez lui pour rencontrer le nouveau candidat. Néanmoins, des réticences persistent chez certains membres du clan mafieux. Ils jugent le pari risqué. Avec Bouteflika, il va falloir jouer serré.

Dans la somptueuse villa de Belkheir, située dans le quartier chic de Hydra où réside toute la nomenklatura algérienne, le marché est conclu en ces termes : « À toi, la gestion de l'économie et la politique internationale. À nous les affaires militaires et sécuritaires. Le pays est en état de guerre, tu délègues tes pouvoirs de ministre de la Défense et de chef suprême des forces armées au général Mohammed Lamari, comme l'ont fait tes prédécesseurs. »

À peine le marché conclu, Bouteflika se rend chez Mohammed Salah Yahyaoui, son ancien compagnon dans l'équipe de Houari Boumediene, accompagné de Mohammed Cherif Messaadia, pour lui faire part de la proposition des décideurs et des termes de l'accord. Yahyaoui lui donne un avis très différent de ce qu'il attendait : « S'il y a un changement dont le pays a besoin, c'est bien au niveau du commandement de l'armée. C'est ce que réclame le peuple. Si tu n'as aucun pouvoir sur l'armée mieux vaut refuser leur proposition. » Bouteflika lui rappelle qu'il s'est déjà engagé avec eux et demande à Yahyaoui d'apporter son soutien à sa campagne électorale. « *Niet* », dit l'ancien membre du Conseil de la révolution.

De son côté, Messaadia, toujours de mèche avec le clan mafieux, où il compte en Abdelmalek Guenaïzia un parrain solide, encourage Bouteflika à s'engager à fond. Il

y va de son intérêt, puisqu'il lui est promis un retour en force sur la scène politique. Hedi Khediri, l'ancien patron de la police et homme clé du sérail de Chadli, exprime son soutien à Bouteflika et promet une importante contribution financière à sa campagne électorale, de l'ordre d'un million de dinars. En contrepartie, il veut le poste d'ambassadeur au Maroc.

D'autres candidats entrent en course : Mouloud Hamrouche, Mokdad Sifi, Sid Ahmed Ghozali. Tous ces anciens chefs de gouvernement ont de bonnes relations avec certains membres du clan des décideurs et comptent sur l'appui de la mafia. En vain. Leur candidature sera exploitée pour mieux affaiblir Bouteflika.

Son élection est brouillée par le retrait de tous les candidats à la dernière minute, sous un prétexte tout indiqué : il y a fraude et les résultats sont connus d'avance. Comme si c'était nouveau en Algérie.

Ce retrait n'empêche pas la mafia de poursuivre sa manœuvre et de porter Abdelaziz Bouteflika aux commandes du pays, mais celui-ci est désormais dans un sérieux état de dépendance. Il est totalement redevable à ses sponsors qui n'ont pas annulé le scrutin malgré le retrait des autres concurrents.

Le tribun qui a charmé les foules par ses discours de campagne électorale, en dénonçant « la corruption et la mainmise de quinze généraux sur l'économie du pays », se révèle en fin de compte incapable de passer aux actes. Il est surveillé, contrôlé et ligoté par ceux-là mêmes qu'il a dénoncés. Pour mieux verrouiller son environnement, ils placent au siège de la présidence deux hommes influents du clan, les généraux Mohammed Touati et Benabbes Gheziel, en tant que conseillers. Enfin, pour mieux le mettre sous l'éteignoir, on rappelle son sponsor, le général Belkheir, pour diriger le cabinet présidentiel. « Occupe-toi de ton poulain », lui est-il demandé. Bouteflika est neutralisé.

Plus de deux ans se sont écoulés depuis le début de son mandat sans qu'il puisse mettre à exécution un iota de son programme électoral. Bien au contraire. Il prend même à son compte les accords passés avec l'AIS, ce qui lui vaut des critiques virulentes de la presse indépendante. Sa politique de concorde civile, qui n'a pas su tenir compte des complexités du drame algérien, des blessures et des rancœurs accumulées, est un échec lamentable.

En juin 2001, les événements de Kabylie, qui se sont élargis à d'autres régions du pays, ont failli l'emporter à un moment où ses relations avec les décideurs étaient de plus en plus tendues. Sa destitution serait passée comme une lettre à la poste, sans la révélation à l'opinion publique internationale du rôle joué par les généraux dans les hautes sphères du pouvoir algérien.

Bouteflika ne sera pas chassé, cette fois-ci, du palais présidentiel, mais la mafia a réussi un grand coup. Il aura fait un mandat à blanc. Au même titre que ses prédécesseurs, il n'a rien fait pour l'Algérie, si ce n'est l'enfoncer davantage dans la crise et le chaos. Malgré ses capacités avérées, il n'a pu échapper à la manipulation. Pour avoir été un otage consentant et éclairé, il est plus blâmable que ses prédécesseurs, avec lesquels la mafia a abusé de la fibre patriotique et du sens de la responsabilité, à un moment où le pays s'enlisait dans une guerre civile qui ne veut pas dire son nom.

13. Justice pour l'Algérie

Le 15 février 1997, je débarque à Paris avec mille cinq cents francs en poche. Le lendemain, je dépose ma demande d'asile politique à l'OFPRA. Outre les copies de mes propres articles et ceux des journaux algériens et étrangers attestant de ma persécution par le régime algérien, mon dossier contient deux de mes trois procès-verbaux de jugement – je n'avais pas eu le temps de récupérer le troisième – faisant état de mes condamnations pour délit de presse. À ces documents, j'ai ajouté un arrêté ministériel signé par Abderrahmane Meziane Cherif, ministre de l'Intérieur, suspendant *Le Libre*, pour une durée indéterminée, en violation de la loi qui limite cette suspension à six mois. Avec tous ces éléments, je pense que mon dossier est solide. Pourtant, après six mois d'attente et de galère, l'OFPRA juge que je ne suis pas persécuté par le pouvoir algérien et rejette ma demande.

En recevant cette décision, au mois de juillet 1997, j'ai l'impression que le ciel me tombe sur la tête. Que faut-il de plus au pays des droits de l'homme ? Une tentative d'assassinat en bonne et due forme ?

Après une année d'attente, je serai finalement entendu par la commission de recours le 15 juin 1998, jour de mon

anniversaire. Un mois plus tard, j'obtiens le droit à l'asile politique, conformément aux accords de Genève de 1952.

Pour subvenir à mes besoins durant cette période, en plus de quelques piges et traductions pour certains journaux étrangers, j'ai trouvé en Tayeb Ouafi, un homme que j'avais connu par hasard, lors d'un précédent voyage à Paris, l'ami providentiel. En dépit de ses modestes moyens financiers, il m'a tout donné.

Au plan médiatique, la désillusion est grande. Mon discours ne s'inscrivant pas dans la grille de lecture des médias français, je n'intéresse personne. Dénoncer la pègre des généraux transfuges de l'armée coloniale et leur mainmise sur l'Algérie, c'est hors-sujet. Il faut parler de sang, de violence, de massacres, d'intégrisme et toujours revenir sur ce faux débat : « Qui tue qui ? » Toutes mes tentatives pour me faire entendre auprès des journaux français sont vaines. Quand elles comprennent que mon discours n'est pas celui qu'elles attendaient, les chaînes de télévision qui m'ont contacté ne donnent pas suite. « La marche du siècle » refuse de diffuser le reportage que m'a consacré la journaliste Isabelle Billet au début de l'année 1998, sur le thème des demandeurs d'asile dont le dossier a été rejeté par l'OFPRA. Il faut attendre le mois de mai 2001 pour que se brise l'embargo médiatique, au moment ou je désespérais de voir la presse française s'intéresser au fond du problème algérien.

Tout le mérite en revient au talentueux chroniqueur et romancier Yassir Benmiloud, plus connu sous les initiales YB, qui a contacté Farid Aichoune et Jean-Baptiste Naudet, journalistes au *Nouvel Observateur*. Après s'être assurée de ma crédibilité, la direction du journal donne son accord pour mon interview, et me fait les honneurs de la couverture du numéro du 14 juin.

C'est un succès retentissant. De nombreuses chaînes de radio et de télévision m'ouvrent les portes. La presse écrite, en revanche, hormis *Le Monde* qui a repris, en la résumant, l'interview du *Nouvel Obs*, et *France Soir*, qui m'a sollicité pour une déclaration sur les événements de Kabylie, garde le silence.

L'écho de cette interview dépasse toutes mes espérances. Dans les quartiers où la communauté algérienne est importante, les kiosques épuisent leurs stocks en un clin d'œil. Le plus étrange, pour moi, c'est de voir les pages du *Nouvel Observateur* reproduisant mon interview placardées sur les murs tout au long du boulevard Rochechouart, jusqu'à la porte de Clignancourt. Ceux qui me reconnaissent dans la rue ou dans le métro me saluent et m'encouragent. D'autres s'étonnent de me voir circuler sans protection. Ils me disent : « Prends garde à ces chiens ; ils peuvent te tuer. »

En Algérie, *Le Nouvel Obs* est évidemment interdit à la vente. On demande aux passagers en provenance des capitales européennes s'ils ne sont pas en possession du journal. Mais à l'ère de l'Internet et de la parabole, plus rien ne peut faire obstacle à l'information. Comme le rapporte *El Watan* dans une des ses éditions du mois de juin, les pages publiées sur le site Internet du *Nouvel Obs* sont largement tirées, photocopiées et diffusées.

De nombreux amis se sont procuré mon numéro de portable et m'appellent pour me féliciter. Même les généraux Belkheir et Tewfik me téléphonent pour me proposer de m'établir un passeport. Ils m'assurent de leur compréhension et saluent mon combat. Larbi Belkheir va jusqu'à me dire qu'il est mon allié ! Quant à l'action en justice pour diffamation qu'il compte intenter, il me dit :

« C'est une action que je suis obligé de mener car il y va de mon honneur. Mais cela ne remet nullement en cause l'affection et l'amitié que j'ai pour toi. »

Dans la presse algérienne, les réactions à mes déclarations sont des plus favorables. Comme à son habitude, *El Watan* est le premier à publier un résumé de l'interview. Il sera suivi, deux jours après, par le quotidien arabophone *El Youm*. Quelques jours plus tard, *Le Soir d'Algérie* publie à son tour un résumé très consistant de l'interview. La mafia des généraux, qui espérait un tir groupé de la presse contre moi, est déçue.

Seuls l'organe du FIS, *La Rabita*, et deux journaux proches du pouvoir mafieux ont répondu par l'insulte et la diffamation. Il est naturel que je dérange à la fois les intégristes et les généraux. Ne sont-ils pas les deux faces d'une même pièce ?

Ces généraux n'avaient certainement jamais imaginé qu'un jour un enfant du peuple pénétrerait le cœur du système et étalerait leur macabre forfaiture aux yeux du monde.

Mais ce livre ne doit pas faire croire que l'histoire est close. Il faut qu'il soit le prélude à un véritable changement, tant de fois annoncé et jamais accompli.

L'Algérie est en danger. Le chiffon rouge qu'on brandit à la face du peuple depuis plus de dix ans ressemble à la *muleta* qu'on agite sous le nez du taureau dégoulinant de sang. Un leurre, manipulé par un habile matador en uniforme rutilant, pour faire tourner l'animal en rond et le garder à sa merci.

Nul ne peut nier que des civils innocents ont été tués par des militaires, des gendarmes, des policiers et les milices des Groupes de légitime défense. Cela ne disculpe nullement les terroristes qui se servent de l'islam pour couvrir leurs monstruosités. Et ce n'est nullement une atteinte à l'honneur de l'armée et de l'Algérie que de reconnaître que des crimes ont été commis par des membres des services de sécurité.

L'honneur de l'Algérie a été bafoué par des généraux véreux qui ont fait des Algériens la risée des autres au point qu'ils ont honte de décliner leur nationalité.

Cet honneur a été bafoué par des politicards qui courbent l'échine devant un sergent, tellement est puissant leur « complexe de la casquette ».

Il a été bafoué dès l'époque où, devant les consulats des pays d'Europe, se formaient de longues files d'attente d'hommes et de femmes en quête d'un visa sans retour.

Il a été bafoué lorsque la totalité des compagnies aériennes a boycotté nos aéroports ; lorsque plus aucun chef d'État étranger ne venait en visite en Algérie.

Il a été bafoué dès la fermeture des consulats de certains pays européens, obligeant le citoyen algérien à se rendre en Tunisie ou au Maroc pour y déposer sa demande de visa.

Il est foulé au pied depuis que des milliers d'Algériens ont commencé à inonder les centres de transit des demandeurs d'asile.

Qui est responsable de cette situation ? Sûrement pas les hommes et les femmes qui dénoncent la mafia des généraux.

Les responsables sont connus de tous. Ce sont ceux qui imposent leur tutelle à l'Algérie. Ceux qui décident de ses choix et de ses hommes politiques. Ceux qui ont poussé Chadli sur le devant de la scène pour mieux se cacher derrière lui, avant de le rejeter dans les coulisses. Ceux qui sont allés chercher Boudiaf pour le tuer six mois plus tard. Ceux qui ont sorti Zeroual de sa retraite pour le manipuler. Ceux qui ont ressuscité Bouteflika pour faire croire au retour de la démocratie.

Maintenant que vous avez lu ce livre, vous connaissez leurs noms et leurs méthodes.

Ces hommes n'ont pas le droit de s'abriter derrière l'institution militaire. Ils n'ont pas le droit de s'identifier à l'Algérie, qu'ils ont réduite à la taille d'un nain dans le concert des nations. Si petite soit-elle, elle sera toujours trop grande pour eux.

Les militaires, les gendarmes et les policiers qui ont perpétré des crimes n'ont fait qu'exécuter leurs ordres. Ils ont été pris dans le tourbillon d'une guerre dont ils ne sont pas les initiateurs et à laquelle ils ne comprennent plus rien. On les a même vus sécuriser des camps de terroristes à Jijel, et protéger leurs chefs, à l'exemple de Benaïcha, après les avoir traqués des années durant.

Quelle logique veut-on invoquer pour expliquer à l'opinion publique qu'un homme dont la tête était mise à prix plus de cinq millions de francs soit, du jour au lendemain, sous la protection des services de sécurité et poursuivre en justice un journaliste qui a mis sa vie en péril dix années durant en combattant par la plume ces hordes terroristes ?

Comment expliquer que des terroristes soient blanchis de leurs crimes, alors que des opposants, qui n'ont que les mots pour combattre le pouvoir mafieux, sont interdits de séjour dans leur pays ?

Ces mafieux, qui justifient tous les abus et toutes les exactions du pouvoir par la lutte contre l'intégrisme islamiste, sont les mêmes qui ordonnent l'arrestation des couples qui se promènent dans les rues d'Alger.

Ce sont les mêmes qui font de la femme algérienne une éternelle mineure ne disposant même pas du droit de signer une autorisation parentale ou d'accompagner ses enfants en voyage à l'étranger en l'absence du père. Rien ne les différencie du régime des talibans en matière de droits de la femme.

Ce sont les mêmes qui ordonnent l'arrestation des journalistes, emprisonnent des cadres en violation de toutes les lois, dénient au peuple algérien son identité, et le plongent dans la misère en bâtissant un système dont les fondements sont la corruption et la *hogra*.

Ces généraux mafieux n'ont rien de commun avec les militaires qui souffrent de la crise du logement au même titre que n'importe quel autre Algérien. Ils n'ont rien de commun avec ces officiers et sous-officiers retraités, expulsés à coups de bombes lacrymogènes et de matraques des logements de service qu'ils ont occupés durant plus de vingt ans. Ces mafieux n'ont rien à voir avec ces sous-lieutenants, lieutenants, capitaines, commandants et lieutenants-colonels qui ont, dans le meilleur des cas, un logement de service dans une cité militaire, mais qui se retrouvent, dès leur mise à la retraite, sans domicile fixe. Des SDF qui ont sacrifié les plus belles années de leur vie au service de la mafia alors qu'ils pensaient servir l'Algérie.

De tous les pays qui ont vu souffler le vent du changement à la fin du XXe siècle, seule la malheureuse Algérie a gardé les mêmes hommes. Dans l'armée, Tewfik, Lamari, Touati, Smaïl, et ce vieux flic de Tounsi sont toujours là. Belkheir, Nezzar, Guenaïzia, Gheziel, Touati, Abdessalem and co. sont tapis dans l'ombre mais n'ont pas disparu. Côté politique, Messaadia, Belkhadem, Bouteflika, Khediri, Belkheir, Bessaieh et Ammimour, eux aussi, sont toujours là.

À quand leur vraie retraite ? Chut ! Sujet tabou. Il n'y a que les ennemis de l'Algérie qui posent ce genre de question « incongrue ». Passer le relais à plus jeune et plus qualifié qu'eux ? Il n'en est pas question. « Ils sont indispensables », ne cesse-t-on de nous répéter. Indispensables à eux-mêmes, surtout, pour préserver leurs biens mal acquis.

FLN ou FIS, en 1990. Caciques mafieux ou islamistes barbares aujourd'hui. Nul n'a le droit d'imposer aux Algériens de choisir entre la dictature de la pègre des généraux et le péril intégriste. Choisir entre la peste ou le choléra, c'est toujours choisir la mort.

Ce régime, incapable de réagir à une inondation catastrophique, n'est pas en mesure de sortir les Algériens du tourbillon d'horreur et de désespoir dans lequel il les a délibérément plongés.

De quel droit ces généraux mafieux s'érigent-ils en tuteurs d'un peuple qui a su donner les meilleurs exemples de bravoure et d'héroïsme à travers les siècles ?

De quelle légitimité se prévalent-ils pour hypothéquer l'avenir de toute une nation en pillant ses richesses sans vergogne ?

Tant qu'ils seront au pouvoir, le soleil ne se lèvera pas sur l'Algérie. La fin du terrorisme et la levée de l'état d'urgence, reconduit illégalement depuis dix ans, signifieraient leur mort. Ils entretiennent le premier afin de maintenir la seconde.

De quel droit nous interdisent-ils de crier « Assez ! Partez ! Laissez-nous en paix ! Cessez de confondre vos misérables personnes avec notre pays et ses institutions » ?

La communauté internationale, qui se gargarise du devoir d'ingérence, ne peut pas rester indéfiniment silencieuse face au drame algérien. C'est de la non-assistance à un peuple en danger.

Elle n'a pas à mettre l'Algérie sous un embargo qui ne dit pas son nom. Elle n'a pas à humilier davantage le peuple algérien en boycottant ses aéroports. Elle n'a pas à mépriser, elle aussi, les Algériens en leur refusant des visas de séjour tout en accueillant chaleureusement ceux qui sont à l'origine de leur misère.

La seule solution pour se débarrasser de ces mafieux, c'est de les traduire devant le Tribunal Pénal International. C'est la seule issue pour le peuple algérien qui n'a aucune possibilité de leur demander des comptes ou de les renvoyer.

Si le TPI refusait de prendre en charge le dossier des généraux mafieux et de leurs complices, il n'aurait aucune raison d'exister. Milosevic est un enfant de chœur face à Nezzar et ses compagnons.

Je ne connais pas d'Algériens honnêtes qui s'opposeraient à l'arrestation des généraux mafieux et à leur comparution devant le TPI. Même leurs larbins leur tourneraient le dos.

La France, pour sa part, doit se rendre à l'évidence. Il ne sert à rien de continuer à protéger ses anciens sous-officiers. Si elle veut, enfin, établir des relations saines et durables avec un pays dont tant d'enfants vivent chez elle, et apaiser les tensions sur son propre sol, elle n'a aucun intérêt à ce que l'Algérie soit saignée à blanc par des mercenaires assassins.

Si ce livre peut ouvrir les yeux de l'opinion publique internationale, il n'aura pas été inutile.

S'il permet d'envoyer les onze généraux et leurs complices répondre de leurs méfaits devant la justice internationale, je ne remercierai jamais assez Allah le tout-puissant, en qui je crois profondément, de m'avoir donné la force et le courage de l'écrire.

« On peut m'ôter la vie, maintenant que j'ai fini par dire mon mot. »

Table des matières

Impression réalisée sur CAMERON par
BRODARD ET TAUPIN
La Flèche
en mars 2002

Dépôt légal : mars 2002
N° d'édition : 21274 – N° d'impression : 11990
Imprimé en France



LA MAFIA DES GÉNÉRAUX

Livre dissident, livre de témoignage et de révélation, livre de mémoire, d'histoire et de justice, *La Mafia des généraux* révèle la part d'ombre, les dix ans de guerre civile, les centaines de milliers de victimes, et les milliards détournés qui font la réalité de l'Algérie d'aujourd'hui. Voici, raconté de l'intérieur, comment le « cabinet noir », par le crime et la corruption, puis la Terreur, a assis son pouvoir sans partage sur les institutions, l'économie, les hommes, tout en manipulant jusqu'à ses ennemis supposés. Voici, investigués auprès des acteurs secrets, les dessous des massacres, des assassinats, des répressions et des grandes affaires dont sont démontées, pièce après pièce, les versions officielles. Voici la dénonciation, nourrie de multiples voix, du seul système mafieux au monde arrivé à la tête de l'État.


Gamma / Reglain Frédéric

Brisant l'Omerta qui règne en Algérie et à l'étranger, Hichem Aboud, avec ce « J'accuse », entend placer la communauté internationale face à sa conscience et ses responsabilités.

Ancien officier de l'armée algérienne, journaliste, longtemps en butte à la répression du pouvoir, Hichem Aboud vit aujourd'hui réfugié en Europe.

ISBN : 2-7096-2337-4

Atelier Didier Thimonier